



---

CHAMBRE DES DÉPUTÉS  
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

# Dossier consolidé

Projet de loi 6094

Projet de loi portant approbation des Accords entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et certains pays tiers concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements

Date de dépôt : 18-12-2009

Date de l'avis du Conseil d'État : 20-04-2010

## Liste des documents

<b>Date</b>	<b>Description</b>	<b>Nom du document</b>	<b>Page</b>
28-06-2010	Résumé du dossier	Résumé	<u>3</u>
18-12-2009	Déposé	6094/00	<u>5</u>
20-04-2010	Avis du Conseil d'Etat (20.4.2010)	6094/01	<u>94</u>
17-05-2010	Rapport de commission(s) : Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration Rapporteur(s) : Monsieur Marc Angel	6094/02	<u>97</u>
22-06-2010	Dispense du second vote constitutionnel par le Conseil d'Etat (22-06-2010) Evacué par dispense du second vote (22-06-2010)	6094/03	<u>104</u>
17-05-2010	Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration Procès verbal ( 44 ) de la reunion du 17 mai 2010	44	<u>107</u>
10-05-2010	Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration Procès verbal ( 43 ) de la reunion du 10 mai 2010	43	<u>124</u>
26-07-2010	Publié au Mémorial A n°116 en page 1965	6094	<u>135</u>

# Résumé

## Résumé du projet de loi 6094

Le projet de loi a pour objet d'approuver les accords sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements conclus entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise (UEBL) et les dix pays tiers suivants : Bahreïn, Ethiopie, Qatar, Corée, Rwanda, Oman, Colombie, Tadjikistan, Panama et Barbade.

La Belgique est en charge de la négociation et de la conclusion des accords entre l'UEBL et les pays tiers, accords à ratifier et à publier au Luxembourg. Le but de tels accords, outre l'encouragement des investissements, est d'offrir à l'investisseur les garanties d'une protection maximale.

Ces accords veillent à ce que les entreprises luxembourgeoises ne soient pas désavantagées face aux concurrents d'autres pays. Par la généralité de leurs dispositions, ils permettent aux Etats signataires de développer les investissements tout en créant une certaine sécurité juridique.

Chaque partie est tenue d'encourager les investissements sur son territoire par des investisseurs de l'autre partie contractante, d'admettre ces investissements en conformité avec sa législation, d'autoriser la conclusion et l'exécution de contrats de licence et de conventions d'assistance commerciale, administrative ou technique.

La protection des investissements signifie qu'ils doivent jouir d'un traitement juste et équitable. Les investisseurs doivent bénéficier sur le territoire de l'autre contractant du traitement de la nation la plus favorisée, donc que le traitement ne doit pas être moins favorable que le traitement accordé par l'Etat à ses propres investisseurs ou aux investisseurs de tout autre Etat tiers, sauf pour ce qui est des privilèges en relation e. a. avec la participation de l'Etat à une zone de libre-échange, d'une union douanière ou d'un marché commun.

Les articles relatifs à la protection de l'environnement et du droit du travail prévoient notamment l'interdiction d'abaisser les normes environnementales et sociales dans le but d'attirer davantage d'investissements.

Les parties s'engagent à ne pas prendre directement ou indirectement des mesures d'expropriation ou de nationalisation touchant les investissements faits par l'autre partie sur son territoire. Cette interdiction n'est cependant pas absolue et les accords prévoient le principe d'une indemnisation adéquate et effective en cas d'expropriation ou de nationalisation pour impératifs d'utilité publique, de sécurité ou d'intérêt national.

D'autres dispositions des accords respectifs visent le règlement des différends relatifs à l'interprétation ou à l'application des accords.

La durée des accords est fixée à dix ans à partir de la date de l'échange des instruments de ratification. Les accords sont reconduits tacitement pour des périodes de dix ans, à moins d'une dénonciation dans les délais prescrits.

6094/00

## N° 6094

## CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2009-2010

**PROJET DE LOI**

**portant approbation des Accords entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et certains pays tiers concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements**

\* \* \*

*(Dépôt: le 18.12.2009)***SOMMAIRE:**

	<i>page</i>
1) Arrêté Grand-Ducal de dépôt (11.12.2009) .....	2
2) Texte du projet de loi .....	2
3) Exposé des motifs .....	3
4) Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et le Gouvernement du Royaume de Bahreïn concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements .....	7
5) Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise, d'une part, et la République fédérale démocratique d'Ethiopie, d'autre part, concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements.....	15
6) Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et le Gouvernement du Qatar concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements .....	23
7) Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et le Gouvernement de la République de Corée concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements .....	32
8) Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise, d'une part, et la République du Rwanda, d'autre part, concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements .....	39
9) Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise, d'une part, et le Sultanat d'Oman, d'autre part, concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements .....	46
10) Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise, d'une part, et la République de Colombie, d'autre part, concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements .....	54
11) Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise, d'une part, et la République du Tadjikistan, d'autre part, concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements.....	66
12) Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise, d'une part, et la République du Panama, d'autre part, concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements .....	73

13) Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la Barbade concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements.....	80
--	----

\*

## ARRETE GRAND-DUCAL DE DEPOT

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Sur le rapport de Notre Ministre des Affaires étrangères et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

*Article unique.*— Notre Ministre des Affaires étrangères est autorisé à déposer en Notre nom à la Chambre des Députés le projet de loi portant approbation des Accords entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et certains pays tiers concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements.

Palais de Luxembourg, le 11 décembre 2009

*Le Ministre des Affaires étrangères,*

Jean ASSELBORN

HENRI

\*

## TEXTE DU PROJET DE LOI

**Art. 1er.** Est approuvé l'Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et le Gouvernement du Royaume de Bahreïn concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, signé à Manama le 11 juillet 2006.

**Art. 2.** Est approuvé l'Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise, d'une part, et la République fédérale démocratique d'Ethiopie, d'autre part, concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, signé à Bruxelles le 26 octobre 2006.

**Art. 3.** Est approuvé l'Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et le Gouvernement du Qatar concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, signé à Doha le 6 novembre 2007.

**Art. 4.** Est approuvé l'Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et le Gouvernement de la République de Corée concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, signé à Bruxelles le 12 décembre 2006.

**Art. 5.** Est approuvé l'Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise, d'une part, et la République du Rwanda, d'autre part, concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, signé à Kigali le 16 avril 2007.

**Art. 6.** Est approuvé l'Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise, d'une part, et le Sultanat d'Oman, d'autre part, concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, signé à Mascate le 16 décembre 2008.

**Art. 7.** Est approuvé l'Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise, d'une part, et la République de Colombie, d'autre part, concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, signé à Bruxelles, le 4 février 2009.

**Art. 8.** Est approuvé l'Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise, d'une part, et la République du Tadjikistan, d'autre part, concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, signé à Bruxelles, le 10 février 2009.

**Art. 9.** Est approuvé l'Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise, d'une part, et la République du Panama, d'autre part, concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, signé à Panama, le 26 mars 2009.

**Art. 10.** Est approuvé l'Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise, et la Barbade concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, signé à Bruxelles, le 29 mai 2009.

\*

## EXPOSE DES MOTIFS

### RAPPEL HISTORIQUE

L'Union économique belgo-luxembourgeoise (UEBL) a été instituée par la Convention du 25 juillet 1921 entre le Royaume de Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg. La nouvelle Convention UEBL a été signée à Bruxelles, le 18 décembre 2002 et elle fut approuvée par la Loi du 27 mai 2004.

Aux termes de l'article 31 de la Convention, „*les traités et accords afférents à la défense des intérêts économiques, notamment les accords concernant l'encouragement et la protection réciproque des investissements, les accords sur les produits de base et les accords maritimes, conclus entre l'Union et les Etats tiers et qui ne tombent pas dans le champ d'application des accords internationaux déjà conclus par les Hautes Parties Contractantes, sont communs.*“

Toujours selon l'article 31 précité, ces traités et accords „*sont conclus par la Belgique au nom de l'Union, sous réserve de la faculté, pour le Luxembourg, de signer ces traités et accords conjointement avec la Belgique. Aucun de ces traités et accords ne peut être conclu, modifié ou dénoncé sans que le Luxembourg n'ait été entendu.*“

La Belgique, par le biais de son Ministère des Affaires étrangères, est donc en charge de la négociation et de la conclusion des accords entre l'UEBL et les Etats tiers en matière de promotion et de protection réciproques des investissements. Depuis 2002, les accords sont également soumis à la signature du Luxembourg.

Le Conseil de Gouvernement, dans sa séance du 25 janvier 2002, avait décidé de procéder dorénavant à la ratification et à la publication au Luxembourg de tous les accords entre l'UEBL et les pays tiers et de ratifier et de publier rétroactivement tous les accords en vigueur dans le cadre de l'UEBL. Les accords existants ont ainsi été ratifiés par les Lois du 30 juin 2004, du 22 décembre 2006 et du 21 décembre 2007 respectivement.

Par le présent projet de loi, le gouvernement soumet à l'approbation de la Chambre des députés les accords concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements conclus entre l'UEBL et le Bahreïn, l'Ethiopie, le Qatar, la République de Corée, le Rwanda, l'Oman, la Colombie, le Tadjikistan, le Panama et la Barbade.

\*

### COMMENTAIRES

L'objectif des accords, outre l'encouragement des investissements, est d'offrir à l'investisseur les garanties d'une protection maximale, grâce notamment à la garantie d'un traitement juste et équitable de l'investissement, l'obtention de la clause de la nation la plus favorisée afin de prévenir toute discrimination, l'obligation d'indemnisation dans le cas de mesures privatives de propriété, le libre transfert des revenus et la création d'un cadre juridique adéquat dans lequel pourront être réglés les différends relatifs aux investissements et aux divergences d'interprétation des accords signés.

Les accords que l'UEBL a conclus veillent à ce que les entreprises belges et luxembourgeoises ne sont pas désavantagées face aux concurrents d'autres pays. De par la généralité de leurs dispositions, ces accords permettent aux Etats signataires concernés de développer les investissements tout en créant une certaine sécurité juridique, notamment en prévoyant des règles applicables en cas de différends éventuels.

La Belgique, par le biais de son Ministère des Affaires étrangères, a conduit les diverses négociations, et cela aussi pour le compte du Luxembourg, en accord avec l'article 31 du Traité modifié UEBL.

Les accords d'investissement soumis présentent donc de fortes ressemblances, sinon dans la forme du moins quant au fond. Les différences entre les textes sont dues à la fois aux adaptations que l'UEBL a apportées au texte de base au cours des années ainsi qu'aux changements apportés à la demande de la partie tierce lors des négociations.

Avant de passer à l'examen du contenu des différents accords d'investissement, il y a lieu de noter que le nouvel accord avec le Rwanda mentionné à l'article 5 du présent projet de loi s'ajoute à l'accord que l'UEBL avait signé avec le Rwanda à Kigali, le 2 novembre 1983 et que le Luxembourg avait ratifié par la Loi du 30 juin 2004 et publié au Mémorial le 19 juillet 2004.

Le préambule des accords définit les Parties contractantes, à savoir l'UEBL d'un côté – représentée par le gouvernement fédéral belge, les gouvernements wallon, flamand et de la région de Bruxelles-capitale ainsi que par le gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg –, et la Partie tierce de l'autre côté. Le préambule décrit aussi l'objectif de l'accord, à savoir renforcer la coopération économique via la réalisation d'investissements.

Les Parties procèdent d'abord à une définition des termes essentiels pour l'accord, notamment „investisseurs“, „investissements“, „revenus“, „territoires“, ainsi que, dans les accords plus récents, „législation en matière d'environnement“ et „législation du travail“. Les définitions peuvent varier légèrement selon les accords.

Les „investisseurs“ sont soit des nationaux, c'est-à-dire des personnes physiques qui selon la législation de la Belgique, du Luxembourg ou du pays tiers sont considérées être des ressortissants de ladite Partie, soit une société, c'est-à-dire une personne morale constituée conformément à la législation de la Belgique, du Luxembourg ou du pays tiers et ayant son siège social sur le territoire de ladite Partie.

Dans l'accord avec la Colombie cependant, il est précisé que ce dernier ne s'applique pas aux investissements effectués par des personnes physiques qui sont ressortissantes des deux Parties contractantes (double nationalité).

Le terme „investissement“ désigne tout élément d'actif quelconque et tout apport direct ou indirect en numéraire, en nature ou en services, investi ou réinvesti dans tout secteur d'activité économique, quel qu'il soit. La définition dudit terme est suivie dans la majeure partie des cas d'une énumération non limitative d'exemples d'investissement à l'exception de l'accord avec la Colombie qui introduit des limitations du terme „investissement“ et qui définit les caractéristiques minimales d'un investissement.

Le terme „revenus“ désigne les sommes produites par un investissement.

Alors que la grande majorité des accords précisent que la modification de la forme juridique des investissements ne change pas leur qualité d'investissement au sens de l'accord, celui avec la Colombie précise que cette modification ne doit pas être contraire au cadre des définitions et qu'elle intervienne conformément à la législation de la Partie contractante sur le territoire où l'investissement a été admis.

Le terme „territoire“ s'applique au territoire du Royaume de Belgique respectivement celui du Grand-Duché de Luxembourg, y compris aux zones maritimes sur lesquelles la Belgique exerce ses droits souverains et sa juridiction conformément au droit international. La définition du territoire de la Partie tierce suit cette logique, bien que les parties tierces aient presque toujours adapté les termes utilisés à leurs propres définitions du territoire.

Depuis l'inclusion de dispositions relatives à la protection de l'environnement et du droit du travail, les accords contiennent aussi une définition des termes „législation de l'environnement“ et „législation du travail“.

S'agissant de la législation en matière de l'environnement, elle comprend toute législation qui vise principalement la protection de l'environnement ou la prévention de tout danger pour la vie ou la santé des hommes, des animaux ou des plantes à travers une série limitée de mesures. L'expression de législation du travail désigne toute législation ayant un rapport direct avec les droits universellement reconnus des travailleurs et que les textes énumèrent limitativement.

Suit alors une définition, en des termes généraux, de l'objet des accords qu'est la promotion des investissements. Chacune des Parties est tenue d'encourager les investissements sur son territoire par des investisseurs de l'autre Partie contractante, d'admettre ces investissements en conformité avec sa législation, d'autoriser en particulier la conclusion et l'exécution de contrats de licence et de conven-

tions d'assistance commerciale, administrative ou technique, pour autant que ces activités aient un rapport avec l'investissement.

Cette définition est talonnée par un article relatif à la protection des investissements qui établit le principe que les investissements, aussi bien directs qu'indirects, doivent jouir d'un traitement juste et équitable. Sous réserve des mesures nécessaires pour maintenir l'ordre public, les investissements jouiront d'une sécurité et d'une protection constante.

L'accord avec la Colombie précise que les concepts de „traitement juste et équitable“ et de „protection et sécurité intégrales“ n'exigeront pas un traitement supplémentaire au droit international coutumier.

Les accords établissent ensuite que les investisseurs de chacune des Parties contractantes doivent bénéficier sur le territoire de l'autre Partie du traitement de la nation la plus favorisée (NPF), c'est-à-dire le traitement accordé aux investisseurs de l'autre Partie à l'accord ne doit pas être moins favorable que le traitement accordé par l'Etat à ses propres investisseurs ou aux investisseurs de tout autre Etat tiers. Les accords contiennent toutefois la limitation que pareil traitement ne s'étendra pas aux privilèges qu'une Partie contractante accorde aux investisseurs d'un Etat tiers en vertu de sa participation ou association à une zone de libre-échange, d'une union douanière, d'un marché commun ou de toute autre forme d'organisation économique régionale. Est visée ici notamment l'Union européenne. Les accords précisent aussi que les dispositions des accords d'investissement ne s'appliquent pas aux matières fiscales.

Les articles relatifs à la protection de l'environnement et du droit du travail prévoient en substance l'interdiction d'abaisser les normes environnementales et sociales dans l'objectif d'attirer davantage d'investissements. Les Parties réaffirment aussi les engagements pris au niveau international, ainsi que les possibilités offertes par la coopération internationale. S'agissant du droit du travail, référence est faite aux obligations souscrites en tant que membres de l'Organisation Internationale du Travail.

L'accord avec la République de Corée ne contient pas d'articles relatifs à la protection de l'environnement et du droit de travail.

Les Parties s'engagent à ne pas prendre directement ou indirectement des mesures d'expropriation ou de nationalisation ou des mesures d'effets similaires touchant les investissements faits par l'autre Partie sur son territoire. Cette interdiction n'est toutefois pas absolue. Les accords prévoient le principe d'une indemnisation adéquate et effective en cas d'expropriation ou de nationalisation pour impératifs d'utilité publique, de sécurité ou d'intérêt national. Ces mesures d'expropriation ne sont autorisées que si elles sont adoptées selon une procédure légale – comprise implicitement comme étant celle de la Partie sur le territoire de laquelle l'investissement est situé si elles ne sont ni discriminatoires, ni contraires à un engagement spécifique et si elles donnent lieu à une indemnisation adéquate et effective.

L'accord avec la Colombie ajoute une distinction entre expropriation directe et indirecte.

Les accords prévoient également les règles de dédommagement en cas de dommages dus à une guerre ou à tout autre conflit armé survenu sur le territoire d'une Partie contractante, accordant aux investisseurs un traitement au moins égal à celui accordé aux investisseurs de la nation la plus favorisée.

Etant donné que les accords ont pour objet de promouvoir les investissements, chaque Partie contractante s'engage à accorder aux investisseurs de l'autre Partie le libre transfert – effectué en monnaie librement convertible et sans délai – de tous les paiements relatifs à un investissement, et dont les différents accords incluent des listes illustratives. Est également prévu que les nationaux de chacune des Parties contractantes autorisés à travailler au titre d'un investissement sur le territoire de l'autre Partie soient autorisés à transférer une quotité appropriée de leur rémunération dans leur pays d'origine.

Des limitations sont toutefois introduites dans les textes, telles dans l'accord avec la Colombie et la République de Corée (restrictions au libre transfert en cas de difficultés de la balance des paiements et de difficultés de gestion macroéconomique). Il est précisé que ces mesures visées seront conformes aux statuts du Fonds monétaire international et seront temporaires.

Les accords règlent également les questions de la subrogation de tous les droits et créances de l'investisseur si une des Parties contractantes ou un organisme désigné par celle-ci paie des indemnités à un investisseur en vertu d'une police d'assurance couvrant les risques non commerciaux, contractée

au titre d'un investissement effectué sur le territoire de l'autre Partie contractante. Cela vise surtout l'activité des offices du Dueroire.

Les accords prévoient, au cas où des règles de l'accord entrent en conflit avec d'autres obligations (législation nationale d'une Partie ou conventions internationales conclues par une des Parties contractantes), le principe que les règles les plus favorables s'appliquent aux investisseurs.

Est ensuite abordé le cas des investissements ayant fait l'objet d'accords particuliers entre une Partie contractante et des investisseurs de l'autre Partie. A part de confirmer l'engagement des Parties contractantes à honorer ces accords conclus avec des personnes privées, et donc transformer l'obligation en obligation de droit international public, ces clauses confirment également que les règles y contenues s'appliquent aux investissements au même titre que les règles contenues dans les accords UEBL.

Tout différend entre un investisseur de l'une des Parties et l'autre Partie contractante est réglé à l'amiable, sinon par la conciliation entre les Parties contractantes par la voie diplomatique. A défaut d'accord dans des délais retenus par les divers accords, les Parties contractantes donnent leur consentement à ce que le différend soit soumis, au choix de l'investisseur, soit à la juridiction compétente de l'Etat où se situe l'investissement, soit à un arbitrage international par la soumission du différend à l'un des organismes d'arbitrage cités dans les textes.

En règle générale cet organisme d'arbitrage est soit un tribunal arbitral ad hoc établi selon les règles d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le Droit commercial international (C.N.U.D.C.I.), soit le Centre International pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements (C.I.R.D.I.), soit le Tribunal d'Arbitrage de la Chambre de Commerce internationale de Paris, soit l'Institut d'Arbitrage de la Chambre de Commerce de Stockholm.

Pour certains accords la manière dont le tribunal ad hoc du C.N.U.D.C.I. sera constitué est précisée, c'est le cas avec l'accord du Qatar. L'accord avec la Colombie prévoit l'arbitrage par un tribunal arbitral du Centre de conciliation et d'arbitrage de la Chambre de Commerce de Bogota. L'accord avec l'Oman prévoit également le Tribunal arabe d'investissements ou encore le Centre d'arbitrage commercial du Conseil de coopération du Golfe.

Parfois le nombre des procédures d'arbitrage ouvertes aux investisseurs est plus limité que les quatre options précitées. Ainsi, par exemple, les accords avec le Bahreïn, le Qatar, l'Oman et le Tadjikistan excluent le recours à la Chambre de Commerce de Stockholm et la Chambre de Commerce internationale de Paris. De part son appartenance au Commonwealth et son recours au droit commun, la Barbade préfère se fier aux instances anglo-saxonnes. L'accord avec la Barbade attribue la fonction de tribunal arbitral non pas aux deux Chambres précitées mais à la Chambre de Commerce Internationale ou à la London Court of International Arbitration.

Les divers accords détaillent encore le droit applicable sur lequel le tribunal doit se baser, ainsi que le principe que les sentences sont définitives et obligatoires pour les parties au différend. L'accord avec la Colombie introduit des notions de délais pour les différentes étapes de la procédure des règlements de différends entre les investisseurs.

Les différends relatifs à l'interprétation ou à l'application des accords entre Parties contractantes sont réglés par la voie diplomatique, sinon par une commission mixte composée de représentants des Parties contractantes, sinon par un tribunal d'arbitrage. Les accords détaillent les règles de constitution de ce tribunal composé de trois membres, ainsi que quelques règles de procédures et la division des frais. Les Parties reconnaissent que les décisions du tribunal sont définitives et obligatoires.

L'accord étend ensuite, dans la majeure partie des cas, son domaine d'application aux investissements effectués avant son entrée en vigueur par les investisseurs de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie en conformité avec les lois et les règlements de cette dernière.

Souvent toutefois cette rétroactivité est modulée de façon à en exclure certains événements, comme dans le cas des accords avec la Colombie et l'Ethiopie qui s'appliquent aux investissements mais non pas aux différends survenus avant l'entrée en vigueur du nouvel accord, ni aux différends relatifs à des faits qui se sont produits avant son entrée en vigueur.

Dans l'accord avec la Colombie, les emprunts à l'étranger contractés avant l'entrée en vigueur de l'accord sont également exclus de son champ d'application. Cet accord précise également que les investissements réalisés au moyen de capitaux ou d'avoirs tirés d'activités illicites ne seront pas protégés par le présent accord. L'accord ne s'appliquera non plus aux mesures prudentielles concernant le secteur financier adoptées par l'une ou par l'autre partie contractante.

Finalement l'accord fixe les modalités de son entrée en vigueur, sa durée et la possibilité de sa dénonciation. L'accord est conclu pour une durée de dix ans à partir de la date de l'échange des instruments de ratification. Il sera alors reconduit tacitement pour des périodes de dix ans, à moins qu'il ne soit dénoncé dans les délais prescrits qui sont normalement de six mois avant son expiration.

La date de l'entrée en vigueur varie toutefois selon l'accord. Pour le cas des accords avec le Bahreïn, l'Éthiopie, le Qatar, la République de Corée, l'Oman, le Rwanda, le Tadjikistan et le Panama, l'entrée en vigueur ne se fait qu'un mois après l'échange des instruments de ratification; pour la Barbade l'entrée en vigueur se fait le jour suivant la réception de la dernière notification de l'accomplissement des procédures requises pour l'entrée en vigueur de l'accord. L'accord avec la Colombie n'entre en vigueur que soixante jours après échange des instruments de ratification.

Les accords prévoient, en cas de dénonciation, que les investissements effectués antérieurement restent normalement encore protégés par les dispositions de l'accord pour une durée égale à dix ans à compter de la date d'expiration.

\*

## ACCORD

### entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et le Gouvernement du Royaume de Bahreïn concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements

*Le Gouvernement du Royaume de Belgique,*

*le Gouvernement wallon,*

*le Gouvernement flamand,*

*le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,*

ainsi que

*le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg*

et

*le Gouvernement du Royaume de Bahreïn*

(ci-après dénommés les „Parties contractantes“);

*Désireux* de renforcer leur coopération économique en créant des conditions favorables à la réalisation d'investissements par des investisseurs de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante;

SONT CONVENU de ce qui suit:

#### *Article 1*

#### *Définitions*

Pour l'application du présent Accord:

1. Le terme „investisseurs“ désigne:

- a) les „nationaux“, c.-à-d. toute personne physique qui, selon la législation du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg ou du Royaume de Bahreïn est considérée comme ressortissant du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg ou du Royaume de Bahreïn respectivement;
- b) les „sociétés“, c.-à-d. toute personne morale constituée conformément à la législation du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg ou du Royaume de Bahreïn et ayant

son siège social sur le territoire du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg ou du Royaume de Bahreïn respectivement.

2. Le terme „investissements“ désigne tout élément d’actif quelconque et tout apport direct ou indirect en numéraire, en nature ou en services, investi ou réinvesti dans tout secteur d’activité économique, quel qu’il soit.

Sont considérés notamment, mais non exclusivement, comme des investissements au sens du présent Accord:

- a) les biens meubles et immeubles ainsi que tous autres droits réels tels que hypothèques, privilèges, gages, usufruit et droits analogues, définis en conformité avec les lois et règlements de la Partie contractante sur le territoire de laquelle le bien est situé;
- b) les actions, parts sociales et toutes autres formes de participations, même minoritaires ou indirectes, dans le capital de sociétés constituées sur le territoire de l’une des Parties contractantes;
- c) les obligations, créances et droits à toutes prestations ayant une valeur économique;
- d) les droits d’auteur, les droits de propriété industrielle, les procédés techniques, les noms déposés et le fonds de commerce, et
- e) les concessions de droit public ou contractuelles, notamment celles relatives à la prospection, à la culture, à l’extraction ou à l’exploitation de ressources naturelles.

Aucune modification de la forme juridique dans laquelle les avoirs et capitaux ont été investis ou réinvestis n’affectera leur qualité d’investissements au sens du présent Accord.

3. Le terme „revenus“ désigne les sommes produites par un investissement et notamment, mais non exclusivement, les bénéfices, intérêts, accroissements de capital, dividendes, royalties et indemnités.

4. Le terme „territoire“ s’applique:

- a) aux territoires du Royaume de Belgique et du Grand-Duché de Luxembourg, ainsi que, le cas échéant, aux zones maritimes, c’est-à-dire les zones marines et sous-marines qui s’étendent au-delà des eaux territoriales du Royaume de Belgique et sur lesquelles le Royaume de Belgique exerce, conformément au droit international, ses droits souverains et sa juridiction aux fins d’exploration, d’exploitation et de conservation des ressources naturelles; et
- b) au territoire du Royaume de Bahreïn, ainsi qu’aux zones maritimes, aux fonds marins et à leur sous-sol, sur lesquels le Royaume de Bahreïn exerce, conformément au droit international, ses droits souverains et sa juridiction.

5. L’expression „législation en matière d’environnement“ désigne les lois et règlements en vigueur sur le territoire des Parties Contractantes, ou toute disposition contenue dans ces lois et règlements, qui visent principalement la protection de l’environnement, ou la prévention de tout danger pour la vie ou la santé des hommes, des animaux ou des plantes par les moyens suivants:

- a) prévention, réduction ou contrôle des rejets, déversements ou émissions de substances polluantes ou de produits contaminants pour l’environnement;
- b) contrôle des produits chimiques, substances, matériaux et déchets dangereux ou toxiques pour l’environnement et diffusion des informations y relatives;
- c) protection ou conservation de la flore et de la faune sauvages, y compris les espèces menacées d’extinction, leur habitat, et les zones naturelles spécialement protégées sur le territoire des Parties contractantes.

6. L’expression „législation du travail“ désigne les lois et règlements en vigueur sur le territoire des Parties Contractantes, ou toute disposition contenue dans ces lois et règlements, ayant un rapport direct avec les droits universellement reconnus des travailleurs énumérés ci-dessous:

- a) le droit d’association;
- b) le droit d’organisation et de négociation collective;
- c) l’interdiction de recourir à quelque forme de travail forcé ou obligatoire que ce soit;
- d) un âge minimum d’admission des enfants à l’emploi;
- e) des conditions de travail acceptables en ce qui concerne le salaire minimum et la durée du travail, ainsi que la sécurité et la santé des travailleurs.

*Article 2****Promotion des investissements***

1. Chacune des Parties contractantes encouragera les investissements sur son territoire par des investisseurs de l'autre Partie contractante et admettra ces investissements en conformité avec sa législation.
2. En particulier, chaque Partie contractante autorisera la conclusion et l'exécution de contrats de licence et de conventions d'assistance commerciale, administrative ou technique, pour autant que ces activités aient un rapport avec les investissements.

*Article 3****Protection des investissements***

1. Tous les investissements, directs ou indirects, effectués par des investisseurs de l'une des Parties contractantes, jouiront, sur le territoire de l'autre Partie contractante, d'un traitement juste et équitable.
2. Sous réserve des mesures nécessaires au maintien de l'ordre public, ces investissements jouiront d'une sécurité et d'une protection constantes, excluant toute mesure injustifiée ou discriminatoire qui pourrait entraver, en droit ou en fait, la gestion, l'entretien, l'utilisation, la jouissance ou la liquidation desdits investissements.
3. Le traitement et la protection définis aux paragraphes 1 et 2 seront au moins égaux à ceux dont jouissent les investisseurs d'un Etat tiers et ne seront, en aucun cas, moins favorables que ceux reconnus par le droit international.
4. Toutefois, pareil traitement et pareille protection ne s'étendront pas aux privilèges qu'une Partie contractante accorde aux investisseurs d'un Etat tiers, en vertu de sa participation ou de son association à une zone de libre échange, une union douanière, un marché commun ou à toute autre forme d'organisation économique régionale.

*Article 4****Traitement national et nation la plus favorisée***

1. Pour toutes les questions relatives au traitement des investissements, les investisseurs de chacune des Parties contractantes bénéficieront, sur le territoire de l'autre Partie, du traitement national et du traitement de la nation la plus favorisée.
2. En ce qui concerne l'exploitation, la gestion, l'entretien, l'utilisation, la jouissance, la vente ou toute autre forme d'aliénation des investissements, chaque Partie contractante accordera sur son territoire aux investisseurs de l'autre Partie contractante un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui qu'elle accorde à ses propres investisseurs ou aux investisseurs de tout Etat tiers, si ce traitement est plus favorable.
3. Pareil traitement ne s'étendra pas aux privilèges qu'une Partie Contractante accorde aux investisseurs d'un Etat tiers, en vertu de sa participation ou de son association à une zone de libre échange, une union douanière, un marché commun ou à toute autre forme d'organisation économique régionale.
4. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux matières fiscales.

*Article 5****Environnement***

1. Reconnaissant que chaque Partie contractante a le droit de fixer son propre niveau de protection de l'environnement et de définir ses politiques et priorités en matière d'environnement et de développement, ainsi que d'adopter ou de modifier en conséquence ses lois ad hoc, chacune des Parties contractantes veillera à ce que sa législation garantisse un haut niveau de protection de l'environnement et mettra tout en oeuvre en vue d'améliorer constamment ladite législation.
2. Les Parties contractantes reconnaissent qu'il n'est pas approprié d'assouplir la législation nationale en matière d'environnement aux fins d'encourager les investissements. A cet égard, chacune des Parties contractantes veillera à ce qu'il ne soit pas accordé d'exemption ni dérogé d'aucune autre façon à ladite législation, pas plus qu'il ne soit offert de possibilité d'exemption ou autre dérogation aux fins d'encourager la constitution, l'entretien ou l'expansion d'un investissement sur son territoire.
3. Les Parties contractantes réaffirment les engagements auxquels elles ont souscrit dans le cadre d'accords internationaux en matière d'environnement. Elles veilleront à ce que lesdits engagements soient pleinement reconnus et appliqués dans leur législation nationale.
4. Les parties reconnaissent que la coopération mutuelle leur offre des possibilités accrues d'amélioration des normes de protection de l'environnement.

*Article 6****Travail***

1. Reconnaissant que chaque Partie contractante a le droit de fixer ses propres normes de protection du travail et d'adopter ou de modifier en conséquence ses lois ad hoc, chacune des Parties contractantes veillera à ce que sa législation fixe des normes de travail conformes aux droits universellement reconnus des travailleurs énoncés au paragraphe 6 de l'Article 1 et n'aura de cesse d'améliorer lesdites normes.
2. Les Parties contractantes reconnaissent qu'il n'est pas approprié d'assouplir la législation nationale du travail aux fins d'encourager les investissements. A cet égard, chacune des Parties contractantes veillera à ce qu'il ne soit pas accordé d'exemption ni dérogé d'aucune autre façon à ladite législation, pas plus qu'il ne soit offert de possibilité d'exemption ou autre dérogation aux fins d'encourager la constitution, l'entretien ou l'expansion d'un investissement sur son territoire.
3. Les Parties contractantes réaffirment leurs obligations en tant que membres de l'Organisation internationale du Travail ainsi que leurs engagements en vertu de la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux du travail et de son suivi. Les Parties contractantes veilleront à ce que lesdits principes et droits universellement reconnus des travailleurs énoncés au paragraphe 6 de l'Article 1 soient reconnus et protégés dans leur législation nationale.
4. Les parties reconnaissent que la coopération mutuelle leur offre des possibilités accrues d'amélioration des normes de protection du travail.

*Article 7****Mesures privatives et restrictives de propriété***

1. Chacune des Parties contractantes s'engage à ne prendre aucune mesure d'expropriation ou de nationalisation ni aucune autre mesure dont l'effet est de déposséder directement ou indirectement les investisseurs de l'autre Partie contractante des investissements qui leur appartiennent sur son territoire.

2. Si des impératifs d'utilité publique, de sécurité ou d'intérêt national justifient une dérogation au paragraphe 1, les conditions suivantes devront être remplies:
  - a) les mesures seront prises selon une procédure légale;
  - b) elles ne seront ni discriminatoires, ni contraires à un engagement spécifique;
  - c) elles seront assorties de dispositions prévoyant le paiement d'une indemnité adéquate et effective.
3. Le montant des indemnités correspondra à la valeur effective des investissements à la veille du jour où les mesures ont été prises ou rendues publiques.
4. Lesdites indemnités seront réglées dans la monnaie de l'Etat dont l'investisseur est ressortissant ou en toute autre monnaie convertible. Elles seront versées sans délai et seront librement transférables. Elles porteront intérêt au taux commercial normal depuis la date de la fixation de leur montant jusqu'à celle de leur paiement.
5. Les investisseurs de l'une des Parties contractantes dont les investissements auraient subi des dommages dus à une guerre ou à tout autre conflit armé, révolution, état d'urgence national ou révolte survenu sur le territoire de l'autre Partie contractante, bénéficieront, de la part de cette dernière, d'un traitement, en ce qui concerne les restitutions, indemnisations, compensations ou autres dédommagements, qui sera au moins égal à celui accordé par cette dernière Partie contractante aux investisseurs de la nation la plus favorisée.

#### *Article 8*

##### ***Transferts***

1. Chaque Partie contractante accordera aux investisseurs de l'autre Partie contractante le libre transfert de tous les paiements relatifs à un investissement, et notamment:
  - a) des sommes destinées à établir, à maintenir ou à développer l'investissement;
  - b) des sommes destinées au règlement d'obligations contractuelles, y compris les sommes nécessaires au remboursement d'emprunts, les redevances et autres paiements découlant de licences, franchises, concessions et autres droits similaires, ainsi que les rémunérations du personnel expatrié;
  - c) des revenus des investissements;
  - d) du produit de la liquidation totale ou partielle des investissements, y compris les plus-values ou augmentations du capital investi;
  - e) des indemnités payées en exécution de l'Article 7.
2. Les nationaux de chacune des Parties contractantes autorisés à travailler au titre d'un investissement sur le territoire de l'autre Partie contractante seront également autorisés à transférer leur rémunération dans leur pays d'origine.
3. Les transferts seront effectués en monnaie librement convertible, au taux de change applicable à la date de ceux-ci.
4. Chacune des Parties contractantes délivrera les autorisations nécessaires pour assurer sans délai l'exécution des transferts, et ce, sans autres charges que les frais bancaires usuels.

#### *Article 9*

##### ***Subrogation***

1. Si l'une des Parties contractantes ou un organisme public de celle-ci paie des indemnités à ses propres investisseurs en vertu d'une garantie donnée pour un investissement, l'autre Partie contractante

reconnaîtra que les droits des investisseurs sont transférés à la Partie contractante ou à l'organisme public concerné, en leur qualité d'assureur.

2. En ce qui concerne les droits transférés, l'autre Partie contractante pourra faire valoir à l'égard de l'assureur subrogé dans les droits des investisseurs indemnisés les obligations qui incombent légalement ou contractuellement à ces derniers.

#### *Article 10*

##### ***Règles applicables***

Lorsqu'une question relative aux investissements est régie à la fois par le présent Accord et par la législation nationale de l'une des Parties contractantes ou par des conventions internationales en vigueur actuellement ou contractées dans l'avenir par les Parties contractantes, les investisseurs de l'autre Partie contractante pourront se prévaloir des dispositions qui leur sont les plus favorables.

#### *Article 11*

##### ***Règlement des différends***

1. Tout différend entre un investisseur de l'une des Parties contractantes et l'autre Partie contractante fera l'objet d'une notification écrite de la part de la partie la plus diligente. La notification sera accompagnée, si possible, d'un aide-mémoire détaillé précisant les points litigieux.

2. Dans la mesure du possible, les parties tenteront de régler le différend par la négociation, en faisant éventuellement appel à l'avis spécialisé d'un tiers, ou par la conciliation entre les Parties contractantes par la voie diplomatique.

3. A défaut de règlement amiable par arrangement direct entre les parties au différend ou par conciliation par la voie diplomatique dans les six mois à compter de sa notification, le différend sera soumis, au choix de l'investisseur, soit à la juridiction compétente de l'Etat où l'investissement a été réalisé, soit à l'arbitrage international. A cette fin, chacune des Parties contractantes donne son consentement anticipé et irrévocable à ce que tout différend soit soumis à cet arbitrage. Ce consentement implique qu'elles renoncent à exiger l'épuisement des recours administratifs ou judiciaires internes.

4. En cas de recours à l'arbitrage international, le différend sera soumis à l'un des organismes d'arbitrage désignés ci-après, au choix de l'investisseur:

- a) à un tribunal d'arbitrage ad hoc, établi selon les règles d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le Droit Commercial International (C.N.U.D.C.I.); ou
- b) au Centre international pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements (C.I.R.D.I.), créé par la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats, ouverte à la signature à Washington, le 18 mars 1965.

5. Aucune des Parties contractantes, partie à un différend, ne soulèvera d'objection, à aucun stade de la procédure d'arbitrage ni de l'exécution d'une sentence d'arbitrage, du fait que l'investisseur, partie adverse du différend, aurait perçu une indemnité couvrant tout ou partie de ses pertes en exécution d'une police d'assurance ou de la garantie prévue à l'article 9 du présent Accord.

6. Le tribunal arbitral statuera sur la base du droit interne de la Partie contractante partie au différend sur le territoire de laquelle l'investissement est situé, y compris les règles relatives aux conflits de lois, ainsi que sur la base des dispositions du présent Accord, des termes de l'accord particulier éventuellement conclu au sujet de l'investissement et des principes du droit international.

7. Les sentences d'arbitrage seront définitives et obligatoires pour les parties au différend. Chaque Partie contractante s'engage à exécuter les sentences en conformité avec sa législation nationale.

8. A aucun moment durant les procédures en matière de différends relatifs aux investissements, aucune des Parties contractantes partie à un différend n'invoquera, comme moyen de défense, son immunité souveraine.

#### *Article 12*

##### ***Différends entre les Parties contractantes***

1. Tout différend entre les Parties contractantes relatif à l'interprétation ou à l'application du présent Accord sera réglé, si possible, par la voie diplomatique.

2. Si le différend entre les Parties contractantes ne peut être réglé par la voie diplomatique, il sera soumis, à la demande de l'une ou l'autre Partie contractante, à un tribunal arbitral.

3. Ledit tribunal arbitral sera constitué, pour chaque cas particulier, de la manière suivante. Dans les deux mois à compter de la réception de la demande d'arbitrage, chaque Partie contractante désignera un membre du tribunal. Ces deux membres choisiront alors un ressortissant d'un Etat tiers qui sera désigné comme Président du tribunal, moyennant l'accord des deux Parties contractantes. Le Président sera désigné dans les deux mois à compter de la date à laquelle les deux autres membres ont été désignés.

4. Si les désignations n'ont pas eu lieu dans les délais spécifiés au paragraphe 3 du présent Article, l'une ou l'autre Partie contractante pourra, à défaut de tout autre arrangement, inviter le Président de la Cour Internationale de Justice à procéder aux nominations nécessaires. Si le Président de la Cour est ressortissant de l'une ou l'autre Partie contractante ou si, pour une autre raison, il est empêché d'exercer cette fonction, le Vice-Président sera invité à procéder aux nominations nécessaires. Si le Vice-Président de la Cour est ressortissant de l'une ou l'autre Partie contractante, ou s'il est également empêché d'exercer cette fonction, le membre le plus élevé en rang de la Cour Internationale de Justice et qui n'est pas ressortissant de l'une ou l'autre Partie contractante sera invité à procéder aux nominations nécessaires.

5. Le tribunal arbitral prendra ses décisions à la majorité des voix. Ses décisions seront obligatoires pour les deux Parties contractantes. Chaque Partie contractante supportera du membre du tribunal qu'elle a désigné, ainsi que les frais de sa représentation dans la procédure d'arbitrage; les frais du Président et les autres débours seront supportés à parts égales par les deux Parties contractantes. Le tribunal d'arbitrage pourra toutefois stipuler dans sa décision qu'une part plus importante de ces frais sera supportée par une des deux Parties contractantes et cette décision sera définitive et obligatoire pour les deux Parties contractantes. Le tribunal fixera ses propres règles de procédure.

#### *Article 13*

##### ***Investissements antérieurs***

Le présent Accord s'appliquera également aux investissements effectués avant son entrée en vigueur par les investisseurs de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante en conformité avec les lois et règlements de cette dernière.

#### *Article 14*

##### ***Entrée en vigueur et durée***

1. Le présent Accord entrera en vigueur un mois à compter de la date à laquelle les Parties contractantes auront échangé leurs instruments de ratification. Il restera en vigueur pour une période de dix ans. Il demeurera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une période de douze mois à compter de la date à laquelle l'une des Parties contractantes aura envoyé à l'autre Partie contractante une notification de dénonciation.

2. En ce qui concerne les investissements effectués antérieurement à la date d'expiration du présent Accord, les dispositions de ce dernier leur resteront applicables pour une période de dix ans à compter de la date d'expiration.

EN FOI DE QUOI, les représentants soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

FAIT à Manama, le 11 juillet 2006, en deux exemplaires originaux, chacun en langues française, néerlandaise, arabe et anglaise, tous les textes faisant également foi. Le texte en langue anglaise prévaudra en cas de divergence d'interprétation.

*Pour l'Union économique belgo-luxembourgeoise:*

*Pour le Gouvernement du  
Royaume de Bahreïn:*

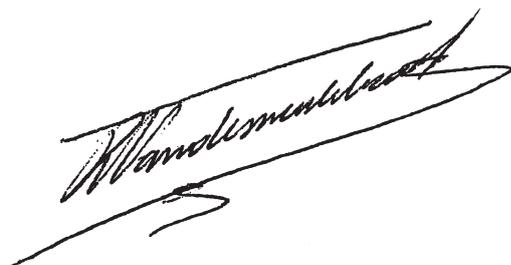
*Pour le Gouvernement du  
Royaume de Belgique:*

*Pour le Gouvernement du  
Grand-Duché de Luxembourg:*

*Pour le Gouvernement wallon:*

*Pour le Gouvernement  
flamand:*

*Pour le Gouvernement de la  
Région de Bruxelles-Capitale:*



\*

**ACCORD**  
**entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise, d'une part,**  
**et la République fédérale démocratique d'Ethiopie, d'autre part,**  
**concernant l'encouragement et la protection réciproques des**  
**investissements**

*Le Gouvernement du Royaume de Belgique,*

*le Gouvernement wallon,*

*le Gouvernement flamand,*

*et le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,*

ainsi que

*le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg,*

d'une part, et

*le Gouvernement de la République fédérale démocratique d'Ethiopie,*

d'autre part,

(ci-après dénommés les „Parties contractantes“),

*Désireux* de renforcer leur coopération économique en créant des conditions favorables à la réalisation d'investissements par des investisseurs de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante,

SONT CONVENUS de ce qui suit:

*Article 1*

***Définitions***

Pour l'application du présent Accord:

1. Le terme „investisseurs“ désigne:

- a) les „nationaux“, c.-à-d. toute personne physique qui, selon la législation du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg ou de la République fédérale démocratique d'Ethiopie, est considérée comme citoyen du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg ou de la République fédérale démocratique d'Ethiopie respectivement;
- b) les „sociétés“; c.-à-d. toute personne morale constituée conformément à la législation du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg ou de la République fédérale démocratique d'Ethiopie et ayant son siège social sur le territoire du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg ou de la République fédérale démocratique d'Ethiopie respectivement.

2. Le terme „investissements“ désigne tout élément d'actif quelconque et tout apport direct ou indirect en numéraire, en nature ou en services, investi ou réinvesti dans tout secteur d'activité économique, quel qu'il soit.

Sont considérés notamment, mais non exclusivement, comme des investissements au sens du présent Accord:

- a) les biens meubles et immeubles ainsi que tous autres droits réels tels que hypothèques, privilèges, gages, usufruit et droits analogues;
- b) les actions, parts sociales et toutes autres formes de participations, même minoritaires ou indirectes, dans le capital de sociétés constituées sur le territoire de l'une des Parties contractantes;

- c) les obligations, créances et droits à toutes prestations ayant une valeur économique;
  - d) les droits d'auteur, les droits de propriété industrielle, les procédés techniques, les noms déposés et le fonds de commerce;
  - e) les concessions de droit public ou contractuelles, notamment celles relatives à la prospection, à la culture, à l'extraction ou à l'exploitation de ressources naturelles.
- Aucune modification de la forme juridique dans laquelle les avoirs et capitaux ont été investis ou réinvestis n'affectera leur qualité d'investissements au sens du présent Accord.
3. Le terme „revenus“ désigne les sommes produites par un investissement et notamment, mais non exclusivement, les bénéfices, intérêts, accroissements de capital, dividendes, royalties et indemnités.
  4. Le terme „territoire“ désigne:
    - a) le territoire du Royaume de Belgique et le territoire du Grand-Duché de Luxembourg, ainsi que les zones maritimes, c'est-à-dire les zones marines et sous-marines qui s'étendent au-delà des eaux territoriales du Royaume de Belgique et sur lesquelles celui-ci exerce, conformément au droit international, ses droits souverains et sa juridiction aux fins d'exploration, d'exploitation et de conservation des ressources naturelles;
    - b) en ce qui concerne la République fédérale démocratique d'Ethiopie, le territoire sur lequel la République fédérale démocratique d'Ethiopie exerce ses droits souverains et sa juridiction.
  5. L'expression „législation en matière d'environnement“ désigne la législation des Parties contractantes, ou toute disposition contenue dans cette législation, qui vise principalement la protection de l'environnement, ou la prévention de tout danger pour la vie ou la santé des hommes, des animaux ou des plantes par les moyens suivants:
    - a) prévention, réduction ou contrôle des rejets, déversements ou émissions de substances polluantes ou de produits contaminateurs pour l'environnement;
    - b) contrôle des produits chimiques, substances, matériaux et déchets dangereux ou toxiques pour l'environnement et diffusion des informations y relatives;
    - c) protection ou conservation de la flore et de la faune sauvages, y compris les espèces menacées d'extinction, leur habitat, et les zones naturelles spécialement protégées sur le territoire des Parties contractantes.
  6. L'expression „législation du travail“ désigne la législation du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg ou de la République fédérale démocratique d'Ethiopie, ou toute disposition contenue dans cette législation, ayant un rapport direct avec les droits universellement reconnus des travailleurs énumérés ci-dessous:
    - a) le droit d'association;
    - b) le droit d'organisation et de négociation collective;
    - c) l'interdiction de recourir à quelque forme de travail forcé ou obligatoire que ce soit;
    - d) un âge minimum d'admission des enfants à l'emploi;
    - e) des conditions de travail acceptables en ce qui concerne le salaire minimum et la durée du travail, ainsi que la sécurité et la santé des travailleurs.

## *Article 2*

### ***Promotion des investissements***

Chacune des Parties contractantes encouragera les investissements sur son territoire par des investisseurs de l'autre Partie contractante et admettra ces investissements en conformité avec sa législation.

## *Article 3*

### ***Protection des investissements***

1. Tous les investissements effectués par des investisseurs de l'une des Parties contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre Partie contractante, d'un traitement juste et équitable.

2. Sous réserve des mesures nécessaires au maintien de l'ordre public, ces investissements jouiront d'une sécurité et d'une protection constantes, excluant toute mesure injustifiée ou discriminatoire qui pourrait entraver, en droit ou en fait, la gestion, l'entretien, l'utilisation, la jouissance ou la liquidation desdits investissements.

#### *Article 4*

##### ***Traitement national et nation la plus favorisée***

1. Pour toutes les questions relatives au traitement des investissements, les investisseurs de chacune des Parties contractantes bénéficieront, sur le territoire de l'autre Partie, du traitement national ou du traitement de la nation la plus favorisée.

2. En ce qui concerne l'exploitation, la gestion, l'entretien, l'utilisation, la jouissance, la vente ou toute autre forme d'aliénation des investissements, chaque Partie contractante accordera sur son territoire aux investisseurs de l'autre Partie contractante un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui qu'elle accorde à ses propres investisseurs ou aux investisseurs de tout Etat tiers, si ce traitement est plus favorable.

3. Pareil traitement ne s'étendra pas aux privilèges qu'une Partie Contractante accorde aux investisseurs d'un Etat tiers, en vertu de sa participation ou de son association à une zone de libre échange, une union douanière, un marché commun ou à toute autre forme d'organisation économique régionale.

4. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux matières fiscales.

#### *Article 5*

##### ***Environnement***

1. Reconnaissant que chaque Partie contractante a le droit de fixer son propre niveau de protection de l'environnement et de définir ses politiques et priorités en matière d'environnement et de développement, ainsi que d'adopter ou de modifier en conséquence ses lois ad hoc, chacune des Parties contractantes veillera à ce que sa législation garantisse un haut niveau de protection de l'environnement et mettra tout en oeuvre en vue d'améliorer constamment ladite législation.

2. Les Parties contractantes reconnaissent qu'il n'est pas approprié d'assouplir la législation nationale en matière d'environnement aux fins d'encourager les investissements. A cet égard, chacune des Parties contractantes veillera à ce qu'il ne soit pas accordé d'exemption ni dérogé d'aucune autre façon à ladite législation, pas plus qu'il ne soit offert de possibilité d'exemption ou autre dérogation aux fins d'encourager la constitution, l'entretien ou l'expansion d'un investissement sur son territoire.

3. Les Parties contractantes réaffirment les engagements auxquels elles ont souscrit dans le cadre d'accords internationaux en matière d'environnement. Elles veilleront à ce que lesdits engagements soient pleinement reconnus et appliqués dans leur législation nationale.

4. Les parties reconnaissent que la coopération mutuelle leur offre des possibilités accrues d'amélioration des normes de protection de l'environnement. A la demande de l'une des parties, l'autre partie acceptera que les représentants de leurs gouvernements se réunissent à des fins de consultations sur toute matière tombant dans le domaine d'application du présent article.

#### *Article 6*

##### ***Travail***

1. Reconnaissant que chaque Partie contractante a le droit de fixer ses propres normes de protection du travail et d'adopter ou de modifier en conséquence ses lois ad hoc, chacune des Parties contractantes

veillera à ce que sa législation fixe des normes de travail conformes aux droits universellement reconnus des travailleurs énoncés au paragraphe 6 de l'Article 1 et n'aura de cesse d'améliorer lesdites normes.

2. Les Parties contractantes reconnaissent qu'il n'est pas approprié d'assouplir la législation nationale du travail aux fins d'encourager les investissements. A cet égard, chacune des Parties contractantes veillera à ce qu'il ne soit pas accordé d'exemption ni dérogé d'aucune autre façon à ladite législation, pas plus qu'il ne soit offert de possibilité d'exemption ou autre dérogation aux fins d'encourager la constitution, l'entretien ou l'expansion d'un investissement sur son territoire.

3. Les Parties contractantes réaffirment leurs obligations en tant que membres de l'Organisation internationale du Travail ainsi que leurs engagements en vertu de la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux du travail et de son suivi. Les Parties contractantes veilleront à ce que lesdits principes et droits universellement reconnus des travailleurs énoncés au paragraphe 6 de l'Article 1 soient reconnus et protégés dans leur législation nationale.

4. Les parties reconnaissent que la coopération mutuelle leur offre des possibilités accrues d'amélioration des normes de protection du travail. A la demande de l'une des parties, l'autre partie acceptera que les représentants de leurs gouvernements se réunissent à des fins de consultations sur toute matière tombant dans le domaine d'application du présent article.

#### *Article 7*

##### ***Mesures privatives et restrictives de propriété***

1. Chacune des Parties contractantes s'engage à ne prendre aucune mesure d'expropriation ou de nationalisation ni aucune autre mesure dont l'effet est de déposséder directement ou indirectement les investisseurs de l'autre Partie contractante des investissements qui leur appartiennent sur son territoire.

2. Si des impératifs d'utilité publique, de sécurité ou d'intérêt national justifient une dérogation au paragraphe 1, les conditions suivantes devront être remplies:

- a) les mesures seront prises selon une procédure légale;
- b) elles ne seront ni discriminatoires, ni contraires à un engagement spécifique;
- c) elles seront assorties de dispositions prévoyant le paiement d'une indemnité adéquate et effective.

3. Le montant des indemnités correspondra à la valeur marchande des investissements à la veille du jour où les mesures ont été prises ou rendues publiques.

Lesdites indemnités seront réglées en toute monnaie convertible. Elles seront versées sans délai injustifié et seront librement transférables. Elles porteront intérêt au taux commercial normal depuis la date de la fixation de leur montant jusqu'à celle de leur paiement.

4. Les investisseurs de l'une des Parties contractantes dont les investissements auraient subi des dommages dus à une guerre ou à tout autre conflit armé, révolution, état d'urgence national ou révolte survenu sur le territoire de l'autre Partie contractante, bénéficieront, de la part de cette dernière, d'un traitement, en ce qui concerne les restitutions, indemnisations, compensations ou autres dédommagements, qui sera au moins égal à celui accordé par cette dernière Partie contractante aux investisseurs de la nation la plus favorisée.

#### *Article 8*

##### ***Transferts***

1. Chaque Partie contractante accordera aux investisseurs de l'autre Partie contractante le libre transfert, sans délai injustifié, de tous les paiements relatifs à un investissement, et notamment:

- a) des sommes destinées à établir, à maintenir ou à développer l'investissement;
  - b) des sommes destinées au règlement d'obligations contractuelles, y compris les sommes nécessaires au remboursement d'emprunts, les redevances et autres paiements découlant de licences, franchises, concessions et autres droits similaires, ainsi que les rémunérations du personnel expatrié;
  - c) des revenus des investissements;
  - d) du produit de la liquidation totale ou partielle des investissements, y compris les plus-values ou augmentations du capital investi;
  - e) des indemnités payées en exécution de l'Article 7.
2. Les transferts seront effectués en monnaie librement convertible, au taux de change applicable à la date de ceux-ci aux transactions au comptant dans la monnaie utilisée.

#### *Article 9*

#### ***Subrogation***

1. Si l'une des Parties contractantes ou un organisme public de celle-ci paie des indemnités à ses propres investisseurs en vertu d'une garantie donnée pour un investissement, l'autre Partie contractante reconnaîtra que les droits des investisseurs sont transférés à la Partie contractante ou à l'organisme public concerné, en leur qualité d'assureur.
2. En ce qui concerne les droits transférés, l'autre Partie contractante pourra faire valoir à l'égard de l'assureur subrogé dans les droits des investisseurs indemnisés, les obligations qui incombent légalement ou contractuellement à ces derniers.

#### *Article 10*

#### ***Application d'autres règles***

Lorsqu'une question relative aux investissements est régie à la fois par le présent Accord et par un accord particulier ou par la législation nationale de l'une des Parties contractantes ou par des conventions internationales en vigueur actuellement ou contractées dans l'avenir par les Parties contractantes, les investisseurs de l'autre Partie contractante pourront se prévaloir des dispositions qui leur sont les plus favorables.

#### *Article 11*

#### ***Règlement des différends relatifs aux investissements***

1. Tout différend entre un investisseur de l'une des Parties contractantes et l'autre Partie contractante fera l'objet d'une notification écrite de la part de la partie la plus diligente. La notification sera accompagnée d'un aide-mémoire suffisamment détaillé.
- Dans la mesure du possible, les parties tenteront de régler le différend par la négociation, en faisant éventuellement appel à l'avis spécialisé d'un tiers.
2. A défaut de règlement amiable par arrangement direct entre les parties au différend dans les six mois à compter de sa notification, le différend sera soumis, au choix de l'investisseur, soit à la juridiction compétente de l'Etat où l'investissement a été réalisé, soit à l'arbitrage international.
- A cette fin, chacune des Parties contractantes donne son consentement anticipé et irrévocable à ce que tout différend soit soumis à cet arbitrage. Ce consentement implique qu'elles renoncent à exiger l'épuisement des recours administratifs ou judiciaires internes.
3. En cas de recours à l'arbitrage international, le différend sera soumis à l'un des organismes d'arbitrage désignés ci-après, au choix de l'investisseur:

- à un tribunal d'arbitrage ad hoc, établi selon les règles d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le Droit Commercial International (C.N.U.D.C.I.);
- au Centre international pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements (C.I.R.D.I.), créé par la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats, ouverte à la signature à Washington, le 18 mars 1965, lorsque chaque Etat partie au présent Accord sera membre de celle-ci. Aussi longtemps que cette condition n'est pas remplie, chacune des Parties contractantes consent à ce que le différend soit soumis à l'arbitrage conformément au règlement du Mécanisme supplémentaire du C.I.R.D.I.;
- au Tribunal d'Arbitrage de la Chambre de Commerce internationale à Paris;
- à l'Institut d'arbitrage de la Chambre de Commerce de Stockholm.

Si la procédure d'arbitrage a été introduite à l'initiative d'une Partie contractante, celle-ci invitera par écrit l'investisseur concerné à exprimer son choix quant à l'organisme d'arbitrage qui devra être saisi du différend.

4. Aucune des Parties contractantes, partie à un différend, ne soulèvera d'objection, à aucun stade de la procédure d'arbitrage ni de l'exécution d'une sentence d'arbitrage, du fait que l'investisseur, partie adverse au différend, aurait perçu une indemnité couvrant tout ou partie de ses pertes en exécution d'une police d'assurance ou de la garantie prévue à l'article 9 du présent Accord.

5. Les sentences d'arbitrage seront définitives et obligatoires pour les parties au différend. Chaque Partie contractante s'engage à exécuter les sentences en conformité avec sa législation nationale.

#### *Article 12*

##### ***Différends entre les Parties contractantes concernant l'interprétation ou l'application du présent Accord***

1. Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application du présent Accord sera réglé, si possible, par la voie diplomatique.

2. A défaut de règlement par la voie diplomatique, le différend sera soumis à une commission mixte, composée de représentants des deux Parties; celle-ci se réunira à la demande de la Partie la plus diligente et sans délai injustifié.

3. Si la commission mixte ne peut régler le différend, celui-ci sera soumis, à la demande de l'une ou l'autre des Parties contractantes, à un tribunal arbitral constitué, pour chaque cas particulier, de la manière suivante:

Chaque Partie contractante désignera un arbitre dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle l'une des Parties contractantes a fait part à l'autre de son intention de soumettre le différend à arbitrage. Dans les deux mois suivant leur désignation, les deux arbitres désigneront d'un commun accord un ressortissant d'un Etat tiers qui exercera la fonction de président du tribunal arbitral.

Si ces délais n'ont pas été observés, l'une ou l'autre Partie contractante invitera le Président de la Cour Internationale de Justice à procéder à la nomination ou aux nominations nécessaire(s).

Si le Président de la Cour Internationale de Justice est ressortissant de l'une ou l'autre Partie contractante ou d'un Etat avec lequel l'une ou l'autre Partie contractante n'entretient pas de relations diplomatiques, ou si, pour une autre raison, il est empêché d'exercer cette fonction, le Vice-Président de la Cour Internationale de Justice sera invité à procéder à la nomination ou aux nominations nécessaire(s).

4. Le tribunal ainsi constitué fixera ses propres règles de procédure. Ses décisions seront prises à la majorité des voix; elles seront définitives et obligatoires pour les Parties contractantes.

5. Chaque Partie contractante supportera les frais liés à la désignation de son arbitre. Les débours inhérents à la désignation du troisième arbitre et les frais de fonctionnement du tribunal seront supportés, à parts égales, par les Parties contractantes.

*Article 13****Champ d'application***

Le présent Accord s'appliquera aux investissements effectués avant ou après son entrée en vigueur par les investisseurs de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante. Toutefois, il ne s'appliquera pas aux revendications liées à des différends survenus avant son entrée en vigueur.

*Article 14****Entrée en vigueur, durée et dénonciation***

1. Le présent Accord entrera en vigueur un mois à compter de la date à laquelle les Parties contractantes auront échangé leurs instruments de ratification. Il restera en vigueur pour une période de dix ans.

A moins que l'une des Parties contractantes ne le dénonce au moins six mois avant l'expiration de sa période de validité, il sera chaque fois reconduit tacitement pour une nouvelle période de dix ans, chaque Partie contractante se réservant le droit de le dénoncer par une notification introduite au moins six mois avant la date d'expiration de la période de validité en cours.

2. En ce qui concerne les investissements effectués antérieurement à la date d'expiration du présent Accord, les dispositions de ce dernier leur resteront applicables pour une période de dix ans à compter de la date d'expiration.

EN FOI DE QUOI, les représentants soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

FAIT à Bruxelles, le 26 octobre 2006, en deux exemplaires originaux, chacun en langues française, néerlandaise et anglaise, tous les textes faisant également foi. Le texte en langue anglaise prévaudra en cas de divergence d'interprétation.

*Pour l'Union économique belgo-luxembourgeoise:*

*Le Gouvernement du  
Royaume de Belgique:*



Robert DEVRIESE,  
*Ministre plénipotentiaire*

*Le Gouvernement du  
Grand-Duché de Luxembourg:*



Alphonse BERNES,  
*Ambassadeur extraordinaire  
et plénipotentiaire*

*Pour le Gouvernement de la  
République fédérale  
démocratique d'Ethiopie:*



Berhane GEBRE-CRISTOS,  
*Ambassadeur*

*Pour le Gouvernement wallon:*



Robert DEVRIESE,  
*Ministre plénipotentiaire*

*Pour le Gouvernement  
flamand:*



Diane VERSTRAETEN,  
*Secrétaire général,  
Département flamand des  
Affaires étrangères*

*Pour le Gouvernement de la  
Région de Bruxelles-Capitale:*



Robert DEVRIESE,  
*Ministre plénipotentiaire*

\*

**ACCORD**  
**entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et le Gouver-**  
**nement de l'Etat du Qatar concernant l'encouragement et la**  
**protection réciproques des investissements**

*Le Royaume de Belgique,*

*la Région wallonne,*

*la Région flamande,*

*et la Région de Bruxelles-Capitale,*

ainsi que

*le Grand-Duché de Luxembourg,*

d'une part, et

*le Gouvernement de l'Etat du Qatar,*

d'autre part,

(ci-après dénommés les „Parties contractantes“),

*Désireux* de renforcer leur coopération économique en créant des conditions favorables à la réalisation d'investissements par des investisseurs de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante,

SONT CONVENUS de ce qui suit:

*Article 1*

***Définitions***

Pour l'application du présent Accord:

1. Le terme „investisseurs“ désigne:

- a) les „nationaux“, c'est-à-dire toute personne physique qui, selon la législation du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg ou de l'Etat du Qatar est considérée comme citoyen du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg ou de l'Etat du Qatar respectivement;
- b) les „sociétés“, c'est-à-dire les personnes morales – entre autres le Gouvernement et les organismes gouvernementaux, les sociétés de capitaux, entreprises, firmes ou associations commerciales – constituées conformément à la législation du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg ou de l'Etat du Qatar et ayant leur siège social sur le territoire du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg ou de l'Etat du Qatar respectivement.

2. Le terme „investissements“ désigne tout élément d'actif quelconque et tout apport direct ou indirect en numéraire, en nature ou en services, investi ou réinvesti dans tout secteur d'activité économique, quel qu'il soit.

Sont considérés notamment, mais non exclusivement, comme des investissements au sens du présent Accord:

- a) les biens meubles et immeubles ainsi que tous autres droits réels tels que hypothèques, privilèges, gages, usufruit et droits similaires;
- b) les actions, parts sociales et toutes autres formes de participations dans le capital de sociétés constituées sur le territoire de l'une des Parties contractantes;

- c) les obligations, créances et droits à toutes prestations ayant une valeur économique;
  - d) les droits d'auteur, les droits de propriété industrielle, les procédés techniques, les noms déposés et le fonds de commerce;
  - e) les concessions de droit public ou contractuelles, notamment celles relatives à la prospection, la mise en valeur, l'extraction ou l'exploitation de ressources naturelles.
- Aucune modification de la forme juridique dans laquelle les avoirs et capitaux ont été investis ou réinvestis n'affectera leur qualité d'„investissements“ au sens du présent Accord.
3. Le terme „revenus“ désigne les sommes produites par un investissement et notamment, mais non exclusivement, les bénéfices, intérêts, accroissements de capital, dividendes, royalties ou indemnités.
  4. Le terme „territoire“ s'applique:
    - a) au territoire du Royaume de Belgique et au territoire du Grand-Duché de Luxembourg, ainsi qu'aux zones maritimes, c'est-à-dire les zones marines et sous-marines qui s'étendent au-delà des eaux territoriales du Royaume de Belgique et sur lesquelles celui-ci exerce, conformément au droit international, ses droits souverains et sa juridiction aux fins d'exploration, d'exploitation et de conservation des ressources naturelles;
    - b) au territoire de l'Etat du Qatar, à savoir le territoire terrestre de l'Etat du Qatar, les eaux intérieures et territoriales, y compris les fonds marins et leur sous-sol, l'espace aérien au-dessus, la zone économique exclusive et le plateau continental, sur lesquels l'Etat du Qatar exerce sa souveraineté et ses droits souverains, conformément aux dispositions du droit international et aux lois et règlements nationaux du Qatar.
  5. L'expression „législation en matière d'environnement“ désigne les lois et règlements en vigueur sur le territoire de chacune des Parties contractantes, ou toute disposition contenue dans ces lois et règlements, qui visent principalement la protection de l'environnement, ou la prévention de tout danger pour la vie ou la santé des hommes, des animaux ou des plantes par les moyens suivants:
    - a) prévention, réduction ou contrôle des rejets, déversements ou émissions de substances polluantes ou de produits contaminants pour l'environnement;
    - b) contrôle des produits chimiques, substances, matériaux et déchets dangereux ou toxiques pour l'environnement et diffusion des informations y relatives;
    - c) protection ou conservation de la flore et de la faune sauvages, y compris les espèces menacées d'extinction, leur habitat, et les zones naturelles spécialement protégées sur le territoire des Parties contractantes.
  6. L'expression „législation du travail“ désigne les lois et règlements en vigueur sur le territoire de chacune des Parties contractantes, ou toute disposition contenue dans ces lois et règlements, ayant un rapport direct avec les droits universellement reconnus des travailleurs énumérés ci-dessous:
    - a) le droit d'association;
    - b) le droit d'organisation et de négociation collective;
    - c) l'interdiction de recourir à quelque forme de travail forcé ou obligatoire que ce soit;
    - d) un âge minimum d'admission des enfants à l'emploi;
    - e) des conditions de travail acceptables en ce qui concerne le salaire minimum et la durée du travail, ainsi que la sécurité et la santé des travailleurs.

## *Article 2*

### ***Promotion des investissements***

1. Chacune des Parties contractantes encouragera les investissements sur son territoire par des investisseurs de l'autre Partie contractante et admettra lesdits investissements en conformité avec sa législation.
2. Chaque Partie contractante autorisera la conclusion et l'exécution de contrats de licence et de conventions d'assistance commerciale, administrative ou technique, pour autant que ces activités aient un rapport avec les investissements.

*Article 3****Protection des investissements***

1. Tous les investissements effectués par des investisseurs de l'une des Parties contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre Partie contractante, d'un traitement juste et équitable.
2. Sous réserve des mesures nécessaires au maintien de l'ordre public, ces investissements jouiront d'une sécurité et d'une protection constantes, excluant toute mesure injustifiée ou discriminatoire qui pourrait entraver, en droit ou en fait, la gestion, l'entretien, l'utilisation, la jouissance ou la liquidation desdits investissements.

*Article 4****Traitement national et nation la plus favorisée***

1. Chaque Partie contractante accordera aux investissements des investisseurs de l'autre Partie contractante un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui qu'elle accorde aux investissements de ses propres investisseurs ou des investisseurs de tout Etat tiers.
2. En outre, chaque Partie contractante accordera aux investisseurs de l'autre Partie contractante, également en ce qui concerne les revenus de leurs investissements, un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui qu'elle accorde aux investisseurs de tout Etat tiers.
3. En ce qui concerne l'exploitation, la gestion, l'entretien, l'utilisation, la jouissance, la vente ou toute autre forme d'aliénation des investissements, chaque Partie contractante accordera sur son territoire aux investisseurs de l'autre Partie contractante un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui qu'elle accorde à ses propres investisseurs ou aux investisseurs de tout Etat tiers, si ce traitement est plus favorable.
4. Pareil traitement ne s'étendra pas aux privilèges qu'une Partie contractante accorde aux investisseurs d'un Etat tiers, en vertu de sa participation ou de son association à une zone de libre échange, une union douanière, un marché commun ou à toute autre forme d'organisation économique régionale.
5. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux matières fiscales.

*Article 5****Environnement***

1. Reconnaissant que chaque Partie contractante a le droit de fixer son propre niveau de protection de l'environnement et de définir ses politiques et priorités en matière d'environnement et de développement, ainsi que d'adopter ou de modifier en conséquence ses lois ad hoc, chacune des Parties contractantes veillera à ce que sa législation garantisse un haut niveau de protection de l'environnement et mettra tout en oeuvre en vue d'améliorer constamment ladite législation.
2. Les Parties contractantes reconnaissent qu'il n'est pas approprié d'assouplir la législation nationale en matière d'environnement aux fins d'encourager les investissements. A cet égard, chacune des Parties contractantes veillera à ce qu'il ne soit pas accordé d'exemption ni dérogé d'aucune autre façon à ladite législation, pas plus qu'il ne soit offert de possibilité d'exemption ou autre dérogation aux fins d'encourager la constitution, l'entretien ou l'expansion d'un investissement sur son territoire.
3. Les Parties contractantes réaffirment les engagements auxquels elles ont souscrit dans le cadre d'accords internationaux en matière d'environnement. Elles veilleront à ce que lesdits engagements soient pleinement reconnus et appliqués dans leur législation nationale.
4. Les parties reconnaissent que la coopération mutuelle leur offre des possibilités accrues d'amélioration des normes de protection de l'environnement. A la demande de l'une des parties, l'autre partie

acceptera que les représentants de leurs gouvernements se réunissent à des fins de consultations sur toute matière tombant dans le domaine d'application du présent article.

#### *Article 6*

##### *Travail*

1. Reconnaisant que chaque Partie contractante a le droit de fixer ses propres normes de protection du travail et d'adopter ou de modifier en conséquence ses lois ad hoc, chacune des Parties contractantes veillera à ce que sa législation fixe des normes de travail conformes aux droits universellement reconnus des travailleurs énoncés au paragraphe 6 de l'Article 1 et n'aura de cesse d'améliorer lesdites normes.

2. Les Parties contractantes reconnaissent qu'il n'est pas approprié d'assouplir la législation nationale du travail aux fins d'encourager les investissements. A cet égard, chacune des Parties contractantes veillera à ce qu'il ne soit pas accordé d'exemption ni dérogé d'aucune autre façon à ladite législation, pas plus qu'il ne soit offert de possibilité d'exemption ou autre dérogation aux fins d'encourager la constitution, l'entretien ou l'expansion d'un investissement sur son territoire.

3. Les Parties contractantes réaffirment leurs obligations en tant que membres de l'Organisation internationale du Travail ainsi que leurs engagements en vertu de la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux du travail et de son suivi. Les Parties contractantes veilleront à ce que lesdits principes et droits universellement reconnus des travailleurs énoncés au paragraphe 6 de l'Article 1 soient reconnus et protégés dans leur législation nationale.

4. Les parties reconnaissent que la coopération mutuelle leur offre des possibilités accrues d'amélioration des normes de protection du travail. A la demande de l'une des Parties contractantes, l'autre partie acceptera que les représentants de leurs gouvernements se réunissent à des fins de consultations sur toute matière tombant dans le domaine d'application du présent article.

#### *Article 7*

##### *Mesures privatives et restrictives de propriété*

1. Chacune des Parties contractantes s'engage à ne prendre aucune mesure d'expropriation ou de nationalisation ni aucune autre mesure dont l'effet est de déposséder directement ou indirectement les investisseurs de l'autre Partie contractante des investissements qui leur appartiennent sur son territoire.

2. Si des impératifs d'utilité publique, de sécurité ou d'intérêt national justifient une dérogation au paragraphe 1, les conditions suivantes devront être remplies:

- a) les mesures seront prises selon une procédure légale;
- b) elles ne seront ni discriminatoires, ni contraires à un engagement spécifique;
- c) elles seront assorties de dispositions prévoyant le paiement d'une indemnité adéquate et effective.

3. Le montant des indemnités correspondra à la valeur effective des investissements à la veille du jour où les mesures ont été prises ou rendues publiques.

Lesdites indemnités seront réglées dans la monnaie de l'Etat dont l'investisseur est ressortissant ou en toute autre monnaie convertible. Elles seront versées sans délai injustifié et seront librement transférables. Elles porteront intérêt au taux commercial normal depuis la date de la fixation de leur montant jusqu'à celle de leur paiement.

4. Les investisseurs de l'une des Parties contractantes dont les investissements auraient subi des dommages dus à une guerre ou à tout autre conflit armé, révolution, état d'urgence national ou révolte survenu sur le territoire de l'autre Partie contractante, bénéficieront, de la part de cette dernière, d'un

traitement au moins égal à celui accordé aux investisseurs de la nation la plus favorisée en ce qui concerne les restitutions, indemnisations, compensations ou autres dédommagements.

#### *Article 8*

##### ***Transferts***

1. Chaque Partie contractante accordera aux investisseurs de l'autre Partie contractante le libre transfert de tous les paiements relatifs à un investissement, et notamment:
  - a) des sommes destinées à établir, à maintenir ou à développer l'investissement;
  - b) des sommes destinées au règlement d'obligations contractuelles, y compris les sommes nécessaires au remboursement d'emprunts, les redevances et autres paiements découlant de licences, franchises, concessions et autres droits similaires, ainsi que les rémunérations du personnel expatrié;
  - c) des revenus des investissements;
  - d) du produit de la liquidation totale ou partielle des investissements, y compris les plus-values ou augmentations du capital investi;
  - e) des indemnités payées en exécution de l'article 7.
2. Les nationaux de chacune des Parties contractantes autorisés à travailler au titre d'un investissement sur le territoire de l'autre Partie contractante seront également autorisés à transférer une quotité appropriée de leur rémunération dans leur pays d'origine.
3. Sauf convention contraire entre les parties, les transferts de devises seront autorisés dans la monnaie de l'investissement d'origine ou en toute autre monnaie convertible. Ces transferts auront lieu au taux de change du marché applicable à la date de ceux-ci.
4. Chacune des Parties contractantes effectuera les transferts sans délai injustifié et sans autres charges que les frais bancaires usuels.

#### *Article 9*

##### ***Subrogation***

1. Si l'une des Parties contractantes ou un organisme public de celle-ci paie des indemnités à ses propres investisseurs en vertu d'une garantie donnée au titre d'un investissement, l'autre Partie contractante reconnaîtra que les droits des investisseurs sont transférés à la Partie contractante ou à l'organisme public concerné, en leur qualité d'assureur.
2. En ce qui concerne les droits transférés, l'autre Partie contractante pourra faire valoir à l'égard de l'assureur subrogé dans les droits des investisseurs indemnisés, les obligations qui incombent légalement ou contractuellement à ces derniers.

#### *Article 10*

##### ***Règles applicables***

Lorsqu'une question relative aux investissements est régie à la fois par le présent Accord et par la législation nationale de l'une des Parties contractantes ou par des conventions internationales en vigueur actuellement ou contractées dans l'avenir par les Parties, les investisseurs de l'autre Partie contractante pourront se prévaloir des dispositions qui leur sont les plus favorables.

#### *Article 11*

##### ***Accords particuliers***

1. Les investissements ayant fait l'objet d'un accord particulier entre l'une des Parties contractantes et des investisseurs de l'autre Partie seront régis par les dispositions du présent Accord et par celles de cet accord particulier.

2. Chacune des Parties contractantes s'engage à assurer à tout moment le respect des obligations qu'elle aura contractées à l'égard des investisseurs de l'autre Partie contractante.

*Article 12*

***Règlement des différends entre une Partie contractante  
et un investisseur de l'autre Partie contractante***

1. Tout différend dans le cadre du présent Accord, qui découle directement d'un investissement et survient entre l'une des Parties contractantes et un investisseur de l'autre Partie contractante sera réglé à l'amiable entre les parties au différend.

2. A défaut de règlement amiable par arrangement direct entre les parties au différend ou par conciliation par la voie diplomatique dans les six mois à compter de sa notification, le différend sera soumis, au choix de l'investisseur, soit à la juridiction compétente de l'Etat où l'investissement a été réalisé, soit à l'arbitrage international.

A cette fin, chacune des Parties contractantes donne son consentement anticipé et irrévocable à ce que tout différend soit soumis à cet arbitrage. Ce consentement implique qu'elles renoncent à exiger l'épuisement des recours administratifs ou judiciaires internes.

3. En cas de recours à l'arbitrage international, le différend sera soumis à l'un des organismes d'arbitrage désignés ci-après, au choix de l'investisseur:

- a) à un tribunal d'arbitrage ad hoc, établi selon les règles d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le Droit Commercial International (C.N.U.D.C.I.);
- b) au Centre international pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements (C.I.R.D.I.), créé par „la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats“, ouverte à la signature à Washington, le 18 mars 1965, lorsque chaque Etat partie au présent Accord sera membre de celle-ci. Aussi longtemps que cette condition n'est pas remplie, chacune des Parties contractantes consent à ce que le différend soit soumis à l'arbitrage conformément au règlement du Mécanisme supplémentaire du C.I.R.D.I.

Si la procédure d'arbitrage a été introduite à l'initiative d'une Partie contractante, celle-ci invitera par écrit l'investisseur concerné à désigner l'organisme d'arbitrage qui devra être saisi du différend.

4. Le tribunal d'arbitrage ad hoc visé au paragraphe 3 a) sera constitué de la manière suivante:

- a) Chaque partie au différend désignera un arbitre, et les deux arbitres ainsi désignés désigneront d'un commun accord un troisième arbitre, qui sera un ressortissant d'un Etat tiers et qui sera désigné comme président du tribunal par les deux parties. Tous les arbitres devront être désignés dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle l'une des Parties a fait part à l'autre partie de son intention de soumettre le différend à l'arbitrage.
- b) Si les délais stipulés au paragraphe 3 a) du présent Article n'ont pas été respectés, l'une ou l'autre Partie contractante, en l'absence de tout autre arrangement, invitera le Secrétaire général, le Secrétaire général adjoint de la Cour d'Arbitrage à la Haye à procéder aux nominations nécessaires.
- c) Le tribunal d'arbitrage ad hoc prendra ses décisions à la majorité des voix. Lesdites décisions seront définitives et obligatoires pour les parties et seront appliquées conformément au droit national de la Partie contractante au différend. Elles seront prises conformément aux dispositions du présent Accord et aux lois de la Partie contractante au différend.
- d) Le tribunal interprétera sa sentence et indiquera le fondement de sa décision et la motivera à la demande de l'une ou l'autre partie. Sauf convention contraire entre les parties, l'arbitrage aura lieu à la Haye (Pays-Bas).

Sous réserve des dispositions ci-dessus, le tribunal appliquera les règles d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le Droit Commercial International (C.N.U.D.C.I.), 1976.

5. Aucune des Parties contractantes, partie à un différend, ne soulevra d'objection, à aucun stade de la procédure d'arbitrage ni de l'exécution d'une sentence d'arbitrage, du fait que l'investisseur, partie

adverse au différend, aurait perçu une indemnité couvrant tout ou partie de ses pertes en exécution d'une police d'assurance ou de la garantie prévue à l'article 9 du présent Accord.

6. Les sentences d'arbitrage seront définitives et obligatoires pour les parties au différend. Chaque Partie contractante s'engage à exécuter les sentences en conformité avec sa législation nationale.

#### *Article 13*

##### ***Différends entre les Parties contractantes concernant l'interprétation ou l'application du présent Accord***

1. Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'exécution du présent Accord sera réglé, si possible, par la voie diplomatique.

2. A défaut de règlement par la voie diplomatique, le différend sera soumis à une commission mixte, composée de représentants des deux Parties; celle-ci se réunira à la demande de la Partie la plus diligente et sans délai injustifié.

3. Si la commission mixte ne peut régler le différend, celui-ci sera soumis, à la demande de l'une ou l'autre Partie contractante, à un tribunal arbitral constitué, pour chaque cas particulier, de la manière suivante:

Chaque Partie contractante désignera un arbitre dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle l'une des Parties contractantes a fait part à l'autre de son intention de soumettre le différend à l'arbitrage. Dans les deux mois suivant leur désignation, les deux arbitres désigneront d'un commun accord un ressortissant d'un Etat tiers qui exercera la fonction de président du tribunal arbitral.

Si ces délais n'ont pas été observés, l'une ou l'autre Partie contractante invitera le Président de la Cour Internationale de Justice à procéder à la nomination ou aux nominations nécessaire(s).

Si le Président de la Cour Internationale de Justice est ressortissant de l'une ou l'autre Partie contractante ou d'un Etat avec lequel l'une ou l'autre Partie contractante n'entretient pas de relations diplomatiques, ou si, pour une autre raison, il est empêché d'exercer cette fonction, le Vice-Président de la Cour Internationale de Justice sera invité à procéder à la nomination ou aux nominations nécessaire(s).

4. Le tribunal ainsi constitué fixera ses propres règles de procédure. Ses décisions seront prises à la majorité des voix; elles seront définitives et obligatoires pour les Parties contractantes.

5. Chaque Partie contractante supportera les frais liés à la désignation de son arbitre. Le tribunal pourra toutefois stipuler dans sa décision qu'une part plus importante de ces frais sera supportée par une des deux Parties contractantes et cette décision sera obligatoire pour les deux Parties contractantes. Le tribunal fixera ses propres règles de procédure.

#### *Article 14*

##### ***Investissements antérieurs***

Le présent Accord s'appliquera également aux investissements effectués avant son entrée en vigueur par les investisseurs de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante en conformité avec les lois et règlements de cette dernière.

#### *Article 15*

##### ***Entrée en vigueur et durée***

1. Le présent Accord entrera en vigueur un mois à compter de la date à laquelle les Parties contractantes auront échangé leurs instruments de ratification. Il restera en vigueur pour une période de dix ans.

A moins que l'une des Parties contractantes ne le dénonce au moins six mois avant l'expiration de sa période de validité, il sera chaque fois reconduit tacitement pour une nouvelle période de dix ans,

chaque Partie contractante se réservant le droit de le dénoncer par une notification introduite au moins six mois avant la date d'expiration de la période de validité en cours.

2. Même en cas de dénonciation du présent Accord conformément au paragraphe (1) du présent article, il continuera à s'appliquer aux investissements dont la réalisation ou l'acquisition sont antérieurs à la date d'expiration du présent Accord, pour une période de dix ans à compter de la date d'expiration.

EN FOI DE QUOI, les représentants soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

FAIT à Doha, le 6 novembre 2007, en deux exemplaires originaux, chacun en langue française, néerlandaise, arabe et anglaise, tous les textes faisant également foi. Le texte en langue anglaise prévaudra en cas de divergence d'interprétation.

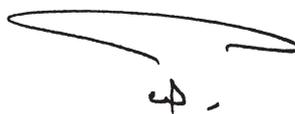
*Pour l'Union économique  
belgo-luxembourgeoise:*

*Pour le Royaume  
de Belgique:*



*S.E. Ministre  
Marc VERWILGHEN,  
Ministre Fédéral de l'Economie,  
de l'Energie, du Commerce Extérieur  
et de la Politique Scientifique*

*Pour le Gouvernement  
de l'Etat du Qatar:*



*S.E. Ministre  
Yousuf Hussein KAMAL,  
Ministre des Finances et  
Ministre f.f. de l'Economie  
et du Commerce*

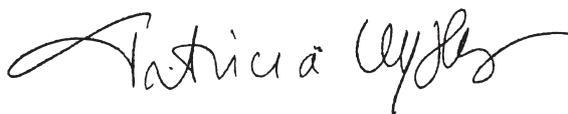
*Pour le Grand-Duché  
de Luxembourg:*



*Pour la Région wallonne:*



*Pour la Région flamande:*

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Patricia Ceysens', written in a cursive style.

*S.E. Ministre*

Patricia CEYSENS,

*Ministre flamande de l'Economie,  
de l'Energie, du Commerce Extérieur  
et de la Politique Scientifique*

*Pour la Région  
de Bruxelles-Capitale:*

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Louis', written in a cursive style.

\*

**ACCORD**  
**entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et le Gouver-**  
**nement de la République de Corée concernant l'encourage-**  
**ment et la protection réciproques des investissements**

*Le Gouvernement du Royaume de Belgique,*

*le Gouvernement wallon,*

*le Gouvernement flamand,*

*le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,*

ainsi que

*le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg,*

d'une part, et

*le Gouvernement de la République de Corée,*

d'autre part,

(ci-après dénommés les „Parties contractantes“),

*Désireux* de créer des conditions favorables au développement des investissements des investisseurs de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante, sur la base des principes d'égalité et de bénéfice mutuel,

*Reconnaissant* que l'encouragement et la protection des investissements sur la base du présent Accord auront pour effet de stimuler l'initiative commerciale individuelle et d'accroître la prospérité des deux Etats,

*Reconnaissant* que chaque Partie contractante a le droit de fixer son propre niveau de protection de l'environnement, de définir ses politiques et priorités en matière de développement et ses propres normes de protection du travail, ainsi que d'adopter ou de modifier en conséquence sa législation en matière d'environnement et de travail,

*Considérant* qu'aucune des Parties contractantes ne modifiera ou n'assouplira sa législation nationale en matière d'environnement ou de travail d'une manière qui porte atteinte aux droits universellement reconnus des travailleurs aux fins d'encourager les investissements ou l'entretien ou l'expansion des investissements qui seront réalisés sur son territoire,

SONT CONVENU de ce qui suit:

*Article 1*

***Définitions***

Pour l'application du présent Accord:

1. Le terme „investissements“ désigne tout élément d'actif quelconque détenu ou contrôlé, directement ou indirectement, par tout investisseur de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante, et notamment, mais non exclusivement:
  - (a) les biens meubles et immeubles ainsi que tous autres droits de propriété tels qu'hypothèques, privilèges, baux ou gages,
  - (b) les actions, parts et obligations et toutes autres formes de participations, même minoritaires, dans le capital d'une société ou d'une entreprise commerciale ainsi que les droits ou intérêts qui en découlent,

- (c) les créances et droits à toutes prestations contractuelles ayant une valeur économique,
- (d) les droits de propriété intellectuelle, y compris les droits d'auteur, les brevets, les marques de commerce, les noms déposés, les dessins industriels, les procédés techniques, les secrets commerciaux, le savoir-faire et le fonds de commerce, et
- (e) les concessions commerciales ayant une valeur économique accordées par la loi ou en vertu d'un contrat, notamment celles relatives à la prospection, la culture, l'extraction ou l'exploitation de ressources naturelles.

Aucune modification de la forme dans laquelle les avoirs ont été investis ou réinvestis n'affectera leur qualité d'investissements.

2. Le terme „revenus“ désigne les sommes produites par les investissements et notamment, mais non exclusivement, les bénéfices, intérêts, accroissements de capital, dividendes, royalties et tous types d'indemnités;
3. Le terme „investisseurs“ désigne toute personne physique ou morale de l'une des Parties contractantes qui investit sur le territoire de l'autre Partie contractante:
  - (a) Le terme „personne physique“ désigne toute personne physique ayant la nationalité du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg, ou de la République de Corée, conformément à leurs lois respectives, et
  - (b) Le terme „personne morale“ désigne toutes entités telles que les entreprises, institutions publiques, autorités, fondations, sociétés de personnes, firmes, établissements, organisations, sociétés de capitaux ou associations établis ou constitués conformément aux lois et règlements du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg, ou de la République de Corée.
4. Le terme „territoire“ désigne respectivement le territoire du Royaume de Belgique, le territoire du Grand-Duché de Luxembourg, ou le territoire de la République de Corée, ainsi que leurs zones maritimes, y compris les fonds marins et leur sous-sol, adjacentes à la limite extérieure de la mer territoriale, sur lesquelles l'Etat concerné exerce, conformément au droit international, ses droits souverains et sa juridiction aux fins d'exploration et d'exploitation des ressources naturelles desdites zones; et
5. Le terme „monnaie librement convertible“ désigne toute monnaie couramment employée pour régler des transactions internationales et couramment échangée sur les principaux marchés des changes internationaux.

## *Article 2*

### ***Promotion et protection des investissements***

1. Chacune des Parties contractantes encouragera les investissements sur son territoire, créera des conditions favorables à leur réalisation par des investisseurs de l'autre Partie contractante et admettra lesdits investissements en conformité avec ses lois et règlements.
2. Les investissements effectués par des investisseurs de l'une des Parties contractantes bénéficieront en tout temps d'un traitement juste et équitable et jouiront, sur le territoire de l'autre Partie contractante, d'une protection et d'une sécurité entières et constantes.
3. Aucune Partie contractante n'entravera, par des mesures arbitraires ou discriminatoires, l'exploitation, la gestion, l'entretien, l'utilisation, la jouissance ou l'aliénation des investissements réalisés sur son territoire par des investisseurs de l'autre Partie contractante.

## *Article 3*

### ***Traitement des investissements***

1. Chaque Partie contractante accordera aux investissements et aux revenus des investisseurs de l'autre Partie contractante sur son territoire un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui qu'elle accorde aux investissements et aux revenus de ses propres investisseurs ou aux investissements

et aux revenus des investisseurs de tout Etat tiers, suivant le traitement le plus favorable aux investisseurs concernés.

2. En ce qui concerne l'exploitation, la gestion, l'entretien, l'utilisation, la jouissance et la vente ou toute autre forme d'aliénation des investissements, chaque Partie contractante accordera sur son territoire aux investisseurs de l'autre Partie contractante un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui qu'elle accorde à ses propres investisseurs ou aux investisseurs de tout Etat tiers, suivant le traitement le plus favorable aux investisseurs concernés.

3. Pareil traitement ne s'étendra pas aux privilèges accordés par l'une ou l'autre Partie Contractante aux investisseurs d'Etats tiers, en vertu de sa participation ou de son association actuelle ou future à une union douanière ou économique, un marché commun ou une zone de libre échange ou à un accord international analogue.

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article ne pourront être interprétées comme obligeant une Partie contractante à étendre aux investissements des investisseurs de l'autre Partie contractante le bénéfice de tout traitement, préférence ou privilège résultant de tout accord ou arrangement international concernant principalement ou exclusivement l'imposition, notamment tout accord tendant à éviter la double imposition.

#### *Article 4*

##### ***Indemnisation des pertes***

Les investisseurs de l'une des Parties contractantes dont les investissements auraient subi des pertes dues à une guerre ou à tout autre conflit armé, état d'urgence national, révolte, insurrection, émeute ou toute autre situation analogue survenant sur le territoire de l'autre Partie contractante, bénéficieront, de la part de cette dernière, d'un traitement, en ce qui concerne les restitutions, indemnisations, compensations ou autres types de dédommagements, qui ne sera pas moins favorable que celui accordé par cette dernière Partie contractante à ses propres investisseurs ou aux investisseurs de tout Etat tiers. Les paiements en découlant seront librement transférables, sans retard injustifié.

#### *Article 5*

##### ***Expropriation***

1. Les investissements des investisseurs de chacune des Parties contractantes ne seront ni nationalisés, ni expropriés, ni soumis à quelque autre mesure ayant un effet équivalent à une nationalisation ou à une expropriation (désignée ci-après sous le terme d'„expropriation“) sur le territoire de l'autre Partie contractante, si ce n'est dans l'intérêt public et moyennant le paiement sans délai d'une indemnité adéquate et effective. Les expropriations seront réalisées sur une base non discriminatoire et selon une procédure légale.

2. Le montant des indemnités correspondra à la juste valeur marchande des investissements expropriés immédiatement avant le moment où la décision d'expropriation a été prise ou l'intention d'exproprier a été rendue publique, suivant la première situation qui se présente; les indemnités porteront intérêt au taux commercial applicable depuis la date de l'expropriation jusqu'à celle de leur paiement, elles seront versées sans retard injustifié, seront effectivement réalisables et librement transférables. Tant en ce qui concerne l'expropriation que l'indemnisation, le traitement accordé ne sera pas moins favorable que celui que la Partie contractante concernée accorde à ses propres investisseurs ou aux investisseurs de tout Etat tiers.

3. Les investisseurs de l'une des Parties contractantes lésés en raison de l'expropriation seront autorisés à demander le réexamen dans les plus brefs délais, par une autorité judiciaire ou par toute autre autorité indépendante de l'autre Partie contractante, de leur cas et de l'évaluation des investissements, conformément aux principes énoncés dans le présent article.

4. Lorsqu'une Partie contractante exproprie les avoirs d'une société établie ou constituée conformément à ses lois et règlements, dans laquelle des investisseurs de l'autre Partie contractante détiennent

des actions, des obligations ou d'autres formes de participations, les dispositions du présent Article seront d'application.

#### *Article 6*

##### ***Transferts***

1. Chaque Partie contractante garantira aux investisseurs de l'autre Partie contractante le libre transfert de leurs investissements et de leurs revenus. Lesdits transferts comprendront notamment, mais non exclusivement:

- (a) les bénéfices nets, accroissements de capital, dividendes, intérêts, royalties, indemnités et tous autres revenus courants des investissements,
- (b) le produit de la vente ou de la liquidation totale ou partielle des investissements,
- (c) les sommes nécessaires au remboursement d'emprunts ayant un rapport avec les investissements,
- (d) les rémunérations des nationaux de l'autre Partie contractante autorisés à travailler dans le cadre des investissements sur son territoire,
- (e) les sommes supplémentaires nécessaires à l'entretien ou à l'expansion des investissements existants,
- (f) les sommes destinées à la gestion de l'investissement sur le territoire de l'autre Partie contractante ou d'un Etat tiers, et
- (g) les indemnités payées en exécution des Articles 4 et 5.

2. Tous les transferts en vertu du présent Accord seront effectués en monnaie librement convertible, sans restriction ni retard injustifié, au taux de change du marché applicable à la date du transfert.

3. Nonobstant toute disposition contraire du présent Accord, chacune des Parties contractantes pourra, conformément à ses lois et règlements, adopter ou maintenir des mesures incompatibles avec ses obligations au titre du présent Article:

- (a) en cas de graves difficultés, ou de menace de graves difficultés au niveau de la balance des paiements ou de la situation financière extérieure, ou
- (b) lorsque, dans des circonstances exceptionnelles, des mouvements de capitaux entraînent ou risquent d'entraîner de graves difficultés en matière de gestion macroéconomique, notamment sur le plan de la politique monétaire et des changes.

4. Les mesures visées au paragraphe 3 ci-dessus:

- (a) seront conformes aux statuts du Fonds monétaire international,
- (b) n'iront pas au-delà de ce qui est nécessaire pour faire face aux circonstances décrites au paragraphe 3 ci-dessus,
- (c) seront temporaires et seront supprimées dès que la situation le permettra,
- (d) seront notifiées sans délai à l'autre Partie contractante.

#### *Article 7*

##### ***Subrogation***

1. Si l'une des Parties contractantes ou un organisme désigné par celle-ci paie des indemnités à ses propres investisseurs en vertu d'un cautionnement donné au titre d'investissements réalisés sur le territoire de l'autre Partie contractante, cette autre Partie contractante reconnaîtra:

- (a) la cession, par disposition légale ou au moyen d'un acte juridique dans l'Etat concerné, à la première Partie contractante ou à l'organisme désigné par celle-ci, de tous droits ou créances appartenant aux investisseurs, de même que,
- (b) la première Partie Contractante ou l'organisme désigné par celle-ci a le droit, en vertu de la subrogation, d'exercer les droits et de faire valoir les créances appartenant auxdits investisseurs.

2. Les droits ou créances transférés ne seront pas plus étendus que les droits ou créances initiaux des investisseurs.

#### *Article 8*

##### ***Règlement des différends relatifs aux investissements entre une Partie contractante et un investisseur de l'autre Partie contractante***

1. Tout différend survenant entre l'une des Parties contractantes et un investisseur de l'autre Partie contractante en raison d'une violation présumée d'une obligation découlant du présent Accord, y compris dans le cadre d'une mesure d'expropriation ou de nationalisation des investissements, fera l'objet d'une notification écrite de la part de la partie la plus diligente et sera, si possible, réglé à l'amiable entre les parties aux différends. La notification sera accompagnée d'un aide-mémoire suffisamment détaillé.

2. Les voies de recours nationales prévues par les lois et règlements de l'une des Parties contractantes sur le territoire de laquelle l'investissement a été réalisé seront ouvertes aux investisseurs de l'autre Partie contractante sur la base d'un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui qui serait accordé aux investissements de ses propres investisseurs ou des investisseurs de tout Etat tiers, suivant le traitement le plus favorable aux investisseurs concernés.

3. A défaut de règlement du différend dans les six (6) mois de la date à laquelle il a été soulevé par l'une des parties, et si l'investisseur renonce au droit d'utiliser l'une ou l'autre des voies de recours visées au paragraphe 2 du présent Article en ce qui concerne ce même différend, celui-ci sera soumis, à la demande de l'investisseur de la Partie contractante concernée:

- (a) au Centre international pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements (C.I.R.D.I.), créé par la Convention de Washington du 18 mars 1965 pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats, ou
- (b) au Mécanisme supplémentaire du Centre, s'il ne peut être fait appel au C.I.R.D.I., ou
- (c) au règlement d'arbitrage de la C.N.U.D.C.I., ou
- (d) à toute autre institution d'arbitrage ou à tout autre règlement d'arbitrage, moyennant l'accord des deux parties au différend.

4. Nonobstant le fait que l'investisseur aurait soumis le différend à l'arbitrage international conformément au paragraphe 3, il pourra tenter une procédure d'injonction provisoire ne comportant pas le paiement de dommages-intérêts, devant les tribunaux judiciaires ou administratifs de la Partie contractante partie au différend, en vue de la préservation de ses droits et de ses intérêts.

5. Chacune des Parties contractantes consent par la présente disposition à ce que le différend soit soumis à l'arbitrage conformément aux procédures énoncées dans le présent Accord. Ce consentement implique que les deux Parties renoncent à exiger l'épuisement de tous les recours administratifs ou judiciaires internes.

6. Les sentences rendues en matière d'arbitrage international en exécution du présent Article seront définitives et obligatoires pour les parties au différend. Chaque Partie contractante s'engage à reconnaître et à exécuter les sentences en conformité avec ses lois et règlements applicables.

7. L'investisseur ne sera pas autorisé à soumettre un différend à l'arbitrage conformément au présent Article si plus de cinq années se sont écoulées à compter de la date à laquelle l'investisseur a pris connaissance, ou aurait dû prendre connaissance des faits qui sont à l'origine du différend.

#### *Article 9*

##### ***Règlement des différends entre les Parties contractantes***

1. Les différends entre les Parties contractantes relatifs à l'interprétation ou à l'application du présent Accord seront réglés, si possible, par voie de consultations ou par la voie diplomatique.

2. A défaut d'un règlement dans les six (6) mois, le différend sera soumis, à la demande de l'une ou de l'autre Partie contractante, à un tribunal arbitral ad hoc conformément aux dispositions du présent Article.
3. Ledit tribunal arbitral sera constitué, pour chaque cas particulier, de la manière suivante: Dans les deux (2) mois à compter de la réception de la demande d'arbitrage, chaque Partie contractante désignera un membre du tribunal. Ces deux membres choisiront alors un ressortissant d'un Etat tiers qui sera désigné comme Président du tribunal, moyennant l'accord des deux Parties contractantes. Le Président sera désigné dans les deux (2) mois à compter de la date à laquelle les deux autres membres ont été désignés.
4. Si les désignations n'ont pas eu lieu dans les délais spécifiés au paragraphe 3 du présent Article, l'une ou l'autre Partie contractante pourra demander au Président de la Cour Internationale de Justice de procéder aux nominations nécessaires. Si le Président de la Cour est ressortissant de l'une ou l'autre Partie contractante ou si, pour une autre raison, il est empêché d'exercer cette fonction, le Vice-Président sera invité à procéder aux nominations nécessaires. Si le Vice-Président de la Cour est lui aussi ressortissant de l'une ou l'autre Partie contractante, ou s'il est également empêché d'exercer cette fonction, le membre le plus élevé en rang de la Cour Internationale de Justice et qui n'est pas ressortissant de l'une ou l'autre Partie contractante sera invité à procéder aux nominations nécessaires.
5. Le tribunal arbitral prendra ses décisions à la majorité des voix. Ses décisions seront obligatoires pour les deux Parties contractantes.
6. Le tribunal arbitral fixera ses propres règles de procédure.
7. Chaque Partie contractante supportera les frais du membre qu'elle a désigné, ainsi que les frais de sa représentation dans la procédure d'arbitrage. Les frais du Président et les autres frais seront supportés à parts égales par les deux Parties contractantes. Le tribunal arbitral pourra toutefois stipuler dans sa décision qu'une part plus importante de ces frais sera supportée par une des deux Parties contractantes.

#### *Article 10*

##### ***Application d'autres règles***

1. Lorsqu'une question est régie à la fois par le présent Accord et par une convention internationale à laquelle les deux Parties contractantes sont parties, ou par des principes généraux du droit international, aucune disposition du présent Accord n'aura pour effet d'empêcher l'une ou l'autre Partie contractante ou l'un de leurs investisseurs de tirer parti des règles qui leur sont les plus favorables.
2. Si le traitement accordé par l'une des Parties contractantes aux investisseurs de l'autre Partie contractante conformément à ses lois et règlements ou à d'autres dispositions ou contrats spécifiques est plus favorable que celui accordé en vertu du présent Accord, le traitement le plus favorable sera accordé.
3. Chacune des Parties contractantes respectera toute autre obligation écrite qui serait entrée en vigueur à l'égard des investissements réalisés sur son territoire par des investisseurs de l'autre Partie contractante.

#### *Article 11*

##### ***Application de l'Accord***

Le présent Accord s'appliquera à tous les investissements, qu'ils aient été réalisés avant ou après son entrée en vigueur. Toutefois, le présent Accord ne s'appliquera pas aux différends relatifs aux investissements qui font l'objet d'une procédure de règlement des différends aux termes de l'Accord concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements entre le Royaume de

Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Corée, signé le 20 décembre 1974 à Bruxelles. Ce dernier Accord continuera de s'appliquer auxdits investissements dans la mesure où il s'agit d'un différend visé ci-dessus.

*Article 12*

***Entrée en vigueur, durée et dénonciation***

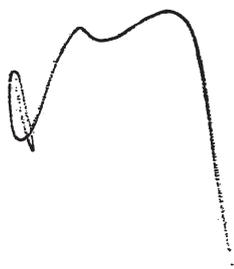
1. Le présent Accord entrera en vigueur trente (30) jours après la date à laquelle les Parties contractantes se seront notifiées par écrit que leurs procédures légales respectives nécessaires à cet effet ont été accomplies.
2. Le présent Accord restera en vigueur pour une période de vingt (20) ans. A l'expiration de cette période, il restera en vigueur pour une durée indéterminée, à moins que l'une des Parties contractantes ne notifie par écrit à l'autre Partie contractante, un an avant l'expiration de ladite période, son intention de dénoncer l'Accord.
3. Les investissements effectués antérieurement à la date d'expiration du présent Accord continueront d'être régis par les dispositions des articles 1 à 11 pendant une nouvelle période de vingt (20) ans à compter de la date d'expiration.
4. A l'entrée en vigueur du présent Accord, l'Accord concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements entre le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Corée, signé le 20 décembre 1974 à Bruxelles, sera dénoncé et remplacé par le présent Accord.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

FAIT à Bruxelles, le 12 décembre 2006, en deux exemplaires originaux, chacun en langue française, néerlandaise, coréenne et anglaise, tous les textes faisant également foi. Le texte en langue anglaise prévaudra en cas de divergence d'interprétation.

*Pour l'Union économique belgo-luxembourgeoise:*

*Le Gouvernement du  
Royaume de Belgique:  
Le Gouvernement wallon:  
Le Gouvernement flamand:  
Le Gouvernement de la Région  
de Bruxelles-Capitale:*



*Le Gouvernement du  
Grand-Duché de Luxembourg:*



*Pour le Gouvernement de la  
République de Corée:*



\*

**ACCORD**  
**entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise, d'une part,**  
**et la République du Rwanda, d'autre part, concernant l'encou-**  
**ragement et la protection réciproques des investissements**

*Le Royaume de Belgique,*

*la Région wallonne,*

*la Région flamande,*

*et la Région de Bruxelles-Capitale,*

ainsi que

*le Grand-Duché de Luxembourg,*

d'une part, et

*la République du Rwanda,*

d'autre part,

(ci-après dénommés les „Parties contractantes“),

*Désireux* de renforcer leur coopération économique en créant des conditions favorables à la réalisation d'investissements par des investisseurs de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante,

SONT CONVENU de ce qui suit:

*Article 1*

***Définitions***

Pour l'application du présent Accord:

1. Le terme „investisseurs“ désigne:

- a) les „nationaux“, c.-à-d. toute personne physique qui, selon la législation du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg ou de la République du Rwanda est considérée comme citoyen du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg ou de la République du Rwanda respectivement;
- b) les „sociétés“, c.-à-d. toute personne morale constituée conformément à la législation du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg ou de la République du Rwanda et ayant son siège social sur le territoire du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg ou de la République du Rwanda respectivement.

2. Le terme „investissements“ désigne tout élément d'actif quelconque et tout apport direct ou indirect, en nature ou en services, investi ou réinvesti dans tout secteur d'activité économique, quel qu'il soit.

Sont considérés notamment, mais non exclusivement, comme des investissements au sens du présent Accord:

- a) les biens meubles et immeubles ainsi que tous autres droits réels tels que hypothèques, privilèges, gages, usufruit et droits analogues;
- b) les actions, parts sociales et toutes autres formes de participations, même minoritaires ou indirectes, dans le capital de sociétés constituées sur le territoire de l'une des Parties contractantes;

- c) les obligations, créances et droits à toutes prestations ayant une valeur économique;
  - d) les droits d'auteur, les droits de propriété industrielle, les procédés techniques, les noms déposés et le fonds de commerce;
  - e) les concessions de droit public ou contractuelles, notamment celles relatives à la prospection, à la culture, à l'extraction ou à l'exploitation de ressources naturelles.
- Aucune modification de la forme juridique dans laquelle les avoirs et capitaux ont été investis ou réinvestis n'affectera leur qualité d'investissements au sens du présent Accord.
3. Le terme „revenus“ désigne les sommes produites par un investissement et notamment, mais non exclusivement, les bénéfices, intérêts, accroissements de capital, dividendes, royalties et indemnités.
  4. Le terme „territoire“ s'applique au territoire du Royaume de Belgique, au territoire du Grand-Duché de Luxembourg et à la République du Rwanda, ainsi qu'aux zones maritimes, c'est-à-dire les zones marines et sous-marines qui s'étendent au-delà des eaux territoriales du Royaume de Belgique et sur lesquelles celui-ci exerce, conformément au droit international, ses droits souverains et sa juridiction aux fins d'exploration, d'exploitation et de conservation des ressources naturelles.
  5. L'expression „législation en matière d'environnement“ désigne la législation des Parties contractantes, ou toute disposition contenue dans cette législation, qui vise principalement la protection de l'environnement, ou la prévention de tout danger pour la vie ou la santé des hommes, des animaux ou des plantes par les moyens suivants:
    - a) prévention, réduction ou contrôle des rejets, déversements ou émissions de substances polluantes ou de produits contaminateurs pour l'environnement;
    - b) contrôle des produits chimiques, substances, matériaux et déchets dangereux ou toxiques pour l'environnement et diffusion des informations y relatives;
    - c) protection ou conservation de la flore et de la faune sauvages, y compris les espèces menacées d'extinction, leur habitat, et les zones naturelles spécialement protégées sur le territoire des Parties contractantes.
  6. L'expression „législation du travail“ désigne la législation du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg ou de la République du Rwanda, ou toute disposition contenue dans cette législation, ayant un rapport direct avec les droits universellement reconnus des travailleurs énumérés ci-dessous:
    - a) le droit d'association;
    - b) le droit d'organisation et de négociation collective;
    - c) l'interdiction de recourir à quelque forme de travail forcé ou obligatoire que ce soit;
    - d) un âge minimum d'admission des enfants à l'emploi;
    - e) des conditions de travail acceptables en ce qui concerne le salaire minimum et la durée du travail, ainsi que la sécurité et la santé des travailleurs.

## *Article 2*

### ***Promotion des investissements***

1. Chacune des Parties contractantes encouragera les investissements sur son territoire par des investisseurs de l'autre Partie contractante et admettra ces investissements en conformité avec sa législation.
2. En particulier, chaque Partie contractante autorisera la conclusion et l'exécution de contrats de licence et de conventions d'assistance commerciale, administrative ou technique, pour autant que ces activités aient un rapport avec les investissements.

## *Article 3*

### ***Protection des investissements***

1. Tous les investissements effectués par des investisseurs de l'une des Parties contractantes, jouiront, sur le territoire de l'autre Partie contractante, d'un traitement juste et équitable.

2. Sous réserve des mesures nécessaires au maintien de l'ordre public, ces investissements jouiront d'une sécurité et d'une protection constantes, excluant toute mesure injustifiée ou discriminatoire qui pourrait entraver, en droit ou en fait, la gestion, l'entretien, l'utilisation, la jouissance ou la liquidation desdits investissements.

#### *Article 4*

##### ***Traitement national et nation la plus favorisée***

1. Pour toutes les questions relatives au traitement des investissements, les investisseurs de chacune des Parties contractantes bénéficieront, sur le territoire de l'autre Partie, du traitement national et du traitement de la nation la plus favorisée.

2. En ce qui concerne l'exploitation, la gestion, l'entretien, l'utilisation, la jouissance, la vente ou toute autre forme d'aliénation des investissements, chaque Partie contractante accordera sur son territoire aux investisseurs de l'autre Partie contractante un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui qu'elle accorde à ses propres investisseurs ou aux investisseurs de tout Etat tiers, si ce traitement est plus favorable.

3. Pareil traitement ne s'étendra pas aux privilèges qu'une Partie contractante accorde aux investisseurs d'un Etat tiers, en vertu de sa participation ou de son association à une zone de libre échange, une union douanière, un marché commun ou à toute autre forme d'organisation économique régionale.

4. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux matières fiscales.

#### *Article 5*

##### ***Environnement***

1. Reconnaissant que chaque Partie contractante a le droit de fixer son propre niveau de protection de l'environnement et de définir ses politiques et priorités en matière d'environnement et de développement, ainsi que d'adopter ou de modifier en conséquence ses lois ad hoc, chacune des Parties contractantes veillera à ce que sa législation garantisse un haut niveau de protection de l'environnement et mettra tout en oeuvre en vue d'améliorer constamment ladite législation.

2. Les Parties contractantes reconnaissent qu'il n'est pas approprié d'assouplir la législation nationale en matière d'environnement aux fins d'encourager les investissements. A cet égard, chacune des Parties contractantes veillera à ce qu'il ne soit pas accordé d'exemption ni dérogé d'aucune autre façon à ladite législation, pas plus qu'il ne soit offert de possibilité d'exemption ou autre dérogation aux fins d'encourager la constitution, l'entretien ou l'expansion d'un investissement sur son territoire.

3. Les Parties contractantes réaffirment les engagements auxquels elles ont souscrit dans le cadre d'accords internationaux en matière d'environnement. Elles veilleront à ce que lesdits engagements soient pleinement reconnus et appliqués dans leur législation nationale.

4. Les parties reconnaissent que la coopération mutuelle leur offre des possibilités accrues d'amélioration des normes de protection de l'environnement. A la demande de l'une des parties, l'autre partie acceptera que les représentants de leurs gouvernements se réunissent à des fins de consultations sur toute matière tombant dans le domaine d'application du présent article.

#### *Article 6*

##### ***Travail***

1. Reconnaissant que chaque Partie contractante a le droit de fixer ses propres normes de protection du travail et d'adopter ou de modifier en conséquence ses lois ad hoc, chacune des Parties contractantes veillera à ce que sa législation fixe des normes de travail conformes aux droits universellement reconnus des travailleurs énoncés au paragraphe 6 de l'Article 1 et n'aura de cesse d'améliorer lesdites normes.

2. Les Parties contractantes reconnaissent qu'il n'est pas approprié d'assouplir la législation nationale du travail aux fins d'encourager les investissements. A cet égard, chacune des Parties contractantes veillera à ce qu'il ne soit pas accordé d'exemption ni dérogé d'aucune autre façon à ladite législation, pas plus qu'il ne soit offert de possibilité d'exemption ou autre dérogation aux fins d'encourager la constitution, l'entretien ou l'expansion d'un investissement sur son territoire.

3. Les Parties contractantes réaffirment leurs obligations en tant que membres de l'Organisation internationale du Travail ainsi que leurs engagements en vertu de la Déclaration de l'Organisation internationale du Travail relative aux principes et droits fondamentaux du travail et de son suivi. Les Parties contractantes veilleront à ce que lesdits principes et droits universellement reconnus des travailleurs énoncés au paragraphe 6 de l'Article 1 soient reconnus et protégés dans leur législation nationale.

4. Les Parties contractantes reconnaissent que la coopération mutuelle leur offre des possibilités accrues d'amélioration des normes de protection du travail. A la demande de l'une des Parties contractantes, l'autre Partie acceptera que les représentants de leurs gouvernements se réunissent à des fins de consultations sur toute matière tombant dans le domaine d'application du présent article.

#### *Article 7*

##### ***Mesures privatives et restrictives de propriété***

1. Chacune des Parties contractantes s'engage à ne prendre aucune mesure d'expropriation ou de nationalisation ni aucune autre mesure dont l'effet est de déposséder directement ou indirectement les investisseurs de l'autre Partie contractante des investissements qui leur appartiennent sur son territoire.

2. Si des impératifs d'utilité publique, de sécurité ou d'intérêt national justifient une dérogation au paragraphe 1, les conditions suivantes devront être remplies:

- a) les mesures seront prises selon une procédure légale;
- b) elles ne seront ni discriminatoires, ni contraires à un engagement spécifique;
- c) elles seront assorties de dispositions prévoyant le paiement d'une indemnité adéquate et effective.

3. Le montant des indemnités correspondra à la valeur effective des investissements à la veille du jour où les mesures ont été prises ou rendues publiques.

Lesdites indemnités seront réglées en toute monnaie convertible. Elles seront versées sans délai injustifié et seront librement transférables. Elles porteront intérêt au taux commercial normal depuis la date de la fixation de leur montant jusqu'à celle de leur paiement.

4. Les investisseurs de l'une des Parties contractantes dont les investissements auraient subi des dommages dus à une guerre ou à tout autre conflit armé, révolution, état d'urgence national ou révolte survenu sur le territoire de l'autre Partie contractante, bénéficieront, de la part de cette dernière, d'un traitement, en ce qui concerne les restitutions, indemnisations, compensations ou autres dédommagements, qui sera au moins égal à celui accordé par cette dernière Partie contractante aux investisseurs de la nation la plus favorisée.

#### *Article 8*

##### ***Transferts***

1. Chaque Partie contractante accordera aux investisseurs de l'autre Partie contractante le libre transfert de tous les paiements relatifs à un investissement, et notamment:

- a) des sommes destinées à établir, à maintenir ou à développer l'investissement;
- b) des sommes destinées au règlement d'obligations contractuelles, y compris les sommes nécessaires au remboursement d'emprunts, les redevances et autres paiements découlant de licences, franchises, concessions et autres droits similaires, ainsi que les rémunérations du personnel expatrié;
- c) des revenus des investissements;

- d) du produit de la liquidation totale ou partielle des investissements, y compris les plus-values ou augmentations du capital investi;
  - e) des indemnités payées en exécution de l'Article 7.
2. Les nationaux de chacune des Parties contractantes autorisés à travailler au titre d'un investissement sur le territoire de l'autre Partie contractante seront également autorisés à transférer une quotité appropriée de leur rémunération dans leur pays d'origine.
  3. Les transferts seront effectués en monnaie librement convertible, au taux de change applicable à la date de ceux-ci aux transactions au comptant dans la monnaie utilisée.
  4. Chacune des Parties contractantes délivrera les autorisations nécessaires pour assurer sans délai l'exécution des transferts, et ce, sans autres charges que les frais bancaires usuels.
  5. Les Parties contractantes s'engagent à appliquer les dispositions précitées du présent article conformément à leurs législations nationales respectives en matière fiscale.

#### *Article 9*

##### ***Subrogation***

1. Si l'une des Parties contractantes ou un organisme public de celle-ci paie des indemnités à ses propres investisseurs en vertu d'une garantie donnée pour un investissement, l'autre Partie contractante reconnaîtra que les droits des investisseurs sont transférés à la Partie contractante ou à l'organisme public concerné, en leur qualité d'assureur.
2. En ce qui concerne les droits transférés, l'autre Partie contractante pourra faire valoir à l'égard de l'assureur subrogé dans les droits des investisseurs indemnisés, les obligations qui incombent légalement ou contractuellement à ces derniers.

#### *Article 10*

##### ***Règles applicables***

Lorsqu'une question relative aux investissements est régie à la fois par le présent Accord et par la législation nationale de l'une des Parties contractantes ou par des conventions internationales en vigueur actuellement ou contractées dans l'avenir par les Parties contractantes, les investisseurs de l'autre Partie contractante pourront se prévaloir des dispositions qui leur sont les plus favorables.

#### *Article 11*

##### ***Accords particuliers***

1. Les investissements ayant fait l'objet d'un accord particulier entre l'une des Parties contractantes et des investisseurs de l'autre Partie seront régis par les dispositions du présent Accord et par celles de cet accord particulier.
2. Chacune des Parties contractantes s'engage à assurer à tout moment le respect des obligations qu'elle aura contractées à l'égard des investisseurs de l'autre Partie contractante.

#### *Article 12*

##### ***Règlement des différends relatifs aux investissements***

1. Tout différend entre un investisseur de l'une des Parties contractantes et l'autre Partie contractante fera l'objet d'une notification écrite de la part de la partie la plus diligente. La notification sera accompagnée d'un aide-mémoire suffisamment détaillé.

Dans la mesure du possible, les parties tenteront de régler le différend par la négociation, en faisant éventuellement appel à l'avis spécialisé d'un tiers, ou par conciliation entre les Parties contractantes par la voie diplomatique.

2. A défaut de règlement amiable par arrangement direct entre les parties au différend ou par conciliation par la voie diplomatique dans les six mois à compter de sa notification, le différend sera soumis, au choix de l'investisseur, soit à la juridiction compétente de l'Etat où l'investissement a été réalisé, soit à l'arbitrage international.

A cette fin, chacune des Parties contractantes donne son consentement anticipé et irrévocable à ce que tout différend soit soumis à cet arbitrage. Ce consentement implique qu'elles renoncent à exiger l'épuisement des recours administratifs ou judiciaires internes.

3. En cas de recours à l'arbitrage international, le différend sera soumis à l'un des organismes d'arbitrage désignés ci-après, au choix de l'investisseur:

- à un tribunal d'arbitrage ad hoc, établi selon les règles d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le Droit Commercial International (C.N.U.D.C.I.);
- au Centre international pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements (C.I.R.D.I.), créé par la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats, ouverte à la signature à Washington, le 18 mars 1965, lorsque chaque Etat partie au présent Accord sera membre de celle-ci. Aussi longtemps que cette condition n'est pas remplie, chacune des Parties contractantes consent à ce que le différend soit soumis à l'arbitrage conformément au règlement du Mécanisme supplémentaire du C.I.R.D.I.:
- au Tribunal d'Arbitrage de la Chambre de Commerce Internationale, à Paris;
- à l'Institut d'Arbitrage de la Chambre de Commerce, à Stockholm.

Si la procédure d'arbitrage a été introduite à l'initiative d'une Partie contractante, celle-ci invitera par écrit l'investisseur concerné à exprimer son choix quant à l'organisme d'arbitrage qui devra être saisi du différend.

4. Aucune des Parties contractantes, partie à un différend, ne soulèvera d'objection, à aucun stade de la procédure d'arbitrage ni de l'exécution d'une sentence d'arbitrage, du fait que l'investisseur, partie adverse au différend, aurait perçu une indemnité couvrant tout ou partie de ses pertes en exécution d'une police d'assurance ou de la garantie prévue à l'article 9 du présent Accord.

5. Les sentences d'arbitrage seront définitives et obligatoires pour les parties au différend. Chaque Partie contractante s'engage à exécuter les sentences en conformité avec sa législation nationale.

#### *Article 13*

#### ***Différends entre les Parties contractantes concernant l'interprétation, l'application ou la modification du présent Accord***

1. Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application du présent Accord sera réglé, si possible, par la voie diplomatique.

2. A défaut de règlement par la voie diplomatique, le différend sera soumis à une commission mixte, composée de deux représentants de chacune des Parties au maximum; celle-ci se réunira à la demande de l'une ou l'autre partie et sans délai injustifié.

3. Si la commission mixte ne peut régler le différend dans les douze mois de sa constitution, celui-ci sera soumis, à la demande de l'une ou l'autre des Parties contractantes, à un tribunal arbitral constitué, pour chaque cas particulier, de la manière suivante:

Chaque Partie contractante désignera un arbitre dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle l'une des Parties contractantes a fait part à l'autre de son intention de soumettre le différend à arbitrage. Dans les deux mois suivant leur désignation, les deux arbitres désigneront d'un commun accord un ressortissant d'un Etat tiers qui exercera la fonction de président du tribunal arbitral.

Si ces délais n'ont pas été observés, l'une ou l'autre Partie contractante invitera le Président de la Cour Internationale de Justice à procéder à la nomination ou aux nominations nécessaire(s).

Si le Président de la Cour Internationale de Justice est ressortissant de l'une ou l'autre Partie contractante ou d'un Etat avec lequel l'une ou l'autre Partie contractante n'entretient pas de relations diplomatiques, ou si, pour une autre raison, il est empêché d'exercer cette fonction, le Vice-Président de la Cour Internationale de Justice sera invité à procéder à la nomination ou aux nominations nécessaire(s).

4. Le tribunal ainsi constitué fixera ses propres règles de procédure. Ses décisions seront prises à la majorité des voix; elles seront définitives et obligatoires pour les Parties contractantes.
5. Chaque Partie contractante supportera les frais liés à la désignation de son arbitre. Les débours inhérents à la désignation du troisième arbitre et les frais de fonctionnement du tribunal seront supportés, à parts égales, par les Parties contractantes.
6. Chaque Partie contractante pourra informer l'autre partie de son intention d'apporter une modification au contenu du présent Accord en lui communiquant par écrit sa proposition de modification. Ladite modification fera l'objet de négociations entre les deux parties; une fois adoptée, la modification constituera un avenant à l'accord initial.

*Article 14*

***Investissements antérieurs***

Le présent Accord s'appliquera également aux investissements effectués avant son entrée en vigueur par les investisseurs de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante en conformité avec les lois et règlements de cette dernière.

*Article 15*

***Entrée en vigueur et durée***

1. Le présent Accord entrera en vigueur un mois à compter de la date à laquelle les Parties contractantes auront échangé leurs instruments de ratification. Il restera en vigueur pour une période de dix ans.

A moins que l'une des Parties contractantes ne dénonce le présent Accord ou ne communique son intention de le modifier au moins six mois avant l'expiration de sa période de validité, il sera chaque fois reconduit tacitement pour une nouvelle période de dix ans, chaque Partie contractante se réservant le droit de le dénoncer par une notification introduite au moins six mois avant la date d'expiration de la période de validité en cours.

2. En ce qui concerne les investissements effectués antérieurement à la date d'expiration du présent Accord, les dispositions de ce dernier leur resteront applicables pour une période de dix ans à compter de la date d'expiration.

EN FOI DE QUOI, les représentants soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

FAIT à Kigali, le 16 avril 2007, en deux exemplaires originaux, chacun en langues française, néerlandaise et anglaise, tous les textes faisant également foi. Le texte en langue anglaise prévaudra en cas de divergence d'interprétation.

*Pour l'Union économique belgo-luxembourgeoise:*

*Pour la République  
du Rwanda:*

*Pour le Royaume de Belgique:*

*Pour le Grand-Duché  
de Luxembourg:*

*Pour la Région wallonne:*

*Pour la Région flamande:*

*Pour la Région  
de Bruxelles-Capitale:*

\*

**ACCORD**  
**entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise, d'une part,**  
**et le Sultanat d'Oman, d'autre part, concernant l'encourage-**  
**ment et la protection réciproques des investissements**

*Le Royaume de Belgique,*

*la Région wallonne,*

*la Région flamande,*

et

*la Région de Bruxelles-Capitale,*

ainsi que

*le Grand-Duché de Luxembourg,*

d'une part, et

*le Sultanat d'Oman,*

d'autre part,

(ci-après dénommés les „Parties contractantes“), chacun étant dénommé individuellement la „Partie contractante“,

*Désireux* de renforcer leur coopération économique en créant des conditions favorables à la réalisation d'investissements par des investisseurs de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante,

*Reconnaissant* que l'encouragement et la protection réciproque des investissements auront pour effet de stimuler les initiatives commerciales et le transfert de capitaux et de technologies entre les Parties contractantes dans l'intérêt de leur développement économique;

SONT CONVENU de ce qui suit:

*Article 1*

***Définitions***

Pour l'application du présent Accord, sauf si le texte du présent Accord exige une interprétation différente, les termes suivants auront la signification qui leur est attribuée dans le présent article:

1. Le terme „investisseurs“ désigne:
  - a) les „nationaux“, c'est-à-dire toute personne physique qui, selon la législation du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg ou du Sultanat d'Oman est considérée comme citoyen du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg ou du Sultanat d'Oman respectivement;
  - b) les „sociétés“, c'est-à-dire toute personne morale constituée conformément à la législation du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg ou du Sultanat d'Oman et ayant son siège social sur le territoire du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg ou du Sultanat d'Oman respectivement.
2. Le terme „investissements“ désigne tout élément d'actif quelconque et tout apport direct ou indirect en numéraire, en nature ou en services, investi ou réinvesti dans tout secteur d'activité économique, quel qu'il soit, conformément aux lois et règlements de la Partie contractante admettant les investissements sur son territoire, et notamment, mais non exclusivement:

- a) les biens meubles et immeubles ainsi que tous autres droits réels tels que hypothèques, privilèges, gages, usufruit et droits similaires;
- b) les actions, parts sociales et toutes autres formes de participations, même minoritaires ou indirectes, dans le capital de sociétés constituées sur le territoire de l'une des Parties contractantes;
- c) les créances financières et droits à toutes prestations contractuelles ayant une valeur économique ainsi que tous autres types de créances financières;
- d) les droits de propriété intellectuelle, notamment les droits d'auteur, les droits de propriété industrielle, les brevets, les dessins industriels, les modèles, les marques de commerce, les noms déposés, les secrets d'affaires, les procédés techniques, le savoir-faire et le fonds de commerce;
- e) les concessions accordées par la loi ou en vertu d'un contrat, notamment celles relatives à la prospection, la culture, la mise en valeur, l'extraction ou l'exploitation de ressources naturelles.

Aucune modification de la forme juridique dans laquelle les avoirs ont été investis ou réinvestis n'affectera leur qualité d'investissements au sens du présent Accord, à condition que cette modification ne soit pas contraire aux dispositions du présent Accord et à la législation de la Partie contractante sur le territoire de laquelle les investissements sont réalisés.

3. Le terme „revenus“ désigne toutes sommes produites par un investissement ou un réinvestissement et notamment, mais non exclusivement, les bénéfices, intérêts, accroissements de capital, dividendes, royalties et indemnités.
4. a) En ce qui concerne le Sultanat d'Oman, le terme „territoire“ désigne le territoire terrestre, les eaux territoriales, les zones maritimes et l'espace aérien sous sa souveraineté, y compris la zone économique exclusive et le plateau continental, sur lesquels le Sultanat d'Oman exerce ses droits souverains et sa juridiction, conformément à ses lois nationales et aux dispositions du droit international.
- b) En ce qui concerne le Royaume de Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg, le terme „territoire“ désigne le territoire du Royaume de Belgique, le territoire du Grand-Duché de Luxembourg ainsi que les zones maritimes, c'est-à-dire les zones marines et sous-marines qui s'étendent au-delà des eaux territoriales de l'Etat concerné et sur lesquelles celui-ci exerce, conformément au droit international, ses droits souverains et sa juridiction aux fins d'exploration, d'exploitation et de conservation des ressources naturelles.
5. L'expression „législation en matière d'environnement“ désigne la législation des Parties contractantes, ou toute disposition contenue dans cette législation, qui vise principalement la protection de l'environnement, ou la prévention de tout danger pour la vie ou la santé des hommes, des animaux ou des plantes.
6. L'expression „législation du travail“ désigne la législation du Sultanat d'Oman, du Royaume de Belgique ou du Grand-Duché de Luxembourg, ou toute disposition contenue dans cette législation, ayant un rapport direct avec les Conventions internationales du travail ratifiées par chacune des Parties contractantes.

## *Article 2*

### ***Promotion des investissements***

1. Chacune des Parties contractantes encouragera les investissements sur son territoire et créera des conditions favorables à leur réalisation par des investisseurs de l'autre Partie contractante et admettra lesdits investissements en conformité avec sa législation et avec les dispositions du présent Accord.
2. Conformément à ses lois et règlements applicables, chaque Partie contractante accordera aux investisseurs et aux personnes dont l'activité est en rapport avec les investissements, tels que experts, administrateurs, techniciens et ouvriers, les facilités et les permis d'entrée, de sortie, de séjour et de travail requis.
3. Chaque Partie contractante autorisera la conclusion et l'exécution de contrats de licence et de conventions d'assistance commerciale, administrative ou technique, pour autant que ces activités aient un rapport avec les investissements et soient conformes aux lois applicables de chacune des Parties contractantes.

*Article 3****Traitement des investissements***

1. Les investissements et les revenus des investisseurs de chaque Partie Contractante bénéficieront d'un traitement juste et équitable et jouiront, sur le territoire de l'autre Partie contractante, d'une entière protection et sécurité.
2. Chaque Partie contractante accordera sur son territoire aux investissements et aux revenus des investisseurs de l'autre Partie contractante un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui qu'elle accorde aux investissements et aux revenus des ses propres investisseurs ou aux investissements et aux revenus des investisseurs de tout Etat tiers, suivant le traitement le plus favorable auxdits investisseurs.
3. Chaque Partie contractante accordera sur son territoire aux investisseurs de l'autre Partie contractante, en ce qui concerne la gestion, l'entretien, l'exploitation, la jouissance ou l'aliénation de leurs investissements, un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui qu'elle accorde à ses propres investisseurs ou aux investisseurs de tout Etat tiers, suivant le traitement le plus favorable auxdits investisseurs.
4. Les dispositions des paragraphes (2) et (3) du présent Article ne pourront être interprétées comme obligeant l'une des Parties contractantes à étendre aux investisseurs de l'autre Partie contractante le bénéfice de tout traitement, préférence ou privilège résultant:
  - a) de sa participation ou de son adhésion, soit à une zone de libre échange, soit à une union douanière, un marché commun ou une union économique existant actuellement ou qui sera créé dans l'avenir, soit à toute autre forme de coopération économique régionale;
  - b) de tout accord tendant à éviter la double imposition ou de tout autre type d'accord en matière d'imposition.
5. Les dispositions du paragraphe (2) du présent Article n'obligeront pas le Sultanat d'Oman à accorder aux investisseurs de l'autre Partie contractante le traitement qu'il accorde à ses propres investisseurs en ce qui concerne la propriété foncière et immobilière et l'obtention de dons et de prêts à des conditions de faveur.

*Article 4****Environnement***

1. Reconnaissant que chaque Partie contractante a le droit de fixer son propre niveau de protection de l'environnement et de définir ses politiques et priorités en matière d'environnement et de développement, ainsi que d'adopter ou de modifier sa politique environnementale sur la base de ses lois ad hoc, chacune des Parties contractantes veillera à ce que sa législation garantisse un haut niveau de protection de l'environnement conformément aux prescriptions des lois et des conventions internationales liant les Parties contractantes et mettra tout en oeuvre, comme prescrit, en vue d'améliorer constamment ladite législation afin de préserver l'environnement et de développer les ressources naturelles.
2. Chaque Partie contractante renforcera sa propre capacité à protéger l'environnement tout en favorisant le développement durable. Aucune des Parties contractantes ne modifiera sa législation actuelle ou future en matière d'environnement basée sur les lois et les conventions internationales liant lesdites Parties contractantes afin d'encourager, de maintenir ou de développer des investissements qui seront réalisés sur son territoire.
3. Les Parties contractantes reconnaissent que la coopération mutuelle leur offre des possibilités accrues d'amélioration des normes de protection de l'environnement. A la demande de l'une des Parties contractantes, l'autre Partie acceptera que des experts se réunissent à des fins de consultations sur toute matière tombant dans le domaine d'application du présent article.

*Article 5****Travail***

1. Reconnaissant que chaque Partie contractante a le droit de fixer ses propres normes de protection du travail et d'adopter ou de modifier en conséquence ses lois ad hoc.
2. Aucune des Parties contractantes ne modifiera sa législation nationale du travail afin d'encourager, de maintenir ou de développer les investissements qui seront réalisés sur son territoire.

*Article 6****Nationalisation et expropriation***

1. Chacune des Parties contractantes s'engage à ne prendre aucune mesure d'expropriation ou de nationalisation ni aucune autre mesure dont l'effet est de déposséder directement ou indirectement les investisseurs de l'autre Partie contractante des investissements qui leur appartiennent sur son territoire.
2. Si des impératifs d'utilité publique, de sécurité ou d'intérêt national justifient une dérogation au paragraphe 1, les conditions suivantes devront être remplies:
  - a) les mesures seront prises conformément aux lois applicables de chacune des Parties contractantes;
  - b) les mesures ne seront ni discriminatoires, ni contraires à un engagement spécifique.
3. Toute mesure d'expropriation s'accompagnera du paiement sans délai d'une indemnité adéquate et effective, qui sera calculée sur la base de la valeur marchande des investissements immédiatement avant le moment où la décision d'expropriation a été annoncée ou rendue publique. Lorsque la valeur marchande ne peut être aisément établie, le montant de l'indemnité sera déterminé conformément à des principes d'appréciation généralement reconnus et sur la base de principes équitables tenant notamment compte du capital investi, de la dépréciation, de la valeur de remplacement et d'autres facteurs pertinents.
4. Le montant de l'indemnité visée au paragraphe (3) du présent Article sera fixé et payé sans retard dans un délai n'excédant pas six mois à compter de la date de la décision d'expropriation. En cas de retard de paiement, un intérêt sur le montant de l'indemnité sera calculé au taux d'intérêt commercial d'usage applicable à la monnaie dans laquelle l'investissement a été réalisé à l'origine, à compter de la fin du délai fixé jusqu'à la date du paiement, étant entendu que cette période supplémentaire ne pourra excéder trois mois.
5. Les investisseurs de l'une des Parties contractantes dont les investissements ont été touchés par une mesure d'expropriation seront autorisés à demander le réexamen dans les plus brefs délais, par une autorité judiciaire ou par toute autre autorité compétente de la Partie contractante hôte, de leur cas, en ce qui concerne l'évaluation de leur investissement et le paiement d'une indemnité, conformément aux dispositions du présent Article.

*Article 7****Indemnisation des pertes***

1. Les investisseurs de l'une des Parties contractantes dont les investissements auraient subi des pertes dues à une guerre ou à tout autre conflit armé, révolution, état d'urgence national, révolte, insurrection ou émeute survenant sur le territoire de l'autre Partie contractante, bénéficieront, de la part de cette dernière, d'un traitement, en ce qui concerne les restitutions, indemnisations, compensations ou autres dédommagements, qui ne sera pas moins favorable que celui accordé par cette dernière Partie contractante à ses propres nationaux ou sociétés ou aux investisseurs de tout Etat tiers, suivant le traitement le plus favorable aux investisseurs concernés.

2. Les dispositions du paragraphe (1) du présent Article couvriront les investisseurs de l'une des Parties contractantes qui, dans l'une des situations visées audit paragraphe, auraient subi, sur le territoire de l'autre Partie contractante, des pertes dues:

- a) à la réquisition de leurs biens par les forces ou autorités de cette dernière Partie, ou
- b) à la destruction de leurs biens par les forces ou autorités de cette dernière Partie sans que celle-ci soit la conséquence d'une action de combat ou commandée par la nécessité de la situation.

#### *Article 8*

#### ***Transferts***

1. Chaque Partie contractante, sur le territoire de laquelle l'investissement a été réalisé par des investisseurs de l'autre Partie contractante, garantira auxdits investisseurs le libre transfert de tous les paiements relatifs à l'investissement, et notamment, mais non exclusivement:

- a) des capitaux et des montants supplémentaires destinés à maintenir ou à développer les investissements existants et tous autres montants affectés à la couverture des dépenses liées à la gestion des investissements;
- b) des sommes destinées au règlement d'obligations contractuelles, y compris les sommes nécessaires au remboursement d'emprunts, les redevances et autres paiements découlant de licences, franchises, concessions et autres droits similaires, ainsi que les rémunérations du personnel expatrié;
- c) des salaires, rémunérations et sommes dues aux ressortissants de l'autre Partie contractante ainsi qu'aux ressortissants de tout Etat tiers autorisés à exercer des activités en rapport avec les investissements réalisés sur son territoire;
- d) des revenus;
- e) du produit de la vente et/ou de la liquidation totale ou partielle de tout investissement réalisé par les investisseurs de l'autre Partie contractante, après acquittement de leurs obligations financières;
- f) des indemnités payées en exécution des Articles 6 & 7.

2. Les transferts seront effectués en monnaie librement convertible, au taux de change applicable à la date de ceux-ci.

#### *Article 9*

#### ***Subrogation***

1. Si l'une des Parties contractantes ou un organisme désigné par celle-ci paie des indemnités à ses propres investisseurs en vertu d'une garantie, d'un contrat d'assurance ou d'un cautionnement donné pour un investissement réalisé sur le territoire de l'autre Partie contractante, la première partie sera pleinement subrogée dans les droits et créances desdits investisseurs, y compris les droits visés à l'Article 12.

2. En ce qui concerne les droits transférés, l'autre Partie contractante pourra faire valoir à l'égard de l'assureur subrogé dans les droits des investisseurs indemnisés, les obligations qui incombent légalement ou contractuellement à ces derniers.

#### *Article 10*

#### ***Application d'autres règles***

Si la législation de l'une ou l'autre Partie contractante ou les obligations découlant du droit international en vigueur actuellement ou contractées dans l'avenir par les Parties contractantes, en plus du présent Accord, contiennent des dispositions de caractère général ou particulier, par l'effet duquel les investissements des investisseurs de l'autre Partie contractante bénéficient d'un traitement plus favo-

nable que celui accordé par le présent Accord, ces dispositions, pour autant qu'elles soient plus favorables, prévaudront sur le présent Accord et les investisseurs pourront se prévaloir des dispositions qui leur sont les plus favorables.

*Article 11*

***Engagement spécifique***

Sans préjudice des dispositions du présent Accord, les investissements ayant fait l'objet d'un engagement spécifique de l'une des Parties contractantes à l'égard des investisseurs de l'autre Partie contractante seront régis par les termes dudit engagement si ce dernier comporte des dispositions plus favorables que celles du présent Accord.

*Article 12*

***Règlement des différends entre un investisseur et une Partie contractante***

1. Tout différend relatif aux investissements survenant entre l'une des Parties contractantes et un investisseur de l'autre Partie contractante sera, dans la mesure du possible, réglé à l'amiable par la voie de négociations entre les deux parties concernées.
2. Si le différend ne peut être réglé dans les trois mois à compter de la date de réception de la demande de règlement, l'investisseur pourra soumettre le différend:
  - a) à la juridiction compétente de la Partie contractante sur le territoire de laquelle l'investissement a été réalisé; ou
  - b) à l'arbitrage international:
    - I selon les règles d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le Droit Commercial International (C.N.U.D.C.I.), ou
    - II selon les règles d'arbitrage de la Chambre de Commerce Internationale (CCI), ou
    - III selon les règles du Centre international pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements (C.I.R.D.I.),
    - IV à un arbitre international ou à un tribunal d'arbitrage ad hoc créé en vertu d'un accord entre les parties au différend.
  - c) Outre les dispositions du paragraphe (2/b) relatives aux procédures d'arbitrage international, lorsque le gouvernement du Sultanat d'Oman est concerné, l'investisseur pourra soumettre le différend:
    - I au Tribunal arabe d'investissement, conformément aux dispositions du chapitre six de l'Accord unifié pour l'investissement des capitaux arabes;
    - II au Centre d'arbitrage commercial du CCG.
 Si la procédure d'arbitrage a été introduite à l'initiative d'une Partie contractante, celle-ci invitera par écrit l'investisseur concerné à exprimer son choix quant à l'organisme d'arbitrage qui devra être saisi du différend.
  - d) toute autre forme de règlement des différends convenue entre les parties au différend.
3. En cas d'arbitrage international, chacune des Parties contractantes déclare par la présente disposition qu'elle consent sans restriction à ce que tout différend entre elle-même et un investisseur de l'autre Partie contractante soit soumis à l'arbitrage conformément au présent Article.
4. Si un investisseur partie au différend décide de soumettre le cas à l'une des autorités visées au paragraphe (2) du présent Article, ledit investisseur ne sera pas autorisé à le soumettre à une autre autorité.
5. Les sentences rendues par un tribunal d'arbitrage seront définitives et obligatoires pour les parties au différend et chaque Partie contractante exécutera lesdites sentences en conformité avec sa législation nationale.

6. Aucune des Parties contractantes, partie à un différend, ne soulèvera d'objection, à aucun stade de la procédure d'arbitrage ni de l'exécution d'une sentence d'arbitrage, du fait que l'investisseur, partie adverse au différend, aurait perçu une indemnité couvrant tout ou partie de ses pertes en exécution d'un cautionnement, d'une garantie ou d'un contrat d'assurance, tel que prévu à l'article 9 du présent Accord.

#### *Article 13*

##### ***Règlement des différends entre les Parties contractantes***

1. Tout différend entre les Parties contractantes relatif à l'interprétation ou à l'application du présent Accord seront réglés, dans la mesure du possible, par des négociations par la voie diplomatique.
2. A défaut de règlement par la voie diplomatique, le différend sera soumis à une commission mixte, composée de représentants des deux Parties; celle-ci se réunira à la demande de la Partie la plus diligente et sans délai injustifié.
3. Si la commission mixte ne peut régler le différend, celui-ci sera soumis, à la demande de l'une ou l'autre des Parties contractantes, à un tribunal arbitral constitué, pour chaque cas particulier, de la manière suivante:
  - a) Chaque Partie contractante désignera un arbitre dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle l'une des Parties contractantes a fait part à l'autre partie de son intention de soumettre le différend à l'arbitrage. Dans les deux mois suivant leur désignation, les deux arbitres désigneront d'un commun accord un ressortissant d'un Etat tiers qui entretient des relations diplomatiques avec les deux Parties contractantes et qui exercera la fonction de président du tribunal.
  - b) Si la désignation des arbitres n'a pas été effectuée dans les délais stipulés dans le paragraphe (a) du présent Article, l'une ou l'autre Partie contractante invitera le Président de la Cour Internationale de Justice à procéder aux nominations nécessaires.
  - c) Si le Président de la Cour Internationale de Justice est ressortissant de l'une ou l'autre Partie contractante ou d'un Etat avec lequel l'une ou l'autre Partie contractante n'entretient pas de relations diplomatiques, ou si, pour une autre raison, il est empêché d'exercer cette fonction, le Vice-Président de la Cour Internationale de Justice sera invité à procéder aux nominations nécessaires.
  - d) Si le Vice-Président de la Cour est ressortissant de l'une ou l'autre Partie contractante, ou s'il est également empêché d'exercer cette fonction, le membre le plus élevé en rang de la Cour Internationale de Justice et qui n'est pas ressortissant de l'une ou l'autre Partie contractante sera invité à procéder aux nominations nécessaires.
4. Le tribunal ainsi constitué fixera ses propres règles de procédure. Ses décisions seront prises à la majorité des voix; elles seront définitives et obligatoires pour les Parties contractantes.
5. Chaque Partie contractante supportera les frais liés à la désignation de son arbitre. Les débours inhérents à la désignation du président et les frais de fonctionnement du tribunal seront supportés, à parts égales, par les Parties contractantes, sauf si le tribunal arbitral en décide autrement.
6. Le tribunal arbitral pourra fournir une interprétation de ses décisions à la demande de l'une ou l'autre Partie contractante.

#### *Article 14*

##### ***Application de l'Accord***

1. Le présent Accord s'appliquera également aux investissements effectués avant son entrée en vigueur par les investisseurs de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante en conformité avec les lois et règlements de cette dernière.

2. Le présent Accord ne s'appliquera à aucun différend survenu ni à aucune revendication liée aux investissements faite avant l'entrée en vigueur du présent Accord.

*Article 15*

*Entrée en vigueur et durée*

1. Le présent Accord entrera en vigueur un mois à compter de la date à laquelle les Parties contractantes auront échangé leurs instruments de ratification. Il restera en vigueur pour une période de vingt ans.

A moins que l'une des Parties contractantes ne le dénonce au moins un an avant l'expiration de sa période de validité, il sera chaque fois reconduit tacitement pour une nouvelle période de vingt ans.

2. Les investissements effectués antérieurement à la date d'expiration du présent Accord lui resteront soumis pour une période de vingt ans à compter de cette date.

EN FOI DE QUOI, les représentants soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

FAIT à Mascate, le 17.12.1429 de l'Hégire, correspondant au 16.12.2008, en double exemplaire, chacun en langue anglaise, française, néerlandaise et arabe, tous les textes faisant également foi. Le texte en langue anglaise prévaudra en cas de divergence d'interprétation.

*Pour l'Union économique belgo-luxembourgeoise:*

*Pour le Sultanat d'Oman:*

*Pour le Royaume de Belgique:*

*Pour le Grand-Duché*

*Pour la Région wallonne:*

*de Luxembourg:*

*Pour la Région flamande:*

*Pour la Région  
de Bruxelles-Capitale:*

\*

**ACCORD**  
**entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise, d'une part,**  
**et la République de Colombie, d'autre part, concernant l'encou-**  
**ragement et la protection réciproques des investissements**

*Le Royaume de Belgique,*

*la Région wallonne,*

*la Région flamande,*

*la Région de Bruxelles-Capitale,*

et

*le Grand-Duché de Luxembourg,*

d'une part, et

*la République de Colombie,*

d'autre part,

(ci-après mentionné à titre individuel comme „Partie contractante“ et mentionné à titre collectif comme „les Parties contractantes“),

*Désireux* d'intensifier la coopération économique dans l'intérêt mutuel des deux Parties contractantes;

*Ayant pour objectif* de créer et de maintenir des conditions favorables aux investissements des investisseurs de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante; et

*Reconnaissant* la nécessité d'encourager et de protéger les investissements étrangers en vue de promouvoir la prospérité économique des deux Parties contractantes.

ONT CONCLU L'ACCORD SUIVANT, ci-après dénommé „Cet Accord“:

*Article I*

***Définitions***

Pour l'application du présent Accord:

1. Le terme „investisseur“ désigne:
  - a. les „nationaux“, c.-à-d. toute personne physique qui, selon la législation du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg ou de la République de Colombie est considérée comme étant l'un de leurs ressortissants respectifs; et
  - b. les „sociétés“, c.-à-d. toute personne morale constituée conformément à la législation du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg ou de la République de Colombie et ayant son siège social sur le territoire du Royaume de Belgique ou du Grand-Duché de Luxembourg, ou son siège sur le territoire de la République de Colombie respectivement; ainsi que des activités commerciales importantes sur le territoire de l'Etat considéré.
- 1.1 Le présent Accord ne s'applique pas aux investissements effectués par des personnes physiques qui sont ressortissantes des deux Parties contractantes.
2. Le terme „investissement“ désigne tout élément d'actif économique, investi ou réinvesti, directement ou indirectement, par des investisseurs de l'une des Parties contractantes sur le territoire

d'un Etat partie au présent Accord conformément à la législation de l'Etat concerné et notamment, mais non exclusivement:

- a. les biens meubles et immeubles ainsi que tous autres droits réels tels que hypothèques, privilèges, gages, usufruits et droits analogues; y compris les droits de propriété;
  - b. les obligations, actions, parts sociales et toutes autres formes de participations, même minoritaires ou indirectes, dans les sociétés constituées sur le territoire de l'une des Parties contractantes;
  - c. les créances et droits à toutes prestations ayant une valeur économique;
  - d. les droits de propriété intellectuelle, y compris entre autres les droits d'auteur, les droits voisins et les droits de propriété industrielle, tels que les brevets, les procédés techniques, les marques de fabricants et les marques de commerce, les noms déposés, les dessins industriels, le savoir-faire et le fonds de commerce;
  - e. les concessions accordées par la loi, par un acte administratif ou en vertu d'un contrat, notamment celles relatives à l'exploration, au développement, à l'extraction ou à l'exploitation de ressources naturelles;
  - f. toutes opérations d'emprunt à l'étranger conformément à la loi de chacune des Parties contractantes, en rapport avec un investissement.
- 2.1 Le terme „investissement“ n'inclut pas:
- a. les opérations relatives à la dette publique;
  - b. les créances découlant exclusivement:
    - i. de contrats commerciaux ne constituant pas un investissement tel que décrit précédemment, de vente de biens ou de services, par un ressortissant ou une entité légale se trouvant sur le territoire de l'une des Parties contractantes, à un ressortissant ou à une entité légale se trouvant sur le territoire de l'autre Partie contractante; ou
    - ii. de crédits octroyés dans le cadre de ce type de transaction commerciale.
- 2.2 Aucune modification de la forme dans laquelle les avoirs et capitaux ont été investis ou réinvestis n'affectera leur qualité d'investissement au sens du présent Accord, à condition que cette modification s'inscrive dans le cadre des définitions du présent Article et intervienne conformément à la législation de la Partie contractante sur le territoire de laquelle l'investissement a été admis.
- 2.3 Conformément au paragraphe 2 du présent Article, les caractéristiques minimales d'un investissement sont les suivantes:
- a. l'engagement de capitaux ou d'autres ressources;
  - b. la perspective d'une plus-value ou d'un bénéfice;
  - c. un risque estimé raisonnable pour l'investisseur.
3. Le terme „revenus“ désigne les sommes produites par un investissement et notamment, mais non exclusivement, les bénéfices, intérêts, accroissements de capital, dividendes, royalties et indemnités.
4. Le terme „territoire“ s'applique:
- a. au territoire du Royaume de Belgique et au territoire du Grand-Duché de Luxembourg, ainsi qu'aux zones maritimes, c'est-à-dire les zones marines et sous-marines qui s'étendent au-delà des eaux territoriales du Royaume de Belgique et sur lesquelles celui-ci exerce, conformément au droit international, ses droits souverains et sa juridiction aux fins d'exploration, d'exploitation et de conservation des ressources naturelles; et
  - b. au territoire de la République de Colombie, qui englobe, outre son territoire continental, l'archipel de San Andres, Providencia et Santa Catalina, l'île de Malpelo, et l'ensemble des autres îles, îlots, cayes, caps et hauts fonds lui appartenant, ainsi que l'espace aérien et les zones maritimes sur lesquels elle exerce sa souveraineté ou ses droits souverains ou sa juridiction conformément à ses lois nationales et au droit international, y compris les traités internationaux applicables.
5. „Législation en matière d'environnement“ désigne:
- 5.1 En ce qui concerne le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, la Région wallonne, la Région flamande et la Région de Bruxelles-Capitale, toute législation ou toute

disposition contenue dans cette législation, qui vise principalement la protection de l'environnement, ou la prévention de tout danger pour la vie ou la santé des hommes, des animaux ou des plantes par les moyens suivants:

- a. prévention, réduction ou contrôle des rejets, déversements ou émissions de substances polluantes ou de produits contaminateurs pour l'environnement;
  - b. contrôle des produits chimiques, substances, matériaux et déchets dangereux ou toxiques pour l'environnement et diffusion des informations y relatives;
  - c. protection ou conservation de la flore et de la faune sauvages, y compris les espèces menacées d'extinction, leur habitat, et les zones naturelles spécialement protégées sur le territoire des Parties contractantes; et
- 5.2 En ce qui concerne la République de Colombie, toute législation promulguée par le Congrès, ou tout décret ou toute résolution émanant du niveau central du gouvernement, ou toute disposition contenue dans l'un ou l'autre de ces instruments, qui vise principalement la protection de l'environnement, ou la prévention de tout danger pour la vie ou la santé des hommes, des animaux ou des plantes par les moyens suivants:
- a. prévention, réduction ou contrôle des rejets, déversements ou émissions de substances polluantes ou de produits contaminateurs pour l'environnement;
  - b. contrôle des produits chimiques, substances, matériaux et déchets dangereux ou toxiques pour l'environnement et diffusion des informations y relatives;
  - c. protection ou conservation de la flore et de la faune sauvages, y compris les espèces menacées d'extinction, leur habitat, et les zones naturelles spécialement protégées sur le territoire des Parties contractantes.
6. L'expression „législation du travail“ désigne la législation du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg ou de la République de Colombie, ou toute disposition contenue dans cette législation, ayant un rapport direct avec les droits universellement reconnus des travailleurs énumérés ci-dessous, tels qu'acceptés dans le cadre de la Déclaration de l'Organisation internationale du Travail relative aux principes et droits fondamentaux du travail et son suivi:
- a. le droit d'association;
  - b. le droit d'organisation et de négociation collective;
  - c. l'interdiction de recourir à quelque forme de travail forcé ou obligatoire que ce soit;
  - d. un âge minimum d'admission des enfants à l'emploi.

## *Article II*

### ***Champ d'application***

1. Le présent Accord s'appliquera aux investissements existant au moment de son entrée en vigueur, ainsi qu'aux investissements effectués après son entrée en vigueur par des investisseurs de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante en conformité avec la législation de cette dernière. Toutefois, le présent Accord ne s'appliquera pas aux différends survenus avant son entrée en vigueur, ni aux différends relatifs à des faits qui se sont produits avant son entrée en vigueur.
2. En ce qui concerne les emprunts à l'étranger, le présent Accord s'appliquera exclusivement aux emprunts contractés après son entrée en vigueur.
3. Aucune disposition du présent Accord n'obligera l'une ou l'autre Partie contractante à protéger les investissements réalisés au moyen de capitaux ou d'avoirs tirés d'activités illicites, et le présent Accord ne pourra être interprété de manière à empêcher une Partie d'adopter ou de maintenir en place des mesures destinées à préserver l'ordre public, de remplir ses obligations pour le maintien ou la restauration de la paix et de la sécurité internationales; ou pour la protection de ses propres intérêts essentiels en matière de sécurité.
4. Les dispositions du présent Accord ne s'appliquent pas aux matières fiscales.

5. Aucune disposition du présent Accord ne s'appliquera aux mesures prudentielles concernant le secteur financier adoptées par l'une ou l'autre Partie contractante, conformément à sa législation, notamment dans le but de protéger les investisseurs, les déposants, les preneurs d'assurance ou les personnes bénéficiant d'un droit de garde, ou de préserver l'intégrité et la stabilité du système financier.

### *Article III*

#### ***Promotion et protection des investissements***

1. Chacune des Parties contractantes, sous réserve de sa politique générale en matière d'investissements étrangers, encouragera les investissements sur son territoire par des investisseurs de l'autre Partie contractante et les admettra en conformité avec sa législation.
2. Tous les investissements effectués par des investisseurs de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante jouiront en tout temps d'un traitement juste et équitable, ainsi que d'une protection et sécurité intégrales, conformément au droit international coutumier.
3. Chacune des Parties contractantes protégera sur son territoire les investissements réalisés conformément à sa législation par des investisseurs de l'autre Partie contractante et n'entravera pas par des mesures discriminatoires abusives ou injustifiées, en droit ou en fait, la gestion, l'entretien, l'utilisation, la jouissance, l'extension, la vente et la liquidation desdits investissements.
4. Pour plus de certitude,
  - a. les concepts de „traitement juste et équitable“ et de „protection et sécurité intégrales“ n'exigeront pas un traitement supplémentaire à celui exigé par la norme minimale de traitement des étrangers conformément au droit international coutumier et aux principes généraux de droit inscrits dans les principaux systèmes légaux du monde;
  - b. la constatation qu'il y a eu violation d'une autre disposition du présent accord ou d'un autre accord international n'implique pas nécessairement qu'il y a eu violation de la norme minimale de traitement des étrangers;
  - c. le concept de „traitement juste et équitable“ couvre entre autres l'interdiction du déni de justice dans le cadre des procédures pénales, civiles ou administratives conformément au principe de la régularité de la procédure inscrit dans les principaux systèmes légaux du monde; et
  - d. la norme de „protection et sécurité intégrales“ n'implique en aucun cas un traitement plus favorable que celui accordé aux nationaux de la Partie contractante sur le territoire de laquelle l'investissement a été réalisé.

### *Article IV*

#### ***Traitement national***

1. Pour toutes les matières régies par les dispositions du présent Accord, chaque Partie contractante accordera aux investisseurs de l'autre Partie contractante un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui qu'elle accorde, dans des circonstances similaires, aux investissements réalisés sur son territoire par ses propres nationaux.
2. Pour toutes les matières régies par les dispositions du présent Accord, chaque Partie contractante accordera aux investissements réalisés par des investisseurs de l'autre Partie contractante un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui qu'elle accorde, dans des circonstances similaires, aux investissements de ses propres investisseurs.

### *Article V*

#### ***Traitement de la Nation la plus favorisée***

1. Pour toutes les matières régies par les dispositions du présent Accord, chaque Partie contractante accordera aux investisseurs de l'autre Partie contractante un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui qu'elle accorde, dans des circonstances similaires, aux investisseurs de tout Etat qui n'est pas Partie contractante.

2. Pour toutes les matières régies par les dispositions du présent Accord, chaque Partie contractante accordera aux investissements réalisés par des investisseurs de l'autre Partie contractante un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui qu'elle accorde, dans des circonstances similaires, aux investissements des investisseurs de tout Etat qui n'est pas Partie contractante.

3. Le traitement le plus favorable à accorder dans des circonstances similaires visé dans le présent Accord n'inclut pas les mécanismes de règlement de différends en matière d'investissement, tels que mentionnés aux Articles XII et XIII du présent Accord, prévus par des traités ou des accords internationaux d'investissement.

4. Pareil traitement ne s'étendra pas aux privilèges qu'une Partie Contractante accorde aux investisseurs d'un Etat qui n'est pas Partie contractante, en vertu de sa participation ou de son association à une zone de libre échange, une union douanière, un marché commun existant ou futur ou à toute autre forme d'organisation économique régionale ou à tout accord international destiné à faciliter le commerce transfrontalier.

#### *Article VI*

#### ***Libres transferts***

1. Chaque Partie contractante permettra aux investisseurs de l'autre Partie contractante de transférer librement tous les paiements relatifs à un investissement, et notamment mais non exclusivement:

- a. le montant du principal et les montants additionnels nécessaires pour établir, maintenir, accroître et développer l'investissement;
- b. les revenus tels que définis à l'Article I, paragraphe 3;
- c. les paiements au titre d'emprunts à l'étranger;
- d. les sommes découlant du règlement de différends et les indemnisations, comme prévu par les Articles IX et X;
- e. le produit de la vente totale ou partielle, ou de la liquidation totale ou partielle de l'investissement, pouvant comprendre les plus-values ou augmentations du capital investi;
- f. les salaires et rémunérations du personnel recruté à l'étranger en rapport avec un investissement.

2. Les transferts seront effectués en monnaie librement convertible, au taux de change applicable à la date de ceux-ci aux transactions au comptant dans la monnaie utilisée.

3. Chacune des Parties contractantes permettra l'exécution des transferts sans délai injustifié, et ce, sans autres charges que les frais bancaires usuels.

4. Nonobstant les dispositions du présent Article, toute Partie contractante pourra soumettre à conditions ou empêcher un transfert, en appliquant de manière équitable, non discriminatoire et de bonne foi sa législation relative aux matières suivantes:

- a. procédures de faillite, restructuration de sociétés ou insolvabilité;
- b. exécution de sentences pénales ou arbitrales ou de sentences administratives confirmées;
- c. respect des obligations fiscales ou en matière de travail.

5. Toute Partie contractante pourra adopter ou maintenir en place des mesures non conformes à ses obligations en vertu du présent Article:

- a. en cas de sérieuses difficultés financières externes et concernant la balance des paiements ou de menace de pareilles difficultés; ou
- b. lorsque, dans certaines circonstances exceptionnelles, des mouvements de capitaux engendrent ou menacent d'engendrer de sérieuses difficultés de gestion macroéconomique, notamment en matière de politique monétaire et de change.

6. Les mesures visées au paragraphe 5 ci-dessus:

- a. seront conformes aux statuts du Fonds monétaire international aussi longtemps que la Partie contractante qui adopte ces mesures est partie auxdits statuts;

- b. se limiteront aux mesures nécessaires pour faire face aux circonstances décrites au paragraphe 5 ci-dessus;
- c. seront temporaires et cesseront dès que les conditions le permettront; et
- d. seront notifiées sans délai à l'autre Partie contractante.

#### *Article VII*

#### ***Environnement***

1. Reconnaissant que chaque Partie contractante a le droit de fixer son propre niveau de protection de l'environnement et de définir ses politiques et priorités en matière d'environnement et de développement, ainsi que d'adopter ou de modifier en conséquence ses lois *ad hoc*, chacune des Parties contractantes veillera à ce que sa législation garantisse un haut niveau de protection de l'environnement et mettra tout en oeuvre en vue d'améliorer constamment ladite législation.
2. Les Parties contractantes reconnaissent qu'il n'est pas approprié d'assouplir la législation nationale en matière d'environnement aux fins d'encourager les investissements. A cet égard, chacune des Parties contractantes veillera à ce qu'il ne soit pas accordé d'exemption ni dérogé d'aucune autre façon à ladite législation, pas plus qu'il ne soit offert de possibilité d'exemption ou autre dérogation aux fins d'encourager la constitution, l'entretien ou l'expansion d'un investissement sur son territoire.
3. Les parties reconnaissent que la coopération mutuelle leur offre des possibilités accrues d'amélioration des normes de protection de l'environnement.
4. Aucune disposition du présent accord n'aura pour effet d'empêcher une Partie contractante d'adopter, de maintenir en place ou d'exécuter toute mesure qu'elle juge appropriée pour garantir qu'une activité d'investissement sur son territoire est réalisée en conformité avec la législation environnementale de la Partie concernée.
5. Les mécanismes de règlement des différends visés aux Articles XII et XIII du présent Accord ne s'appliqueront pas aux obligations contractées au titre du présent Article.

#### *Article VIII*

#### ***Travail***

1. Les Parties contractantes reconnaissent:
  - a. que chaque Partie contractante a le droit de fixer ses propres normes de protection du travail et d'adopter ou de modifier en conséquence sa législation du travail;
  - b. que chaque Partie contractante mettra tout en oeuvre en vue de garantir que les principes énoncés au paragraphe 6 de l'Article 1 sont reconnus et appliqués par sa législation nationale; et
  - c. qu'il n'est pas approprié d'encourager la constitution, l'entretien ou l'expansion d'un investissement sur son territoire en assouplissant la législation nationale du travail.
2. Les parties reconnaissent que la coopération mutuelle leur offre des possibilités accrues d'amélioration des normes de protection du travail.
3. Aucune disposition du présent accord n'aura pour effet d'empêcher une Partie contractante d'adopter, de maintenir en place ou d'exécuter toute mesure qu'elle juge appropriée pour garantir qu'une activité d'investissement sur son territoire est réalisée en conformité avec la législation du travail de la Partie concernée.
4. Les mécanismes de règlement des différends visés aux Articles XII et XIII du présent Accord ne s'appliqueront pas aux obligations contractées au titre du présent Article.

*Article IX****Expropriation et indemnisation***

1. Les investissements effectués par des investisseurs de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante ne seront pas nationalisés, ni soumis à une expropriation directe ou indirecte ou à d'autres mesures ayant des effets similaires (désignées ci-après sous le terme d'„expropriation“), si ce n'est pour des raisons d'utilité publique, de sécurité ou d'intérêt national. En cas d'expropriation, les conditions suivantes devront être remplies:
  - a. les mesures seront prises selon une procédure légale;
  - b. les mesures ne seront pas discriminatoires et seront prises de bonne foi; et
  - c. les mesures seront assorties de dispositions prévoyant une indemnisation rapide, adéquate et effective.
2. Il est entendu que le critère „utilidad pública o interés social“ figurant à l'Article 58 de la *Constitución Política de Colombia (1991)* est compatible avec le terme „utilité publique“ utilisé dans le présent Article.
3. Il est entendu que:
  - a. l'expropriation indirecte résulte d'une mesure ou d'un train de mesures d'une Partie contractante qui a un effet équivalent à l'expropriation directe sans transfert formel de titre ou confiscation pure et simple;
  - b. pour établir si une mesure ou un train de mesures d'une Partie contractante constitue une expropriation indirecte, il faudra un examen au cas par cas et une enquête sur les faits où les critères pris en considération seront, entre autres, la portée de la mesure ou du train de mesures et la mesure dans laquelle les anticipations définies et raisonnables fondées sur l'investissement s'en trouvent contrecarrées;
  - c. sauf dans de rares cas, par exemple lorsque la mesure ou le train de mesures est si rigoureux au regard de leur objet qu'on ne pourra raisonnablement penser qu'elles ont été adoptées et appliquées de bonne foi, les mesures non discriminatoires d'une Partie qui sont conçues et appliquées à des fins d'utilité publique ou de santé publique, de sécurité et d'environnement ne constituent pas une expropriation indirecte.
4. Le montant des indemnités correspondra à la valeur marchande des investissements à la veille du jour où les mesures d'expropriation ont été prises ou rendues publiques, suivant la première situation qui se présente.
5. Lesdites indemnités seront réglées en toute monnaie convertible. Elles seront versées sans délai injustifié et seront librement transférables. Elles porteront intérêt au taux commercial normal depuis la date de l'expropriation jusqu'à la date du paiement.
6. La légalité de la mesure et le montant de l'indemnisation pourront être contestés devant les autorités judiciaires de la Partie contractante ayant adopté la mesure.
7. Sous réserve du présent Article, les Parties contractantes pourront établir des monopoles et se réserver des activités stratégiques privant les investisseurs de la possibilité de développer certaines activités économiques, pourvu que ce soit à des fins d'utilité publique.
8. Les Parties contractantes confirment que la délivrance de licences obligatoires conformément à l'Accord de l'OMC sur les ADPIC ne pourra pas être contestée au titre des dispositions énoncées dans le présent Article.

*Article X****Indemnisation des dommages ou des pertes***

Les investisseurs de l'une des Parties contractantes dont les investissements sur le territoire de l'autre Partie contractante auraient subi des pertes dues à une guerre, un conflit armé, une révolution, un état

d'urgence national, une insurrection, des troubles civils ou d'autres événements similaires, bénéficieront d'un traitement, en ce qui concerne les restitutions, indemnisations, compensations ou autres dédommagements, qui sera au moins égal à celui accordé par cette dernière Partie contractante aux investisseurs de la nation la plus favorisée ou à ses propres investisseurs, suivant le traitement le plus favorable aux investisseurs.

#### *Article XI*

##### ***Subrogation***

1. Si l'une des Parties contractantes ou un organisme public de celle-ci paie des indemnités à ses propres investisseurs en vertu d'une garantie contre les risques non commerciaux donnée pour un investissement, l'autre Partie contractante reconnaîtra que les droits des investisseurs sont transférés à la Partie contractante ou à l'organisme public concerné, en leur qualité d'assureur.

2. En ce qui concerne les droits transférés, l'autre Partie contractante pourra faire valoir à l'égard de l'assureur subrogé dans les droits des investisseurs indemnisés, les obligations qui incombent légalement ou contractuellement à ces derniers.

#### *Article XII*

##### ***Règlement des différends entre une Partie contractante et un investisseur de l'autre Partie contractante***

1. Tout différend relatif aux investissements survenant entre un investisseur de l'une des Parties contractantes et l'autre Partie Contractante fera l'objet d'une notification écrite de la part de l'investisseur à l'autre Partie Contractante. La notification sera accompagnée d'informations sur les faits et spécifiera la base juridique. Dans la mesure du possible, les parties au différend tenteront de régler celui-ci par des négociations à l'amiable.

2. En ce qui concerne les actes d'une autorité gouvernementale lorsqu'il s'agit de soumettre une plainte à l'arbitrage en vertu du présent Article, ou à un tribunal local ou un tribunal administratif, les voies de recours administratives locales devront d'abord être épuisées, si la législation de la Partie Contractante l'exige. Cette procédure n'excédera en aucun cas six mois depuis la date de son lancement par l'investisseur et n'empêchera pas l'investisseur de demander des consultations telles que prévues au paragraphe 3 du présent Article.

3. Aucune disposition du présent Article ne pourra être interprétée de manière à empêcher les parties à un différend de soumettre leur différend, à partir de la notification de ce dernier, à une médiation ou conciliation *ad hoc* ou institutionnelle, avant ou pendant les procédures contentieuses.

4. A défaut de règlement du différend dans les sept (7) mois à compter de la notification écrite spécifiée au paragraphe 1, le différend pourra être soumis, au choix de l'investisseur, soit à la juridiction compétente de la Partie contractante où l'investissement a été réalisé, soit à l'arbitrage national ou international. Avant de soumettre une plainte à l'arbitrage international en vertu du présent Article, la notification d'intention visée au paragraphe 7 sera soumise au moins cent quatre-vingts (180) jours à l'avance. La notification d'intention pourra être soumise, au plus tôt, un (1) mois à compter de la notification du différend visée au paragraphe 1.

5. A cette fin, chacune des Parties contractantes donne son consentement anticipé et irrévocable à ce que tout différend soit soumis à cet arbitrage. Ce consentement implique qu'elles renoncent à exiger l'épuisement des recours judiciaires internes.

6. En cas de recours à l'arbitrage international, le différend sera soumis à l'une des instances mentionnées ci-après, au choix de l'investisseur:

- a. à un tribunal d'arbitrage *ad hoc* établi, sauf convention contraire entre les Parties, selon les règles d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le Droit Commercial International

(CNUDCI), sur le territoire d'un Etat partie à la Convention de New York sur la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères (ci-après dénommée „Convention de New York“); ou

- b. au Centre international pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements (CIRDI), créé par la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats, ouverte à la signature à Washington, le 18 mars 1965 (ci-après dénommée „Convention CIRDI“, lorsque chaque Etat partie au présent Accord sera membre de celle-ci. Pour le cas où une seule des Parties contractantes est partie à la Convention CIRDI, chacune des Parties contractantes consent à ce que le différend puisse être soumis à l'arbitrage conformément au règlement du Mécanisme supplémentaire du CIRDI; ou
- c. à la Cour d'arbitrage de la Chambre internationale de commerce à Paris; ou
- d. à un tribunal arbitral du Centre de conciliation et d'arbitrage de la Chambre de Commerce de Bogota.

6.1 Si la procédure d'arbitrage a été introduite à l'initiative d'une Partie contractante, cette Partie contractante informera l'investisseur concerné par écrit de la désignation de l'instance d'arbitrage parmi les options prévues aux sous-paragraphes 6.a., 6.b. ou 6.c. de cet Article.

7. L'investisseur partie au différend ne pourra soumettre une plainte à l'arbitrage que si le délai fixé au paragraphe 4 du présent Article est écoulé et qu'il a notifié par écrit à la Partie contractante concernée, cent quatre-vingts (180) jours à l'avance, son intention de soumettre une plainte à l'arbitrage („notification d'intention“). Ladite notification précisera le nom et l'adresse de l'investisseur partie au différend, les dispositions du présent accord qui sont présumées avoir été violées, les faits sur lesquels repose la plainte, la valeur estimée des dommages et l'indemnisation demandée.

8. Aucune des Parties contractantes, partie à un différend, ne soulèvera d'objection, à aucun stade de la procédure d'arbitrage ni de l'exécution d'une sentence d'arbitrage, du fait que l'investisseur, partie adverse au différend, aurait perçu une indemnité d'un subrogé couvrant tout ou partie de ses pertes en exécution d'une garantie telle que prévue à l'Article XI du présent Accord.

9. Dès que l'investisseur aura soumis le différend soit à un tribunal compétent de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle l'investissement a été admis, soit à l'un des mécanismes d'arbitrage décrits ci-dessus, le choix de la procédure sera définitif.

10. Les sentences d'arbitrage seront définitives et obligatoires pour les parties au différend. Chaque Partie contractante s'engage à exécuter et à observer les sentences en conformité avec sa législation nationale et avec les accords internationaux applicables.

11. Les Parties contractantes s'abstiendront de traiter, par la voie diplomatique, les questions relatives à des différends entre une Partie Contractante et un investisseur de l'autre Partie Contractante soumis à une procédure judiciaire ou à l'arbitrage international, conformément aux dispositions du présent Article, à moins qu'une des parties au différend n'ait pas obtempéré à la décision du tribunal ou à la sentence arbitrale, selon les conditions énoncées dans ladite décision ou sentence arbitrale.

12. Aucune plainte ne pourra être déposée par un investisseur si plus de soixante (60) mois se sont écoulés depuis la date à laquelle l'investisseur a eu ou aurait dû avoir connaissance de la violation alléguée du présent Accord, ainsi que des pertes et dommages présumés.

13. Les mécanismes de règlement des différends prévus par le présent Accord se baseront sur les dispositions du présent Accord et sur les règles arbitrales applicables de l'instance à laquelle la demande d'arbitrage a été soumise.

14. Dès que possible et sans préjudice des règles d'arbitrage applicables, à la demande du défendeur, le Tribunal pourra se prononcer sur les questions préliminaires relatives à la compétence et à l'admissibilité.

14.1 Lorsque le Tribunal tranche sur l'objection du défendeur, il pourra statuer sur les dépens et honoraires d'avocats exposés durant la procédure, selon que l'objection a ou n'a pas eu gain de cause.

14.2 Le Tribunal pourra examiner si la plainte du requérant ou l'objection du défendeur est frivole, et fournira en quel cas aux parties au différend l'occasion raisonnable de présenter des observations. Dans le cas d'une plainte frivole, le Tribunal mettra les dépens à la charge du requérant.

15. Lorsqu'un tribunal rend une sentence définitive défavorable au requérant, il pourra accorder uniquement des dommages-intérêts pécuniaires, et tout intérêt applicable; de même qu'attribuer les dépens et les honoraires d'avocats conformément au présent Article et aux règles d'arbitrage applicables. Il est entendu qu'un tribunal arbitral au titre du présent Article ne sera pas compétent pour examiner la légalité d'une loi ou d'un règlement national au regard de la constitution ou de l'ordre juridique de la Partie concernée.

16. La signification à une Partie contractante de la notification d'intention et d'autres documents se fera à l'endroit fixé par ladite Partie contractante à l'Annexe I.

### *Article XIII*

#### ***Règlement de différends entre les Parties contractantes***

1. Les différends entre les Parties contractantes relatifs à l'interprétation ou à l'application du présent Accord seront réglés, dans la mesure du possible, par la voie de négociations diplomatiques directes.

2. A défaut de règlement par la voie diplomatique, le différend sera soumis à une commission mixte, composée de représentants des deux Parties contractantes; celle-ci se réunira à la demande de la Partie la plus diligente et sans délai injustifié.

3. Si la commission mixte ne peut régler le différend dans les six (6) mois à compter de la date de sa constitution, celui-ci sera soumis, à la demande de l'une ou l'autre des Parties contractantes, à un tribunal arbitral constitué, pour chaque cas particulier, de la manière suivante:

- a. Chaque Partie contractante désignera un arbitre dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle l'une des Parties contractantes a fait part à l'autre Partie de son intention de soumettre le différend à arbitrage. Dans les deux mois suivant leur désignation, les deux arbitres désigneront d'un commun accord un ressortissant d'un Etat qui n'est pas Partie contractante avec lequel les deux Parties contractantes entretiennent des relations diplomatiques, qui exercera la fonction de président du tribunal arbitral.
- b. Si ces délais n'ont pas été observés, l'une ou l'autre Partie contractante invitera le Président de la Cour Internationale de Justice à procéder à la nomination ou aux nominations nécessaire(s).
- c. Si le Président de la Cour Internationale de Justice est ressortissant de l'une ou l'autre Partie contractante ou d'un Etat avec lequel l'une ou l'autre Partie contractante n'entretient pas de relations diplomatiques, ou si, pour une autre raison, il est empêché d'exercer cette fonction, le Vice-Président de la Cour Internationale de Justice sera invité à procéder à la nomination ou aux nominations nécessaire(s).

Si le Vice-Président de la Cour Internationale de Justice est ressortissant de l'une ou l'autre Partie contractante ou s'il est lui aussi empêché d'exercer cette fonction, le membre le plus élevé en rang de la Cour Internationale de Justice et qui n'est pas ressortissant de l'une ou l'autre Partie contractante sera invité à procéder aux nominations nécessaires.

4. Le Tribunal ainsi constitué fixera ses propres règles de procédure. Ses décisions seront prises à la majorité des voix; elles seront définitives et obligatoires pour les Parties contractantes. Le Tribunal d'arbitrage statuera sur la base des dispositions du présent Accord et des principes du droit international applicables en l'espèce.

5. Sauf convention contraire, les Parties contractantes supporteront à parts égales les frais liés à la désignation des arbitres et les frais de la procédure arbitrale.

### *Article XIV*

#### ***Règles applicables***

Lorsqu'une question relative aux investissements est régie à la fois par le présent Accord et par la législation nationale de l'une des Parties contractantes ou par des conventions internationales en vigueur

actuellement ou contractées dans l'avenir par les Parties contractantes, les investisseurs de l'autre Partie contractante pourront se prévaloir des dispositions qui leur sont les plus favorables.

*Article XV*

***Consultations***

Les Parties contractantes se consulteront au sujet de toute question en rapport avec les investissements et avec l'application ou l'interprétation du présent Accord.

*Article XVI*

***Dispositions finales  
Entrée en vigueur et durée***

1. Le présent Accord entrera en vigueur soixante (60) jours à compter de la date à laquelle les Parties contractantes auront échangé leurs instruments de ratification. Il restera en vigueur pour une période de dix ans.
2. A moins que l'une des Parties contractantes ne le dénonce au moins douze mois avant l'expiration de sa période de validité, le présent Accord sera chaque fois reconduit tacitement pour une nouvelle période de dix ans, chaque Partie contractante se réservant le droit de le dénoncer par une notification transmise par la voie diplomatique et introduite au moins douze mois avant la date d'expiration de la période de validité en cours.
3. Les investissements effectués antérieurement à la date d'expiration du présent Accord lui resteront soumis pour une période de dix ans à compter de cette date.

EN FOI DE QUOI, les représentants soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

FAIT à Bruxelles, le 4 février 2009, en deux exemplaires originaux, chacun en langues espagnole, anglaise, française et néerlandaise, tous les textes faisant également foi. Le texte en langue anglaise prévaudra en cas de divergence d'interprétation.

*Pour l'Union économique belgo-luxembourgeoise:*

*Pour la République  
de Colombie:*

*Pour le Royaume  
de Belgique:*

*Pour le Grand-Duché  
de Luxembourg:*

*Pour la Région wallonne:*

*Pour la Région flamande:*

*Pour la Région  
de Bruxelles-Capitale:*

\*

ANNEXE I

**Notification de documents à une Partie au titre de l'Article XII**

*Union Economique Belgo-Luxembourgeoise*

En ce qui concerne l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise, la notification d'intention et les autres documents concernant le règlement des différends au titre de l'Article XII seront signifiés à l'endroit suivant:

Service Public fédéral des Affaires étrangères,  
Commerce extérieur et Coopération au Développement  
Direction des Intérêts économiques  
15, Rue de Petits Carmes  
B-1000 Bruxelles – Belgique

Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration  
5, Rue Notre-Dame  
L-2240 Luxembourg – Luxembourg

*Colombie*

En ce qui concerne la Colombie, la notification d'intention et les autres documents concernant le règlement des différends au titre de l'Article XII seront signifiés à l'endroit suivant:

Dirección de Inversión Extranjera y Servicios  
Ministerio de Comercio, Industria y Turismo  
Calle 28 # 13 A – 15  
Bogotá D.C. – Colombia

\*

**ACCORD**  
**entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise, d'une part,**  
**et la République du Tadjikistan, d'autre part, concernant l'en-**  
**couragement et la protection réciproques des investissements**

*Le Royaume de Belgique,*

*la Région wallonne,*

*la Région flamande,*

*et la Région de Bruxelles-Capitale,*

ainsi que

*le Grand-Duché de Luxembourg,*

d'une part, et

*la République du Tadjikistan,*

d'autre part,

(ci-après dénommés les „Parties contractantes“),

*Désireux* de renforcer leur coopération économique en créant des conditions favorables à la réalisation d'investissements par des investisseurs de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante,

SONT CONVENUS de ce qui suit:

*Article 1*

***Définitions***

Pour l'application du présent Accord,

1. Le terme „investisseurs“ désigne:

- a) les „nationaux“, c'est-à-dire toute personne physique qui, selon la législation du Royaume de Belgique, du Grand-duché de Luxembourg ou de la République du Tadjikistan est considérée comme citoyen du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg ou de la République du Tadjikistan respectivement;
- b) les „sociétés“, c'est-à-dire toute personne morale constituée conformément à la législation du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg ou de la République du Tadjikistan et ayant son siège social sur le territoire du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg ou de la République du Tadjikistan respectivement.

2. Le terme „investissements“ désigne tout élément d'actif quelconque et tout apport direct ou indirect en numéraire, en nature ou en services, investi ou réinvesti dans tout secteur d'activité économique, quel qu'il soit.

Sont considérés notamment, mais non exclusivement, comme des investissements au sens du présent Accord:

- a) les biens meubles et immeubles ainsi que tous autres droits réels tels que hypothèques, privilèges, gages, usufruit et droits similaires;
- b) les actions, parts sociales et toutes autres formes de participations, même minoritaires ou indirectes, dans le capital de sociétés constituées sur le territoire de l'une des Parties contractantes;

- c) les obligations, créances et droits à toutes prestations ayant une valeur économique;
- d) les droits d'auteur, les droits de propriété industrielle, les procédés techniques, les noms déposés et le fonds de commerce;
- e) les concessions de droit public ou contractuelles, notamment celles relatives à la prospection, la mise en valeur, l'extraction ou l'exploitation de ressources naturelles.

Aucune modification de la forme juridique dans laquelle les avoirs et capitaux ont été investis ou réinvestis n'affectera leur qualité d'„investissements“ au sens du présent Accord.

3. Le terme „revenus“ désigne les sommes produites par un investissement et notamment, mais non exclusivement, les bénéfices, intérêts, accroissements de capital, dividendes, royalties et honoraires.
4. Le terme „territoire“ s'applique:
  - a) au territoire du Royaume de Belgique et au territoire du Grand-Duché de Luxembourg, ainsi qu'aux zones maritimes, c'est-à-dire les zones marines et sous-marines qui s'étendent au-delà des eaux territoriales du Royaume de Belgique et sur lesquelles celui-ci exerce, conformément au droit international, ses droits souverains et sa juridiction aux fins d'exploration, d'exploitation et de conservation des ressources naturelles;
  - b) au territoire de la République du Tadjikistan, y compris l'espace aérien au-dessus de la République du Tadjikistan, ainsi qu'à tout autre territoire défini ou qui sera défini à l'avenir conformément au droit international et à la législation nationale de la République du Tadjikistan, sur lesquels la République du Tadjikistan exerce ses droits souverains en ce qui concerne les ressources naturelles et minérales.
5. L'expression „législation en matière d'environnement“ désigne la législation des Parties contractantes, ou toute disposition contenue dans cette législation, qui vise principalement la protection de l'environnement, ou la prévention de tout danger pour la vie ou la santé des hommes, des animaux ou des plantes par les moyens suivants:
  - a) prévention, réduction ou contrôle des rejets, déversements ou émissions de substances polluantes ou de produits contaminateurs pour l'environnement;
  - b) contrôle des produits chimiques, substances, matériaux et déchets dangereux ou toxiques pour l'environnement et diffusion des informations y relatives;
  - c) protection ou conservation de la flore et de la faune sauvages, y compris les espèces menacées d'extinction, leur habitat, et les zones naturelles spécialement protégées sur le territoire des Parties contractantes.
6. L'expression „législation du travail“ désigne la législation du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg ou de la République du Tadjikistan, ou toute disposition contenue dans cette législation, ayant un rapport direct avec les droits universellement reconnus des travailleurs énumérés ci-dessous:
  - a) le droit d'association;
  - b) le droit d'organisation et de négociation collective;
  - c) l'interdiction de recourir à quelque forme de travail forcé ou obligatoire que ce soit;
  - d) un âge minimum d'admission des enfants à l'emploi;
  - e) des conditions de travail acceptables en ce qui concerne le salaire minimum et la durée du travail, ainsi que la sécurité et la santé des travailleurs.

## *Article 2*

### ***Promotion des investissements***

1. Chacune des Parties contractantes encouragera les investissements sur son territoire par des investisseurs de l'autre Partie contractante et admettra lesdits investissements en conformité avec sa législation.
2. En particulier, chaque Partie contractante autorisera la conclusion et l'exécution de contrats de licence et de conventions d'assistance commerciale, administrative ou technique, pour autant que ces activités aient un rapport avec les investissements.

*Article 3****Protection des investissements***

1. Tous les investissements effectués par des investisseurs de l'une des Parties contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre Partie contractante, d'un traitement juste et équitable.
2. Sous réserve des mesures nécessaires au maintien de l'ordre public, ces investissements jouiront d'une sécurité et d'une protection constantes, excluant toute mesure injustifiée ou discriminatoire qui pourrait entraver, en droit ou en fait, la gestion, l'entretien, l'utilisation, la jouissance ou la liquidation desdits investissements.

*Article 4****Traitement national et nation la plus favorisée***

1. Pour toutes les questions relatives au traitement des investissements, les investisseurs de chacune des Parties contractantes bénéficieront, sur le territoire de l'autre Partie, du traitement national et du traitement de la nation la plus favorisée.
2. En ce qui concerne l'exploitation, la gestion, l'entretien, l'utilisation, la jouissance, la vente ou toute autre forme d'aliénation des investissements, chaque Partie contractante accordera sur son territoire aux investisseurs de l'autre Partie contractante un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui qu'elle accorde à ses propres investisseurs ou aux investisseurs de tout Etat tiers, si ce traitement est plus favorable.
3. Pareil traitement ne s'étendra pas aux privilèges qu'une Partie contractante accorde aux investisseurs d'un Etat tiers, en vertu de sa participation ou de son association à une zone de libre échange, une union douanière, un marché commun ou à toute autre forme d'organisation économique régionale.
4. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux matières fiscales.

*Article 5****Environnement***

1. Reconnaissant que chaque Partie contractante a le droit de fixer son propre niveau de protection de l'environnement et de définir ses politiques et priorités en matière d'environnement et de développement, ainsi que d'adopter ou de modifier en conséquence ses lois ad hoc, chacune des Parties contractantes veillera à ce que sa législation garantisse un haut niveau de protection de l'environnement et mettra tout en oeuvre en vue d'améliorer constamment ladite législation.
2. Les Parties contractantes reconnaissent qu'il n'est pas approprié d'assouplir la législation nationale en matière d'environnement aux fins d'encourager les investissements. A cet égard, chacune des Parties contractantes veillera à ce qu'il ne soit pas accordé d'exemption ni dérogé d'aucune autre façon à ladite législation, pas plus qu'il ne soit offert de possibilité d'exemption ou autre dérogation aux fins d'encourager la constitution, l'entretien ou l'expansion d'un investissement sur son territoire.
3. Les Parties contractantes réaffirment les engagements auxquels elles ont souscrit dans le cadre d'accords internationaux en matière d'environnement. Elles veilleront à ce que lesdits engagements soient pleinement reconnus et appliqués dans leur législation nationale.
4. Les parties reconnaissent que la coopération mutuelle leur offre des possibilités accrues d'amélioration des normes de protection de l'environnement. A la demande de l'une des parties, l'autre partie acceptera que les représentants de leurs gouvernements se réunissent à des fins de consultations sur toute matière tombant dans le domaine d'application du présent article.

*Article 6****Travail***

1. Reconnaissant que chaque Partie contractante a le droit de fixer ses propres normes de protection du travail et d'adopter ou de modifier en conséquence ses lois ad hoc, chacune des Parties contractantes veillera à ce que sa législation fixe des normes de travail conformes aux droits universellement reconnus des travailleurs énoncés au paragraphe 6 de l'Article 1 et n'aura de cesse d'améliorer lesdites normes.
2. Les Parties contractantes reconnaissent qu'il n'est pas approprié d'assouplir la législation nationale du travail aux fins d'encourager les investissements. A cet égard, chacune des Parties contractantes veillera à ce qu'il ne soit pas accordé d'exemption ni dérogé d'aucune autre façon à ladite législation, pas plus qu'il ne soit offert de possibilité d'exemption ou autre dérogation aux fins d'encourager la constitution, l'entretien ou l'expansion d'un investissement sur son territoire.
3. Les Parties contractantes réaffirment leurs obligations en tant que membres de l'Organisation internationale du Travail ainsi que leurs engagements en vertu de la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux du travail et de son suivi. Les Parties contractantes veilleront à ce que lesdits principes et droits universellement reconnus des travailleurs énoncés au paragraphe 6 de l'Article 1 soient reconnus et protégés dans leur législation nationale.
4. Les parties reconnaissent que la coopération mutuelle leur offre des possibilités accrues d'amélioration des normes de protection du travail. A la demande de l'une des Parties contractantes, l'autre partie acceptera que les représentants de leurs gouvernements se réunissent à des fins de consultations sur toute matière tombant dans le domaine d'application du présent article.

*Article 7****Mesures privatives et restrictives de propriété***

1. Chacune des Parties contractantes s'engage à ne prendre aucune mesure d'expropriation ou de nationalisation ni aucune autre mesure dont l'effet est de déposséder directement ou indirectement les investisseurs de l'autre Partie contractante des investissements qui leur appartiennent sur son territoire.
2. Si des impératifs d'utilité publique, de sécurité ou d'intérêt national justifient une dérogation au paragraphe 1, les conditions suivantes devront être remplies:
  - a) les mesures seront prises selon une procédure légale;
  - b) elles ne seront ni discriminatoires, ni contraires à un engagement spécifique;
  - c) elles seront assorties de dispositions prévoyant le paiement d'une indemnité adéquate et effective.
3. Le montant des indemnités correspondra à la valeur effective des investissements à la veille du jour où les mesures ont été prises ou rendues publiques.

Lesdites indemnités seront réglées en toute monnaie convertible. Elles seront versées sans délai injustifié et seront librement transférables. Elles porteront intérêt au taux commercial normal depuis la date de la fixation de leur montant jusqu'à celle de leur paiement.
4. Les investisseurs de l'une des Parties contractantes dont les investissements auraient subi des dommages dus à une guerre ou à tout autre conflit armé, révolution, état d'urgence national ou révolte survenu sur le territoire de l'autre Partie contractante, bénéficieront, de la part de cette dernière, d'un traitement au moins égal à celui accordé aux investisseurs de la nation la plus favorisée en ce qui concerne les restitutions, indemnisations, compensations ou autres dédommagements.

*Article 8****Transferts***

1. Chaque Partie contractante accordera aux investisseurs de l'autre Partie contractante le libre transfert de tous les paiements relatifs à un investissement, et notamment:

- a) des sommes destinées à établir, à maintenir ou à développer l'investissement;
  - b) des sommes destinées au règlement d'obligations contractuelles, y compris les sommes nécessaires au remboursement d'emprunts, les redevances et autres paiements découlant de licences, franchises, concessions et autres droits similaires, ainsi que les rémunérations du personnel expatrié;
  - c) des revenus des investissements;
  - d) du produit de la liquidation totale ou partielle des investissements, y compris les plus-values ou augmentations du capital investi;
  - e) des indemnités payées en exécution de l'article 7.
2. Les nationaux de chacune des Parties contractantes autorisés à travailler au titre d'un investissement sur le territoire de l'autre Partie contractante seront également autorisés à transférer une quotité appropriée de leur rémunération dans leur pays d'origine.
3. Les transferts seront effectués en monnaie librement convertible, au cours applicable à la date de ceux-ci aux transactions au comptant dans la monnaie utilisée.
4. Chacune des Parties contractantes délivrera les autorisations nécessaires pour assurer sans délai l'exécution des transferts et ce, sans autres charges que les frais bancaires usuels.

#### *Article 9*

#### ***Subrogation***

1. Si l'une des Parties contractantes ou un organisme public de celle-ci paie des indemnités à ses propres investisseurs en vertu d'une garantie donnée au titre d'un investissement, l'autre Partie contractante reconnaîtra que les droits des investisseurs sont transférés à la Partie contractante ou à l'organisme public concerné, en leur qualité d'assureur.
2. En ce qui concerne les droits transférés, l'autre Partie contractante pourra faire valoir à l'égard de l'assureur subrogé dans les droits des investisseurs indemnisés, les obligations qui incombent légalement ou contractuellement à ces derniers.

#### *Article 10*

#### ***Règles applicables***

Lorsqu'une question relative aux investissements est régie à la fois par le présent Accord et par la législation nationale de l'une des Parties contractantes ou par des conventions internationales en vigueur actuellement ou contractées dans l'avenir par les Parties, les investisseurs de l'autre Partie contractante pourront se prévaloir des dispositions qui leur sont les plus favorables.

#### *Article 11*

#### ***Accords particuliers***

1. Les investissements ayant fait l'objet d'un accord particulier entre l'une des Parties contractantes et des investisseurs de l'autre Partie seront régis par les dispositions du présent Accord et par celles de cet accord particulier.
2. Chacune des Parties contractantes s'engage à assurer à tout moment le respect des obligations qu'elle aura contractées à l'égard des investisseurs de l'autre Partie contractante.

#### *Article 12*

#### ***Règlement des différends relatifs aux investissements***

1. Tout différend relatif aux investissements survenant entre un investisseur de l'une des Parties contractantes et l'autre Partie contractante fera l'objet d'une notification écrite, accompagnée d'un aide-mémoire suffisamment détaillé, de la part de la partie la plus diligente.

Dans la mesure du possible, les parties tenteront de régler le différend par la négociation, en faisant éventuellement appel à l'avis spécialisé d'un tiers, ou par la conciliation entre les Parties contractantes par la voie diplomatique.

2. A défaut de règlement amiable par arrangement direct entre les parties au différend ou par conciliation par la voie diplomatique dans les six mois à compter de sa notification, le différend sera soumis, au choix de l'investisseur, soit à la juridiction compétente de l'Etat où l'investissement a été réalisé, soit à l'arbitrage international.

A cette fin, chacune des Parties contractantes donne son consentement anticipé et irrévocable à ce que tout différend soit soumis à cet arbitrage. Ce consentement implique qu'elles renoncent à exiger l'épuisement des recours administratifs ou judiciaires internes.

3. En cas de recours à l'arbitrage international, le différend sera soumis à l'un des organismes d'arbitrage désignés ci-après, au choix de l'investisseur:

- à un tribunal d'arbitrage ad hoc, établi selon les règles d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le Droit Commercial International (C.N.U.D.C.I.);
- au Centre international pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements (C.I.R.D.I.), créé par „la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats“, ouverte à la signature à Washington, le 18 mars 1965, lorsque chaque Etat partie au présent Accord sera membre de celle-ci. Aussi longtemps que cette condition n'est pas remplie, chacune des Parties contractantes consent à ce que le différend soit soumis à l'arbitrage conformément au règlement du Mécanisme supplémentaire du C.I.R.D.I.

Si la procédure d'arbitrage a été introduite à l'initiative d'une Partie contractante, celle-ci invitera par écrit l'investisseur concerné à désigner l'organisme d'arbitrage qui devra être saisi du différend.

4. Aucune des Parties contractantes, partie à un différend, ne soulèvera d'objection, à aucun stade de la procédure d'arbitrage ni de l'exécution d'une sentence d'arbitrage, du fait que l'investisseur, partie adverse au différend, aurait perçu une indemnité couvrant tout ou partie de ses pertes en exécution d'une police d'assurance ou de la garantie prévue à l'article 9 du présent Accord.

5. Les sentences d'arbitrage seront définitives et obligatoires pour les parties au différend. Chaque Partie contractante s'engage à exécuter les sentences en conformité avec sa législation nationale.

### *Article 13*

#### ***Différends entre les Parties contractantes concernant l'interprétation ou l'application du présent Accord***

1. Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'exécution du présent Accord sera réglé, si possible, par la voie diplomatique.

2. A défaut de règlement par la voie diplomatique, le différend sera soumis à une commission mixte, composée de représentants des deux Parties; celle-ci se réunira à la demande de la Partie la plus diligente et sans délai injustifié.

3. Si la commission mixte ne peut régler le différend, celui-ci sera soumis, à la demande de l'une ou l'autre Partie contractante, à un tribunal arbitral constitué, pour chaque cas particulier, de la manière suivante:

Chaque Partie contractante désignera un arbitre dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle l'une des Parties contractantes a fait part à l'autre de son intention de soumettre le différend à l'arbitrage. Dans les deux mois suivant leur désignation, les deux arbitres désigneront d'un commun accord un ressortissant d'un Etat tiers qui exercera la fonction de président du tribunal arbitral.

Si ces délais n'ont pas été observés, l'une ou l'autre Partie contractante invitera le Président de la Cour Internationale de Justice à procéder à la nomination ou aux nominations nécessaire(s).

Si le Président de la Cour Internationale de Justice est ressortissant de l'une ou l'autre Partie contractante ou d'un Etat avec lequel l'une ou l'autre Partie contractante n'entretient pas de relations

diplomatiques, ou si, pour une autre raison, il est empêché d'exercer cette fonction, le Vice-président de la Cour Internationale de Justice sera invité à procéder à la nomination ou aux nominations nécessaire(s).

4. Le tribunal ainsi constitué fixera ses propres règles de procédure. Ses décisions seront prises à la majorité des voix; elles seront définitives et obligatoires pour les Parties contractantes.

5. Chaque Partie contractante supportera les frais liés à la désignation de son arbitre. Les débours inhérents à la désignation du troisième arbitre et les frais de fonctionnement du tribunal seront supportés, à parts égales, par les Parties contractantes.

*Article 14*

***Investissements antérieurs***

Le présent Accord s'appliquera également aux investissements effectués avant son entrée en vigueur par les investisseurs de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante en conformité avec les lois et règlements de cette dernière.

*Article 15*

***Entrée en vigueur et durée***

1. Le présent Accord entrera en vigueur un mois à compter de la date à laquelle les Parties contractantes auront échangé leurs instruments de ratification. Il restera en vigueur pour une période de dix ans.

A moins que l'une des Parties contractantes ne le dénonce au moins six mois avant l'expiration de sa période de validité, il sera chaque fois reconduit tacitement pour une nouvelle période de dix ans, chaque Partie contractante se réservant le droit de le dénoncer par une notification introduite au moins six mois avant la date d'expiration de la période de validité en cours.

2. Les investissements effectués antérieurement à la date d'expiration du présent Accord lui resteront soumis pour une période de dix ans à compter de cette date.

EN FOI DE QUOI, les représentants soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

FAIT à Bruxelles, le 10 février 2009, en deux exemplaires originaux, chacun en langue, anglaise, française, néerlandaise, russe et tadjik, tous les textes faisant également foi. Le texte en langue anglaise prévaudra en cas de divergence d'interprétation.

*Pour l'Union économique belgo-luxembourgeoise:*

*Pour la République du  
Tadjikistan:*

*Pour le Royaume  
de Belgique:*

*Pour le Grand-Duché  
de Luxembourg:*

*Pour la Région wallonne:*

*Pour la Région flamande:*

*Pour la Région  
de Bruxelles-Capitale:*

**ACCORD**  
**entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise, d'une part,**  
**et la République du Panama, d'autre part, concernant l'encou-**  
**ragement et la protection réciproques des investissements**

*Le Royaume de Belgique,*  
*la Région wallonne,*  
*la Région flamande,*  
*et la Région de Bruxelles-Capitale,*

ainsi que

*le Grand-Duché de Luxembourg,*

d'une part, et

*la République du Panama,*

d'autre part,

(ci-après dénommés les „Parties contractantes“),

*Désireux* de renforcer leur coopération économique en créant des conditions favorables à la réalisation d'investissements par des investisseurs de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante,

SONT CONVENUS de ce qui suit:

*Article 1*

***Définitions***

Pour l'application du présent Accord:

1. Le terme „investisseurs“ désigne:

- a) les „nationaux“, c.-à-d. toute personne physique qui, selon la législation du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg ou de la République du Panama est considérée comme citoyen du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg ou de la République du Panama respectivement;
- b) les „sociétés“, c.-à-d. toute personne morale établie conformément à la législation du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg ou de la République du Panama et ayant son siège social sur le territoire du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg ou de la République du Panama respectivement.

2. Le terme „investissements“ désigne tout élément d'actif quelconque et tout apport direct ou indirect en numéraire, en nature ou en services, investi ou réinvesti dans tout secteur d'activité économique, quel qu'il soit.

Sont considérés notamment, mais non exclusivement, comme des investissements au sens du présent Accord:

- a) les biens meubles et immeubles ainsi que tous autres droits réels tels que hypothèques, privilèges, gages, usufruit et droits analogues;
- b) les actions, parts sociales et toutes autres formes de participations, même minoritaires ou indirectes, dans le capital de sociétés constituées sur le territoire de l'une des Parties contractantes;
- c) les obligations, créances et droits à toutes prestations ayant une valeur économique;

- d) les droits d'auteur, les droits de propriété industrielle, les procédés techniques, les noms déposés et le fonds de commerce;
  - e) les concessions de droit public ou contractuelles, notamment celles relatives à la prospection, à la culture, à l'extraction ou à l'exploitation de ressources naturelles.
- Aucune modification de la forme juridique dans laquelle les avoirs et capitaux ont été investis ou réinvestis n'affectera leur qualité d'investissements au sens du présent Accord.
3. Le terme „revenus“ désigne les sommes produites par un investissement et notamment, mais non exclusivement, les bénéfices, intérêts, accroissements de capital, dividendes, royalties et honoraires.
  4. Le terme „territoire“ s'applique:
    - a) au territoire du Royaume de Belgique et au territoire du Grand-Duché de Luxembourg, ainsi qu'aux zones maritimes, c'est-à-dire les zones marines et sous-marines qui s'étendent au-delà des eaux territoriales du Royaume de Belgique et sur lesquelles celui-ci exerce, conformément au droit international, ses droits souverains et sa juridiction aux fins d'exploration, d'exploitation et de conservation des ressources naturelles;
    - b) au territoire de la République du Panama ainsi qu'aux zones maritimes, c'est-à-dire les zones marines et sous-marines qui s'étendent au-delà des eaux territoriales de la République du Panama et sur lesquelles celle-ci exerce, conformément au droit international, ses droits souverains et sa juridiction aux fins d'exploration, d'exploitation et de conservation des ressources naturelles.
  5. L'expression „législation en matière d'environnement“ désigne la législation des Etats Contractants, ou toute disposition contenue dans cette législation, qui vise principalement la protection de l'environnement, ou la prévention de tout danger pour la vie ou la santé des hommes, des animaux ou des plantes.
  6. L'expression „législation du travail“ désigne la législation du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg ou de la République du Panama, ou toute disposition contenue dans cette législation, ayant un rapport direct avec les Conventions de travail internationales que chaque Partie contractante a ratifiées.

## *Article 2*

### ***Promotion des investissements***

1. Chacune des Parties contractantes encouragera les investissements sur son territoire par des investisseurs de l'autre Partie contractante et admettra ces investissements en conformité avec sa législation.
2. En particulier, chaque Partie contractante autorisera la conclusion et l'exécution de contrats de licence et de conventions d'assistance commerciale, administrative ou technique, pour autant que ces activités aient un rapport avec les investissements.

## *Article 3*

### ***Protection des investissements***

1. Tous les investissements effectués par des investisseurs de l'une des Parties contractantes, jouiront, sur le territoire de l'autre Partie contractante, d'un traitement juste et équitable.
2. Sous réserve des mesures nécessaires au maintien de l'ordre public, ces investissements jouiront d'une sécurité et d'une protection constantes, excluant toute mesure injustifiée ou discriminatoire qui pourrait entraver, en droit ou en fait, la gestion, l'entretien, l'utilisation, la jouissance ou la liquidation desdits investissements.

## *Article 4*

### ***Traitement national et nation la plus favorisée***

1. Pour toutes les questions relatives au traitement des investissements, les investisseurs de chacune des Parties contractantes bénéficieront, sur le territoire de l'autre Partie, du traitement national et du traitement de la nation la plus favorisée.

2. En ce qui concerne l'exploitation, la gestion, l'entretien, l'utilisation, la jouissance, la vente ou toute autre forme d'aliénation des investissements, chaque Partie contractante accordera, sur son territoire, aux investisseurs de l'autre Partie contractante un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui qu'elle accorde à ses propres investisseurs ou aux investisseurs de tout Etat tiers, si ce traitement est plus favorable.

3. Les dispositions des paragraphes (1) et (2) du présent article ne pourront pas être interprétées de manière à obliger une des Parties contractantes à étendre aux investisseurs de l'autre Partie contractante le bénéfice de tout traitement, préférence ou privilège résultant:

- a) d'une union douanière, d'une zone de libre échange, d'un marché commun ou d'une union monétaire existant ou futur ou de tout accord international analogue ou de toute autre forme d'organisation économique régionale, auquel l'une ou l'autre des Parties contractantes est ou peut devenir partie, ou
- b) de tout accord ou arrangement international portant entièrement ou principalement sur des matières fiscales.

#### *Article 5*

##### ***Environnement***

1. Les Parties contractantes réaffirment leur droit de fixer des niveaux de protection de l'environnement et de développer leurs politiques et priorités en la matière. Ceci implique également le droit d'adopter ou de modifier leurs propres lois environnementales, conformément à leurs législations nationales respectives.

2. Aucune des Parties contractantes n'assouplira sa législation nationale en matière d'environnement aux fins d'encourager les investissements, l'entretien ou l'expansion des investissements qui seront réalisés sur son territoire.

3. Les parties reconnaissent que la coopération mutuelle leur offre des possibilités accrues de favoriser la protection de l'environnement, par la promotion de politiques et de pratiques de prévention, en ce compris, le cas échéant, la définition de normes communes de protection. A la demande de l'une des Parties contractantes, l'autre Partie acceptera que les représentants de leurs gouvernements se réunissent à des fins de consultations sur toute matière tombant dans le domaine d'application du présent article.

#### *Article 6*

##### ***Travail***

1. Les Parties contractantes réaffirment leur droit de fixer leurs normes nationales en matière de travail et de développer leurs propres politiques et priorités en la matière.

2. Aucune des Parties n'assouplira sa législation nationale du travail aux fins d'encourager les investissements, l'entretien ou l'expansion des investissements qui seront réalisés sur son territoire.

3. Les Parties contractantes réaffirment leurs obligations en tant que membres de l'Organisation internationale du Travail ainsi que leurs engagements en vertu de la Déclaration de l'Organisation internationale du Travail relative aux principes et droits fondamentaux du travail et de son suivi.

#### *Article 7*

##### ***Expropriation***

1. Chacune des Parties contractantes s'engage à ne prendre aucune mesure d'expropriation ou de nationalisation ni aucune autre mesure dont l'effet est de déposséder directement ou indirectement les

investisseurs de l'autre Partie contractante des investissements qui leur appartiennent sur son territoire.

2. Si des impératifs d'utilité publique, de sécurité ou d'intérêt national justifient une dérogation au paragraphe 1, les conditions suivantes devront être remplies:

- a) les mesures seront prises dans le respect des prescriptions légales;
- b) les mesures ne seront ni discriminatoires, ni contraires à un engagement spécifique;
- c) elles seront assorties de dispositions prévoyant le paiement d'une indemnité adéquate et effective.

3. Le montant des indemnités correspondra à la valeur effective des investissements à la veille du jour où les mesures ont été prises ou rendues publiques.

Lesdites indemnités seront réglées en toute monnaie convertible. Elles seront versées sans délai injustifié et seront librement transférables. Elles porteront intérêt au taux commercial normal depuis la date de la fixation de leur montant jusqu'à celle de leur paiement.

4. Les investisseurs de l'une des Parties contractantes dont les investissements auraient subi des dommages dus à une guerre ou à tout autre conflit armé, révolution, état d'urgence national ou révolte survenu sur le territoire de l'autre Partie contractante, bénéficieront, de la part de cette dernière, d'un traitement, en ce qui concerne les restitutions, indemnisations, compensations ou autres dédommagements, qui sera au moins égal à celui accordé par cette dernière Partie contractante aux investisseurs de la nation la plus favorisée.

#### *Article 8*

#### ***Transferts***

1. Chaque Partie contractante accordera aux investisseurs de l'autre Partie contractante le libre transfert de tous les paiements relatifs à un investissement, et notamment:

- a) des sommes destinées à établir, à maintenir ou à développer l'investissement;
- b) des sommes destinées au règlement d'obligations contractuelles, y compris les sommes nécessaires au remboursement d'emprunts, les redevances et autres paiements découlant de licences, franchises, concessions et autres droits similaires, ainsi que les rémunérations du personnel expatrié;
- c) des revenus des investissements;
- d) du produit de la liquidation totale ou partielle des investissements, y compris les plus-values ou augmentations du capital investi;
- e) des indemnités payées en exécution de l'Article 7.

2. Les nationaux de chacune des Parties contractantes autorisés à travailler au titre d'un investisseur sur le territoire de l'autre Partie contractante seront également autorisés à transférer une quotité appropriée de leur rémunération dans leur pays d'origine.

3. Les transferts seront effectués en monnaie librement convertible, au taux de change applicable à la date de ceux-ci aux transactions, au comptant, dans la monnaie utilisée.

4. Chacune des Parties contractantes délivrera les autorisations nécessaires pour assurer sans délai l'exécution des transferts, et ce, sans autres charges que les frais bancaires habituels.

#### *Article 9*

#### ***Subrogation***

1. Si l'une des Parties contractantes ou un organisme public de celle-ci paie des indemnités à ses propres investisseurs en vertu d'une garantie donnée pour un investissement, l'autre Partie contractante

reconnaîtra que les droits des investisseurs sont transférés à la Partie contractante ou à l'organisme public concerné, en leur qualité d'assureur.

2. En ce qui concerne les droits transférés, l'autre Partie contractante pourra faire valoir à l'égard de l'assureur subrogé dans les droits des investisseurs indemnisés, les obligations qui incombent légalement ou contractuellement à ces derniers.

#### *Article 10*

##### ***Règles applicables***

Lorsqu'une question relative aux investissements est régie à la fois par le présent Accord et par la législation nationale de l'une des Parties contractantes ou par des conventions internationales en vigueur actuellement ou contractées dans l'avenir par les Parties contractantes, les investisseurs de l'autre Partie contractante pourront se prévaloir des dispositions qui leur sont les plus favorables.

#### *Article 11*

##### ***Accords particuliers***

1. Les investissements ayant fait l'objet d'un accord particulier entre l'une des Parties contractantes et des investisseurs de l'autre Partie seront régis par les dispositions du présent Accord et par celles de cet accord particulier.

2. Chacune des Parties contractantes s'engage à assurer à tout moment le respect des obligations qu'elle aura contractées à l'égard des investisseurs de l'autre Partie contractante.

#### *Article 12*

##### ***Règlement des différends relatifs aux investissements***

1. Tout différend entre un investisseur de l'une des Parties contractantes et l'autre Partie contractante fera l'objet d'une notification écrite de la part de la partie la plus diligente. La notification sera accompagnée d'un aide-mémoire suffisamment détaillé.

Dans la mesure du possible, les parties tenteront de régler le différend par la négociation, en faisant éventuellement appel à l'avis spécialisé d'un tiers, ou par la conciliation entre les Parties contractantes par la voie diplomatique.

2. A défaut de règlement amiable par arrangement direct entre les parties au différend ou par conciliation par la voie diplomatique dans les six mois à compter de sa notification, le différend sera soumis, au choix de l'investisseur, soit à la juridiction compétente de l'Etat où l'investissement a été réalisé, soit à l'arbitrage international.

A cette fin, chacune des Parties contractantes donne son consentement anticipé et irrévocable à ce que tout différend soit soumis à cet arbitrage. Ce consentement implique qu'elles renoncent à exiger l'épuisement des recours administratifs ou judiciaires internes.

3. En cas de recours à l'arbitrage international, le différend sera soumis à l'un des organismes d'arbitrage désignés ci-après, au choix de l'investisseur:

- à un tribunal d'arbitrage ad hoc, établi selon les règles d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le Droit Commercial International (C.N.U.D.C.I.);
- au Centre international pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements (C.I.R.D.I.), créé par la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats, ouverte à la signature à Washington, le 18 mars 1965, lorsque chaque Etat partie au présent Accord sera membre de celle-ci. Aussi longtemps que cette condition n'est pas remplie, chacune des Parties contractantes consent à ce que le différend soit soumis à l'arbitrage conformément au règlement du Mécanisme supplémentaire du C.I.R.D.I.;

- au Tribunal d'arbitrage de la Chambre de Commerce Internationale, à Paris;
- à l'Institut d'arbitrage de la Chambre de Commerce, à Stockholm.

Si la procédure d'arbitrage a été introduite à l'initiative d'une Partie contractante, celle-ci invitera par écrit l'investisseur concerné à exprimer son choix quant à l'organisme d'arbitrage qui devra être saisi du différend.

4. Aucune des Parties contractantes, partie à un différend, ne soulèvera d'objection, à aucun stade de la procédure d'arbitrage ni de l'exécution d'une sentence d'arbitrage, du fait que l'investisseur, partie adverse au différend, aurait perçu une indemnité couvrant tout ou partie de ses pertes en exécution d'une police d'assurance ou de la garantie prévue à l'article 9 du présent Accord.

5. Les sentences d'arbitrage seront définitives et obligatoires pour les parties au différend. Chaque Partie contractante s'engage à exécuter les sentences en conformité avec sa législation nationale.

#### *Article 13*

#### ***Différends entre les Parties contractantes concernant l'interprétation ou l'application du présent Accord***

1. Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application du présent Accord sera réglé, si possible, par la voie diplomatique.

2. A défaut de règlement par la voie diplomatique, le différend sera soumis à une commission mixte, composée de représentants des deux Parties; celle-ci se réunira à la demande de la Partie la plus diligente et sans délai injustifié.

3. Si la commission mixte ne peut régler le différend, celui-ci sera soumis, à la demande de l'une ou l'autre des Parties contractantes, à un tribunal arbitral constitué, pour chaque cas particulier, de la manière suivante:

Chaque Partie contractante désignera un arbitre dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle l'une des Parties contractantes a fait part à l'autre de son intention de soumettre le différend à arbitrage. Dans les deux mois suivant leur désignation, les deux arbitres désigneront d'un commun accord un ressortissant d'un Etat tiers qui exercera la fonction de président du tribunal arbitral.

Si ces délais n'ont pas été observés, l'une ou l'autre Partie contractante invitera le Président de la Cour Internationale de Justice à procéder à la nomination ou aux nominations nécessaire(s).

Si le Président de la Cour Internationale de Justice est ressortissant de l'une ou l'autre Partie contractante ou d'un Etat avec lequel l'une ou l'autre Partie contractante n'entretient pas de relations diplomatiques, ou si, pour une autre raison, il est empêché d'exercer cette fonction, le Vice-Président de la Cour Internationale de Justice sera invité à procéder à la nomination ou aux nominations nécessaire(s).

4. Le tribunal ainsi constitué fixera ses propres règles de procédure. Ses décisions seront prises à la majorité des voix; elles seront définitives et obligatoires pour les Parties contractantes.

5. Chaque Partie contractante supportera les frais liés à la désignation de son arbitre. Les débours inhérents à la désignation du troisième arbitre et les frais de fonctionnement du tribunal seront supportés, à parts égales, par les Parties contractantes.

6. Les dispositions du présent Article ne s'appliqueront pas aux différends pouvant survenir sur la base de l'Article 5 ou de l'Article 6 du présent Accord.

#### *Article 14*

#### ***Investissements antérieurs***

Le présent Accord s'appliquera également aux investissements effectués avant son entrée en vigueur par les investisseurs de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante en conformité avec les lois et règlements de cette dernière.

*Article 15**Entrée en vigueur et durée*

1. Le présent Accord entrera en vigueur un mois à compter de la date à laquelle les Parties contractantes auront échangé leurs instruments de ratification. Il restera en vigueur pour une période de dix ans.

A moins que l'une des Parties contractantes ne le dénonce au moins six mois avant l'expiration de sa période de validité, il sera chaque fois reconduit tacitement pour une nouvelle période de dix ans, chaque Partie contractante se réservant le droit de le dénoncer par une notification introduite au moins six mois avant la date d'expiration de la période de validité en cours.

2. En ce qui concerne les investissements effectués antérieurement à la date d'expiration du présent Accord, les dispositions de ce dernier leur resteront applicables pour une période de dix ans à compter de la date d'expiration.

EN FOI DE QUOI, les représentants soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

FAIT à Panama, le 26 mars 2009, en deux exemplaires originaux, chacun en langues française, néerlandaise, espagnole et anglaise, tous les textes faisant également foi. Le texte en langue anglaise prévaudra en cas de divergence d'interprétation.

*Pour l'Union économique belgo-luxembourgeoise:*

*Pour le Royaume  
de Belgique:*

*Pour la Région wallonne:*

*Pour la Région flamande:*

*Pour la Région de  
Bruxelles-Capitale:*

*Pour le Grand-Duché  
de Luxembourg:*

*Pour la République du  
Panama:*

\*

**ACCORD**  
**entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la Bar-**  
**bade concernant l'encouragement et la protection réciproques**  
**des investissements**

*Le Royaume de Belgique,*

*la Région wallonne,*

*la Région flamande,*

*et la Région de Bruxelles-Capitale,*

ainsi que

*le Grand-Duché de Luxembourg*

et

*la Barbade*

(ci-après dénommés individuellement „la Partie contractante“, ou collectivement „les Parties contractantes“),

*Désireux* de créer des conditions favorables au développement des investissements des nationaux et des sociétés de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante;

*Reconnaissant* que l'encouragement et la protection réciproque de tels investissements en vertu d'accords internationaux auront pour effet de stimuler les initiatives commerciales individuelles et d'accroître la prospérité des Parties contractantes;

SONT CONVENU de ce qui suit:

*Article 1*

***Définitions***

Pour l'application du présent Accord:

(a) „sociétés“ désigne:

- (i) en ce qui concerne la Barbade, les entreprises, firmes et associations établies ou constituées conformément à la législation en vigueur à la Barbade;
- (ii) en ce qui concerne la Belgique et le Luxembourg, toute entreprise, firme ou association établie ou constituée conformément à la législation du Royaume de Belgique ou du Grand-Duché de Luxembourg et ayant son siège social sur le territoire du Royaume de Belgique ou du Grand-Duché de Luxembourg.

Pour l'application du présent Accord, toute société établie ou constituée conformément à la législation d'une des Parties contractantes mais effectivement contrôlée, directement ou indirectement, par des nationaux ou des sociétés de l'autre Partie contractante sera traitée comme une société de cette dernière Partie contractante.

(b) „législation en matière d'environnement“ désigne:

toute législation des Parties Contractantes en vigueur à la date de signature du présent Accord ou adoptée après cette date, ou toute disposition contenue dans cette législation, qui vise principalement la protection de l'environnement, ou la prévention de tout danger pour la vie ou la santé des hommes, des animaux ou des plantes par les moyens suivants:

- (i) prévention, réduction ou contrôle des rejets, déversements ou émissions de substances polluantes ou de produits contaminateurs pour l'environnement;

- (ii) contrôle des produits chimiques, substances, matériaux et déchets dangereux ou toxiques pour l'environnement et diffusion des informations y relatives;
  - (iii) protection ou conservation de la flore et de la faune sauvages, y compris les espèces menacées d'extinction, leur habitat, et les zones naturelles spécialement protégées sur le territoire des Parties contractantes.
- (c) „investissements“ désigne:
- tout élément d'actif quelconque et tout apport en numéraire, en nature ou en services, investi ou réinvesti, directement ou indirectement et notamment, mais non exclusivement:
- (i) les biens meubles et immeubles ainsi que tous autres droits de propriété tels que hypothèques, privilèges ou gages;
  - (ii) les actions, parts et obligations de sociétés et toute autre forme de participation dans le capital d'une société;
  - (iii) les créances et droits à toute prestations contractuelles ayant une valeur financière; et
  - (iv) les droits de propriété intellectuelle, le fonds de commerce, les procédés techniques et le savoir-faire;
  - (v) les concessions commerciales accordées par la loi ou en vertu d'un contrat, notamment celles relatives à la prospection, la culture, l'extraction ou l'exploitation de ressources naturelles.
- Aucune modification de la forme dans laquelle les avoirs ou les apports en numéraire, en nature ou en services ont été investis ou réinvestis, directement ou indirectement, n'affectera leur qualité d'investissements.
- (d) „législation du travail“ désigne:
- toute législation des Parties contractantes en vigueur à la date de signature du présent Accord ou adoptée après cette date, ou toute disposition contenue dans cette législation, qui vise à mettre en application les normes de protection du travail énumérées ci-dessous telles que définies par l'Organisation internationale du Travail:
- (i) le droit d'association;
  - (ii) le droit d'organisation et de négociation collective;
  - (iii) l'interdiction de recourir à quelque forme de travail forcé ou obligatoire que ce soit;
  - (iv) un âge minimum d'admission des enfants à l'emploi;
  - (v) des conditions de travail acceptables en ce qui concerne le salaire minimum et la durée du travail, ainsi que la sécurité et la santé des travailleurs.
- (e) „nationaux“ désigne:
- (i) en ce qui concerne la Barbade, les personnes physiques dont la qualité de nationaux de la Barbade découle de la législation en vigueur à la Barbade;
  - (ii) en ce qui concerne la Belgique et le Luxembourg, toute personne physique qui, selon la législation du Royaume de Belgique ou du Grand-Duché de Luxembourg est considérée comme citoyen du Royaume de Belgique ou du Grand-Duché de Luxembourg.
- (f) „revenus“ désigne:
- les sommes produites par les investissements et notamment, mais non exclusivement, les bénéfices, intérêts, accroissements de capital, dividendes, royalties et indemnités.
- (g) „territoire“ désigne:
- (i) en ce qui concerne la Barbade, son territoire, sa mer territoriale et la zone économique exclusive définie par les lois nationales de la Barbade et conformément au droit international, comme une zone à l'intérieur de laquelle la Barbade est habilitée à exercer ses droits souverains ou sa juridiction aux fins d'exploration, d'exploitation et de conservation des ressources naturelles;
  - (ii) en ce qui concerne la Belgique et le Luxembourg, le territoire terrestre du Royaume de Belgique et le territoire terrestre du Grand-Duché de Luxembourg, ainsi que les zones maritimes, c'est-à-dire les zones marines et sous-marines qui s'étendent au-delà des eaux territoriales du Royaume de Belgique et sur lesquelles celui-ci exerce, conformément au

droit international, ses droits souverains et sa juridiction aux fins d'exploration, d'exploitation et de conservation des ressources naturelles.

#### *Article 2*

##### ***Promotion et protection des investissements***

1. Chacune des Parties contractantes encouragera les investissements de capitaux sur son territoire, créera des conditions favorables à leur réalisation par des nationaux ou des sociétés de l'autre Partie contractante et admettra lesdits investissements sous réserve de son droit d'exercer les pouvoirs qui lui sont conférés par sa législation.
2. Les investissements effectués par des nationaux ou des sociétés de l'une des Parties contractantes bénéficieront en tout temps d'un traitement juste et équitable et jouiront, sur le territoire de l'autre Partie contractante, d'une protection et d'une sécurité entières.
3. Sous réserve des mesures nécessaires au maintien de l'ordre public ou de la sécurité publique, aucune Partie contractante n'entravera, par des mesures arbitraires ou discriminatoires, la gestion, l'entretien, l'utilisation, la jouissance ou l'aliénation des investissements réalisés sur son territoire par des nationaux ou des sociétés de l'autre Partie contractante.
4. Chacune des Parties contractantes se conformera à toutes les obligations contractées par rapport aux investissements réalisés par des nationaux ou des sociétés de l'autre Partie contractante.

#### *Article 3*

##### ***Traitement national et nation la plus favorisée***

1. Aucune Partie Contractante n'appliquera sur son territoire aux investissements ou aux revenus de nationaux ou de sociétés de l'autre Partie contractante un traitement moins favorable que celui qu'elle accorde aux investissements ou aux revenus de ses propres nationaux ou sociétés ou aux investissements ou revenus de nationaux ou de sociétés de tout Etat tiers.
2. En ce qui concerne la gestion, l'entretien, l'utilisation, la jouissance ou l'aliénation des investissements, aucune Partie Contractante n'appliquera sur son territoire aux nationaux ou aux sociétés de l'autre Partie contractante un traitement moins favorable que celui qu'elle accorde à ses propres nationaux ou sociétés ou aux nationaux ou sociétés de tout Etat tiers.
3. Pour éviter toute équivoque, il est confirmé que le traitement visé aux paragraphes (1) et (2) ci-dessus s'appliquera aux dispositions des Articles 1 à 15 du présent Accord.

#### *Article 4*

##### ***Indemnisation des pertes***

Sans préjudice des autres dispositions du présent Accord, les investisseurs de l'une des Parties contractantes dont les investissements auraient subi des pertes dues à une guerre ou à tout autre conflit armé, état d'urgence national ou révolte sur le territoire de l'autre Partie contractante, bénéficieront, de la part de cette dernière, d'un traitement, en ce qui concerne les restitutions, indemnisations, compensations ou autres types de dédommagements, qui ne sera pas moins favorable que celui accordé par cette dernière Partie contractante à ses propres investisseurs ou aux investisseurs de tout Etat tiers, suivant le traitement le plus favorable aux investisseurs concernés. Les paiements en découlant seront librement transférables.

#### *Article 5*

##### ***Expropriation***

1. Les investissements des nationaux ou des sociétés de chacune des Parties contractantes ne seront ni nationalisés, ni expropriés, ni soumis à des mesures ayant un effet équivalent à une nationalisation

ou à une expropriation (désignées ci-après sous le terme d'„expropriation“) sur le territoire de l'autre Partie contractante, si ce n'est pour des raisons d'utilité publique, de sécurité ou d'intérêt national.

Les expropriations seront réalisées sur une base non discriminatoire et moyennant le paiement sans délai d'une indemnité adéquate et effective. Le montant de l'indemnité correspondra à la juste valeur marchande de l'investissement exproprié immédiatement avant l'expropriation ou le moment où l'intention d'exproprier a été rendue publique, suivant la première situation qui se présente; les indemnités porteront intérêt au taux commercial applicable jusqu'à la date du paiement, elles seront versées sans retard injustifié, seront effectivement réalisables et librement transférables. Le national ou la société lésé(e) sera autorisé(e), en vertu de la législation de la Partie contractante qui a procédé à l'expropriation, à demander le réexamen dans les plus brefs délais, par une autorité judiciaire ou par toute autre autorité indépendante de ladite Partie contractante, de son cas et de l'évaluation de l'investissement, conformément aux principes énoncés dans le présent paragraphe.

2. Lorsqu'une Partie contractante exproprie les avoirs d'une société établie ou constituée conformément à la législation en vigueur sur n'importe quelle partie de son territoire, dans laquelle des nationaux ou des sociétés de l'autre Partie contractante détiennent des actions, elle veillera à ce que les dispositions du paragraphe (1) du présent Article soient appliquées dans la mesure nécessaire pour garantir le paiement sans délai d'une indemnité adéquate et effective aux nationaux ou aux sociétés de l'autre Partie contractante qui détiennent lesdites actions, au titre de leur investissement.

#### *Article 6*

#### ***Transferts***

Chaque Partie contractante garantira aux nationaux ou aux sociétés de l'autre Partie contractante le libre transfert de tous les investissements et revenus, y compris tous les paiements y relatifs. Les transferts seront effectués sans délai dans la monnaie convertible dans laquelle les capitaux étaient investis à l'origine ou dans toute autre monnaie convertible, sans autres charges que les frais bancaires usuels. Sauf convention contraire avec l'investisseur, les transferts seront effectués au taux de change applicable à la date du transfert conformément à la réglementation des changes en vigueur.

#### *Article 7*

#### ***Exceptions***

Les dispositions du présent Accord relatives à l'octroi d'un traitement non moins favorable que celui accordé aux nationaux ou aux sociétés de l'une ou l'autre Partie contractante ou de tout Etat tiers ne pourront être interprétées comme obligeant une Partie contractante à étendre aux nationaux ou aux sociétés de l'autre Partie le bénéfice de tout traitement, préférence ou privilège résultant:

- (a) d'une union douanière, d'une zone de libre échange ou d'un marché commun existants ou futurs ou de toute autre forme d'organisation économique régionale, à laquelle l'une ou l'autre des Parties contractantes est ou peut devenir partie, ou
- (b) de tout accord ou arrangement international concernant principalement ou exclusivement l'imposition ou de toute législation nationale concernant principalement ou exclusivement l'imposition.

#### *Article 8*

#### ***Règlement des différends relatifs aux investissements***

1. Tout différend relatif à un investissement entre un investisseur de l'une des Parties contractantes et l'autre Partie contractante fera l'objet d'une notification écrite de la part de l'investisseur à l'autre Partie contractante.

Dans la mesure du possible, les parties au différend tenteront de le régler par des négociations à l'amiable.

2. A défaut de règlement du différend dans les trois mois de la notification, celui-ci sera soumis, au choix de l'investisseur, soit à la juridiction compétente de l'Etat où l'investissement a été réalisé, soit à l'arbitrage international.

A cette fin, chacune des Parties contractantes donne son consentement anticipé et irrévocable à ce que tout différend soit soumis à cet arbitrage. Ce consentement implique qu'elles renoncent à exiger l'épuisement des recours administratifs ou judiciaires internes.

3. En cas de recours à l'arbitrage international, le différend sera soumis à l'un des organismes d'arbitrage désignés ci-après, au choix de l'investisseur:

- (a) à un tribunal d'arbitrage ad hoc, établi selon les règles d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le Droit Commercial International (C.N.U.D.C.I.) sur le territoire d'un Etat partie à la Convention de New York pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères (ci-après dénommée la „Convention de New York“);
- (b) au Centre international pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements (C.I.R.D.I.), créé par la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats, ouverte à la signature à Washington, le 18 mars 1965;
- (c) à un tribunal arbitral (composé de trois arbitres) établi
  - (i) conformément aux règles d'arbitrage de la Chambre de Commerce Internationale ou de la London Court of International Arbitration (L.C.I.A.), qui tranchera le différend selon lesdites règles; et
  - (ii) sur le territoire d'un Etat partie à la Convention de New York.

4. Aucune des Parties contractantes, partie à un différend, ne soulèvera d'objection ou comme moyen de défense, à aucun stade de la procédure d'arbitrage ni de l'exécution d'une sentence d'arbitrage, du fait que l'investisseur, partie adverse au différend, aurait perçu une indemnité couvrant tout ou partie de ses pertes en exécution d'une police d'assurance ou de la garantie prévue à l'article 10 du présent Accord.

5. Les sentences d'arbitrage seront définitives et obligatoires pour les parties au différend. Chaque Partie contractante s'engage à exécuter les sentences et à s'y conformer en conformité avec sa législation nationale et les accords internationaux applicables.

#### *Article 9*

#### ***Règlement des différends entre les Parties contractantes***

1. Les différends entre les Parties contractantes relatifs à l'interprétation ou à l'application du présent Accord seront réglés, si possible, par la voie diplomatique.

2. Si un différend entre les Parties contractantes ne peut être réglé de cette manière, il sera soumis, à la demande de l'une ou l'autre Partie contractante, à un tribunal arbitral.

3. Ledit tribunal arbitral sera constitué, pour chaque cas particulier, de la manière suivante. Dans les deux mois à compter de la réception de la demande d'arbitrage, chaque Partie contractante désignera un membre du tribunal. Ces deux membres choisiront alors un ressortissant d'un Etat tiers qui sera désigné comme Président du tribunal, moyennant l'accord des deux Parties contractantes. Le Président sera désigné dans les deux mois à compter de la date à laquelle les deux autres membres ont été désignés.

4. Si les désignations n'ont pas eu lieu dans les délais spécifiés au paragraphe (3) du présent Article, l'une ou l'autre Partie contractante pourra, en l'absence de tout autre arrangement, demander au Président de la Cour Internationale de Justice de procéder aux nominations nécessaires. Si le Président de la Cour est ressortissant de l'une ou l'autre Partie contractante ou si, pour une autre raison, il est empêché d'exercer cette fonction, le Vice-Président sera invité à procéder aux nominations nécessaires. Si le Vice-Président de la Cour est lui aussi ressortissant de l'une ou l'autre Partie contractante, ou s'il est également empêché d'exercer cette fonction, le membre le plus élevé en rang de la Cour Internationale de Justice et qui n'est pas ressortissant de l'une ou l'autre Partie contractante sera invité à procéder aux nominations nécessaires.

5. Le tribunal arbitral prendra ses décisions à la majorité des voix. Ses décisions seront obligatoires pour les deux Parties contractantes. Chaque Partie contractante supportera les frais du membre du tribunal qu'elle a désigné, ainsi que les frais de sa représentation dans la procédure d'arbitrage; les frais du Président et les autres frais seront supportés à parts égales par les Parties contractantes. Le tribunal arbitral pourra toutefois stipuler dans sa décision qu'une part plus importante de ces frais sera supportée par une des deux Parties contractantes, et cette sentence sera obligatoire pour les deux Parties contractantes. Le tribunal arbitral fixera ses propres règles de procédure.

#### *Article 10*

##### ***Subrogation***

Si l'une des Parties contractantes ou l'organisme désigné par celle-ci a assuré une forme quelconque d'indemnisation au titre de tout investissement réalisé par ses investisseurs sur le territoire de l'autre Partie contractante et a payé auxdits investisseurs des indemnités au titre des créances qu'ils ont fait valoir en vertu du présent Accord, l'autre Partie contractante reconnaîtra que la première Partie contractante ou l'organisme désigné par celle-ci est autorisé, par voie de subrogation, à exercer les droits et à faire valoir les créances appartenant auxdits investisseurs. Les droits ou créances transférés par voie de subrogation ne seront pas plus étendus que les droits ou créances initiaux desdits investisseurs.

#### *Article 11*

##### ***Environnement***

1. Reconnaissant que chaque Partie contractante a le droit de fixer son propre niveau de protection de l'environnement et de définir ses politiques et priorités en matière d'environnement et de développement, ainsi que d'adopter ou de modifier en conséquence ses lois ad hoc, chacune des Parties contractantes veillera à ce que sa législation garantisse les niveaux de protection de l'environnement convenus à l'échelon international et mettra tout en oeuvre en vue d'améliorer constamment ladite législation.

2. Les Parties contractantes reconnaissent qu'il n'est pas approprié d'assouplir la législation nationale en matière d'environnement aux fins d'encourager les investissements. A cet égard, chacune des Parties contractantes veillera à ce qu'il ne soit pas accordé d'exemption ni dérogé d'aucune autre façon à ladite législation, pas plus qu'il ne soit offert de possibilité d'exemption ou autre dérogation aux fins d'encourager la constitution, l'entretien ou l'expansion d'un investissement sur son territoire.

3. Les Parties contractantes réaffirment les engagements auxquels elles ont souscrit dans le cadre d'accords internationaux en matière d'environnement. Elles veilleront à ce que lesdits engagements soient pleinement reconnus et appliqués dans leur législation nationale.

#### *Article 12*

##### ***Travail***

1. Reconnaissant que chaque Partie contractante a le droit de fixer ses propres normes de protection du travail et d'adopter ou de modifier en conséquence ses lois ad hoc, chacune des Parties contractantes veillera à ce que sa législation fixe des normes de travail conformes aux normes internationales du travail énoncées au paragraphe (d) de l'Article 1 et n'aura de cesse d'améliorer lesdites normes.

2. Les Parties contractantes reconnaissent qu'il n'est pas approprié d'assouplir la législation nationale du travail aux fins d'encourager les investissements. A cet égard, chacune des Parties contractantes veillera à ce qu'il ne soit pas accordé d'exemption ni dérogé d'aucune autre façon à ladite législation, pas plus qu'il ne soit offert de possibilité d'exemption ou autre dérogation aux fins d'encourager la constitution, l'entretien ou l'expansion d'un investissement sur son territoire.

3. Les Parties contractantes réaffirment leurs obligations en tant que membres de l'Organisation internationale du Travail ainsi que leurs engagements en vertu de la Déclaration de l'OIT relative aux

principes et droits fondamentaux du travail et de son suivi. Les Parties contractantes veilleront à ce que lesdits principes et les normes internationales du travail énoncées au paragraphe (d) de l'Article 1 soient reconnus et protégés dans leur législation nationale.

*Article 13*

***Application d'autres règles***

Si les dispositions législatives de l'une ou l'autre Partie contractante ou des obligations en vertu du droit international en vigueur actuellement entre les Parties contractantes ou contractées dans l'avenir, en plus du présent Accord, contiennent des règles de caractère général ou particulier, par l'effet duquel les investissements des nationaux ou des sociétés de l'autre Partie contractante bénéficient d'un traitement plus favorable que celui accordé par le présent Accord, ces règles, pour autant qu'elles soient plus favorables, prévaudront sur le présent Accord.

*Article 14*

***Champ d'application***

Le présent Accord s'appliquera à tous les investissements effectués avant ou après son entrée en vigueur par des investisseurs de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante. Toutefois, les dispositions du présent Accord ne s'appliqueront pas aux créances liées à des événements survenus avant son entrée en vigueur ni aux créances qui ont été réglées avant son entrée en vigueur.

*Article 15*

***Réunions***

1. Les représentants des Parties contractantes organiseront des réunions aux fins:
  - (a) d'évaluer la mise en oeuvre du présent Accord;
  - (b) d'échanger des informations sur les aspects juridiques et les possibilités d'investissement;
  - (c) d'examiner les différends en rapport avec les investissements;
  - (d) de formuler des propositions en matière de promotion des investissements; et
  - (e) d'étudier d'autres questions liées aux investissements.
2. Si l'une des Parties contractantes demande une réunion de concertation sur l'un des points visés au paragraphe 1 du présent Article, l'autre Partie contractante lui transmettra sans délai par la voie diplomatique sa réponse au sujet de la concertation, qui sera organisée alternativement à Bruxelles et à Bridgetown.

*Article 16*

***Entrée en vigueur***

Chacune des Parties contractantes informera l'autre Partie contractante de l'accomplissement des procédures légales internes requises pour l'entrée en vigueur du présent Accord. Le présent Accord entrera en vigueur le jour qui suit la date de réception de la dernière des notifications.

*Article 17*

***Durée et dénonciation***

1. Le présent Accord restera en vigueur pour une période de dix ans. Il demeurera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une période de douze mois à compter de la date à laquelle l'une des Parties contractantes aura envoyé à l'autre Partie contractante une notification de dénonciation.

2. En ce qui concerne les investissements effectués avant la date à laquelle la notification de dénonciation du présent Accord sortira ses effets, les dispositions des Articles 1 à 15 leur resteront applicables pour une période supplémentaire de vingt ans à compter de ladite date.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

FAIT à Bruxelles, le 29 mai 2009, en deux exemplaires originaux, chacun en langues française, néerlandaise et anglaise, tous les textes faisant également foi. Le texte en langue anglaise prévaudra en cas de divergence d'interprétation.

*Pour l'Union économique belgo-luxembourgeoise:*

*Pour la Barbade:*

*Pour le Royaume  
de Belgique:*

*Pour le Grand-Duché  
de Luxembourg:*

*Pour la Région wallonne:*

*Pour la Région flamande:*

*Pour la Région de  
Bruxelles-Capitale:*



Olivier CHASTEL,  
*Secrétaire d'Etat  
aux Affaires étrangères*



Maxine McCLEAN,  
*Ministre des Affaires étrangères  
et du Commerce extérieur*

Service Central des Imprimés de l'Etat

6094/01

N° 6094<sup>1</sup>

## CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2009-2010

**PROJET DE LOI**

**portant approbation des Accords entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et certains pays tiers concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements**

\* \* \*

**AVIS DU CONSEIL D'ETAT**

(20.4.2010)

Par dépêche du 10 décembre 2009, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a soumis à l'avis du Conseil d'Etat le texte du projet de loi sous rubrique. Ce texte, élaboré par le ministre des Affaires étrangères, était accompagné d'un exposé des motifs ainsi que du texte des accords à approuver.

\*

Le projet de loi a pour objet d'approuver dix accords conclus entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise (UEBL) et respectivement le Bahreïn, l'Ethiopie, le Qatar, la Corée, le Rwanda, l'Oman, la Colombie, le Tadjikistan, le Panama et la Barbade. Il s'agit de la quatrième série d'accords à approuver en matière d'encouragement et de protection des investissements, les trois séries précédentes ayant fait l'objet des lois des 30 juin 2004, 22 décembre 2006 et 21 décembre 2007. Les dix accords à ratifier ont été conclus entre le 26 octobre 2006 et le 29 mai 2009.

Le projet de loi sous examen, tout comme les lois précédentes, est conforme à la ligne définie en 2002 par le Gouvernement, en vertu de laquelle il ne suffit pas que les accords UEBL soient ratifiés par la seule Belgique, mais qu'il faut qu'ils soient aussi ratifiés et publiés par le Luxembourg, formalités exigées en conformité avec l'article 37 de la Constitution.

Les négociations en vue de la conclusion des dix accords ont été menées par la Belgique, en accord avec l'article 31 de la nouvelle Convention UEBL.

\*

Quant à la forme, les accords reflètent le texte de base de l'UEBL, tout en tenant compte évidemment des desiderata des parties contractantes.

Le Conseil d'Etat relève que l'accord conclu avec le Rwanda le 16 avril 2007 est un accord complet, qui ne „s'ajoute“ pas, comme le dit l'exposé des motifs, à l'accord signé avec le même pays en date du 2 novembre 1983, ratifié par la loi du 30 juin 2004, mais qui semble destiné à en prendre la place, même si cette circonstance n'est pas explicitement mentionnée dans le nouvel accord.

Le Conseil d'Etat constate encore que neuf des accords ont été signés par le Luxembourg, conjointement avec la Belgique, seul l'accord conclu avec le Qatar constituant exception à cet égard.

Le texte même du projet de loi sous examen consacre à chaque accord à approuver un article spécifique, façon de procéder que le Conseil d'Etat avait suggérée dans son avis du 24 octobre 2004 (*doc. parl. No 5578<sup>1</sup>*) relatif au projet de texte qui est devenu la loi du 22 décembre 2006.

Le Conseil d'Etat réitère l'observation faite dans son avis du 25 septembre 2007 (*doc. parl. No 5692<sup>1</sup>*) au sujet de l'impossibilité d'identifier le représentant luxembourgeois ayant signé certains des accords soumis à la ratification du Parlement.

Le Conseil d'Etat peut marquer son accord avec le texte du projet de loi sous examen.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 20 avril 2010.

*Le Secrétaire général,*  
Marc BESCH

*Le Président,*  
Georges SCHROEDER

6094/02

**N° 6094<sup>2</sup>****CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2009-2010

**PROJET DE LOI****portant approbation des Accords entre l'Union économique  
belgo-luxembourgeoise et certains pays tiers concernant l'en-  
couragement et la protection réciproques des investissements**

\* \* \*

**RAPPORT DE LA COMMISSION DES AFFAIRES ETRANGERES ET  
EUROPEENNES, DE LA DEFENSE, DE LA COOPERATION ET DE  
L'IMMIGRATION**

(17.5.2010)

La Commission se compose de: M. Ben FAYOT, Président; M. Marc ANGEL, Rapporteur; Mme Nancy ARENDT, MM. Fernand BODEN, Félix BRAZ, Mme Lydie ERR, MM. Norbert HAUPERT, Paul HELMINGER, Fernand KARTHEISER, Mmes Martine MERGEN, Lydie POLFER et M. Michel WOLTER, Membres.

\*

**I. ANTECEDENTS**

Le projet de loi sous rubrique a été déposé par Monsieur le Ministre des Affaires étrangères en date du 18 décembre 2009.

Au cours de sa réunion du 19 avril 2010, la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration a nommé M. Marc Angel comme rapporteur du projet de loi sous rubrique.

L'avis du Conseil d'Etat est intervenu le 20 avril 2010.

En date du 10 mai 2010, la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration a examiné le texte du projet de loi et l'avis du Conseil d'Etat. Elle a adopté le présent rapport le 17 mai 2010.

\*

**II. INTRODUCTION**

L'Union économique belgo-luxembourgeoise (UEBL) a été instituée par la convention du 25 juillet 1921 entre le Royaume de Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg, ce qui permit au Luxembourg de stabiliser son statut international et de profiter pleinement de l'essor économique de l'après-guerre. Le Royaume de Belgique, qui au moment de la création de l'UEBL était économiquement déjà plus développé, réunissait largement la gestion des intérêts communs, notamment la négociation et la conclusion des accords entre l'UEBL et des Etats tiers. A l'époque, les accords étaient considérés comme applicables sans qu'ils aient été soumis à une procédure de ratification et publiés au Grand-Duché.

Cependant, cet état des faits risquait de provoquer une insécurité juridique au niveau international et constituait un risque sérieux pour les entreprises luxembourgeoises qui auraient voulu invoquer ces conventions pour défendre leurs droits auprès de pays tiers en cas de contentieux. Par ailleurs, la Constitution luxembourgeoise elle-même, dans son article 37, requiert que les accords et traités, quelle

que soit leur importance, passent par la Chambre des Députés et soient publiés en bonne et due forme pour être opposables aux tiers.

Après environ 80 ans de coopération, le 16 septembre 1999, les Premiers Ministres de la Belgique et du Luxembourg ont convenu d'adapter les dispositions de l'ancienne convention, ce qui a abouti, le 18 décembre 2002, à la signature d'une convention UEBL renouvelée. A la même époque, le Conseil de Gouvernement, dans sa séance du 25 janvier 2002, avait décidé de faire procéder dorénavant à la ratification et à la publication au Luxembourg de tous les accords futurs conclus entre l'UEBL et les pays tiers et de procéder à une ratification rétroactive et à une publication de tous les accords en vigueur dans le cadre de l'UEBL. Cela fut chose faite grâce aux lois du 30 juin 2004, du 22 décembre 2006 et du 21 décembre 2007.

\*

### III. DISCUSSION DU PROJET DE LOI

#### 1. Objet du projet de loi

Le projet de loi sous rubrique vise à faire approuver par la Chambre des Députés dix accords concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements conclus entre l'UEBL et respectivement le Bahreïn, l'Éthiopie, le Qatar, la République de Corée, le Rwanda, l'Oman, la Colombie, le Tadjikistan, le Panama et la Barbade.

L'objectif des accords est d'encourager les investissements, tout en offrant aux investisseurs les garanties d'une protection maximale, grâce notamment à la garantie d'un traitement juste et équitable de l'investissement, l'obtention de la clause de la nation la plus favorisée afin de prévenir toute discrimination, l'obligation d'indemnisation dans le cas de mesures privatives de propriété, le libre transfert des revenus et la création d'un cadre juridique adéquat dans lequel pourront être réglés les différends relatifs aux investissements et aux divergences d'interprétation des accords signés. En effet, les entreprises belges et luxembourgeoises ne sont pas les seules à souhaiter développer les investissements dans ces pays. Il s'agit donc de veiller à ce qu'elles ne soient pas désavantagées par rapport aux concurrentes des autres pays.

Les diverses négociations ayant abouti à la conclusion des accords sous rubrique ont été menées par la Belgique en accord avec l'article 31 du Traité modifié UEBL.

#### 2. Principales dispositions des accords

Les accords d'investissement sous rubrique présentent de fortes ressemblances, bien qu'il y ait des divergences dans la structure et le contenu des différents textes, dues notamment à la demande de la partie tierce ou encore à des adaptations qui y ont été apportées au fil du temps par l'UEBL.

Le *préambule* définit les Parties contractantes et décrit l'objectif de l'accord, à savoir le renforcement de la coopération économique par le biais de la réalisation d'investissements.

Ensuite, les accords contiennent les *définitions* de certains termes essentiels pour l'accord. On entend ainsi par „investisseurs“ des nationaux, c'est-à-dire des personnes physiques qui selon la législation de la Belgique, du Luxembourg ou du pays tiers sont considérées être des ressortissants de ladite Partie, soit une société, c'est-à-dire une personne morale constituée conformément à la législation de la Belgique, du Luxembourg ou du pays tiers et ayant son siège social sur le territoire de ladite Partie. Dans l'accord avec la Colombie cependant, il est précisé que ce dernier ne s'applique pas aux investissements effectués par des personnes physiques qui sont ressortissantes des deux Parties contractantes (double nationalité).

Le terme „investissement“ désigne tout élément d'actif quelconque et tout apport direct ou indirect en numéraire, en nature ou en services, investi ou réinvesti dans tout secteur d'activité économique, quel qu'il soit. La définition dudit terme est suivie dans la majeure partie des cas d'une énumération non limitative d'exemples d'investissement à l'exception de l'accord avec la Colombie qui introduit des limitations du terme „investissement“ et qui définit les caractéristiques minimales d'un investissement.

Le terme „territoire“ s'applique au territoire du Royaume de Belgique respectivement du Grand-Duché de Luxembourg, y compris aux zones maritimes sur lesquelles la Belgique exerce ses droits

souverains et sa juridiction conformément au droit international. La définition du territoire de la Partie tierce suit cette logique, bien que les parties tierces aient presque toujours adapté les termes utilisés à leurs propres définitions du territoire.

Depuis l'inclusion de dispositions relatives à la protection de l'environnement et du droit du travail, les accords contiennent aussi une définition des termes „législation de l'environnement“ et „législation du travail“. S'agissant de la législation en matière de l'environnement, elle vise toute législation qui concerne principalement la protection de l'environnement ou la prévention de tout danger pour la vie ou la santé des hommes, des animaux ou des plantes à travers une série limitée de mesures. L'expression de „législation du travail“ désigne toute législation ayant un rapport direct avec les droits universellement reconnus des travailleurs et que les textes énumèrent limitativement.

Les accords contiennent un article concernant la *promotion des investissements*. Cette disposition retient que chacune des Parties à l'accord est tenue d'encourager les investissements sur son territoire par des investisseurs de l'autre Partie contractante, d'admettre ces investissements en conformité avec sa législation et d'autoriser la conclusion et l'exécution de contrats de licence et de conventions d'assistance commerciale, administrative ou technique ayant un rapport avec l'investissement.

Par ailleurs, les accords comportent un article relatif à la *protection des investissements*. Ainsi, les investissements, aussi bien directs qu'indirects, doivent jouir d'un traitement juste et équitable. Sous réserve des mesures nécessaires pour maintenir l'ordre public, les investissements jouiront d'une sécurité et d'une protection constantes.

Les accords retiennent aussi le principe de la *nation la plus favorisée*. Le traitement accordé aux investisseurs de l'autre Partie à l'accord ne doit pas être moins favorable que le traitement accordé à ses propres investisseurs ou aux investisseurs de tout autre Etat tiers. Les accords contiennent toutefois la limitation que pareil traitement ne s'étendra pas aux privilèges qu'une Partie contractante accorde aux investisseurs d'un Etat tiers en vertu de sa participation ou association à une zone de libre-échange, d'une union douanière, d'un marché commun ou de toute autre forme d'organisation économique régionale.

Les articles relatifs à la *protection de l'environnement et du droit du travail* prévoient en substance l'interdiction d'abaisser les normes environnementales et sociales dans l'objectif d'attirer davantage d'investissements.

Une autre disposition se retrouvant dans tous les accords est l'engagement à ne pas prendre directement ou indirectement des *mesures d'expropriation ou de nationalisation* touchant les investissements faits par l'autre Partie sur son territoire. Cette interdiction n'étant cependant pas absolue, les accords prévoient une indemnisation adéquate et effective en cas d'expropriation ou de nationalisation pour impératifs d'utilité publique, de sécurité ou d'intérêt national. Ces mesures d'expropriation ne sont autorisées que si elles sont adoptées selon une procédure légale – comprise implicitement comme étant celle de la Partie sur le territoire de laquelle l'investissement est situé si elles ne sont ni discriminatoires, ni contraires à un engagement spécifique.

Les accords prévoient également les règles de *dédommagement* en cas de dommages dus à une guerre ou à tout autre conflit armé survenu sur le territoire d'une Partie contractante, accordant aux investisseurs un traitement au moins égal à celui accordé aux investisseurs de la nation la plus favorisée.

Chaque Partie s'engage en outre à accorder aux investisseurs de l'autre Partie le *libre transfert* de tous les paiements relatifs à un investissement, et dont les accords fournissent des listes illustratives. Les accords prévoient aussi que les nationaux de chacune des Parties contractantes autorisés à travailler au titre d'un investissement sur le territoire de l'autre Partie soient autorisés à transférer une quotité appropriée de leur rémunération dans leur pays d'origine.

Les accords règlent également les questions de la *subrogation* de tous les droits et créances de l'investisseur si une des Parties contractantes ou un organisme désigné par celle-ci paie des indemnités à un investisseur en vertu d'une police d'assurance couvrant les risques non commerciaux, contractée au titre d'un investissement effectué sur le territoire de l'autre Partie contractante. Cela vise surtout l'activité des offices du Ducroire.

Les textes prévoient, au cas où des règles de l'accord entrent en *conflit avec d'autres obligations*, découlant notamment des législations nationales, le principe que les règles les plus favorables s'appliquent aux investisseurs.

Les accords prévoient également tous une procédure de *règlement des conflits*. Ainsi, un différend entre un investisseur de l'une des Parties et l'autre Partie contractante est réglé soit à l'amiable, soit par la conciliation entre les Parties contractantes par la voie diplomatique. A défaut d'accord, le différend est soumis, au choix de l'investisseur, soit à la juridiction compétente de l'Etat où se situe l'investissement, soit à un arbitrage international par la soumission du différend à l'un des organismes d'arbitrage cités dans les accords.

Quant aux *différends relatifs à l'interprétation ou à l'application des accords* entre Parties contractantes, ils sont réglés, si possible par la voie diplomatique, sinon par une commission mixte composée des représentants des Parties contractantes, sinon par un tribunal d'arbitrage, dont les règles de constitution et de procédure sont détaillées dans les accords.

Ensuite, la plupart des accords étendent leur *domaine d'application* aux investissements effectués avant leur entrée en vigueur par les investisseurs de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie. Souvent toutefois cette rétroactivité est modulée de façon à en exclure certains événements, comme dans le cas des accords avec la Colombie et l'Ethiopie qui s'appliquent aux investissements, mais non pas aux différends survenus avant l'entrée en vigueur du nouvel accord, ni aux différends relatifs à des faits qui se sont produits avant son entrée en vigueur.

Notons finalement que les accords sont conclus pour une période de dix ans. Ils sont ensuite reconduits tacitement pour des périodes de dix ans. La *date de l'entrée en vigueur* varie toutefois selon l'accord. Pour le cas des accords avec le Bahreïn, l'Ethiopie, le Qatar, la République de Corée, l'Oman, le Rwanda, le Tadjikistan et le Panama, l'entrée en vigueur ne se fait qu'un mois après l'échange des instruments de ratification; pour la Barbade l'entrée en vigueur se fait le jour suivant la réception de la dernière notification de l'accomplissement des procédures requises pour l'entrée en vigueur de l'accord. L'accord avec la Colombie n'entre en vigueur que soixante jours après échange des instruments de ratification.

Les accords prévoient, en cas de dénonciation, que les investissements effectués antérieurement restent normalement encore protégés par les dispositions de l'accord pour une durée égale à dix ans à compter de la date d'expiration.

\*

#### IV. AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Dans son avis du 20 avril 2010, le Conseil d'Etat constate que le projet de loi est conforme à la ligne définie en 2002 par le Gouvernement, en vertu de laquelle il ne suffit pas que les accords UEBL soient ratifiés par la seule Belgique, mais qu'il faut qu'ils soient aussi ratifiés et publiés par le Luxembourg.

Ensuite le Conseil d'Etat remarque que l'accord conclu avec le Rwanda le 16 avril 2007 est un accord complet. Celui-ci ne „s'ajoute“ pas, comme le dit l'exposé des motifs, à l'accord signé avec le même pays en date du 2 novembre 1983, mais semble destiné à en prendre la place. Le Conseil d'Etat constate par ailleurs que le Luxembourg a signé neuf des dix accords, la seule exception étant constituée par l'accord conclu avec le Qatar. Or, il s'avère que la Haute Corporation s'est trompée à ce sujet, la signature du représentant luxembourgeois étant placée à gauche du document, entre les signatures des représentants du Gouvernement fédéral belge et de la Région wallonne.

Finalement, la Haute Corporation, qui marque son accord avec le texte du projet de loi sous rubrique, réitère son observation faite dans son avis du 25 septembre 2007 (doc. parl. No 5692<sup>1</sup>) au sujet de l'impossibilité d'identifier le représentant luxembourgeois ayant signé certains des accords soumis à la ratification du Parlement.

\*

Compte tenu de ce qui précède, la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration recommande à la Chambre des Députés d'adopter le présent projet de loi dans la teneur qui suit:

\*

**PROJET DE LOI**  
**portant approbation des Accords entre l'Union économique**  
**belgo-luxembourgeoise et certains pays tiers concernant l'en-**  
**couragement et la protection réciproques des investissements**

**Art. 1er.**– Est approuvé l'Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et le Gouvernement du Royaume de Bahreïn concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, signé à Manama le 11 juillet 2006.

**Art. 2.**– Est approuvé l'Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise, d'une part, et la République fédérale démocratique d'Ethiopie, d'autre part, concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, signé à Bruxelles le 26 octobre 2006.

**Art. 3.**– Est approuvé l'Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et le Gouvernement du Qatar concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, signé à Doha le 6 novembre 2007.

**Art. 4.**– Est approuvé l'Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et le Gouvernement de la République de Corée concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, signé à Bruxelles le 12 décembre 2006.

**Art. 5.**– Est approuvé l'Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise, d'une part, et la République du Rwanda, d'autre part, concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, signé à Kigali le 16 avril 2007.

**Art. 6.**– Est approuvé l'Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise, d'une part, et le Sultanat d'Oman, d'autre part, concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, signé à Mascate le 16 décembre 2008.

**Art. 7.**– Est approuvé l'Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise, d'une part, et la République de Colombie, d'autre part, concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, signé à Bruxelles, le 4 février 2009.

**Art. 8.**– Est approuvé l'Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise, d'une part, et la République du Tadjikistan, d'autre part, concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, signé à Bruxelles, le 10 février 2009.

**Art. 9.**– Est approuvé l'Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise, d'une part, et la République du Panama, d'autre part, concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, signé à Panama, le 26 mars 2009.

**Art. 10.**– Est approuvé l'Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise, et la Barbade concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, signé à Bruxelles, le 29 mai 2009.

Luxembourg, le 17 mai 2010

*Le Rapporteur,*  
 Marc ANGEL

*Le Président,*  
 Ben FAYOT

Service Central des Imprimés de l'Etat

6094/03

**N° 6094<sup>3</sup>**

**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2009-2010

---

**PROJET DE LOI**

**portant approbation des Accords entre l'Union économique  
belgo-luxembourgeoise et certains pays tiers concernant l'en-  
couragement et la protection réciproques des investissements**

\* \* \*

**DISPENSE DU SECOND VOTE CONSTITUTIONNEL  
PAR LE CONSEIL D'ETAT**

(22.6.2010)

*Le Conseil d'Etat,*

appelé par dépêche du Premier Ministre, Ministre d'Etat, du 10 juin 2010 à délibérer sur la question de dispense du second vote constitutionnel du

**PROJET DE LOI**

**portant approbation des Accords entre l'Union économique  
belgo-luxembourgeoise et certains pays tiers concernant l'en-  
couragement et la protection réciproques des investissements**

qui a été adopté par la Chambre des députés dans sa séance du 8 juin 2010 et dispensé du second vote constitutionnel;

Vu ledit projet de loi et l'avis émis par le Conseil d'Etat en sa séance du 20 avril 2010;

*se déclare d'accord*

avec la Chambre des députés pour dispenser le projet de loi en question du second vote prévu par l'article 59 de la Constitution.

Ainsi décidé en séance publique du 22 juin 2010.

*Le Secrétaire général,*  
Marc BESCH

*Le Président,*  
Georges SCHROEDER

Service Central des Imprimés de l'Etat





## CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2009-2010

IB

### Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

#### Procès-verbal de la réunion du 17 mai 2010

#### ORDRE DU JOUR :

1. Information sur la Conférence des Présidents de l'Union européenne les 14 et 15 mai 2010 à Stockholm
2. Echange de vues sur la situation internationale
3. Approbation du procès-verbal de la réunion du 27 janvier 2010
4. 6094 Projet de loi portant approbation des Accords entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et certains pays tiers concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements  
- Rapporteur : Monsieur Marc Angel  
- Présentation et adoption d'un projet de rapport
5. Dossiers européens  
  - COM (2010) 171 - Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des Régions : Mettre en place un espace de liberté, de sécurité et de justice au service des citoyens européens. Plan d'action mettant en oeuvre le Programme de Stockholm (rapporteur : M. Ben Fayot)
  - COM (2010) 163 - Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil et au Comité économique et social européen : Fiscalité et développement. Coopérer avec les pays en développement afin d'encourager la bonne gouvernance dans le domaine fiscal (co-rapporteurs : Mme Lydie Err et M. Marc Angel)
6. Echange de vues sur le contrôle parlementaire de la politique de défense après la dissolution de l'Assemblée de l'UEO
7. Divers

\*

Présents : M. Marc Angel, Mme Nancy Arendt épouse Kemp, M. Xavier Bettel, M. Fernand Boden, Mme Lydie Err, M. Ben Fayot, M. Fernand Kartheiser, Mme Martine Mergen, M. Marcel Oberweis, Mme Lydie Polfer

M. Georges Bach, membre du Parlement européen

Pour le point 1

M. Laurent Mosar, Président de la Chambre des Députés

M. Claude Frieseisen, Secrétaire général de la Chambre des Députés

Pour le point 5

M. Sylvain Wagner, Directeur de l'Immigration

Mme Isabelle Barra, Secrétaire générale adjointe de la Chambre des Députés

Présidence : M. Ben Fayot, Président de la commission

\*

## **1. Information sur la Conférence des Présidents de l'Union européenne**

### **Explications de M. le Président de la Chambre des Députés**

#### Coopération entre les pays de l'euro-groupe

Plusieurs Présidents de Parlement, y inclus M. le Président, ont plaidé en faveur d'une meilleure coopération entre les Parlements de l'euro-groupe. A l'heure actuelle, les consultations ont certes lieu à différents niveaux, mais toujours entre les 27 et elles ne sont pas réservées à l'euro-groupe. Aucune mesure concrète n'a toutefois été décidée.

#### Contrôle parlementaire de la défense

Après la disparition de l'UEO, il se pose la question de savoir qui est compétent en matière de contrôle parlementaire de la défense. Plusieurs options sont envisageables :

- Le Sénat de France préconise la création d'un nouvel organe calqué sur le modèle de la COSAC et consacré exclusivement aux questions de la défense commune. Or, cette idée ne fait pas l'unanimité. Outre le coût, un désavantage est que les petits Parlements sont d'ores et déjà débordés de réunions.
- La COSAC pourrait obtenir une mission additionnelle, l'avantage étant que celle-ci fonctionne depuis un certain temps et dispose d'un secrétariat permanent. Les désavantages sont la taille réduite dudit secrétariat et qu'elle est composée de représentants des commissions des affaires européennes et non de spécialistes de la défense. La COSAC compte d'ores et déjà plusieurs centaines de participants et avec des participants additionnels, l'organe deviendra ingérable et les réunions difficiles à organiser. Toutefois, la Chambre des Députés constitue un des rares pays disposant d'une commission compétente à la fois pour les affaires européennes et pour la défense.
- Le Parlement portugais préférerait plutôt réserver le contrôle aux commissions parlementaires compétentes en matière de défense qui pourraient renforcer leur coopération et se concerter avec le Parlement européen.

M. le Président n'a pas pris position, faute de position officielle de la Chambre des Députés. Les Présidents de Parlement n'ont pas encore pris de décision et les discussions continueront en 2011.

### Nouveaux moyens de communication

Une autre discussion s'est focalisée sur les nouveaux moyens de communication comme facebook et twitter. Les positions des Parlements varient largement, certains étant plus réticents que d'autres. La Chambre des Députés devrait analyser le dossier à un moment donné, mais il convient pour le moment de rester prudent, vu les contraintes budgétaires actuelles et les effectifs réduits de l'administration parlementaire.

### Débat

#### Contrôle de la défense par l'Assemblée du Conseil de l'Europe ?

Un membre considère la troisième proposition comme la plus raisonnable et informe qu'il existe une autre hypothèse née au sein du Conseil de l'Europe et de l'UEO aux termes de laquelle la même Assemblée serait compétente à la fois pour les droits de l'homme et pour la défense. La composition de la délégation se ferait en fonction de l'ordre du jour et permettrait de partager le coût. A relever que la salle de réunion du Conseil de l'Europe à Paris est trop exiguë alors que celle de l'UEO est appropriée. Cette solution présenterait également l'avantage que la représentation « supra-Union européenne » pourrait être maintenue.

#### Représentation des sensibilités politiques

Le représentant de l'ADR rappelle que ladite sensibilité politique n'est représentée que de manière imparfaite dans les organes internationaux.

#### Mérites de l'Assemblée de l'UEO

Le Président de la délégation auprès de la COSAC regrette la dissolution de l'UEO, qui a rédigé des rapports remarquables sur la politique de défense. Il peut sembler que le Parlement européen essaie d'obtenir la mainmise du contrôle de la politique de défense. Il serait opportun de disposer d'une instance qui effectue le contrôle parlementaire de ladite politique, mais cette discussion aurait dû être menée avant la dissolution de l'UEO. L'UEO elle-même semble privilégier la proposition française de mettre en place soit une sous-catégorie de la COSAC, soit une deuxième COSAC spécialisée en matière de défense et disposant d'un personnel qualifié pour rédiger des rapports. Le Président de la délégation auprès de la COSAC plaide pour cette solution, car la COSAC elle-même manque de moyens.

#### Contrôle parlementaire au niveau national

Le Président de la commission souhaiterait que les Parlements nationaux en tant que tels s'intéressent à la défense et non pas seulement les parlementaires qui participent aux réunions internationales. Un feedback doit être assuré.

#### Avis motivés

Trois avis motivés négatifs de Parlements nationaux sont disponibles.

## **2. Echange de vues sur la situation internationale**

Aucun point n'est soulevé.

### **3. Approbation du procès-verbal de la réunion du 27 janvier 2010**

Le procès-verbal est approuvé.

### **4. 6094 Projet de loi portant approbation des Accords entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et certains pays tiers concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements**

Le rapporteur donne des réponses aux questions posées lors de la réunion précédente. Le Conseil d'Etat a critiqué à tort que l'accord avec le Qatar ne serait pas signé, la signature étant apposée en fait à un endroit inhabituel. Un tableau reprend par ailleurs les signataires des différents accords, la plupart ayant été signées par M. le Ministre des Affaires étrangères respectivement par l'Ambassadeur du Luxembourg en Belgique.

Le projet de rapport est adopté à l'unanimité des membres présents. Le modèle 1 est proposé comme temps de parole.

### **5. Dossiers européens**

#### COM (2010) 171 - Plan d'action mettant en œuvre le Programme de Stockholm

Il serait intéressant d'être informé par le Gouvernement sur les éléments du plan d'action qui pourraient causer des difficultés au Luxembourg.

#### *Explications du représentant du Gouvernement*

Le représentant du Gouvernement résume la position du Gouvernement luxembourgeois. Fait est que les Gouvernements successifs ont estimé que les volets asile et immigration devraient avoir une dimension européenne.

Dans le cadre du Programme de Tampere, une solution a failli être trouvée pour élaborer un socle commun en matière d'immigration et d'asile. Or, une directive qui réglerait les conditions d'immigration du travailleur salarié continue à faire défaut suite à un refus allemand.

Des directives sectorielles ont été élaborées progressivement, un travail qui continue sous le Programme de Stockholm, notamment à propos du travail saisonnier. Une évaluation des directives existantes est envisagée. Cette méthode de travail d'élaborer des directives sectorielles n'est pas optimale, car certaines questions qui auraient pu être tranchées dans la directive de base doivent être rediscutées pour chaque directive sectorielle.

L'idée était par ailleurs de rédiger un code de l'immigration, mais celui-ci a été retiré du Programme de Stockholm en raison de contestation de la part de certains Etats membres. La Commission européenne a néanmoins repris l'idée du code dans le plan d'action, ce qui a été critiqué au niveau du Conseil. Certains Etats membres ont signalé que le plan d'action ne suivrait pas entièrement les pistes politiques énoncées au Programme. Le Luxembourg a plaidé pour que le Conseil prenne simplement acte du plan d'action, qui annonce la mise en œuvre technique du Programme. La présidence a partagé cette position. Les conclusions du Conseil soulignent par conséquent que certains éléments du plan d'action ne sont pas conformes au Programme et invitent la Commission européenne à respecter strictement le Programme.

Le Luxembourg a intérêt à favoriser une solution européenne en matière d'immigration et d'asile. Or, les réticences de certains Etats membres s'accroissent et il est par conséquent difficile de parler d'une harmonisation pourtant indispensable en matière d'immigration.

Le même constat vaut pour le volet asile, où la répartition du « fardeau » (burden sharing) est difficile à mettre en place de manière concrète bien que tous parlent de solidarité. Contrairement à d'autres pays, le Luxembourg participe à un projet pilote pour soutenir Malte.

Le Luxembourg privilégierait l'élaboration d'un code de l'immigration qui éviterait des discussions répétitives. En matière d'asile, un système commun est également préconisé, idéalement avec une procédure commune accordant un socle commun de droits.

La Commission européenne évoque en outre la reconnaissance mutuelle du statut, ce qui est toutefois réfuté par certains Etats membres qui y voient une perte de souveraineté. Le Grand-Duché plaide par ailleurs pour la mise en place d'un corps commun pour la protection des frontières. De nouveau l'idée n'est pas partagée par tous les Etats membres qui y voient une perte de souveraineté.

Concernant la libre circulation des personnes, qui est dorénavant du ressort de Mme Viviane Reding, la Commission européenne a procédé à une évaluation sur deux points, à savoir l'ordre public (évoqué pour l'éloignement d'un citoyen européen) et les mécanismes de prévention des mariages blancs.

#### *Débat*

Les points suivants sont ressortis de la discussion :

- Mme Cecilia Malmström est compétente au niveau de la Commission européenne pour l'immigration, l'asile et les frontières extérieures.
- Interrogé sur l'avancement du dossier des visas en faveur de ressortissants de l'Albanie, de la Bosnie-Herzégovine et du Kosovo, le représentant du Gouvernement indique que des rapports sont préparés par la Commission européenne qui se base sur les informations fournies par les Etats membres. Fait est que la politique des visas n'est pas une fin en soi pour l'Union européenne. Avant l'exemption de visa il existe une phase de facilitation des visas, notamment pour les passeports diplomatiques et les passeports de service. Les Etats membres demandent toujours que les accords d'exemption respectivement de facilitation de visa aillent de pair avec des accords de réadmission afin d'éviter des abus. Certains estiment par ailleurs que la politique de visa doit être davantage comprise dans la politique des affaires étrangères.
- Le nouveau code visa constitue un élément clé de la politique de visa. Une évaluation est prévue pour 2013 et un guide pratique est en cours d'élaboration. Le guide sera distribué aux agents des ambassades qui établissent les visas et aux agents qui sont en charge du contrôle des frontières extérieures.
- Deux directives relatives à la politique migratoire seront élaborées en 2010, l'une portant sur l'admission de ressortissants de pays tiers lors d'un transfert intragroupe et l'autre sur le travail saisonnier. Un livre vert s'intéressera au droit au regroupement familial et visera probablement certaines restrictions qui subsistent pour les ressortissants d'Etats tiers.

- Le représentant de l'ADR aurait préféré que le Gouvernement réfute l'approche de la Commission européenne. Comme il existe beaucoup de questions concernant la souveraineté, il serait opportun de communautariser le moins d'aspects possible.

Le représentant du Gouvernement répond que le Gouvernement soutient les conclusions du Conseil qui demandent que le plan d'action mette en œuvre les éléments énoncés au Programme de Stockholm. Il ne sert à rien de rouvrir les discussions sur le plan d'action, qui seront identiques à celles menées lors de l'élaboration du Programme.

### COM (2010) 163 - Fiscalité et développement

Le document, qui peut constituer une lecture intéressante pour préparer le prochain débat sur la politique de coopération et qui pourrait intéresser aussi la Commission des Finances et du Budget, promeut la bonne gouvernance en matière fiscale dans les pays en voie de développement.

En 2009, l'aide européenne a baissé à 49 milliards d'euros, ce qui est loin des 0,52 % du RNB escomptés pour 2009 et des 0,7 % pour 2015. L'Union européenne reste néanmoins le plus important donateur au niveau mondial.

La communication se greffe sur le plan d'action de la Commission européenne sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) qui a été présenté en commission lors d'une réunion précédente.

L'objectif est d'augmenter les revenus nationaux dans les pays en voie de développement, en renforçant le système fiscal et en augmentant la lutte contre la fraude fiscale au niveau international. Le plan d'action est un élément important en vue du sommet des Nations Unies sur les OMD.

Une commission norvégienne a conclu que l'évasion fiscale serait un multiple des montants versés à titre d'aide au développement. Il est par conséquent indispensable de mettre en place un système fiscal durable, équitable et efficace, ce qui contribue à renforcer la démocratie et l'Etat de droit. L'Union européenne privilégiant l'appui budgétaire, il est indispensable de rendre des comptes sur l'utilisation des fonds. Le rôle des Parlements nationaux, des ONG et de la presse doit être renforcé.

L'économie des pays en développement est dominée par l'agriculture et il existe une économie parallèle à savoir le marché au noir où aucun impôt n'est payé. D'autres problèmes proviennent du fait que la base d'imposition est peu importante, d'un lien peu convaincant entre les impôts directs et indirects, des déficiences du lien entre la politique fiscale et les administrations fiscales ainsi que des capacités déficientes au niveau des Ministères, administrations fiscales et Parlements chargés du contrôle. Des difficultés viennent aussi des allègements fiscaux non transparents accordés à des entreprises multinationales et qui entraînent des investissements peu durables. Les entreprises multinationales devraient réserver dans leurs rapports annuels des chapitres séparés pour chaque pays où elles sont établies au lieu d'un rapport unique non transparent reprenant les impôts payés dans les différents pays.

La Commission européenne prévoit près de 160 millions d'euros pour renforcer les Ministères, les Parlements et les Cours des Comptes. Depuis le Traité de Lisbonne l'Union européenne joue un rôle important en matière de coordination de la politique de coopération.

Il s'avère suite à une intervention sur la fiscalité au niveau international que la communication ne parle pas seulement des pays en voie de développement, mais aussi des pays occidentaux.

## **6. Echange de vues sur le contrôle parlementaire de la politique de défense après la dissolution de l'Assemblée de l'UEO**

Plusieurs documents avaient été distribués, dont une note d'information du secrétariat de l'Assemblée de l'UEO qui plaide pour la création d'un comité de pilotage sous la présidence de Mme Ashton, en présence de la présidence belge, du Président de l'Assemblée de l'UEO, du Président de la sous-commission compétente du Parlement européen, du Président de la COSAC et des Présidents des commissions de la défense et des affaires étrangères.

Le fond du problème est que l'Assemblée de l'UEO voudrait poursuivre ses travaux. Le Traité de l'UEO a été dénoncé, et l'UEO n'existe donc plus. La question est de savoir si les membres de l'UE non membres de l'UEO sont d'accord de revoir le mode de financement et la composition de l'Assemblée de l'UEO, ou de dissoudre l'Assemblée et de mettre en place une structure plus légère.

Le Président de la délégation auprès de la COSAC propose de discuter le dossier en présence du Ministre des Affaires étrangères, le Président de la commission signalant toutefois qu'il s'agit plutôt d'une question interne aux Parlements.

La question est remise à l'ordre du jour de la réunion du 20 mai 2010 à 16:00 heures.

## **7. Divers**

**1)** Mme Arendt informera prochainement sur une réunion de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN en Norvège.

**2)** Un échange de vues avec la délégation auprès de l'APEM (Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne) sera organisé lors d'une prochaine réunion.

La secrétaire,  
Isabelle Barra

Le Président,  
Ben Fayot

**Annexes :**    **1) Conclusions de la Conférence des Présidents**  
                  **2) Proposition de la France**



# Conférence des présidents des parlements de l'Union européenne

Stockholm 14 et 15 mai 2010

## Conclusions de la Présidence

SVERIGES   
RIKSDAG 

## Remarques préliminaires

1. La Conférence s'est réunie à Stockholm du 13 au 15 mai 2010. Les Présidents ( ou leurs représentants ) de 30 Chambres de 24 États membres de l'Union européenne, de même que le Président du Parlement européen ont participé à cette Conférence. Les Présidents des parlements de trois États candidats à l'adhésion ont aussi assisté à la Conférence.
2. Leurs Majestés Carl XVI Gustaf, Roi de Suède, et la Reine Silvia ont reçu les Présidents et les Secrétaires généraux des parlements le 14 mai.
3. Après le mot de bienvenue du Président du Riksdag M. Per Westerberg, la Conférence a débattu sur le thème *Le Traité de Lisbonne et la coopération interparlementaire*. Le thème a été abordé en se concentrant sur trois sujets :
  - a. Le sujet « La Commission européenne et les parlements nationaux » a été introduit par M. Maroš Šefčovič, Vice-président de la Commission européenne responsable des relations entre les institutions.
  - b. Le mot d'ouverture du sujet « Fora pour la coopération interparlementaire » a été donné par Mme Theresa Cunillera, Vice- présidente de la Chambre des Députés espagnole, M. Gianfranco Fini, Président de la Chambre des Députés italienne et M. Jean Bizet, Président de la Commission des affaires européennes dans le Sénat français.
  - c. Le sujet « Défis et attentes quant à la coopération parlementaire future » a été l'objet d'une présentation de M. Per Westerberg, Président du Riksdag, et par la suite, d'observations de la part de M. Přemysl Sobotka, Président du Sénat tchèque.
4. Sous le thème « *Nouvelles technologies et communication – Défis pour les parlements* » ont été abordées certaines questions comme l'usage croissant des medias sociaux, les défis et opportunités offerts par ces nouvelles formes de communication en contact avec le public et la manière dont nos systèmes démocratiques sont affectés par l'utilisation de ces nouveaux canaux de communication. Le thème a été présenté par Son Excellence M. Matthew W. Barzun, Ambassadeur des U.S.A. en Suède et M. Åke Grönlund, Professeur de Science de l'information à l'université d'Örebro en Suède. Après les présentations, les orateurs principaux, Mme Ene Ergma, Présidente du Parlement estonien et M. Vannino Chiti, Vice- présidente au Sénat italien ont

échangé leurs points de vue sur la manière dont leurs parlements réagissent aux nouvelles formes de communication et aux médias sociaux. L'échange d'opinions qui a suivi a été mené par Mme Mia Odabas, journaliste.

5. Le débat sur « Nouvelles technologies et communication – Défis pour les parlements » a été complété par une démonstration plus pratique à l'extérieur de la salle plénière sur les développements continus dans les parlements. Le Parlement européen a présenté ses expériences séparément.
6. Durant la partie informelle de la réunion, sous forme de face à face, les Présidents ont abordé la question *Préparatifs pour la Conférence mondiale des Présidents de Parlement* et la question *La crise financière et ses conséquences sur les budgets parlementaires*.
7. En ce qui concerne le déroulement de la Conférence, des procédures légèrement différentes ont été appliquées, en vue de développer la formule de la Conférence. Les courtes remarques et les réactions immédiates étaient favorisées comme complément aux interventions préparées. Pour un point à l'ordre du jour, un modérateur a facilité les débats.
8. Les délibérations plénières étaient ouvertes au public et à la presse. Il était aussi possible pour le public, pour la première fois, de suivre la partie ouverte de la conférence par l'entremise du réseau social *Twitter*, [www.twitter.com/eusc2010](http://www.twitter.com/eusc2010). Les adeptes pouvaient contribuer aux discussions en incluant *#eusc2010* dans leurs *Tweets*.

## Conclusions de la Présidence

### **Sur le Traité de Lisbonne et de la coopération interparlementaire**

1. Les Présidents considèrent qu'il est important que les parlements nationaux, tout en respectant leurs règles constitutionnelles et leurs traditions parlementaires, soient en position de faire plein usage des possibilités que le Traité de Lisbonne leur confère pour contribuer activement au bon fonctionnement de l'Union européenne.

### **Sur la Commission européenne et les parlements nationaux**

2. Les Présidents soulignent les initiatives et les efforts passés de la Commission européenne visant à établir et améliorer le dialogue politique avec les parlements

nationaux, en ce qui concerne la surveillance de l'application du principe de subsidiarité aussi bien qu'en ce qui concerne le contenu politique.

3. Les Présidents remarquent que les contacts et le dialogue accrus entre la Commission et les parlements nationaux demeurent importants pour l'examen général des questions européennes par les parlements nationaux et pour leur contribution au bon fonctionnement de l'Union. À cet égard, ils ont pris note du désir de la Commission européenne de présenter son programme de travail annuel aux parlements nationaux.

### **Sur les fora pour la coopération interparlementaire**

#### *Évaluation et surveillance dans les domaines de la liberté, de la sécurité et de la justice*

4. Les Présidents approuvent la requête de la COSAC à l'effet que les institutions de l'UE devraient entamer un dialogue avec les parlements nationaux lors de la rédaction et de la négociation de la réglementation concernant le contrôle parlementaire d'Eurojust et d'Europol et qu'il soit donné aux parlements un délai raisonnable pour qu'ils expriment leurs points de vue. Les Présidents accueillent favorablement le document de consultation de la Commission à ce sujet.
5. Les Présidents considèrent qu'une réunion interparlementaire, sous une forme appropriée qui garantie une représentation adéquate et préférablement par les commissions parlementaires ou les organes responsables des questions concernant les domaines de la liberté, de la sécurité et de la justice, devrait être organisée au sujet des mécanismes de surveillance dans le cadre d'un processus de consultation concernant la réglementation relative à Europol et Eurojust. Les Présidents demandent à la nouvelle Présidence de la Conférence des Présidents des Parlements de l'UE de participer aux préparatifs d'une telle réunion.

#### *Surveillance parlementaire future de la politique européenne de sécurité et de défense*

6. Étant donnée la nature spéciale de la PSDC et le rôle des parlements nationaux dans le fonctionnement sans heurts de l'Union européenne, les Présidents soulignent le rôle fondamental des parlements nationaux dans la surveillance parlementaire future de la PSDC aussi bien que dans celle de la politique étrangère et la politique de sécurité communes.

7. Les Présidents demandent à la nouvelle Présidence de faire avancer la discussion à partir de là, en vue de conclure une entente à la prochaine réunion de la Conférence des Présidents des Parlements de l'UE.

#### *Le futur rôle de la COSAC*

8. Les Présidents notent que, faisant suite à l'Article 9 du Protocole sur le rôle des parlements nationaux dans l'Union européenne, l'article 10 du Protocole rend possible une discussion sur le rôle et la composition futurs de la Conférence des Organes Spécialisés dans les Affaires Communautaires et Européennes des Parlements de l'Union européenne ( COSAC ). À ce sujet, ils partagent l'opinion que les dispositions du Traité de Lisbonne impliquent une approche à la coopération interparlementaire plus générale qu'auparavant.
9. Étant donné que les questions européennes sont de plus en plus à l'ordre du jour des commissions spécialisées, puisqu'un contrôle et une mise en œuvre efficaces exigent souvent leurs compétences de spécialistes, les Présidents considèrent que des débats politiques sur des questions ou des thèmes spécifiques sont mieux tenus dans des réunions ou d'autres rencontres impliquant les commissions appropriées. Dans ce contexte, ils soulignent que les contacts entre les commissions spécialisées devraient être développés et renforcés. En ce qui concerne le futur rôle de la Conférence des Organes Spécialisés dans les Affaires Communautaires et Européennes des Parlements de l'Union européenne ( COSAC ), les Présidents attendront les résultats des discussions internes de la COSAC avant de tirer des conclusions.

#### **Sur les défis et attentes relatifs à la future coopération interparlementaire**

##### *Coordination dans la planification de la coopération interparlementaire*

10. Les présidents considèrent que le travail en réseau, les contacts réguliers et la coopération entre les parlements de l'UE sont importants pour l'aptitude des parlements à scruter le travail de leur gouvernement respectif sur les questions de l'UE, ce qui par ricochet est essentiel à la légitimité des décisions de l'Union.
11. Pour que cette coopération croissante soit poursuivie d'une manière efficace, les Présidents considèrent qu'une coordination améliorée des activités interparlementaires à l'intérieur de l'UE est importante. Les Présidents soulignent l'importance de développer des structures constituées pour rencontrer les besoins futurs en ce qui touche la coopération interparlementaire. Les réunions ou les débats

qui se chevauchent devraient être évités. À ce sujet, les Présidents ont pris note des discussions tenues par leurs Secrétaires généraux au sujet d'une formation « trio-plus » étendue qui serait le fondement le plus approprié pour la coordination et la planification. Cette formation traiterait les questions reliées à la forme d'organisation ainsi qu'à la coordination des réunions ad-hoc qui sont tenues.

12. Les Présidents demandent à la nouvelle Présidence de la Conférence des Présidents des Parlements de l'UE d'explorer plus en profondeur la proposition de programmer des conférences régulières pour les commissions parlementaires traitant d'affaires européennes, d'affaires étrangères et de défense ainsi que de justice et d'affaires intérieures en coopération avec le Parlement européen. Dans le même ordre d'idées, aussi de préciser comment renforcer les liens entre les différentes constellations de conseil et les parlements nationaux.
13. Les Présidents reconnaissent le travail important accompli par les représentants à Bruxelles et leur contribution précieuse à l'échange informel d'information, entre autres sur la subsidiarité.
14. Les Présidents encouragent toutes les initiatives visant à établir des normes pour les données et documents numériques, de manière à rendre l'information sur les activités des parlements et des institutions de l'UE plus facilement accessible et transparente et confie cette tâche au Conseil d'administration d'IPEX.
15. Les Présidents ont pris en compte la déclaration de coopération du prochain trio – Pologne/Danemark/Chypre – qui a été signée à Stockholm le 14 mai.

*Révision des Lignes directrices de la Conférence des Président des Parlements de l'UE*

16. Les travaux de la Conférence des Président des Parlements de l'UE sont menés en conformité avec les Lignes directrices de la Conférence des Présidents adoptées à la Conférence de Rome en septembre 2000. Les Présidents notent que les Lignes directrices ont été complétées par des accords et des pratiques séparés depuis leur adoption. Les Présidents soulignent la nécessité d'une révision des Lignes directrices actuelles au sein du débat sur la coopération interparlementaire en conséquence du Traité de Lisbonne.
17. Les Présidents recommandent l'adoption des Lignes directrices révisées – « Les Lignes directrices de Stockholm de la Conférence des Présidents des Parlements de l'UE » – et croient que la contribution précieuse de la Conférence à la révision augmentera la visibilité sur la manière avec laquelle la Conférence fonctionne, en mettant à jour les

Lignes directrices et en codifiant les accords et pratiques complémentaires pour contribuer à une coopération interparlementaire efficace au sein de l'Union ( compris dans ).

### **Sur « Nouvelles technologies et communication – Défis pour les parlements »**

18. Les Présidents reconnaissent que les développements techniques dans la société peuvent favoriser une participation et une implication plus grandes du public dans les travaux parlementaires. À ce sujet, ils accueillent favorablement les échanges futurs d'expériences ainsi que les discussions reliés aux nouvelles formes de communication et à leur impact sur les parlements.
19. Les Présidents encouragent l'utilisation des nouvelles technologies pour les réunions de la Conférence ainsi que pour les autres réunions interparlementaires. À cet effet, les Présidents demandent à la nouvelle Présidence de la Conférence des Présidents des Parlements de l'UE d'explorer plus à fond l'utilisation des vidéoconférences comme moyen de communication entre les parlements, ce qui sera relancé à la prochaine réunion de la Conférence des Présidents des Parlements de l'UE.

### **Sur les préparatifs pour la Conférence mondiale des Présidents de Parlement**

20. La Conférence a discuté du projet de déclaration de la Conférence mondiale des Présidents de Parlement en juillet à Genève. La Conférence mondiale des Présidents de Parlement devrait se concentrer sur les principaux sujets à l'ordre du jour tels que la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, les défis posés par la crise économique et financière mondiale etc. En même temps, ils ont appuyé les débats commencés au sein de l'Union interparlementaire au sujet de sa structure, de sa plus grande démocratisation et de sa coopération avec les Nations Unies. Une vaste majorité de Présidents était en faveur de supprimer les paragraphes traitant du rôle de l'Union interparlementaire ( section D ) dans ce document. Plusieurs Présidents, pour des motifs constitutionnels, ne sont pas dans une position pour les endosser. La Conférence a autorisé le Président en fonction, M. Westerberg, à informer le Président de l'Union interparlementaire.

## **La crise financière et ses conséquences sur les budgets parlementaires**

21. Les Présidents ont eu un échange utile de points de vue sur la situation financière actuelle et partagé des expériences sur ses conséquences pour les parlements.

## **Nouvelle Présidence de la Conférence des Présidents des Parlements de l'UE**

22. Au nom du Parlement belge, M. Geert Versnick, Président de la Commission des relations extérieures de la Chambre des Représentants, a invité les Présidents à la prochaine Conférence des Présidents des Parlements de l'UE à Bruxelles du 3 au 5 avril 2011 et les secrétaires généraux à une réunion préparatoire les 16 et 17 janvier 2011.



**Résolution sur le suivi parlementaire  
de la politique de sécurité et de défense commune**

**(11 avril 2010)**

\*\*\*

Le Sénat,

Considérant que la dénonciation du traité de l'UEO entraînerait la suppression de l'assemblée de l'UEO, c'est-à-dire de la seule instance institutionnalisée où des parlementaires nationaux des vingt-sept États membres de l'Union européenne se retrouvent de manière suivie et organisée pour débattre en commun des questions de défense européenne ;

– Estime que la disparition de l'assemblée de l'UEO doit être subordonnée à la mise en place d'une structure permettant de réunir des parlementaires spécialisés dans les questions de défense des vingt-sept États membres (c'est-à-dire émanant des commissions chargées des questions de défense), ou du moins de ceux des vingt-sept États membres qui le souhaitent. Cette structure, souple, pourrait être conçue sur le modèle organique de la COSAC (au maximum six parlementaires par État membre ; une réunion par semestre ; présence de six membres du Parlement européen). L'organisation et le secrétariat de cette structure devraient relever des parlements nationaux, par rotation, sur la base d'une réunion par semestre.

– Considère que, dans l'éventualité où cette initiative ne rencontrerait pas l'intérêt de tous les parlements des vingt-sept États membres, elle pourrait être menée dans le cadre d'une coopération rassemblant les parlements nationaux les plus motivés sur une base volontaire. La réunion semestrielle serait alors organisée, par rotation, dans l'un des parlements nationaux participant à cette coopération.



## CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Session ordinaire 2009-2010

IB

### Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

#### Procès-verbal de la réunion du 10 mai 2010

#### ORDRE DU JOUR :

1. Dossiers européens
  - COM (2010) 159 - Communication de la Commission au Parlement européen et au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des Régions: Plan d'action de l'UE en douze points à l'appui des objectifs du millénaire pour le développement  
*Rapporteur : M. Marcel Oberweis*
  - COM (2010) 127 - Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen : Un cadre stratégique de l'UE pour aider les pays en développement à relever les défis liés à la sécurité alimentaire  
*Rapporteur : M. Marcel Oberweis*

Adoption des tableaux des documents transmis par les institutions européennes entre le 24 avril 2010 et le 7 mai 2010
2. Adoption du procès-verbal de la réunion du 26 avril 2010
3. Echange de vues sur la situation internationale
4. 6094 Projet de loi portant approbation des Accords entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et certains pays tiers concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements
  - Rapporteur : Monsieur Marc Angel

Analyse de l'avis du Conseil d'Etat et adoption d'un projet de rapport
5. 6020 Proposition de loi modifiant la loi modifiée du 6 janvier 1996 sur la coopération au développement
  - Analyse de l'avis du Conseil d'Etat
6. House of Commons European Scrutiny Committee : letter on the inconsistencies in the drafting of the Lisbon Treaty that may limit the powers of national parliaments
7. Divers

\*

Présents : M. Marc Angel, M. Xavier Bettel, Mme Lydie Err, M. Ben Fayot, M. Fernand Kartheiser, M. Marcel Oberweis, Mme Lydie Polfer, M. Gilles Roth (remplaçant Mme Martine Mergen)

M. Claude Frieseisen, Secrétaire général  
Mme Isabelle Barra, Secrétaire générale adjointe  
Mme Francine Cocard, Service des Relations publiques

Excusés : M. Felix Braz, Mme Martine Mergen

Présidence : M. Ben Fayot, Président de la commission

\*

## 1. Dossiers européens

### **COM (2010) 127 - sécurité alimentaire**

Le rapporteur rappelle avoir évoqué une partie du document lors d'une réunion antérieure.

### **COM (2010) 159 - plan d'action à l'appui des objectifs du millénaire pour le développement**

Le rapporteur souligne l'opportunité de dresser le bilan des objectifs du millénaire pour le développement (OMD). Certains objectifs ont été atteints, mais non pas tous. A titre d'exemple, si l'Asie et l'Amérique du Sud affichent des progrès considérables en matière d'éducation, tel n'est pas le cas en Afrique. A cela s'ajoute qu'en raison de la crise, la population européenne se tourne plutôt vers la population en difficultés au niveau interne.

Les cinq documents SEC joints au document COM dressent une série de pistes pour atteindre les objectifs. L'Union européenne reste de loin le premier donateur mondial d'aide publique au développement (APD) et a promis d'y consacrer 0,7 % du RNB pour 2015. Le Grand-Duché a d'ores et déjà atteint le seuil de 1 % du RNB, mais d'autres Etats membres affichent en revanche du retard. Un accent particulier doit être mis sur l'Afrique, alors que l'Asie et l'Amérique du Sud ont réalisé des progrès. Dix-sept pays africains fêtent prochainement le 50<sup>ème</sup> anniversaire de leur indépendance, mais n'ont pas progressé de manière notable, voire se portent en partie moins bien que lors de l'époque coloniale.

Entre trois et six milliards d'euros pourraient être épargnés en préconisant des activités concertées et en lançant des actions communes.

Les secteurs de l'éducation et de l'approvisionnement énergétique constituent des défis majeurs. A relever aussi que certaines entreprises ont non seulement établi des activités industrielles, mais ont également mis en place un fonds philanthropique.

Un autre point crucial a trait à la cohérence des politiques, une concertation devant se faire notamment en matière de changement climatique, de migration ou encore de sécurité.

La mobilisation des ressources nationales constitue un autre élément retenu par la Commission européenne. Le Luxembourg mise sur la micro-finance pour donner notamment la possibilité à des femmes d'ouvrir des commerces. Un soutien est accordé à la mise en place de systèmes fiscaux durables, alors que des sommes considérables repassent de manière regrettable en Europe. En effet, certaines entreprises ne paient pas d'impôts dans les pays en voie de développement et le trafic des marchandises et la corruption sont

fréquents par endroits. De surcroît, le marché intérieur et régional présente d'importantes déficiences auxquelles il faudrait remédier.

La Commission européenne évoque aussi l'utilisation de sources de financement novatrices pour relever les défis mondiaux, dont la micro-finance. 95 % des fonds qui circulent au niveau mondial sont des fonds de spéculation et uniquement 5 % sont déboursés pour des transactions incluant des marchandises et autres.

Le continent africain souffrira le plus du changement climatique. Certaines régions africaines souffrent de sécheresse, d'autres sont au contraire inondées régulièrement et manquent de barrages et de bassins de rétention.

\*\*\*

M. le Président de la commission suggère d'évoquer les deux documents lors d'une réunion avec Mme la Ministre de la Coopération. Il serait également opportun de faire le point sur les accords de partenariat économique (APE), qui ont une incidence sur la sécurité alimentaire et l'économie de subsistance. Un autre point à discuter est l'acquisition de terres africaines par la Chine et l'Arabie-Saoudite.

Le représentant de l'ADR rappelle que son parti préconise une réduction de l'APD à 0,7 % du RNB, en la liant par ailleurs à des contrats conclus avec des entreprises luxembourgeoises. De surcroît, il existe non seulement des filles, mais également nombre de garçons qui ne bénéficient pas d'une scolarisation adéquate.

Un autre membre évoque l'introduction de taxes sur les transactions.

## **Listes des documents transmis par les institutions européennes entre le 24 avril et le 7 mai 2010**

### Approbation des tableaux

Les tableaux sont approuvés avec la modification suivante :

Le document COM (2010) 197 est classé comme document B et renvoyé à la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.

### Désignation de rapporteurs pour les documents qui sont dans la compétence de la commission :

- COM (2010) 189 - composition du Parlement européen : M. Ben Fayot
- COM (2010) 197 - accord de facilitation de visa UE / Géorgie : M. Ben Fayot
- COM (2010) 213 - plan d'action pour les mineurs non accompagnés : Mme Lydie Err
- COM (2010) 214 - premier rapport annuel sur l'immigration et l'asile : M. Marc Angel

## **2. Adoption du procès-verbal de la réunion du 26 avril 2010**

Le procès-verbal de la réunion du 26 avril 2010 est approuvé avec l'ajout suivant à la page 3 : « *Le Rapporteur est d'accord de citer dans son rapport oral quelques passages du programme gouvernemental en la matière et de mentionner le « phasing out » des énergies fossiles ainsi que la nécessité d'augmenter l'efficacité énergétique* ».

## **3. Echange de vues sur la situation internationale**

Ce point n'est pas abordé.

#### **4. 6094    Projet de loi portant approbation des Accords entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et certains pays tiers concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements**

Le rapporteur présente les principaux éléments de son projet de rapport. Les dix accords en cause ont été conclus avec les pays suivants : le Bahreïn, l'Ethiopie, le Qatar, la République de Corée, le Rwanda, l'Oman, la Colombie, le Tadjikistan, le Panama et la Barbade. Les dispositions sont similaires dans tous les accords, mises à part quelques particularités. Les éléments suivants sont ressortis du débat :

- De nouveaux accords peuvent être signés avec d'autres pays, ce qui demandera d'autres ratifications par le Parlement.
- Le Conseil d'Etat a fait quelques remarques surprenantes. Ainsi, la Haute Corporation estime que l'accord conclu avec le Qatar n'aurait même pas été signé par le Luxembourg. Or, dans cette hypothèse, une ratification ne saurait pas non plus être envisagée. Le rapporteur a été renseigné par le Ministère que les accords pourraient être signés ex post par le Luxembourg. Le rapporteur est d'accord de rechercher qui a signé les différents accords au nom du Grand-Duché.

L'adoption du projet de rapport est reportée à une réunion ultérieure, en attendant les clarifications précitées.

#### **5. 6020    Proposition de loi modifiant la loi modifiée du 6 janvier 1996 sur la coopération au développement**

M. le Secrétaire général a été invité en commission pour renseigner sur la nouvelle procédure applicable aux propositions de loi (articles 56 et suivants du règlement de la Chambre des Députés).

##### Explications de M. le Secrétaire général

##### Rappel de la procédure

La liste des propositions de loi inscrites au rôle des affaires a été revue lors de la séance publique du 13 octobre 2009. A relever que les propositions de loi maintenues au rôle sont soumises à la nouvelle procédure adoptée le même jour, vu que l'ancienne procédure n'existe plus et qu'aucune mesure transitoire n'a été retenue en faveur des propositions de loi déposées sous l'ancienne procédure.

Après quatre mois, l'administration parlementaire s'est aperçue que peu de commissions avaient inscrit lesdites propositions de loi à l'ordre du jour d'une de leurs réunions et a par conséquent rappelé le délai de six mois ouvert pour procéder à une première analyse en commission et pour décider sur l'éventuelle poursuite de la procédure législative en séance publique.

La Conférence des Présidents a demandé à chaque groupe et sensibilité politique de se prononcer sur le maintien ou le retrait des propositions de loi introduites par ses membres. Une nouvelle liste des propositions de loi maintenues sur le rôle des affaires a été adoptée lors de la séance publique du 13 avril 2010. Les propositions de loi maintenues au rôle des affaires ont ensuite été envoyées pour avis au Conseil d'Etat et aux chambres professionnelles.

##### Proposition de loi 6020

La proposition de loi 6020 a été maintenue au rôle. Elle a été déposée et déclarée recevable sous l'ancienne procédure et reste bien entendu recevable sous la nouvelle procédure. Elle a été envoyée au Gouvernement et renvoyée par la Conférence des Présidents à une commission parlementaire, conformément à l'article 59 du règlement. L'avis du Conseil d'Etat date du 20 avril 2010 et est donc postérieur à la décision de maintien au rôle du 13 avril 2010. La procédure a été respectée et la commission peut à présent analyser l'avis du Conseil d'Etat et étudier le contenu de la proposition de loi.

## Débat

Les points suivants peuvent être retenus de la discussion :

- Le délai de six mois énoncé à l'article 60 du règlement a expiré pour les propositions de loi maintenues au rôle des affaires suite à la décision du 13 octobre 2010.
- Le Gouvernement a donné implicitement son accord politique à la proposition de loi, en l'absence d'un avis négatif de sa part.
- Mme la Ministre sera invitée en commission en date du 7 ou du 14 juin 2010.

### **6. House of Commons European Scrutiny Committee : letter on the inconsistencies in the drafting of the Lisbon Treaty that may limit the powers of national parliaments**

La Commission des Affaires européennes du House of Commons s'est intéressée à la notion d'acte législatif européen et a critiqué la position du Gouvernement britannique qui est d'avis que seuls les actes qui relèvent de la procédure législative ordinaire - à l'exclusion de ceux relevant d'une procédure spéciale - sont soumis au contrôle de la subsidiarité.

Après un bref échange de vues, la commission décide de demander au Gouvernement de communiquer une liste des actes considérés comme actes législatifs européens, y inclus ceux soumis à une procédure spéciale. Il serait en effet intéressant d'en avoir un aperçu général. Il serait également utile de connaître la procédure applicable au Conseil et d'être en particulier informé sur l'accord interinstitutionnel signé avec le Parlement européen.

### **7. Divers**

**1)** La question relevée lors d'une réunion antérieure à propos du personnel de l'armée sera traitée lors d'une prochaine réunion en présence de M. le Ministre de la Défense.

**2)** Le contrôle parlementaire de la défense après la dissolution de l'Assemblée de l'UEO sera inscrit à l'ordre du jour d'une des prochaines réunions. D'aucuns envisagent d'en accorder la compétence au Conseil de l'Europe, pour économiser des frais et pour permettre au Conseil de l'Europe de disposer d'une salle de réunion plus grande.

Le représentant de l'ADR signale dans ce contexte l'importance d'assurer une représentation adéquate des sensibilités politiques dans les organes parlementaires internationaux.

**3)** M. Marc Angel, M. Fernand Kartheiser et Mme Lydie Err (à confirmer) sont intéressés à participer à une réunion sur le Service européen des Affaires extérieures (SEAE) au Parlement européen en date du 2 juin 2010. La délégation sera désignée lors de la réunion du 17 mai 2010.

**4)** Mme la Ministre présentera le rapport de la coopération 2009 lors de la réunion du 12 juillet 2010, sans que cette présentation signifie automatiquement que le débat en séance publique sera organisé en automne.

5) Une réunion avec la délégation auprès de l'APEM sera organisée prochainement.

6) Un membre aimerait discuter sur la mise en place d'un mécanisme européen de stabilité financière. M. le Président répond que la Commission des Finances et du Budget suit le dossier de près. La présente commission pourrait l'étudier sous l'angle du fonctionnement de l'Union européenne.

La secrétaire,  
Isabelle Barra

Le Président,  
Ben Fayot

**ANNEXE** : *Rapport sur les documents COM (2010) 127 et COM (2010) 159*

## Rapport concernant COM 127 et COM 159

Marcel Oberweis

4 mai 2010

### **COM 127 : Un cadre stratégique de l'UE pour aider les pays en développement à relever les défis liés à la sécurité alimentaire**

#### **L'enjeu**

La faim et la malnutrition se sont aggravées dans le monde, ce qui nuit au développement humain et à la stabilité politique et sociale. Les pays en voie de développement ont été durement touchés par la hausse du prix des denrées alimentaires survenue en 2007 et 2008, ainsi que par la récente crise financière. Cette évolution a compromis la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement (OMD) 2015, parmi lesquels figure l'éradication de la pauvreté et de la faim, que l'Union européenne s'est engagée à atteindre. La fragilité politique et la famine vont souvent de pair - près de 80 % des personnes souffrent de malnutrition vivent en Afrique, en Asie et en Amérique latine.

#### **Les bénéficiaires de l'aide humanitaire**

La politique de l'Union européenne en matière de sécurité alimentaire vise les populations des pays en voie de développement souffrant de malnutrition et vivant dans les zones rurales. A travers l'instrument qu'est la microfinance, l'Union européenne aide les petits cultivateurs. Dans le passé on a constaté que les investissements dans les petites exploitations donnent les meilleurs résultats en terme de réduction de la pauvreté et de croissance. Il est important de mettre en place des mécanismes de sécurité sociale afin de protéger les populations les plus vulnérables, notamment les vieilles personnes, les mères, les jeunes enfants ou les personnes handicapées.

#### **L'Union européenne est appelée à intervenir**

L'Union européenne doit intensifier ses efforts pour améliorer la sécurité alimentaire en vertu de son engagement envers les objectifs du millénaire pour le développement, qui sont loin d'être atteints, dix ans après leur adoption. La conférence de l'ONU sur les OMD organisée en septembre 2010 permettra de faire le point sur les progrès accomplis et de définir les orientations pour les cinq années à venir. La position adoptée par l'UE, premier donateur mondial, sera déterminante. Le nouveau cadre stratégique pour la sécurité alimentaire et la communication sur l'aide alimentaire à caractère humanitaire ont été récemment adoptés en préparation à la conférence de septembre.

Ils font partie d'un réexamen plus large de la politique de développement couvrant la santé, l'enseignement, l'égalité entre les hommes et les femmes et la fiscalité. En vertu du cadre stratégique développé, l'Union européenne et les 27 États membres devront aider les pays en voie de développement à accroître la disponibilité des aliments, d'améliorer l'accès aux aliments et la qualité des aliments et garantir ainsi à un apport nutritionnel suffisant. Il sera primordial de prévenir et gérer les crises.

**Le nouveau cadre stratégique** propose notamment les mesures suivantes:

- aider les petits agriculteurs, et notamment les femmes, à pratiquer une agriculture plus intensive et respectueuse de l'environnement;
- augmenter notablement (50 %), d'ici à 2015, les aides financières à la recherche agricole orientée sur la demande;
- lancer, avec l'Union africaine, une initiative conjointe afin d'accélérer la mise en oeuvre des lignes directrices pour les politiques foncières en Afrique ;
- aider à la mise en place de dispositifs de sécurité sociale ciblés et souples;
- soutenir la réforme visant à faire du comité de la sécurité alimentaire mondiale l'institution internationale de référence dans ce domaine.

**Lors du conseil européen des 10 et 11 mai 2010, il serait souhaitable que les ministres des affaires étrangères européens adoptent la proposition de cadre stratégique.**

\*\*\*\*\*

#### **COM 159 : Plan d'action de l'UE en douze points à l'appui des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD)**

##### **L'enjeu de taille planétaire**

En septembre 2000, la plus grande assemblée de dirigeants mondiaux jamais réunie au siège des Nations Unies à New York a adopté la Déclaration du Millénaire des Nations Unies, qui constitue l'aboutissement de dix années de conférences et de sommets majeurs. La Déclaration, approuvée par 189 pays, engage les nations signataires à participer à un nouveau partenariat mondial visant à réduire l'extrême pauvreté et fixe une série d'objectifs devant être atteints en 2015 et appelés Objectifs du Millénaire pour le Développement.

Les Objectifs du Millénaire pour le Développement incarnent également les droits humains fondamentaux, à savoir le droit pour chaque personne à la santé, à l'éducation, à la nourriture, au logement et à la sécurité. Ces objectifs sont certes ambitieux, mais réalisables, indiquent la voie à

suivre par la communauté internationale pour faire reculer l'extrême pauvreté d'ici à 2015 dans le cadre du programme global de l'ONU pour le développement.

Les progrès accomplis dans la réalisation de ces objectifs varient fortement d'un pays à l'autre et d'un objectif à l'autre, les pays d'Afrique subsaharienne étant les plus éloignés de ces objectifs. Afin de réussir les défis, il nous faut sans tarder intensifier nos efforts collectifs, en particulier en Afrique, en vue d'atteindre ces objectifs dans les cinq dernières années qui nous séparent de la date butoir de 2015. L'Union européenne tâchera de renforcer, voire la COM 127, son aide et la fournir dans le cadre d'un plan d'action efficace.

### **Les changements sont réalisables**

Les États membres de l'Union européenne sont appelés à rédiger des plans d'action annuels indiquant la manière dont ils comptent atteindre les objectifs fixés pour 2015. Le contrôle de l'aide se fera par un examen annuel, organisé par des pairs. Il s'ensuit que les États membres et la Commission européenne doivent collaborer encore plus étroitement dans les pays en voie de développement afin de renforcer l'efficacité de l'aide européenne.

La cohérence souhaitée des différentes politiques de l'Union européenne profiteront au développement notamment au commerce, à la finance, au changement climatique et à la sécurité alimentaire. L'aide sera ciblée sur les pays pour lesquels les progrès sont lents et notamment les États «fragiles».

L'Union européenne développera ses partenariats avec les pays pauvres pour lutter contre le changement climatique, la hausse des prix des produits alimentaires et les migrations, ainsi que pour garantir la sécurité et la stabilité financière.

A travers ces mesures, la lutte contre la pauvreté sera mieux orchestrée et en aval les migrations pourront être réduites et la sécurité augmentée. A travers le renforcement de l'intégration régionale et le commerce régional, on facilitera la croissance économique et réduira en aval le chômage.

Afin de réussir les multiples défis, il faut augmenter l'efficacité de l'aide ce qui entraînerait une économie entre 3 et 6 milliards Euro annuellement. Les différentes actions devront mobiliser les ressources nationales des pays en voie de développement et augmenter la bonne gouvernance en matière fiscale et soutenir la lutte contre la fraude fiscale.

La mise à disposition de fonds suite à l'engagement par l'Union européenne à Copenhague fournira les moyens financiers à raison de 2,4 milliards Euro dans le cadre de la lutte contre le changement climatique.

## **Les bénéficiaires**

Des centaines de millions de personnes vivant dans la pauvreté extrême (au moins 1 milliard de personnes vivant avec moins d' 1 \$ par jour), dont la santé et le niveau de vie seront améliorés. Il ne faut pas oublier que le bien-être des populations des pays en voie de développement profite également à la population mondiale.

Un des problèmes pour la sous-nutrition des populations dans les pays en voie de développement est l'achat de la terre arable des ces pays. On suppose que 50 millions ha de terre (Soudan, Ethiopie, Tchad, Angola, Mozambique, Nigéria, Niger et Tanzanie) ont été acquis ces dernières années ou sont en train d'être négociés par des gouvernements et des investisseurs fortunés. Les entreprises étrangères arrivent en grand nombre, ce qui prive les gens de la terre qu'ils ont utilisés pendant des siècles. Le vol de la terre notamment en Afrique conduit au déplacement des agriculteurs et l'augmentation de la famine. Les gens vivant dans le rural vont émigrer vers les bidonvilles des grandes villes, ce qui va aggraver leur condition de vie. Le nombre de personnes souffrant de la faim va augmenter.

## **L'Union européenne - un phare d'espoir**

Aucun pays, ni aucune organisation ne peut lutter seul(e) contre la pauvreté dans le monde, il nous faut agir collectivement. L'Union européenne devra profiter de son influence sur la scène politique mondiale pour être le moteur de la réduction, puis de la suppression, de la pauvreté dans le monde. Les populations de maints pays en voie de développement voient dans l'Union européenne un phare d'espoir et demandent qu'elle mène une politique cohérente afin d'aider à réaliser les huit objectifs du millénaire pour le développement, notamment dans le domaine de l'achat de la terre arable.

Il est un devoir majeur d'aider les pays en voie de développement afin qu'ils acquièrent un poids accru dans l'architecture de la gouvernance internationale, à la Banque mondiale, à la Banque européenne d'investissement et au Fonds monétaire international.

**Lors du Sommet des Nations unies à New York en septembre 2010, il serait souhaitable que l'Union européenne transmette un message cohérent, clairvoyant et décisif afin de persuader les autres pays leaders mondiaux de faire le même effort afin de porter main forte à la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement.**

6094

1965

**MEMORIAL**  
Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



**MEMORIAL**  
Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

---

**RECUEIL DE LEGISLATION**

---

**A — N° 116**

**26 juillet 2010**

---

**Sommaire**

**Loi du 4 juillet 2010 portant approbation des Accords entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et certains pays tiers concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements ..... page [1966](#)**

**Loi du 4 juillet 2010 portant approbation des Accords entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et certains pays tiers concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements.**

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Chambre des Députés;

Vu la décision de la Chambre des Députés du 8 juin 2010 et celle du Conseil d'Etat du 22 juin 2010 portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Est approuvé l'Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et le Gouvernement du Royaume de Bahreïn concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, signé à Manama le 11 juillet 2006.

**Art. 2.** Est approuvé l'Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise, d'une part, et la République fédérale démocratique d'Ethiopie, d'autre part, concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, signé à Bruxelles le 26 octobre 2006.

**Art. 3.** Est approuvé l'Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et le Gouvernement du Qatar concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, signé à Doha le 6 novembre 2007.

**Art. 4.** Est approuvé l'Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et le Gouvernement de la République de Corée concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, signé à Bruxelles le 12 décembre 2006.

**Art. 5.** Est approuvé l'Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise, d'une part, et la République du Rwanda, d'autre part, concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, signé à Kigali le 16 avril 2007.

**Art. 6.** Est approuvé l'Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise, d'une part, et le Sultanat d'Oman, d'autre part, concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, signé à Mascate le 16 décembre 2008.

**Art. 7.** Est approuvé l'Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise, d'une part, et la République de Colombie, d'autre part, concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, signé à Bruxelles, le 4 février 2009.

**Art. 8.** Est approuvé l'Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise, d'une part, et la République du Tadjikistan, d'autre part, concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, signé à Bruxelles, le 10 février 2009.

**Art. 9.** Est approuvé l'Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise, d'une part, et la République du Panama, d'autre part, concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, signé à Panama, le 26 mars 2009.

**Art. 10.** Est approuvé l'Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise, et la Barbade concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, signé à Bruxelles, le 29 mai 2009.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au Mémorial pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

*Le Ministre des Affaires étrangères,*  
**Jean Asselborn**

Château de Berg, le 4 juillet 2010.  
**Henri**

Doc. parl. 6094; sess. ord. 2009-2010.

1967

## ACCORD

### entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et le Gouvernement du Royaume de Bahreïn concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements

*Le Gouvernement du Royaume de Belgique,*

*le Gouvernement wallon,*

*le Gouvernement flamand,*

*le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,*

ainsi que

*le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg*

et

*le Gouvernement du Royaume de Bahreïn*

(ci-après dénommés les «Parties contractantes»);

Désireux de renforcer leur coopération économique en créant des conditions favorables à la réalisation d'investissements par des investisseurs de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante;  
SONT CONVENUS de ce qui suit:

#### Article 1

#### Définitions

Pour l'application du présent Accord:

1. Le terme «investisseurs» désigne:

- a) les «nationaux», c.-à-d. toute personne physique qui, selon la législation du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg ou du Royaume de Bahreïn est considérée comme ressortissant du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg ou du Royaume de Bahreïn respectivement;
- b) les «sociétés», c.-à-d. toute personne morale constituée conformément à la législation du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg ou du Royaume de Bahreïn et ayant son siège social sur le territoire du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg ou du Royaume de Bahreïn respectivement.

2. Le terme «investissements» désigne tout élément d'actif quelconque et tout apport direct ou indirect en numéraire, en nature ou en services, investi ou réinvesti dans tout secteur d'activité économique, quel qu'il soit. Sont considérés notamment, mais non exclusivement, comme des investissements au sens du présent Accord:

- a) les biens meubles et immeubles ainsi que tous autres droits réels tels que hypothèques, privilèges, gages, usufruit et droits analogues, définis en conformité avec les lois et règlements de la Partie contractante sur le territoire de laquelle le bien est situé;
- b) les actions, parts sociales et toutes autres formes de participations, même minoritaires ou indirectes, dans le capital de sociétés constituées sur le territoire de l'une des Parties contractantes;
- c) les obligations, créances et droits à toutes prestations ayant une valeur économique;
- d) les droits d'auteur, les droits de propriété industrielle, les procédés techniques, les noms déposés et le fonds de commerce, et
- e) les concessions de droit public ou contractuelles, notamment celles relatives à la prospection, à la culture, à l'extraction ou à l'exploitation de ressources naturelles.

Aucune modification de la forme juridique dans laquelle les avoirs et capitaux ont été investis ou réinvestis n'affectera leur qualité d'investissements au sens du présent Accord.

3. Le terme «revenus» désigne les sommes produites par un investissement et notamment, mais non exclusivement, les bénéfices, intérêts, accroissements de capital, dividendes, royalties et indemnités.

4. Le terme «territoire» s'applique:

- a) aux territoires du Royaume de Belgique et du Grand-Duché de Luxembourg, ainsi que, le cas échéant, aux zones maritimes, c'est-à-dire les zones marines et sous-marines qui s'étendent au-delà des eaux territoriales du Royaume de Belgique et sur lesquelles le Royaume de Belgique exerce, conformément au droit international, ses droits souverains et sa juridiction aux fins d'exploration, d'exploitation et de conservation des ressources naturelles; et
- b) au territoire du Royaume de Bahreïn, ainsi qu'aux zones maritimes, aux fonds marins et à leur sous-sol, sur lesquels le Royaume de Bahreïn exerce, conformément au droit international, ses droits souverains et sa juridiction.

5. L'expression «législation en matière d'environnement» désigne les lois et règlements en vigueur sur le territoire des Parties Contractantes, ou toute disposition contenue dans ces lois et règlements, qui visent principalement la protection de l'environnement, ou la prévention de tout danger pour la vie ou la santé des hommes, des animaux ou des plantes par les moyens suivants:
  - a) prévention, réduction ou contrôle des rejets, déversements ou émissions de substances polluantes ou de produits contaminateurs pour l'environnement;
  - b) contrôle des produits chimiques, substances, matériaux et déchets dangereux ou toxiques pour l'environnement et diffusion des informations y relatives;
  - c) protection ou conservation de la flore et de la faune sauvages, y compris les espèces menacées d'extinction, leur habitat, et les zones naturelles spécialement protégées sur le territoire des Parties contractantes.
6. L'expression «législation du travail» désigne les lois et règlements en vigueur sur le territoire des Parties Contractantes, ou toute disposition contenue dans ces lois et règlements, ayant un rapport direct avec les droits universellement reconnus des travailleurs énumérés ci-dessous:
  - a) le droit d'association;
  - b) le droit d'organisation et de négociation collective;
  - c) l'interdiction de recourir à quelque forme de travail forcé ou obligatoire que ce soit;
  - d) un âge minimum d'admission des enfants à l'emploi;
  - e) des conditions de travail acceptables en ce qui concerne le salaire minimum et la durée du travail, ainsi que la sécurité et la santé des travailleurs.

#### *Article 2*

##### **Promotion des investissements**

1. Chacune des Parties contractantes encouragera les investissements sur son territoire par des investisseurs de l'autre Partie contractante et admettra ces investissements en conformité avec sa législation.
2. En particulier, chaque Partie contractante autorisera la conclusion et l'exécution de contrats de licence et de conventions d'assistance commerciale, administrative ou technique, pour autant que ces activités aient un rapport avec les investissements.

#### *Article 3*

##### **Protection des investissements**

1. Tous les investissements, directs ou indirects, effectués par des investisseurs de l'une des Parties contractantes, jouiront, sur le territoire de l'autre Partie contractante, d'un traitement juste et équitable.
2. Sous réserve des mesures nécessaires au maintien de l'ordre public, ces investissements jouiront d'une sécurité et d'une protection constantes, excluant toute mesure injustifiée ou discriminatoire qui pourrait entraver, en droit ou en fait, la gestion, l'entretien, l'utilisation, la jouissance ou la liquidation desdits investissements.
3. Le traitement et la protection définis aux paragraphes 1 et 2 seront au moins égaux à ceux dont jouissent les investisseurs d'un Etat tiers et ne seront, en aucun cas, moins favorables que ceux reconnus par le droit international.
4. Toutefois, pareil traitement et pareille protection ne s'étendront pas aux privilèges qu'une Partie contractante accorde aux investisseurs d'un Etat tiers, en vertu de sa participation ou de son association à une zone de libre échange, une union douanière, un marché commun ou à toute autre forme d'organisation économique régionale.

#### *Article 4*

##### **Traitement national et nation la plus favorisée**

1. Pour toutes les questions relatives au traitement des investissements, les investisseurs de chacune des Parties contractantes bénéficieront, sur le territoire de l'autre Partie, du traitement national et du traitement de la nation la plus favorisée.
2. En ce qui concerne l'exploitation, la gestion, l'entretien, l'utilisation, la jouissance, la vente ou toute autre forme d'aliénation des investissements, chaque Partie contractante accordera sur son territoire aux investisseurs de l'autre Partie contractante un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui qu'elle accorde à ses propres investisseurs ou aux investisseurs de tout Etat tiers, si ce traitement est plus favorable.
3. Pareil traitement ne s'étendra pas aux privilèges qu'une Partie Contractante accorde aux investisseurs d'un Etat tiers, en vertu de sa participation ou de son association à une zone de libre échange, une union douanière, un marché commun ou à toute autre forme d'organisation économique régionale.
4. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux matières fiscales.

*Article 5***Environnement**

1. Reconnaissant que chaque Partie contractante a le droit de fixer son propre niveau de protection de l'environnement et de définir ses politiques et priorités en matière d'environnement et de développement, ainsi que d'adopter ou de modifier en conséquence ses lois ad hoc, chacune des Parties contractantes veillera à ce que sa législation garantisse un haut niveau de protection de l'environnement et mettra tout en œuvre en vue d'améliorer constamment ladite législation.
2. Les Parties contractantes reconnaissent qu'il n'est pas approprié d'assouplir la législation nationale en matière d'environnement aux fins d'encourager les investissements. A cet égard, chacune des Parties contractantes veillera à ce qu'il ne soit pas accordé d'exemption ni dérogé d'aucune autre façon à ladite législation, pas plus qu'il ne soit offert de possibilité d'exemption ou autre dérogation aux fins d'encourager la constitution, l'entretien ou l'expansion d'un investissement sur son territoire.
3. Les Parties contractantes réaffirment les engagements auxquels elles ont souscrit dans le cadre d'accords internationaux en matière d'environnement. Elles veilleront à ce que lesdits engagements soient pleinement reconnus et appliqués dans leur législation nationale.
4. Les parties reconnaissent que la coopération mutuelle leur offre des possibilités accrues d'amélioration des normes de protection de l'environnement.

*Article 6***Travail**

1. Reconnaissant que chaque Partie contractante a le droit de fixer ses propres normes de protection du travail et d'adopter ou de modifier en conséquence ses lois ad hoc, chacune des Parties contractantes veillera à ce que sa législation fixe des normes de travail conformes aux droits universellement reconnus des travailleurs énoncés au paragraphe 6 de l'Article 1 et n'aura de cesse d'améliorer lesdites normes.
2. Les Parties contractantes reconnaissent qu'il n'est pas approprié d'assouplir la législation nationale du travail aux fins d'encourager les investissements. A cet égard, chacune des Parties contractantes veillera à ce qu'il ne soit pas accordé d'exemption ni dérogé d'aucune autre façon à ladite législation, pas plus qu'il ne soit offert de possibilité d'exemption ou autre dérogation aux fins d'encourager la constitution, l'entretien ou l'expansion d'un investissement sur son territoire.
3. Les Parties contractantes réaffirment leurs obligations en tant que membres de l'Organisation internationale du Travail ainsi que leurs engagements en vertu de la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux du travail et de son suivi. Les Parties contractantes veilleront à ce que lesdits principes et droits universellement reconnus des travailleurs énoncés au paragraphe 6 de l'Article 1 soient reconnus et protégés dans leur législation nationale.
4. Les parties reconnaissent que la coopération mutuelle leur offre des possibilités accrues d'amélioration des normes de protection du travail.

*Article 7***Mesures privatives et restrictives de propriété**

1. Chacune des Parties contractantes s'engage à ne prendre aucune mesure d'expropriation ou de nationalisation ni aucune autre mesure dont l'effet est de déposséder directement ou indirectement les investisseurs de l'autre Partie contractante des investissements qui leur appartiennent sur son territoire.
2. Si des impératifs d'utilité publique, de sécurité ou d'intérêt national justifient une dérogation au paragraphe 1, les conditions suivantes devront être remplies:
  - a) les mesures seront prises selon une procédure légale;
  - b) elles ne seront ni discriminatoires, ni contraires à un engagement spécifique;
  - c) elles seront assorties de dispositions prévoyant le paiement d'une indemnité adéquate et effective.
3. Le montant des indemnités correspondra à la valeur effective des investissements à la veille du jour où les mesures ont été prises ou rendues publiques.
4. Lesdites indemnités seront réglées dans la monnaie de l'Etat dont l'investisseur est ressortissant ou en toute autre monnaie convertible. Elles seront versées sans délai et seront librement transférables. Elles porteront intérêt au taux commercial normal depuis la date de la fixation de leur montant jusqu'à celle de leur paiement.
5. Les investisseurs de l'une des Parties contractantes dont les investissements auraient subi des dommages dus à une guerre ou à tout autre conflit armé, révolution, état d'urgence national ou révolte survenu sur le territoire de l'autre Partie contractante, bénéficieront, de la part de cette dernière, d'un traitement, en ce qui concerne les restitutions, indemnités, compensations ou autres dédommagements, qui sera au moins égal à celui accordé par cette dernière Partie contractante aux investisseurs de la nation la plus favorisée.

*Article 8***Transferts**

1. Chaque Partie contractante accordera aux investisseurs de l'autre Partie contractante le libre transfert de tous les paiements relatifs à un investissement, et notamment:
  - a) des sommes destinées à établir, à maintenir ou à développer l'investissement;
  - b) des sommes destinées au règlement d'obligations contractuelles, y compris les sommes nécessaires au remboursement d'emprunts, les redevances et autres paiements découlant de licences, franchises, concessions et autres droits similaires, ainsi que les rémunérations du personnel expatrié;
  - c) des revenus des investissements;
  - d) du produit de la liquidation totale ou partielle des investissements, y compris les plus-values ou augmentations du capital investi;
  - e) des indemnités payées en exécution de l'Article 7.
2. Les nationaux de chacune des Parties contractantes autorisés à travailler au titre d'un investissement sur le territoire de l'autre Partie contractante seront également autorisés à transférer leur rémunération dans leur pays d'origine.
3. Les transferts seront effectués en monnaie librement convertible, au taux de change applicable à la date de ceux-ci.
4. Chacune des Parties contractantes délivrera les autorisations nécessaires pour assurer sans délai l'exécution des transferts, et ce, sans autres charges que les frais bancaires usuels.

*Article 9***Subrogation**

1. Si l'une des Parties contractantes ou un organisme public de celle-ci paie des indemnités à ses propres investisseurs en vertu d'une garantie donnée pour un investissement, l'autre Partie contractante reconnaîtra que les droits des investisseurs sont transférés à la Partie contractante ou à l'organisme public concerné, en leur qualité d'assureur.
2. En ce qui concerne les droits transférés, l'autre Partie contractante pourra faire valoir à l'égard de l'assureur subrogé dans les droits des investisseurs indemnisés les obligations qui incombent légalement ou contractuellement à ces derniers.

*Article 10***Règles applicables**

Lorsqu'une question relative aux investissements est régie à la fois par le présent Accord et par la législation nationale de l'une des Parties contractantes ou par des conventions internationales en vigueur actuellement ou contractées dans l'avenir par les Parties contractantes, les investisseurs de l'autre Partie contractante pourront se prévaloir des dispositions qui leur sont les plus favorables.

*Article 11***Règlement des différends**

1. Tout différend entre un investisseur de l'une des Parties contractantes et l'autre Partie contractante fera l'objet d'une notification écrite de la part de la partie la plus diligente. La notification sera accompagnée, si possible, d'un aide-mémoire détaillé précisant les points litigieux.
2. Dans la mesure du possible, les parties tenteront de régler le différend par la négociation, en faisant éventuellement appel à l'avis spécialisé d'un tiers, ou par la conciliation entre les Parties contractantes par la voie diplomatique.
3. A défaut de règlement amiable par arrangement direct entre les parties au différend ou par conciliation par la voie diplomatique dans les six mois à compter de sa notification, le différend sera soumis, au choix de l'investisseur, soit à la juridiction compétente de l'Etat où l'investissement a été réalisé, soit à l'arbitrage international. A cette fin, chacune des Parties contractantes donne son consentement anticipé et irrévocable à ce que tout différend soit soumis à cet arbitrage. Ce consentement implique qu'elles renoncent à exiger l'épuisement des recours administratifs ou judiciaires internes.
4. En cas de recours à l'arbitrage international, le différend sera soumis à l'un des organismes d'arbitrage désignés ci-après, au choix de l'investisseur:
  - a) à un tribunal d'arbitrage ad hoc, établi selon les règles d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le Droit Commercial International (C.N.U.D.C.I.); ou
  - b) au Centre international pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements (C.I.R.D.I.), créé par la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats, ouverte à la signature à Washington, le 18 mars 1965.

5. Aucune des Parties contractantes, partie à un différend, ne soulèvera d'objection, à aucun stade de la procédure d'arbitrage ni de l'exécution d'une sentence d'arbitrage, du fait que l'investisseur, partie adverse du différend, aurait perçu une indemnité couvrant tout ou partie de ses pertes en exécution d'une police d'assurance ou de la garantie prévue à l'article 9 du présent Accord.
6. Le tribunal arbitral statuera sur la base du droit interne de la Partie contractante partie au différend sur le territoire de laquelle l'investissement est situé, y compris les règles relatives aux conflits de lois, ainsi que sur la base des dispositions du présent Accord, des termes de l'accord particulier éventuellement conclu au sujet de l'investissement et des principes du droit international.
7. Les sentences d'arbitrage seront définitives et obligatoires pour les parties au différend. Chaque Partie contractante s'engage à exécuter les sentences en conformité avec sa législation nationale.
8. A aucun moment durant les procédures en matière de différends relatifs aux investissements, aucune des Parties contractantes partie à un différend n'invoquera, comme moyen de défense, son immunité souveraine.

#### *Article 12*

#### **Différends entre les Parties contractantes**

1. Tout différend entre les Parties contractantes relatif à l'interprétation ou à l'application du présent Accord sera réglé, si possible, par la voie diplomatique.
2. Si le différend entre les Parties contractantes ne peut être réglé par la voie diplomatique, il sera soumis, à la demande de l'une ou l'autre Partie contractante, à un tribunal arbitral.
3. Ledit tribunal arbitral sera constitué, pour chaque cas particulier, de la manière suivante. Dans les deux mois à compter de la réception de la demande d'arbitrage, chaque Partie contractante désignera un membre du tribunal. Ces deux membres choisiront alors un ressortissant d'un Etat tiers qui sera désigné comme Président du tribunal, moyennant l'accord des deux Parties contractantes. Le Président sera désigné dans les deux mois à compter de la date à laquelle les deux autres membres ont été désignés.
4. Si les désignations n'ont pas eu lieu dans les délais spécifiés au paragraphe 3 du présent Article, l'une ou l'autre Partie contractante pourra, à défaut de tout autre arrangement, inviter le Président de la Cour Internationale de Justice à procéder aux nominations nécessaires. Si le Président de la Cour est ressortissant de l'une ou l'autre Partie contractante ou si, pour une autre raison, il est empêché d'exercer cette fonction, le Vice-Président sera invité à procéder aux nominations nécessaires. Si le Vice-Président de la Cour est ressortissant de l'une ou l'autre Partie contractante, ou s'il est également empêché d'exercer cette fonction, le membre le plus élevé en rang de la Cour Internationale de Justice et qui n'est pas ressortissant de l'une ou l'autre Partie contractante sera invité à procéder aux nominations nécessaires.
5. Le tribunal arbitral prendra ses décisions à la majorité des voix. Ses décisions seront obligatoires pour les deux Parties contractantes. Chaque Partie contractante supportera le membre du tribunal qu'elle a désigné, ainsi que les frais de sa représentation dans la procédure d'arbitrage; les frais du Président et les autres débours seront supportés à parts égales par les deux Parties contractantes. Le tribunal d'arbitrage pourra toutefois stipuler dans sa décision qu'une part plus importante de ces frais sera supportée par une des deux Parties contractantes et cette décision sera définitive et obligatoire pour les deux Parties contractantes. Le tribunal fixera ses propres règles de procédure.

#### *Article 13*

#### **Investissements antérieurs**

Le présent Accord s'appliquera également aux investissements effectués avant son entrée en vigueur par les investisseurs de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante en conformité avec les lois et règlements de cette dernière.

#### *Article 14*

#### **Entrée en vigueur et durée**

1. Le présent Accord entrera en vigueur un mois à compter de la date à laquelle les Parties contractantes auront échangé leurs instruments de ratification. Il restera en vigueur pour une période de dix ans. Il demeurera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une période de douze mois à compter de la date à laquelle l'une des Parties contractantes aura envoyé à l'autre Partie contractante une notification de dénonciation.
2. En ce qui concerne les investissements effectués antérieurement à la date d'expiration du présent Accord, les dispositions de ce dernier leur resteront applicables pour une période de dix ans à compter de la date d'expiration.

EN FOI DE QUOI, les représentants soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

FAIT à Manama, le 11 juillet 2006, en deux exemplaires originaux, chacun en langues française, néerlandaise, arabe et anglaise, tous les textes faisant également foi. Le texte en langue anglaise prévaudra en cas de divergence d'interprétation.

*Pour l'Union économique belgo-luxembourgeoise:*

*Pour le Gouvernement du  
Royaume de Bahreïn:*

*Pour le Gouvernement du  
Royaume de Belgique:*

*Pour le Gouvernement du  
Grand-Duché de Luxembourg:*

*Pour le Gouvernement wallon:*

*Pour le Gouvernement  
flamand:*

*Pour le Gouvernement de la  
Région de Bruxelles-Capitale:*



\*

## ACCORD

**entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise, d'une part,  
et la République fédérale démocratique d'Ethiopie, d'autre part,  
concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements**

*Le Gouvernement du Royaume de Belgique,*

*le Gouvernement wallon,*

*le Gouvernement flamand,*

*et le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,*

ainsi que

*le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg,*

d'une part, et

*le Gouvernement de la République fédérale démocratique d'Ethiopie,*

d'autre part,

(ci-après dénommés les «Parties contractantes»),

Désireux de renforcer leur coopération économique en créant des conditions favorables à la réalisation d'investissements par des investisseurs de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante, SONT CONVENU de ce qui suit:

### Article 1

#### Définitions

Pour l'application du présent Accord:

1. Le terme «investisseurs» désigne:
  - a) les «nationaux», c.-à-d. toute personne physique qui, selon la législation du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg ou de la République fédérale démocratique d'Ethiopie, est considérée comme citoyen du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg ou de la République fédérale démocratique d'Ethiopie respectivement;
  - b) les «sociétés», c.-à-d. toute personne morale constituée conformément à la législation du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg ou de la République fédérale démocratique d'Ethiopie et ayant son siège social sur le territoire du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg ou de la République fédérale démocratique d'Ethiopie respectivement.
2. Le terme «investissements» désigne tout élément d'actif quelconque et tout apport direct ou indirect en numéraire, en nature ou en services, investi ou réinvesti dans tout secteur d'activité économique, quel qu'il soit.  
Sont considérés notamment, mais non exclusivement, comme des investissements au sens du présent Accord:
  - a) les biens meubles et immeubles ainsi que tous autres droits réels tels que hypothèques, privilèges, gages, usufruit et droits analogues;
  - b) les actions, parts sociales et toutes autres formes de participations, même minoritaires ou indirectes, dans le capital de sociétés constituées sur le territoire de l'une des Parties contractantes;
  - c) les obligations, créances et droits à toutes prestations ayant une valeur économique;
  - d) les droits d'auteur, les droits de propriété industrielle, les procédés techniques, les noms déposés et le fonds de commerce;
  - e) les concessions de droit public ou contractuelles, notamment celles relatives à la prospection, à la culture, à l'extraction ou à l'exploitation de ressources naturelles.  
Aucune modification de la forme juridique dans laquelle les avoirs et capitaux ont été investis ou réinvestis n'affectera leur qualité d'investissements au sens du présent Accord.
3. Le terme «revenus» désigne les sommes produites par un investissement et notamment, mais non exclusivement, les bénéfices, intérêts, accroissements de capital, dividendes, royalties et indemnités.
4. Le terme «territoire» désigne:
  - a) le territoire du Royaume de Belgique et le territoire du Grand-Duché de Luxembourg, ainsi que les zones maritimes, c'est-à-dire les zones marines et sous-marines qui s'étendent au-delà des eaux territoriales du Royaume de Belgique et sur lesquelles celui-ci exerce, conformément au droit international, ses droits souverains et sa juridiction aux fins d'exploration, d'exploitation et de conservation des ressources naturelles;

- b) en ce qui concerne la République fédérale démocratique d'Éthiopie, le territoire sur lequel la République fédérale démocratique d'Éthiopie exerce ses droits souverains et sa juridiction.
2. L'expression «législation en matière d'environnement» désigne la législation des Parties contractantes, ou toute disposition contenue dans cette législation, qui vise principalement la protection de l'environnement, ou la prévention de tout danger pour la vie ou la santé des hommes, des animaux ou des plantes par les moyens suivants:
- a) prévention, réduction ou contrôle des rejets, déversements ou émissions de substances polluantes ou de produits contaminateurs pour l'environnement;
  - b) contrôle des produits chimiques, substances, matériaux et déchets dangereux ou toxiques pour l'environnement et diffusion des informations y relatives;
  - c) protection ou conservation de la flore et de la faune sauvages, y compris les espèces menacées d'extinction, leur habitat, et les zones naturelles spécialement protégées sur le territoire des Parties contractantes.
6. L'expression «législation du travail» désigne la législation du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg ou de la République fédérale démocratique d'Éthiopie, ou toute disposition contenue dans cette législation, ayant un rapport direct avec les droits universellement reconnus des travailleurs énumérés ci-dessous:
- a) le droit d'association;
  - b) le droit d'organisation et de négociation collective;
  - c) l'interdiction de recourir à quelque forme de travail forcé ou obligatoire que ce soit;
  - d) un âge minimum d'admission des enfants à l'emploi;
  - e) des conditions de travail acceptables en ce qui concerne le salaire minimum et la durée du travail, ainsi que la sécurité et la santé des travailleurs.

#### *Article 2*

#### **Promotion des investissements**

Chacune des Parties contractantes encouragera les investissements sur son territoire par des investisseurs de l'autre Partie contractante et admettra ces investissements en conformité avec sa législation.

#### *Article 3*

#### **Protection des investissements**

1. Tous les investissements effectués par des investisseurs de l'une des Parties contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre Partie contractante, d'un traitement juste et équitable.
2. Sous réserve des mesures nécessaires au maintien de l'ordre public, ces investissements jouiront d'une sécurité et d'une protection constantes, excluant toute mesure injustifiée ou discriminatoire qui pourrait entraver, en droit ou en fait, la gestion, l'entretien, l'utilisation, la jouissance ou la liquidation desdits investissements.

#### *Article 4*

#### **Traitement national et nation la plus favorisée**

1. Pour toutes les questions relatives au traitement des investissements, les investisseurs de chacune des Parties contractantes bénéficieront, sur le territoire de l'autre Partie, du traitement national ou du traitement de la nation la plus favorisée.
2. En ce qui concerne l'exploitation, la gestion, l'entretien, l'utilisation, la jouissance, la vente ou toute autre forme d'aliénation des investissements, chaque Partie contractante accordera sur son territoire aux investisseurs de l'autre Partie contractante un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui qu'elle accorde à ses propres investisseurs ou aux investisseurs de tout État tiers, si ce traitement est plus favorable.
3. Pareil traitement ne s'étendra pas aux privilèges qu'une Partie Contractante accorde aux investisseurs d'un État tiers, en vertu de sa participation ou de son association à une zone de libre échange, une union douanière, un marché commun ou à toute autre forme d'organisation économique régionale.
4. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux matières fiscales.

#### *Article 5*

#### **Environnement**

1. Reconnaissant que chaque Partie contractante a le droit de fixer son propre niveau de protection de l'environnement et de définir ses politiques et priorités en matière d'environnement et de développement, ainsi que d'adopter ou de modifier en conséquence ses lois ad hoc, chacune des Parties contractantes veillera à ce que sa législation garantisse un haut niveau de protection de l'environnement et mettra tout en œuvre en vue d'améliorer constamment ladite législation.

2. Les Parties contractantes reconnaissent qu'il n'est pas approprié d'assouplir la législation nationale en matière d'environnement aux fins d'encourager les investissements. A cet égard, chacune des Parties contractantes veillera à ce qu'il ne soit pas accordé d'exemption ni dérogé d'aucune autre façon à ladite législation, pas plus qu'il ne soit offert de possibilité d'exemption ou autre dérogation aux fins d'encourager la constitution, l'entretien ou l'expansion d'un investissement sur son territoire.

3. Les Parties contractantes réaffirment les engagements auxquels elles ont souscrit dans le cadre d'accords internationaux en matière d'environnement. Elles veilleront à ce que lesdits engagements soient pleinement reconnus et appliqués dans leur législation nationale.

4. Les parties reconnaissent que la coopération mutuelle leur offre des possibilités accrues d'amélioration des normes de protection de l'environnement. A la demande de l'une des parties, l'autre partie acceptera que les représentants de leurs gouvernements se réunissent à des fins de consultations sur toute matière tombant dans le domaine d'application du présent article.

#### *Article 6*

#### **Travail**

1. Reconnaissant que chaque Partie contractante a le droit de fixer ses propres normes de protection du travail et d'adopter ou de modifier en conséquence ses lois ad hoc, chacune des Parties contractantes veillera à ce que sa législation fixe des normes de travail conformes aux droits universellement reconnus des travailleurs énoncés au paragraphe 6 de l'Article 1 et n'aura de cesse d'améliorer lesdites normes.

2. Les Parties contractantes reconnaissent qu'il n'est pas approprié d'assouplir la législation nationale du travail aux fins d'encourager les investissements. A cet égard, chacune des Parties contractantes veillera à ce qu'il ne soit pas accordé d'exemption ni dérogé d'aucune autre façon à ladite législation, pas plus qu'il ne soit offert de possibilité d'exemption ou autre dérogation aux fins d'encourager la constitution, l'entretien ou l'expansion d'un investissement sur son territoire.

3. Les Parties contractantes réaffirment leurs obligations en tant que membres de l'Organisation internationale du Travail ainsi que leurs engagements en vertu de la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux du travail et de son suivi. Les Parties contractantes veilleront à ce que lesdits principes et droits universellement reconnus des travailleurs énoncés au paragraphe 6 de l'Article 1 soient reconnus et protégés dans leur législation nationale.

4. Les parties reconnaissent que la coopération mutuelle leur offre des possibilités accrues d'amélioration des normes de protection du travail. A la demande de l'une des parties, l'autre partie acceptera que les représentants de leurs gouvernements se réunissent à des fins de consultations sur toute matière tombant dans le domaine d'application du présent article.

#### *Article 7*

#### **Mesures privatives et restrictives de propriété**

1. Chacune des Parties contractantes s'engage à ne prendre aucune mesure d'expropriation ou de nationalisation ni aucune autre mesure dont l'effet est de déposséder directement ou indirectement les investisseurs de l'autre Partie contractante des investissements qui leur appartiennent sur son territoire.

2. Si des impératifs d'utilité publique, de sécurité ou d'intérêt national justifient une dérogation au paragraphe 1, les conditions suivantes devront être remplies:

- a) les mesures seront prises selon une procédure légale;
- b) elles ne seront ni discriminatoires, ni contraires à un engagement spécifique;
- c) elles seront assorties de dispositions prévoyant le paiement d'une indemnité adéquate et effective.

3. Le montant des indemnités correspondra à la valeur marchande des investissements à la veille du jour où les mesures ont été prises ou rendues publiques.

Lesdites indemnités seront réglées en toute monnaie convertible. Elles seront versées sans délai injustifié et seront librement transférables. Elles porteront intérêt au taux commercial normal depuis la date de la fixation de leur montant jusqu'à celle de leur paiement.

4. Les investisseurs de l'une des Parties contractantes dont les investissements auraient subi des dommages dus à une guerre ou à tout autre conflit armé, révolution, état d'urgence national ou révolte survenu sur le territoire de l'autre Partie contractante, bénéficieront, de la part de cette dernière, d'un traitement, en ce qui concerne les restitutions, indemnités, compensations ou autres dédommagements, qui sera au moins égal à celui accordé par cette dernière Partie contractante aux investisseurs de la nation la plus favorisée.

*Article 8***Transferts**

1. Chaque Partie contractante accordera aux investisseurs de l'autre Partie contractante le libre transfert, sans délai injustifié, de tous les paiements relatifs à un investissement, et notamment:
  - a) des sommes destinées à établir, à maintenir ou à développer l'investissement;
  - b) des sommes destinées au règlement d'obligations contractuelles, y compris les sommes nécessaires au remboursement d'emprunts, les redevances et autres paiements découlant de licences, franchises, concessions et autres droits similaires, ainsi que les rémunérations du personnel expatrié;
  - c) des revenus des investissements;
  - d) du produit de la liquidation totale ou partielle des investissements, y compris les plus-values ou augmentations du capital investi;
  - e) des indemnités payées en exécution de l'Article 7.
2. Les transferts seront effectués en monnaie librement convertible, au taux de change applicable à la date de ceux-ci aux transactions au comptant dans la monnaie utilisée.

*Article 9***Subrogation**

1. Si l'une des Parties contractantes ou un organisme public de celle-ci paie des indemnités à ses propres investisseurs en vertu d'une garantie donnée pour un investissement, l'autre Partie contractante reconnaîtra que les droits des investisseurs sont transférés à la Partie contractante ou à l'organisme public concerné, en leur qualité d'assureur.
2. En ce qui concerne les droits transférés, l'autre Partie contractante pourra faire valoir à l'égard de l'assureur subrogé dans les droits des investisseurs indemnisés, les obligations qui incombent légalement ou contractuellement à ces derniers.

*Article 10***Application d'autres règles**

Lorsqu'une question relative aux investissements est régie à la fois par le présent Accord et par un accord particulier ou par la législation nationale de l'une des Parties contractantes ou par des conventions internationales en vigueur actuellement ou contractées dans l'avenir par les Parties contractantes, les investisseurs de l'autre Partie contractante pourront se prévaloir des dispositions qui leur sont les plus favorables.

*Article 11***Règlement des différends relatifs aux investissements**

1. Tout différend entre un investisseur de l'une des Parties contractantes et l'autre Partie contractante fera l'objet d'une notification écrite de la part de la partie la plus diligente. La notification sera accompagnée d'un aide-mémoire suffisamment détaillé.

Dans la mesure du possible, les parties tenteront de régler le différend par la négociation, en faisant éventuellement appel à l'avis spécialisé d'un tiers.

2. A défaut de règlement amiable par arrangement direct entre les parties au différend dans les six mois à compter de sa notification, le différend sera soumis, au choix de l'investisseur, soit à la juridiction compétente de l'Etat où l'investissement a été réalisé, soit à l'arbitrage international.

A cette fin, chacune des Parties contractantes donne son consentement anticipé et irrévocable à ce que tout différend soit soumis à cet arbitrage. Ce consentement implique qu'elles renoncent à exiger l'épuisement des recours administratifs ou judiciaires internes.

3. En cas de recours à l'arbitrage international, le différend sera soumis à l'un des organismes d'arbitrage désignés ci-après, au choix de l'investisseur:

- à un tribunal d'arbitrage ad hoc, établi selon les règles d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le Droit Commercial International (C.N.U.D.C.I.);
- au Centre international pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements (C.I.R.D.I.), créé par la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats, ouverte à la signature à Washington, le 18 mars 1965, lorsque chaque Etat partie au présent Accord sera membre de celle-ci. Aussi longtemps que cette condition n'est pas remplie, chacune des Parties contractantes consent à ce que le différend soit soumis à l'arbitrage conformément au règlement du Mécanisme supplémentaire du C.I.R.D.I.;
- au Tribunal d'Arbitrage de la Chambre de Commerce internationale à Paris;
- à l'Institut d'arbitrage de la Chambre de Commerce de Stockholm.

Si la procédure d'arbitrage a été introduite à l'initiative d'une Partie contractante, celle-ci invitera par écrit l'investisseur concerné à exprimer son choix quant à l'organisme d'arbitrage qui devra être saisi du différend.

4. Aucune des Parties contractantes, partie à un différend, ne soulevra d'objection, à aucun stade de la procédure d'arbitrage ni de l'exécution d'une sentence d'arbitrage, du fait que l'investisseur, partie adverse au différend, aurait perçu une indemnité couvrant tout ou partie de ses pertes en exécution d'une police d'assurance ou de la garantie prévue à l'article 9 du présent Accord.

5. Les sentences d'arbitrage seront définitives et obligatoires pour les parties au différend. Chaque Partie contractante s'engage à exécuter les sentences en conformité avec sa législation nationale.

#### Article 12

### **Différends entre les Parties contractantes concernant l'interprétation ou l'application du présent Accord**

1. Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application du présent Accord sera réglé, si possible, par la voie diplomatique.

2. A défaut de règlement par la voie diplomatique, le différend sera soumis à une commission mixte, composée de représentants des deux Parties; celle-ci se réunira à la demande de la Partie la plus diligente et sans délai injustifié.

3. Si la commission mixte ne peut régler le différend, celui-ci sera soumis, à la demande de l'une ou l'autre des Parties contractantes, à un tribunal arbitral constitué, pour chaque cas particulier, de la manière suivante:

Chaque Partie contractante désignera un arbitre dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle l'une des Parties contractantes a fait part à l'autre de son intention de soumettre le différend à arbitrage. Dans les deux mois suivant leur désignation, les deux arbitres désigneront d'un commun accord un ressortissant d'un Etat tiers qui exercera la fonction de président du tribunal arbitral.

Si ces délais n'ont pas été observés, l'une ou l'autre Partie contractante invitera le Président de la Cour Internationale de Justice à procéder à la nomination ou aux nominations nécessaire(s).

Si le Président de la Cour Internationale de Justice est ressortissant de l'une ou l'autre Partie contractante ou d'un Etat avec lequel l'une ou l'autre Partie contractante n'entretient pas de relations diplomatiques, ou si, pour une autre raison, il est empêché d'exercer cette fonction, le Vice-Président de la Cour Internationale de Justice sera invité à procéder à la nomination ou aux nominations nécessaire(s).

4. Le tribunal ainsi constitué fixera ses propres règles de procédure. Ses décisions seront prises à la majorité des voix; elles seront définitives et obligatoires pour les Parties contractantes.

5. Chaque Partie contractante supportera les frais liés à la désignation de son arbitre. Les débours inhérents à la désignation du troisième arbitre et les frais de fonctionnement du tribunal seront supportés, à parts égales, par les Parties contractantes.

#### Article 13

### **Champ d'application**

Le présent Accord s'appliquera aux investissements effectués avant ou après son entrée en vigueur par les investisseurs de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante. Toutefois, il ne s'appliquera pas aux revendications liées à des différends survenus avant son entrée en vigueur.

#### Article 14

### **Entrée en vigueur, durée et dénonciation**

1. Le présent Accord entrera en vigueur un mois à compter de la date à laquelle les Parties contractantes auront échangé leurs instruments de ratification. Il restera en vigueur pour une période de dix ans.

A moins que l'une des Parties contractantes ne le dénonce au moins six mois avant l'expiration de sa période de validité, il sera chaque fois reconduit tacitement pour une nouvelle période de dix ans, chaque Partie contractante se réservant le droit de le dénoncer par une notification introduite au moins six mois avant la date d'expiration de la période de validité en cours.

2. En ce qui concerne les investissements effectués antérieurement à la date d'expiration du présent Accord, les dispositions de ce dernier leur resteront applicables pour une période de dix ans à compter de la date d'expiration.

EN FOI DE QUOI, les représentants soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

FAIT à Bruxelles, le 26 octobre 2006, en deux exemplaires originaux, chacun en langues française, néerlandaise et anglaise, tous les textes faisant également foi. Le texte en langue anglaise prévaudra en cas de divergence d'interprétation.

Pour l'Union économique belgo-luxembourgeoise:

Pour le Gouvernement de la  
République fédérale  
démocratique d'Ethiopie:

Le Gouvernement du  
Royaume de Belgique:  
*Royaume de Belgique:*



Robert DEVRIESE,  
Ministre plénipotentiaire

Le Gouvernement du  
Grand-Duché de Luxembourg:  
*Grand-Duché de Luxembourg:*



Alphonse BERNIS,  
Ambassadeur extraordinaire  
et plénipotentiaire



Berhane GEBRE-CRISTOS,  
Ambassadeur

Pour le Gouvernement wallon:



Robert DEVRIESE,  
Ministre plénipotentiaire

Pour le Gouvernement flamand:



Diane VERSTRAETEN,  
Secrétaire général,  
Département flamand des  
Affaires étrangères

Pour le Gouvernement de la  
Région de Bruxelles-Capitale:



Robert DEVRIESE,  
Ministre plénipotentiaire

\*

## ACCORD

### entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et le Gouvernement de l'Etat du Qatar concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements

*Le Royaume de Belgique,*

*la Région wallonne,*

*la Région flamande,*

*et la Région de Bruxelles-Capitale,*

ainsi que

*le Grand-Duché de Luxembourg,*

d'une part, et

*le Gouvernement de l'Etat du Qatar,*

d'autre part,

(ci-après dénommés les «Parties contractantes»),

Désireux de renforcer leur coopération économique en créant des conditions favorables à la réalisation d'investissements par des investisseurs de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante, SONT CONVENU de ce qui suit:

#### Article 1

#### Définitions

Pour l'application du présent Accord:

1. Le terme «investisseurs» désigne:

- a) les «nationaux», c'est-à-dire toute personne physique qui, selon la législation du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg ou de l'Etat du Qatar est considérée comme citoyen du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg ou de l'Etat du Qatar respectivement;
- b) les «sociétés», c'est-à-dire les personnes morales – entre autres le Gouvernement et les organismes gouvernementaux, les sociétés de capitaux, entreprises, firmes ou associations commerciales – constituées conformément à la législation du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg ou de l'Etat du Qatar et ayant leur siège social sur le territoire du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg ou de l'Etat du Qatar respectivement.

2. Le terme «investissements» désigne tout élément d'actif quelconque et tout apport direct ou indirect en numéraire, en nature ou en services, investi ou réinvesti dans tout secteur d'activité économique, quel qu'il soit. Sont considérés notamment, mais non exclusivement, comme des investissements au sens du présent Accord:

- a) les biens meubles et immeubles ainsi que tous autres droits réels tels que hypothèques, privilèges, gages, usufruit et droits similaires;
- b) les actions, parts sociales et toutes autres formes de participations dans le capital de sociétés constituées sur le territoire de l'une des Parties contractantes;
- c) les obligations, créances et droits à toutes prestations ayant une valeur économique;
- d) les droits d'auteur, les droits de propriété industrielle, les procédés techniques, les noms déposés et le fonds de commerce;
- e) les concessions de droit public ou contractuelles, notamment celles relatives à la prospection, la mise en valeur, l'extraction ou l'exploitation de ressources naturelles.

Aucune modification de la forme juridique dans laquelle les avoirs et capitaux ont été investis ou réinvestis n'affectera leur qualité d'«investissements» au sens du présent Accord.

3. Le terme «revenus» désigne les sommes produites par un investissement et notamment, mais non exclusivement, les bénéfices, intérêts, accroissements de capital, dividendes, royalties ou indemnités.

4. Le terme «territoire» s'applique:

- a) au territoire du Royaume de Belgique et au territoire du Grand-Duché de Luxembourg, ainsi qu'aux zones maritimes, c'est-à-dire les zones marines et sous-marines qui s'étendent au-delà des eaux territoriales du Royaume de Belgique et sur lesquelles celui-ci exerce, conformément au droit international, ses droits souverains et sa juridiction aux fins d'exploration, d'exploitation et de conservation des ressources naturelles;

- b) au territoire de l'Etat du Qatar, à savoir le territoire terrestre de l'Etat du Qatar, les eaux intérieures et territoriales, y compris les fonds marins et leur sous-sol, l'espace aérien au-dessus, la zone économique exclusive et le plateau continental, sur lesquels l'Etat du Qatar exerce sa souveraineté et ses droits souverains, conformément aux dispositions du droit international et aux lois et règlements nationaux du Qatar.
5. L'expression «*législation en matière d'environnement*» désigne les lois et règlements en vigueur sur le territoire de chacune des Parties contractantes, ou toute disposition contenue dans ces lois et règlements, qui visent principalement la protection de l'environnement, ou la prévention de tout danger pour la vie ou la santé des hommes, des animaux ou des plantes par les moyens suivants:
- a) prévention, réduction ou contrôle des rejets, déversements ou émissions de substances polluantes ou de produits contaminateurs pour l'environnement;
  - b) contrôle des produits chimiques, substances, matériaux et déchets dangereux ou toxiques pour l'environnement et diffusion des informations y relatives;
  - c) protection ou conservation de la flore et de la faune sauvages, y compris les espèces menacées d'extinction, leur habitat, et les zones naturelles spécialement protégées sur le territoire des Parties contractantes.
6. L'expression «*législation du travail*» désigne les lois et règlements en vigueur sur le territoire de chacune des Parties contractantes, ou toute disposition contenue dans ces lois et règlements, ayant un rapport direct avec les droits universellement reconnus des travailleurs énumérés ci-dessous:
- a) le droit d'association;
  - b) le droit d'organisation et de négociation collective;
  - c) l'interdiction de recourir à quelque forme de travail forcé ou obligatoire que ce soit;
  - d) un âge minimum d'admission des enfants à l'emploi;
  - e) des conditions de travail acceptables en ce qui concerne le salaire minimum et la durée du travail, ainsi que la sécurité et la santé des travailleurs.

#### *Article 2*

##### **Promotion des investissements**

1. Chacune des Parties contractantes encouragera les investissements sur son territoire par des investisseurs de l'autre Partie contractante et admettra lesdits investissements en conformité avec sa législation.
2. Chaque Partie contractante autorisera la conclusion et l'exécution de contrats de licence et de conventions d'assistance commerciale, administrative ou technique, pour autant que ces activités aient un rapport avec les investissements.

#### *Article 3*

##### **Protection des investissements**

1. Tous les investissements effectués par des investisseurs de l'une des Parties contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre Partie contractante, d'un traitement juste et équitable.
2. Sous réserve des mesures nécessaires au maintien de l'ordre public, ces investissements jouiront d'une sécurité et d'une protection constantes, excluant toute mesure injustifiée ou discriminatoire qui pourrait entraver, en droit ou en fait, la gestion, l'entretien, l'utilisation, la jouissance ou la liquidation desdits investissements.

#### *Article 4*

##### **Traitement national et nation la plus favorisée**

1. Chaque Partie contractante accordera aux investissements des investisseurs de l'autre Partie contractante un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui qu'elle accorde aux investissements de ses propres investisseurs ou des investisseurs de tout Etat tiers.
2. En outre, chaque Partie contractante accordera aux investisseurs de l'autre Partie contractante, également en ce qui concerne les revenus de leurs investissements, un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui qu'elle accorde aux investisseurs de tout Etat tiers.
3. En ce qui concerne l'exploitation, la gestion, l'entretien, l'utilisation, la jouissance, la vente ou toute autre forme d'aliénation des investissements, chaque Partie contractante accordera sur son territoire aux investisseurs de l'autre Partie contractante un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui qu'elle accorde à ses propres investisseurs ou aux investisseurs de tout Etat tiers, si ce traitement est plus favorable.
4. Pareil traitement ne s'étendra pas aux privilèges qu'une Partie contractante accorde aux investisseurs d'un Etat tiers, en vertu de sa participation ou de son association à une zone de libre échange, une union douanière, un marché commun ou à toute autre forme d'organisation économique régionale.
5. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux matières fiscales.

*Article 5***Environnement**

1. Reconnaissant que chaque Partie contractante a le droit de fixer son propre niveau de protection de l'environnement et de définir ses politiques et priorités en matière d'environnement et de développement, ainsi que d'adopter ou de modifier en conséquence ses lois ad hoc, chacune des Parties contractantes veillera à ce que sa législation garantisse un haut niveau de protection de l'environnement et mettra tout en œuvre en vue d'améliorer constamment ladite législation.
2. Les Parties contractantes reconnaissent qu'il n'est pas approprié d'assouplir la législation nationale en matière d'environnement aux fins d'encourager les investissements. A cet égard, chacune des Parties contractantes veillera à ce qu'il ne soit pas accordé d'exemption ni dérogé d'aucune autre façon à ladite législation, pas plus qu'il ne soit offert de possibilité d'exemption ou autre dérogation aux fins d'encourager la constitution, l'entretien ou l'expansion d'un investissement sur son territoire.
3. Les Parties contractantes réaffirment les engagements auxquels elles ont souscrit dans le cadre d'accords internationaux en matière d'environnement. Elles veilleront à ce que lesdits engagements soient pleinement reconnus et appliqués dans leur législation nationale.
4. Les parties reconnaissent que la coopération mutuelle leur offre des possibilités accrues d'amélioration des normes de protection de l'environnement. A la demande de l'une des parties, l'autre partie acceptera que les représentants de leurs gouvernements se réunissent à des fins de consultations sur toute matière tombant dans le domaine d'application du présent article.

*Article 6***Travail**

1. Reconnaissant que chaque Partie contractante a le droit de fixer ses propres normes de protection du travail et d'adopter ou de modifier en conséquence ses lois ad hoc, chacune des Parties contractantes veillera à ce que sa législation fixe des normes de travail conformes aux droits universellement reconnus des travailleurs énoncés au paragraphe 6 de l'Article 1 et n'aura de cesse d'améliorer lesdites normes.
2. Les Parties contractantes reconnaissent qu'il n'est pas approprié d'assouplir la législation nationale du travail aux fins d'encourager les investissements. A cet égard, chacune des Parties contractantes veillera à ce qu'il ne soit pas accordé d'exemption ni dérogé d'aucune autre façon à ladite législation, pas plus qu'il ne soit offert de possibilité d'exemption ou autre dérogation aux fins d'encourager la constitution, l'entretien ou l'expansion d'un investissement sur son territoire.
3. Les Parties contractantes réaffirment leurs obligations en tant que membres de l'Organisation internationale du Travail ainsi que leurs engagements en vertu de la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux du travail et de son suivi. Les Parties contractantes veilleront à ce que lesdits principes et droits universellement reconnus des travailleurs énoncés au paragraphe 6 de l'Article 1 soient reconnus et protégés dans leur législation nationale.
4. Les parties reconnaissent que la coopération mutuelle leur offre des possibilités accrues d'amélioration des normes de protection du travail. A la demande de l'une des Parties contractantes, l'autre partie acceptera que les représentants de leurs gouvernements se réunissent à des fins de consultations sur toute matière tombant dans le domaine d'application du présent article.

*Article 7***Mesures privatives et restrictives de propriété**

1. Chacune des Parties contractantes s'engage à ne prendre aucune mesure d'expropriation ou de nationalisation ni aucune autre mesure dont l'effet est de déposséder directement ou indirectement les investisseurs de l'autre Partie contractante des investissements qui leur appartiennent sur son territoire.
2. Si des impératifs d'utilité publique, de sécurité ou d'intérêt national justifient une dérogation au paragraphe 1, les conditions suivantes devront être remplies:
  - a) les mesures seront prises selon une procédure légale;
  - b) elles ne seront ni discriminatoires, ni contraires à un engagement spécifique;
  - c) elles seront assorties de dispositions prévoyant le paiement d'une indemnité adéquate et effective.
3. Le montant des indemnités correspondra à la valeur effective des investissements à la veille du jour où les mesures ont été prises ou rendues publiques.
 

Lesdites indemnités seront réglées dans la monnaie de l'Etat dont l'investisseur est ressortissant ou en toute autre monnaie convertible. Elles seront versées sans délai injustifié et seront librement transférables. Elles porteront intérêt au taux commercial normal depuis la date de la fixation de leur montant jusqu'à celle de leur paiement.
4. Les investisseurs de l'une des Parties contractantes dont les investissements auraient subi des dommages dus à une guerre ou à tout autre conflit armé, révolution, état d'urgence nationale ou révolte survenu sur le territoire de l'autre Partie contractante, bénéficieront, de la part de cette dernière, d'un traitement au moins égal à celui accordé aux investisseurs de la nation la plus favorisée en ce qui concerne les restitutions, indemnisations, compensations ou autres dédommagements.

*Article 8***Transferts**

1. Chaque Partie contractante accordera aux investisseurs de l'autre Partie contractante le libre transfert de tous les paiements relatifs à un investissement, et notamment:
  - a) des sommes destinées à établir, à maintenir ou à développer l'investissement;
  - b) des sommes destinées au règlement d'obligations contractuelles, y compris les sommes nécessaires au remboursement d'emprunts, les redevances et autres paiements découlant de licences, franchises, concessions et autres droits similaires, ainsi que les rémunérations du personnel expatrié;
  - c) des revenus des investissements;
  - d) du produit de la liquidation totale ou partielle des investissements, y compris les plus-values ou augmentations du capital investi;
  - e) des indemnités payées en exécution de l'article 7.
2. Les nationaux de chacune des Parties contractantes autorisés à travailler au titre d'un investissement sur le territoire de l'autre Partie contractante seront également autorisés à transférer une quotité appropriée de leur rémunération dans leur pays d'origine.
3. Sauf convention contraire entre les parties, les transferts de devises seront autorisés dans la monnaie de l'investissement d'origine ou en toute autre monnaie convertible. Ces transferts auront lieu au taux de change du marché applicable à la date de ceux-ci.
4. Chacune des Parties contractantes effectuera les transferts sans délai injustifié et sans autres charges que les frais bancaires usuels.

*Article 9***Subrogation**

1. Si l'une des Parties contractantes ou un organisme public de celle-ci paie des indemnités à ses propres investisseurs en vertu d'une garantie donnée au titre d'un investissement, l'autre Partie contractante reconnaîtra que les droits des investisseurs sont transférés à la Partie contractante ou à l'organisme public concerné, en leur qualité d'assureur.
2. En ce qui concerne les droits transférés, l'autre Partie contractante pourra faire valoir à l'égard de l'assureur subrogé dans les droits des investisseurs indemnisés, les obligations qui incombent légalement ou contractuellement à ces derniers.

*Article 10***Règles applicables**

Lorsqu'une question relative aux investissements est régie à la fois par le présent Accord et par la législation nationale de l'une des Parties contractantes ou par des conventions internationales en vigueur actuellement ou contractées dans l'avenir par les Parties, les investisseurs de l'autre Partie contractante pourront se prévaloir des dispositions qui leur sont les plus favorables.

*Article 11***Accords particuliers**

1. Les investissements ayant fait l'objet d'un accord particulier entre l'une des Parties contractantes et des investisseurs de l'autre Partie seront régis par les dispositions du présent Accord et par celles de cet accord particulier.
2. Chacune des Parties contractantes s'engage à assurer à tout moment le respect des obligations qu'elle aura contractées à l'égard des investisseurs de l'autre Partie contractante.

*Article 12***Règlement des différends entre une Partie contractante et un investisseur de l'autre Partie contractante**

1. Tout différend dans le cadre du présent Accord, qui découle directement d'un investissement et survient entre l'une des Parties contractantes et un investisseur de l'autre Partie contractante sera réglé à l'amiable entre les parties au différend.
2. A défaut de règlement amiable par arrangement direct entre les parties au différend ou par conciliation par la voie diplomatique dans les six mois à compter de sa notification, le différend sera soumis, au choix de l'investisseur, soit à la juridiction compétente de l'Etat où l'investissement a été réalisé, soit à l'arbitrage international.

A cette fin, chacune des Parties contractantes donne son consentement anticipé et irrévocable à ce que tout différend soit soumis à cet arbitrage. Ce consentement implique qu'elles renoncent à exiger l'épuisement des recours administratifs ou judiciaires internes.

3. En cas de recours à l'arbitrage international, le différend sera soumis à l'un des organismes d'arbitrage désignés ci-après, au choix de l'investisseur:

- a) à un tribunal d'arbitrage ad hoc, établi selon les règles d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le Droit Commercial International (C.N.U.D.C.I.);
- b) au Centre international pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements (C.I.R.D.I.), créé par «la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats», ouverte à la signature à Washington, le 18 mars 1965, lorsque chaque Etat partie au présent Accord sera membre de celle-ci. Aussi longtemps que cette condition n'est pas remplie, chacune des Parties contractantes consent à ce que le différend soit soumis à l'arbitrage conformément au règlement du Mécanisme supplémentaire du C.I.R.D.I.

Si la procédure d'arbitrage a été introduite à l'initiative d'une Partie contractante, celle-ci invitera par écrit l'investisseur concerné à désigner l'organisme d'arbitrage qui devra être saisi du différend.

4. Le tribunal d'arbitrage ad hoc visé au paragraphe 3 a) sera constitué de la manière suivante:

- a) Chaque partie au différend désignera un arbitre, et les deux arbitres ainsi désignés désigneront d'un commun accord un troisième arbitre, qui sera un ressortissant d'un Etat tiers et qui sera désigné comme président du tribunal par les deux parties. Tous les arbitres devront être désignés dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle l'une des Parties a fait part à l'autre partie de son intention de soumettre le différend à l'arbitrage.
- b) Si les délais stipulés au paragraphe 3 a) du présent Article n'ont pas été respectés, l'une ou l'autre Partie contractante, en l'absence de tout autre arrangement, invitera le Secrétaire général, le Secrétaire général adjoint de la Cour d'Arbitrage à la Haye à procéder aux nominations nécessaires.
- c) Le tribunal d'arbitrage ad hoc prendra ses décisions à la majorité des voix. Lesdites décisions seront définitives et obligatoires pour les parties et seront appliquées conformément au droit national de la Partie contractante au différend. Elles seront prises conformément aux dispositions du présent Accord et aux lois de la Partie contractante au différend.
- d) Le tribunal interprétera sa sentence et indiquera le fondement de sa décision et la motivera à la demande de l'une ou l'autre partie. Sauf convention contraire entre les parties, l'arbitrage aura lieu à la Haye (Pays-Bas).

Sous réserve des dispositions ci-dessus, le tribunal appliquera les règles d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le Droit Commercial International (C.N.U.D.C.I.), 1976.

5. Aucune des Parties contractantes, partie à un différend, ne soulevra d'objection, à aucun stade de la procédure d'arbitrage ni de l'exécution d'une sentence d'arbitrage, du fait que l'investisseur, partie adverse au différend, aurait perçu une indemnité couvrant tout ou partie de ses pertes en exécution d'une police d'assurance ou de la garantie prévue à l'article 9 du présent Accord.

6. Les sentences d'arbitrage seront définitives et obligatoires pour les parties au différend. Chaque Partie contractante s'engage à exécuter les sentences en conformité avec sa législation nationale.

#### Article 13

##### ***Différends entre les Parties contractantes concernant l'interprétation ou l'application du présent Accord***

1. Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'exécution du présent Accord sera réglé, si possible, par la voie diplomatique.

2. A défaut de règlement par la voie diplomatique, le différend sera soumis à une commission mixte, composée de représentants des deux Parties; celle-ci se réunira à la demande de la Partie la plus diligente et sans délai injustifié.

3. Si la commission mixte ne peut régler le différend, celui-ci sera soumis, à la demande de l'une ou l'autre Partie contractante, à un tribunal arbitral constitué, pour chaque cas particulier, de la manière suivante:

Chaque Partie contractante désignera un arbitre dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle l'une des Parties contractantes a fait part à l'autre de son intention de soumettre le différend à l'arbitrage. Dans les deux mois suivant leur désignation, les deux arbitres désigneront d'un commun accord un ressortissant d'un Etat tiers qui exercera la fonction de président du tribunal arbitral.

Si ces délais n'ont pas été observés, l'une ou l'autre Partie contractante invitera le Président de la Cour Internationale de Justice à procéder à la nomination ou aux nominations nécessaire(s).

Si le Président de la Cour Internationale de Justice est ressortissant de l'une ou l'autre Partie contractante ou d'un Etat avec lequel l'une ou l'autre Partie contractante n'entretient pas de relations diplomatiques, ou si, pour une autre raison, il est empêché d'exercer cette fonction, le Vice-Président de la Cour Internationale de Justice sera invité à procéder à la nomination ou aux nominations nécessaire(s).

4. Le tribunal ainsi constitué fixera ses propres règles de procédure. Ses décisions seront prises à la majorité des voix; elles seront définitives et obligatoires pour les Parties contractantes.

5. Chaque Partie contractante supportera les frais liés à la désignation de son arbitre. Le tribunal pourra toutefois stipuler dans sa décision qu'une part plus importante de ces frais sera supportée par une des deux Parties contractantes et cette décision sera obligatoire pour les deux Parties contractantes. Le tribunal fixera ses propres règles de procédure.

*Article 14*

**Investissements antérieurs**

Le présent Accord s'appliquera également aux investissements effectués avant son entrée en vigueur par les investisseurs de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante en conformité avec les lois et règlements de cette dernière.

*Article 15*

**Entrée en vigueur et durée**

1. Le présent Accord entrera en vigueur un mois à compter de la date à laquelle les Parties contractantes auront échangé leurs instruments de ratification. Il restera en vigueur pour une période de dix ans.

A moins que l'une des Parties contractantes ne le dénonce au moins six mois avant l'expiration de sa période de validité, il sera chaque fois reconduit tacitement pour une nouvelle période de dix ans, chaque Partie contractante se réservant le droit de le dénoncer par une notification introduite au moins six mois avant la date d'expiration de la période de validité en cours.

2. Même en cas de dénonciation du présent Accord conformément au paragraphe (1) du présent article, il continuera à s'appliquer aux investissements dont la réalisation ou l'acquisition sont antérieurs à la date d'expiration du présent Accord, pour une période de dix ans à compter de la date d'expiration.

EN FOI DE QUOI, les représentants soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

FAIT à Doha, le 6 novembre 2007, en deux exemplaires originaux, chacun en langues française, néerlandaise, arabe et anglaise, tous les textes faisant également foi. Le texte en langue anglaise prévaudra en cas de divergence d'interprétation.

*Pour l'Union économique  
belgo-luxembourgeoise:*

*Pour le Royaume  
de Belgique:*

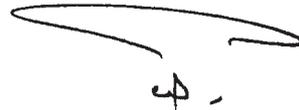


S.E. Ministre  
Marc VERWILGHEN,  
Ministre Fédéral de l'Economie,  
de l'Energie, du Commerce Extérieur  
et de la Politique Scientifique

*Pour le Grand-Duché  
de Luxembourg:*



*Pour le Gouvernement  
de l'Etat du Qatar:*

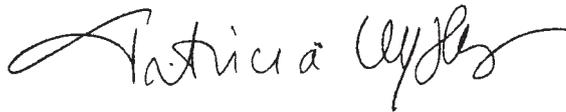


S.E. Ministre  
Yousuf Hussein KAMAL,  
Ministre des Finances et  
Ministre f.f. de l'Economie  
et du Commerce

Pour la Région wallonne:



Pour la Région flamande:



S.E. Ministre  
Patricia CEYSENS,  
Ministre flamande de l'Economie,  
de l'Energie, du Commerce Extérieur  
et de la Politique Scientifique

Pour la Région  
de Bruxelles-Capitale:



\*

**ACCORD****entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et le Gouvernement de la République de Corée concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements**

*Le Gouvernement du Royaume de Belgique,*

*le Gouvernement wallon,*

*le Gouvernement flamand,*

*le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,*

ainsi que

*le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg,*

d'une part, et

*le Gouvernement de la République de Corée,*

d'autre part,

(ci-après dénommés les «Parties contractantes»),

Désireux de créer des conditions favorables au développement des investissements des investisseurs de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante, sur la base des principes d'égalité et de bénéfice mutuel,

Reconnaissant que l'encouragement et la protection des investissements sur la base du présent Accord auront pour effet de stimuler l'initiative commerciale individuelle et d'accroître la prospérité des deux Etats,

Reconnaissant que chaque Partie contractante a le droit de fixer son propre niveau de protection de l'environnement, de définir ses politiques et priorités en matière de développement et ses propres normes de protection du travail, ainsi que d'adopter ou de modifier en conséquence sa législation en matière d'environnement et de travail,

Considérant qu'aucune des Parties contractantes ne modifiera ou n'assouplira sa législation nationale en matière d'environnement ou de travail d'une manière qui porte atteinte aux droits universellement reconnus des travailleurs aux fins d'encourager les investissements ou l'entretien ou l'expansion des investissements qui seront réalisés sur son territoire,

SONT CONVENU de ce qui suit:

*Article 1*

**Définitions**

Pour l'application du présent Accord:

1. Le terme «investissements» désigne tout élément d'actif quelconque détenu ou contrôlé, directement ou indirectement, par tout investisseur de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante, et notamment, mais non exclusivement:
  - (a) les biens meubles et immeubles ainsi que tous autres droits de propriété tels qu'hypothèques, privilèges, baux ou gages,
  - (b) les actions, parts et obligations et toutes autres formes de participations, même minoritaires, dans le capital d'une société ou d'une entreprise commerciale ainsi que les droits ou intérêts qui en découlent,
  - (c) les créances et droits à toutes prestations contractuelles ayant une valeur économique,
  - (d) les droits de propriété intellectuelle, y compris les droits d'auteur, les brevets, les marques de commerce, les noms déposés, les dessins industriels, les procédés techniques, les secrets commerciaux, le savoir-faire et le fonds de commerce, et
  - (e) les concessions commerciales ayant une valeur économique accordées par la loi ou en vertu d'un contrat, notamment celles relatives à la prospection, la culture, l'extraction ou l'exploitation de ressources naturelles.

Aucune modification de la forme dans laquelle les avoirs ont été investis ou réinvestis n'affectera leur qualité d'investissements.
2. Le terme «revenus» désigne les sommes produites par les investissements et notamment, mais non exclusivement, les bénéfices, intérêts, accroissements de capital, dividendes, royalties et tous types d'indemnités.
3. Le terme «investisseurs» désigne toute personne physique ou morale de l'une des Parties contractantes qui investit sur le territoire de l'autre Partie contractante:
  - (a) Le terme «personne physique» désigne toute personne physique ayant la nationalité du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg, ou de la République de Corée, conformément à leurs lois respectives, et

- (b) Le terme «personne morale» désigne toutes entités telles que les entreprises, institutions publiques, autorités, fondations, sociétés de personnes, firmes, établissements, organisations, sociétés de capitaux ou associations établis ou constitués conformément aux lois et règlements du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg, ou de la République de Corée.
4. Le terme «territoire» désigne respectivement le territoire du Royaume de Belgique, le territoire du Grand-Duché de Luxembourg, ou le territoire de la République de Corée, ainsi que leurs zones maritimes, y compris les fonds marins et leur sous-sol, adjacentes à la limite extérieure de la mer territoriale, sur lesquelles l'Etat concerné exerce, conformément au droit international, ses droits souverains et sa juridiction aux fins d'exploration et d'exploitation des ressources naturelles desdites zones; et
5. Le terme «monnaie librement convertible» désigne toute monnaie couramment employée pour régler des transactions internationales et couramment échangée sur les principaux marchés des changes internationaux.

#### Article 2

##### **Promotion et protection des investissements**

1. Chacune des Parties contractantes encouragera les investissements sur son territoire, créera des conditions favorables à leur réalisation par des investisseurs de l'autre Partie contractante et admettra lesdits investissements en conformité avec ses lois et règlements.
2. Les investissements effectués par des investisseurs de l'une des Parties contractantes bénéficieront en tout temps d'un traitement juste et équitable et jouiront, sur le territoire de l'autre Partie contractante, d'une protection et d'une sécurité entières et constantes.
3. Aucune Partie contractante n'entravera, par des mesures arbitraires ou discriminatoires, l'exploitation, la gestion, l'entretien, l'utilisation, la jouissance ou l'aliénation des investissements réalisés sur son territoire par des investisseurs de l'autre Partie contractante.

#### Article 3

##### **Traitement des investissements**

1. Chaque Partie contractante accordera aux investissements et aux revenus des investisseurs de l'autre Partie contractante sur son territoire un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui qu'elle accorde aux investissements et aux revenus de ses propres investisseurs ou aux investissements et aux revenus des investisseurs de tout Etat tiers, suivant le traitement le plus favorable aux investisseurs concernés.
2. En ce qui concerne l'exploitation, la gestion, l'entretien, l'utilisation, la jouissance et la vente ou toute autre forme d'aliénation des investissements, chaque Partie contractante accordera sur son territoire aux investisseurs de l'autre Partie contractante un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui qu'elle accorde à ses propres investisseurs ou aux investisseurs de tout Etat tiers, suivant le traitement le plus favorable aux investisseurs concernés.
3. Pareil traitement ne s'étendra pas aux privilèges accordés par l'une ou l'autre Partie Contractante aux investisseurs d'Etats tiers, en vertu de sa participation ou de son association actuelle ou future à une union douanière ou économique, un marché commun ou une zone de libre échange ou à un accord international analogue.
4. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article ne pourront être interprétées comme obligeant une Partie contractante à étendre aux investissements des investisseurs de l'autre Partie contractante le bénéfice de tout traitement, préférence ou privilège résultant de tout accord ou arrangement international concernant principalement ou exclusivement l'imposition, notamment tout accord tendant à éviter la double imposition.

#### Article 4

##### **Indemnisation des pertes**

Les investisseurs de l'une des Parties contractantes dont les investissements auraient subi des pertes dues à une guerre ou à tout autre conflit armé, état d'urgence national, révolte, insurrection, émeute ou toute autre situation analogue survenant sur le territoire de l'autre Partie contractante, bénéficieront, de la part de cette dernière, d'un traitement, en ce qui concerne les restitutions, indemnisations, compensations ou autres types de dédommagements, qui ne sera pas moins favorable que celui accordé par cette dernière Partie contractante à ses propres investisseurs ou aux investisseurs de tout Etat tiers. Les paiements en découlant seront librement transférables, sans retard injustifié.

*Article 5***Expropriation**

1. Les investissements des investisseurs de chacune des Parties contractantes ne seront ni nationalisés, ni expropriés, ni soumis à quelque autre mesure ayant un effet équivalent à une nationalisation ou à une expropriation (désignée ci-après sous le terme d'«expropriation») sur le territoire de l'autre Partie contractante, si ce n'est dans l'intérêt public et moyennant le paiement sans délai d'une indemnité adéquate et effective. Les expropriations seront réalisées sur une base non discriminatoire et selon une procédure légale.
2. Le montant des indemnités correspondra à la juste valeur marchande des investissements expropriés immédiatement avant le moment où la décision d'expropriation a été prise ou l'intention d'exproprier a été rendue publique, suivant la première situation qui se présente; les indemnités porteront intérêt au taux commercial applicable depuis la date de l'expropriation jusqu'à celle de leur paiement, elles seront versées sans retard injustifié, seront effectivement réalisables et librement transférables. Tant en ce qui concerne l'expropriation que l'indemnisation, le traitement accordé ne sera pas moins favorable que celui que la Partie contractante concernée accorde à ses propres investisseurs ou aux investisseurs de tout Etat tiers.
3. Les investisseurs de l'une des Parties contractantes lésés en raison de l'expropriation seront autorisés à demander le réexamen dans les plus brefs délais, par une autorité judiciaire ou par toute autre autorité indépendante de l'autre Partie contractante, de leur cas et de l'évaluation des investissements, conformément aux principes énoncés dans le présent article.
4. Lorsqu'une Partie contractante exproprie les avoirs d'une société établie ou constituée conformément à ses lois et règlements, dans laquelle des investisseurs de l'autre Partie contractante détiennent des actions, des obligations ou d'autres formes de participations, les dispositions du présent Article seront d'application.

*Article 6***Transferts**

1. Chaque Partie contractante garantira aux investisseurs de l'autre Partie contractante le libre transfert de leurs investissements et de leurs revenus. Lesdits transferts comprendront notamment, mais non exclusivement:
  - (a) les bénéfices nets, accroissements de capital, dividendes, intérêts, royalties, indemnités et tous autres revenus courants des investissements,
  - (b) le produit de la vente ou de la liquidation totale ou partielle des investissements,
  - (c) les sommes nécessaires au remboursement d'emprunts ayant un rapport avec les investissements,
  - (d) les rémunérations des nationaux de l'autre Partie contractante autorisés à travailler dans le cadre des investissements sur son territoire,
  - (e) les sommes supplémentaires nécessaires à l'entretien ou à l'expansion des investissements existants,
  - (f) les sommes destinées à la gestion de l'investissement sur le territoire de l'autre Partie contractante ou d'un Etat tiers, et
  - (g) les indemnités payées en exécution des Articles 4 et 5.
2. Tous les transferts en vertu du présent Accord seront effectués en monnaie librement convertible, sans restriction ni retard injustifié, au taux de change du marché applicable à la date du transfert.
3. Nonobstant toute disposition contraire du présent Accord, chacune des Parties contractantes pourra, conformément à ses lois et règlements, adopter ou maintenir des mesures incompatibles avec ses obligations au titre du présent Article:
  - (a) en cas de graves difficultés, ou de menace de graves difficultés au niveau de la balance des paiements ou de la situation financière extérieure, ou
  - (b) lorsque, dans des circonstances exceptionnelles, des mouvements de capitaux entraînent ou risquent d'entraîner de graves difficultés en matière de gestion macroéconomique, notamment sur le plan de la politique monétaire et des changes.
4. Les mesures visées au paragraphe 3 ci-dessus:
  - (a) seront conformes aux statuts du Fonds monétaire international,
  - (b) n'iront pas au-delà de ce qui est nécessaire pour faire face aux circonstances décrites au paragraphe 3 ci-dessus,
  - (c) seront temporaires et seront supprimées dès que la situation le permettra,
  - (d) seront notifiées sans délai à l'autre Partie contractante.

*Article 7***Subrogation**

1. Si l'une des Parties contractantes ou un organisme désigné par celle-ci paie des indemnités à ses propres investisseurs en vertu d'un cautionnement donné au titre d'investissements réalisés sur le territoire de l'autre Partie contractante, cette autre Partie contractante reconnaîtra:

- (a) la cession, par disposition légale ou au moyen d'un acte juridique dans l'Etat concerné, à la première Partie contractante ou à l'organisme désigné par celle-ci, de tous droits ou créances appartenant aux investisseurs, de même que,
- (b) la première Partie Contractante ou l'organisme désigné par celle-ci a le droit, en vertu de la subrogation, d'exercer les droits et de faire valoir les créances appartenant auxdits investisseurs.

2. Les droits ou créances transférés ne seront pas plus étendus que les droits ou créances initiaux des investisseurs.

*Article 8***Règlement des différends relatifs aux investissements entre une Partie contractante et un investisseur de l'autre Partie contractante**

1. Tout différend survenant entre l'une des Parties contractantes et un investisseur de l'autre Partie contractante en raison d'une violation présumée d'une obligation découlant du présent Accord, y compris dans le cadre d'une mesure d'expropriation ou de nationalisation des investissements, fera l'objet d'une notification écrite de la part de la partie la plus diligente et sera, si possible, réglé à l'amiable entre les parties aux différends. La notification sera accompagnée d'un aide-mémoire suffisamment détaillé.

2. Les voies de recours nationales prévues par les lois et règlements de l'une des Parties contractantes sur le territoire de laquelle l'investissement a été réalisé seront ouvertes aux investisseurs de l'autre Partie contractante sur la base d'un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui qui serait accordé aux investissements de ses propres investisseurs ou des investisseurs de tout Etat tiers, suivant le traitement le plus favorable aux investisseurs concernés.

3. A défaut de règlement du différend dans les six (6) mois de la date à laquelle il a été soulevé par l'une des parties, et si l'investisseur renonce au droit d'utiliser l'une ou l'autre des voies de recours visées au paragraphe 2 du présent Article en ce qui concerne ce même différend, celui-ci sera soumis, à la demande de l'investisseur de la Partie contractante concernée:

- (a) au Centre international pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements (C.I.R.D.I.), créé par la Convention de Washington du 18 mars 1965 pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats, ou
- (b) au Mécanisme supplémentaire du Centre, s'il ne peut être fait appel au C.I.R.D.I., ou
- (c) au règlement d'arbitrage de la C.N.U.D.C.I., ou
- (d) à toute autre institution d'arbitrage ou à tout autre règlement d'arbitrage, moyennant l'accord des deux parties au différend.

4. Nonobstant le fait que l'investisseur aurait soumis le différend à l'arbitrage international conformément au paragraphe 3, il pourra intenter une procédure d'injonction provisoire ne comportant pas le paiement de dommages-intérêts, devant les tribunaux judiciaires ou administratifs de la Partie contractante partie au différend, en vue de la préservation de ses droits et de ses intérêts.

5. Chacune des Parties contractantes consent par la présente disposition à ce que le différend soit soumis à l'arbitrage conformément aux procédures énoncées dans le présent Accord. Ce consentement implique que les deux Parties renoncent à exiger l'épuisement de tous les recours administratifs ou judiciaires internes.

6. Les sentences rendues en matière d'arbitrage international en exécution du présent Article seront définitives et obligatoires pour les parties au différend. Chaque Partie contractante s'engage à reconnaître et à exécuter les sentences en conformité avec ses lois et règlements applicables.

7. L'investisseur ne sera pas autorisé à soumettre un différend à l'arbitrage conformément au présent Article si plus de cinq années se sont écoulées à compter de la date à laquelle l'investisseur a pris connaissance, ou aurait dû prendre connaissance des faits qui sont à l'origine du différend.

*Article 9***Règlement des différends entre les Parties contractantes**

1. Les différends entre les Parties contractantes relatifs à l'interprétation ou à l'application du présent Accord seront réglés, si possible, par voie de consultations ou par la voie diplomatique.

2. A défaut d'un règlement dans les six (6) mois, le différend sera soumis, à la demande de l'une ou de l'autre Partie contractante, à un tribunal arbitral ad hoc conformément aux dispositions du présent Article.

3. Ledit tribunal arbitral sera constitué, pour chaque cas particulier, de la manière suivante: Dans les deux (2) mois à compter de la réception de la demande d'arbitrage, chaque Partie contractante désignera un membre du tribunal. Ces deux membres choisiront alors un ressortissant d'un Etat tiers qui sera désigné comme Président du tribunal, moyennant l'accord des deux Parties contractantes. Le Président sera désigné dans les deux (2) mois à compter de la date à laquelle les deux autres membres ont été désignés.

4. Si les désignations n'ont pas eu lieu dans les délais spécifiés au paragraphe 3 du présent Article, l'une ou l'autre Partie contractante pourra demander au Président de la Cour Internationale de Justice de procéder aux nominations nécessaires. Si le Président de la Cour est ressortissant de l'une ou l'autre Partie contractante ou si, pour une autre raison, il est empêché d'exercer cette fonction, le Vice-Président sera invité à procéder aux nominations nécessaires. Si le Vice-Président de la Cour est lui aussi ressortissant de l'une ou l'autre Partie contractante, ou s'il est également empêché d'exercer cette fonction, le membre le plus élevé en rang de la Cour Internationale de Justice et qui n'est pas ressortissant de l'une ou l'autre Partie contractante sera invité à procéder aux nominations nécessaires.
5. Le tribunal arbitral prendra ses décisions à la majorité des voix. Ses décisions seront obligatoires pour les deux Parties contractantes.
6. Le tribunal arbitral fixera ses propres règles de procédure.
7. Chaque Partie contractante supportera les frais du membre qu'elle a désigné, ainsi que les frais de sa représentation dans la procédure d'arbitrage. Les frais du Président et les autres frais seront supportés à parts égales par les deux Parties contractantes. Le tribunal arbitral pourra toutefois stipuler dans sa décision qu'une part plus importante de ces frais sera supportée par une des deux Parties contractantes.

#### *Article 10*

#### **Application d'autres règles**

1. Lorsqu'une question est régie à la fois par le présent Accord et par une convention internationale à laquelle les deux Parties contractantes sont parties, ou par des principes généraux du droit international, aucune disposition du présent Accord n'aura pour effet d'empêcher l'une ou l'autre Partie contractante ou l'un de leurs investisseurs de tirer parti des règles qui leur sont les plus favorables.
2. Si le traitement accordé par l'une des Parties contractantes aux investisseurs de l'autre Partie contractante conformément à ses lois et règlements ou à d'autres dispositions ou contrats spécifiques est plus favorable que celui accordé en vertu du présent Accord, le traitement le plus favorable sera accordé.
3. Chacune des Parties contractantes respectera toute autre obligation écrite qui serait entrée en vigueur à l'égard des investissements réalisés sur son territoire par des investisseurs de l'autre Partie contractante.

#### *Article 11*

#### **Application de l'Accord**

Le présent Accord s'appliquera à tous les investissements, qu'ils aient été réalisés avant ou après son entrée en vigueur. Toutefois, le présent Accord ne s'appliquera pas aux différends relatifs aux investissements qui font l'objet d'une procédure de règlement des différends aux termes de l'Accord concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements entre le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Corée, signé le 20 décembre 1974 à Bruxelles. Ce dernier Accord continuera de s'appliquer auxdits investissements dans la mesure où il s'agit d'un différend visé ci-dessus.

#### *Article 12*

#### **Entrée en vigueur, durée et dénonciation**

1. Le présent Accord entrera en vigueur trente (30) jours après la date à laquelle les Parties contractantes se seront notifiées par écrit que leurs procédures légales respectives nécessaires à cet effet ont été accomplies.
2. Le présent Accord restera en vigueur pour une période de vingt (20) ans. A l'expiration de cette période, il restera en vigueur pour une durée indéterminée, à moins que l'une des Parties contractantes ne notifie par écrit à l'autre Partie contractante, un an avant l'expiration de ladite période, son intention de dénoncer l'Accord.
3. Les investissements effectués antérieurement à la date d'expiration du présent Accord continueront d'être régis par les dispositions des articles 1 à 11 pendant une nouvelle période de vingt (20) ans à compter de la date d'expiration.
4. A l'entrée en vigueur du présent Accord, l'Accord concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements entre le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Corée, signé le 20 décembre 1974 à Bruxelles, sera dénoncé et remplacé par le présent Accord.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

FAIT à Bruxelles, le 12 décembre 2006, en deux exemplaires originaux, chacun en langues française, néerlandaise, coréenne et anglaise, tous les textes faisant également foi. Le texte en langue anglaise prévaudra en cas de divergence d'interprétation.

*Pour l'Union économique belgo-luxembourgeoise:*

*Pour le Gouvernement de la  
République de Corée:*

*Le Gouvernement du  
Royaume de Belgique:  
Le Gouvernement wallon:  
Le Gouvernement flamand:  
Le Gouvernement de la Région  
de Bruxelles-Capitale:*

*Le Gouvernement du  
Grand-Duché de Luxembourg:*



\*

## ACCORD

### entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise, d'une part, et la République du Rwanda, d'autre part, concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements

*Le Royaume de Belgique,*

*la Région wallonne,*

*la Région flamande,*

*et la Région de Bruxelles-Capitale,*

ainsi que

*le Grand-Duché de Luxembourg,*

d'une part, et

*la République du Rwanda,*

d'autre part,

(ci-après dénommés les «Parties contractantes»),

Désireux de renforcer leur coopération économique en créant des conditions favorables à la réalisation d'investissements par des investisseurs de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante, SONT CONVENUS de ce qui suit:

#### Article 1

#### Définitions

Pour l'application du présent Accord:

1. Le terme «investisseurs» désigne:

- a) les «nationaux», c.-à-d. toute personne physique qui, selon la législation du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg ou de la République du Rwanda est considérée comme citoyen du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg ou de la République du Rwanda respectivement;
- b) les «sociétés», c.-à-d. toute personne morale constituée conformément à la législation du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg ou de la République du Rwanda et ayant son siège social sur le territoire du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg ou de la République du Rwanda respectivement.

2. Le terme «investissements» désigne tout élément d'actif quelconque et tout apport direct ou indirect, en nature ou en services, investi ou réinvesti dans tout secteur d'activité économique, quel qu'il soit.

Sont considérés notamment, mais non exclusivement, comme des investissements au sens du présent Accord:

- a) les biens meubles et immeubles ainsi que tous autres droits réels tels que hypothèques, privilèges, gages, usufruit et droits analogues;
- b) les actions, parts sociales et toutes autres formes de participations, même minoritaires ou indirectes, dans le capital de sociétés constituées sur le territoire de l'une des Parties contractantes;
- c) les obligations, créances et droits à toutes prestations ayant une valeur économique;
- d) les droits d'auteur, les droits de propriété industrielle, les procédés techniques, les noms déposés et le fonds de commerce;
- e) les concessions de droit public ou contractuelles, notamment celles relatives à la prospection, à la culture, à l'extraction ou à l'exploitation de ressources naturelles.

Aucune modification de la forme juridique dans laquelle les avoirs et capitaux ont été investis ou réinvestis n'affectera leur qualité d'investissements au sens du présent Accord.

3. Le terme «revenus» désigne les sommes produites par un investissement et notamment, mais non exclusivement, les bénéfices, intérêts, accroissements de capital, dividendes, royalties et indemnités.
4. Le terme «territoire» s'applique au territoire du Royaume de Belgique, au territoire du Grand-Duché de Luxembourg et à la République du Rwanda, ainsi qu'aux zones maritimes, c'est-à-dire les zones marines et sous-marines qui s'étendent au-delà des eaux territoriales du Royaume de Belgique et sur lesquelles celui-ci exerce, conformément au droit international, ses droits souverains et sa juridiction aux fins d'exploration, d'exploitation et de conservation des ressources naturelles.
5. L'expression «législation en matière d'environnement» désigne la législation des Parties contractantes, ou toute disposition contenue dans cette législation, qui vise principalement la protection de l'environnement, ou la prévention de tout danger pour la vie ou la santé des hommes, des animaux ou des plantes par les moyens suivants:

- a) prévention, réduction ou contrôle des rejets, déversements ou émissions de substances polluantes ou de produits contaminateurs pour l'environnement;
  - b) contrôle des produits chimiques, substances, matériaux et déchets dangereux ou toxiques pour l'environnement et diffusion des informations y relatives;
  - c) protection ou conservation de la flore et de la faune sauvages, y compris les espèces menacées d'extinction, leur habitat, et les zones naturelles spécialement protégées sur le territoire des Parties contractantes.
6. L'expression «*législation du travail*» désigne la législation du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg ou de la République du Rwanda, ou toute disposition contenue dans cette législation, ayant un rapport direct avec les droits universellement reconnus des travailleurs énumérés ci-dessous:
- a) le droit d'association;
  - b) le droit d'organisation et de négociation collective;
  - c) l'interdiction de recourir à quelque forme de travail forcé ou obligatoire que ce soit;
  - d) un âge minimum d'admission des enfants à l'emploi;
  - e) des conditions de travail acceptables en ce qui concerne le salaire minimum et la durée du travail, ainsi que la sécurité et la santé des travailleurs.

*Article 2*

**Promotion des investissements**

1. Chacune des Parties contractantes encouragera les investissements sur son territoire par des investisseurs de l'autre Partie contractante et admettra ces investissements en conformité avec sa législation.
2. En particulier, chaque Partie contractante autorisera la conclusion et l'exécution de contrats de licence et de conventions d'assistance commerciale, administrative ou technique, pour autant que ces activités aient un rapport avec les investissements.

*Article 3*

**Protection des investissements**

1. Tous les investissements effectués par des investisseurs de l'une des Parties contractantes, jouiront, sur le territoire de l'autre Partie contractante, d'un traitement juste et équitable.
2. Sous réserve des mesures nécessaires au maintien de l'ordre public, ces investissements jouiront d'une sécurité et d'une protection constantes, excluant toute mesure injustifiée ou discriminatoire qui pourrait entraver, en droit ou en fait, la gestion, l'entretien, l'utilisation, la jouissance ou la liquidation desdits investissements.

*Article 4*

**Traitement national et nation la plus favorisée**

1. Pour toutes les questions relatives au traitement des investissements, les investisseurs de chacune des Parties contractantes bénéficieront, sur le territoire de l'autre Partie, du traitement national et du traitement de la nation la plus favorisée.
2. En ce qui concerne l'exploitation, la gestion, l'entretien, l'utilisation, la jouissance, la vente ou toute autre forme d'aliénation des investissements, chaque Partie contractante accordera sur son territoire aux investisseurs de l'autre Partie contractante un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui qu'elle accorde à ses propres investisseurs ou aux investisseurs de tout Etat tiers, si ce traitement est plus favorable.
3. Pareil traitement ne s'étendra pas aux privilèges qu'une Partie contractante accorde aux investisseurs d'un Etat tiers, en vertu de sa participation ou de son association à une zone de libre échange, une union douanière, un marché commun ou à toute autre forme d'organisation économique régionale.
4. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux matières fiscales.

*Article 5*

**Environnement**

1. Reconnaissant que chaque Partie contractante a le droit de fixer son propre niveau de protection de l'environnement et de définir ses politiques et priorités en matière d'environnement et de développement, ainsi que d'adopter ou de modifier en conséquence ses lois ad hoc, chacune des Parties contractantes veillera à ce que sa législation garantisse un haut niveau de protection de l'environnement et mettra tout en œuvre en vue d'améliorer constamment ladite législation.

2. Les Parties contractantes reconnaissent qu'il n'est pas approprié d'assouplir la législation nationale en matière d'environnement aux fins d'encourager les investissements. A cet égard, chacune des Parties contractantes veillera à ce qu'il ne soit pas accordé d'exemption ni dérogé d'aucune autre façon à ladite législation, pas plus qu'il ne soit offert de possibilité d'exemption ou autre dérogation aux fins d'encourager la constitution, l'entretien ou l'expansion d'un investissement sur son territoire.

3. Les Parties contractantes réaffirment les engagements auxquels elles ont souscrit dans le cadre d'accords internationaux en matière d'environnement. Elles veilleront à ce que lesdits engagements soient pleinement reconnus et appliqués dans leur législation nationale.

4. Les parties reconnaissent que la coopération mutuelle leur offre des possibilités accrues d'amélioration des normes de protection de l'environnement. A la demande de l'une des parties, l'autre partie acceptera que les représentants de leurs gouvernements se réunissent à des fins de consultations sur toute matière tombant dans le domaine d'application du présent article.

#### Article 6

#### **Travail**

1. Reconnaissant que chaque Partie contractante a le droit de fixer ses propres normes de protection du travail et d'adopter ou de modifier en conséquence ses lois ad hoc, chacune des Parties contractantes veillera à ce que sa législation fixe des normes de travail conformes aux droits universellement reconnus des travailleurs énoncés au paragraphe 6 de l'Article 1 et n'aura de cesse d'améliorer lesdites normes.

2. Les Parties contractantes reconnaissent qu'il n'est pas approprié d'assouplir la législation nationale du travail aux fins d'encourager les investissements. A cet égard, chacune des Parties contractantes veillera à ce qu'il ne soit pas accordé d'exemption ni dérogé d'aucune autre façon à ladite législation, pas plus qu'il ne soit offert de possibilité d'exemption ou autre dérogation aux fins d'encourager la constitution, l'entretien ou l'expansion d'un investissement sur son territoire.

3. Les Parties contractantes réaffirment leurs obligations en tant que membres de l'Organisation internationale du Travail ainsi que leurs engagements en vertu de la Déclaration de l'Organisation internationale du Travail relative aux principes et droits fondamentaux du travail et de son suivi. Les Parties contractantes veilleront à ce que lesdits principes et droits universellement reconnus des travailleurs énoncés au paragraphe 6 de l'Article 1 soient reconnus et protégés dans leur législation nationale.

4. Les Parties contractantes reconnaissent que la coopération mutuelle leur offre des possibilités accrues d'amélioration des normes de protection du travail. A la demande de l'une des Parties contractantes, l'autre Partie acceptera que les représentants de leurs gouvernements se réunissent à des fins de consultations sur toute matière tombant dans le domaine d'application du présent article.

#### Article 7

#### **Mesures privatives et restrictives de propriété**

1. Chacune des Parties contractantes s'engage à ne prendre aucune mesure d'expropriation ou de nationalisation ni aucune autre mesure dont l'effet est de déposséder directement ou indirectement les investisseurs de l'autre Partie contractante des investissements qui leur appartiennent sur son territoire.

2. Si des impératifs d'utilité publique, de sécurité ou d'intérêt national justifient une dérogation au paragraphe 1, les conditions suivantes devront être remplies:

- a) les mesures seront prises selon une procédure légale;
- b) elles ne seront ni discriminatoires, ni contraires à un engagement spécifique;
- c) elles seront assorties de dispositions prévoyant le paiement d'une indemnité adéquate et effective.

3. Le montant des indemnités correspondra à la valeur effective des investissements à la veille du jour où les mesures ont été prises ou rendues publiques.

Lesdites indemnités seront réglées en toute monnaie convertible. Elles seront versées sans délai injustifié et seront librement transférables. Elles porteront intérêt au taux commercial normal depuis la date de la fixation de leur montant jusqu'à celle de leur paiement.

4. Les investisseurs de l'une des Parties contractantes dont les investissements auraient subi des dommages dus à une guerre ou à tout autre conflit armé, révolution, état d'urgence national ou révolte survenu sur le territoire de l'autre Partie contractante, bénéficieront, de la part de cette dernière, d'un traitement, en ce qui concerne les restitutions, indemnisations, compensations ou autres dédommagements, qui sera au moins égal à celui accordé par cette dernière Partie contractante aux investisseurs de la nation la plus favorisée.

*Article 8*

**Transferts**

1. Chaque Partie contractante accordera aux investisseurs de l'autre Partie contractante le libre transfert de tous les paiements relatifs à un investissement, et notamment:
  - a) des sommes destinées à établir, à maintenir ou à développer l'investissement;
  - b) des sommes destinées au règlement d'obligations contractuelles, y compris les sommes nécessaires au remboursement d'emprunts, les redevances et autres paiements découlant de licences, franchises, concessions et autres droits similaires, ainsi que les rémunérations du personnel expatrié;
  - c) des revenus des investissements;
  - d) du produit de la liquidation totale ou partielle des investissements, y compris les plus-values ou augmentations du capital investi;
  - e) des indemnités payées en exécution de l'Article 7.
2. Les nationaux de chacune des Parties contractantes autorisés à travailler au titre d'un investissement sur le territoire de l'autre Partie contractante seront également autorisés à transférer une quotité appropriée de leur rémunération dans leur pays d'origine.
3. Les transferts seront effectués en monnaie librement convertible, au taux de change applicable à la date de ceux-ci aux transactions au comptant dans la monnaie utilisée.
4. Chacune des Parties contractantes délivrera les autorisations nécessaires pour assurer sans délai l'exécution des transferts, et ce, sans autres charges que les frais bancaires usuels.
5. Les Parties contractantes s'engagent à appliquer les dispositions précitées du présent article conformément à leurs législations nationales respectives en matière fiscale.

*Article 9*

**Subrogation**

1. Si l'une des Parties contractantes ou un organisme public de celle-ci paie des indemnités à ses propres investisseurs en vertu d'une garantie donnée pour un investissement, l'autre Partie contractante reconnaîtra que les droits des investisseurs sont transférés à la Partie contractante ou à l'organisme public concerné, en leur qualité d'assureur.
2. En ce qui concerne les droits transférés, l'autre Partie contractante pourra faire valoir à l'égard de l'assureur subrogé dans les droits des investisseurs indemnisés, les obligations qui incombent légalement ou contractuellement à ces derniers.

*Article 10*

**Règles applicables**

Lorsqu'une question relative aux investissements est régie à la fois par le présent Accord et par la législation nationale de l'une des Parties contractantes ou par des conventions internationales en vigueur actuellement ou contractées dans l'avenir par les Parties contractantes, les investisseurs de l'autre Partie contractante pourront se prévaloir des dispositions qui leur sont les plus favorables.

*Article 11*

**Accords particuliers**

1. Les investissements ayant fait l'objet d'un accord particulier entre l'une des Parties contractantes et des investisseurs de l'autre Partie seront régis par les dispositions du présent Accord et par celles de cet accord particulier.
2. Chacune des Parties contractantes s'engage à assurer à tout moment le respect des obligations qu'elle aura contractées à l'égard des investisseurs de l'autre Partie contractante.

*Article 12*

**Règlement des différends relatifs aux investissements**

1. Tout différend entre un investisseur de l'une des Parties contractantes et l'autre Partie contractante fera l'objet d'une notification écrite de la part de la partie la plus diligente. La notification sera accompagnée d'un aide-mémoire suffisamment détaillé.

Dans la mesure du possible, les parties tenteront de régler le différend par la négociation, en faisant éventuellement appel à l'avis spécialisé d'un tiers, ou par conciliation entre les Parties contractantes par la voie diplomatique.

2. A défaut de règlement amiable par arrangement direct entre les parties au différend ou par conciliation par la voie diplomatique dans les six mois à compter de sa notification, le différend sera soumis, au choix de l'investisseur, soit à la juridiction compétente de l'Etat où l'investissement a été réalisé, soit à l'arbitrage international.

A cette fin, chacune des Parties contractantes donne son consentement anticipé et irrévocable à ce que tout différend soit soumis à cet arbitrage. Ce consentement implique qu'elles renoncent à exiger l'épuisement des recours administratifs ou judiciaires internes.

3. En cas de recours à l'arbitrage international, le différend sera soumis à l'un des organismes d'arbitrage désignés ci-après, au choix de l'investisseur:

- à un tribunal d'arbitrage ad hoc, établi selon les règles d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le Droit Commercial International (C.N.U.D.C.I.);
- au Centre international pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements (C.I.R.D.I.), créé par la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats, ouverte à la signature à Washington, le 18 mars 1965, lorsque chaque Etat partie au présent Accord sera membre de celle-ci. Aussi longtemps que cette condition n'est pas remplie, chacune des Parties contractantes consent à ce que le différend soit soumis à l'arbitrage conformément au règlement du Mécanisme supplémentaire du C.I.R.D.I.;
- au Tribunal d'Arbitrage de la Chambre de Commerce Internationale, à Paris;
- à l'Institut d'Arbitrage de la Chambre de Commerce, à Stockholm.

Si la procédure d'arbitrage a été introduite à l'initiative d'une Partie contractante, celle-ci invitera par écrit l'investisseur concerné à exprimer son choix quant à l'organisme d'arbitrage qui devra être saisi du différend.

4. Aucune des Parties contractantes, partie à un différend, ne soulèvera d'objection, à aucun stade de la procédure d'arbitrage ni de l'exécution d'une sentence d'arbitrage, du fait que l'investisseur, partie adverse au différend, aurait perçu une indemnité couvrant tout ou partie de ses pertes en exécution d'une police d'assurance ou de la garantie prévue à l'article 9 du présent Accord.

5. Les sentences d'arbitrage seront définitives et obligatoires pour les parties au différend. Chaque Partie contractante s'engage à exécuter les sentences en conformité avec sa législation nationale.

#### *Article 13*

#### ***Différends entre les Parties contractantes concernant l'interprétation, l'application ou la modification du présent Accord***

1. Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application du présent Accord sera réglé, si possible, par la voie diplomatique.

2. A défaut de règlement par la voie diplomatique, le différend sera soumis à une commission mixte, composée de deux représentants de chacune des Parties au maximum; celle-ci se réunira à la demande de l'une ou l'autre partie et sans délai injustifié.

3. Si la commission mixte ne peut régler le différend dans les douze mois de sa constitution, celui-ci sera soumis, à la demande de l'une ou l'autre des Parties contractantes, à un tribunal arbitral constitué, pour chaque cas particulier, de la manière suivante:

Chaque Partie contractante désignera un arbitre dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle l'une des Parties contractantes a fait part à l'autre de son intention de soumettre le différend à arbitrage. Dans les deux mois suivant leur désignation, les deux arbitres désigneront d'un commun accord un ressortissant d'un Etat tiers qui exercera la fonction de président du tribunal arbitral.

Si ces délais n'ont pas été observés, l'une ou l'autre Partie contractante invitera le Président de la Cour Internationale de Justice à procéder à la nomination ou aux nominations nécessaire(s).

Si le Président de la Cour Internationale de Justice est ressortissant de l'une ou l'autre Partie contractante ou d'un Etat avec lequel l'une ou l'autre Partie contractante n'entretient pas de relations diplomatiques, ou si, pour une autre raison, il est empêché d'exercer cette fonction, le Vice-Président de la Cour Internationale de Justice sera invité à procéder à la nomination ou aux nominations nécessaire(s).

4. Le tribunal ainsi constitué fixera ses propres règles de procédure. Ses décisions seront prises à la majorité des voix; elles seront définitives et obligatoires pour les Parties contractantes.

5. Chaque Partie contractante supportera les frais liés à la désignation de son arbitre. Les débours inhérents à la désignation du troisième arbitre et les frais de fonctionnement du tribunal seront supportés, à parts égales, par les Parties contractantes.

6. Chaque Partie contractante pourra informer l'autre partie de son intention d'apporter une modification au contenu du présent Accord en lui communiquant par écrit sa proposition de modification. Ladite modification fera l'objet de négociations entre les deux parties; une fois adoptée, la modification constituera un avenant à l'accord initial.

1997

Article 14

**Investissements antérieurs**

Le présent Accord s'appliquera également aux investissements effectués avant son entrée en vigueur par les investisseurs de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante en conformité avec les lois et règlements de cette dernière.

Article 15

**Entrée en vigueur et durée**

1. Le présent Accord entrera en vigueur un mois à compter de la date à laquelle les Parties contractantes auront échangé leurs instruments de ratification. Il restera en vigueur pour une période de dix ans.

A moins que l'une des Parties contractantes ne dénonce le présent Accord ou ne communique son intention de le modifier au moins six mois avant l'expiration de sa période de validité, il sera chaque fois reconduit tacitement pour une nouvelle période de dix ans, chaque Partie contractante se réservant le droit de le dénoncer par une notification introduite au moins six mois avant la date d'expiration de la période de validité en cours.

2. En ce qui concerne les investissements effectués antérieurement à la date d'expiration du présent Accord, les dispositions de ce dernier leur resteront applicables pour une période de dix ans à compter de la date d'expiration.

EN FOI DE QUOI, les représentants soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

FAIT à Kigali, le 16 avril 2007, en deux exemplaires originaux, chacun en langues française, néerlandaise et anglaise, tous les textes faisant également foi. Le texte en langue anglaise prévaudra en cas de divergence d'interprétation.

*Pour l'Union économique belgo-luxembourgeoise:*

*Pour la République  
du Rwanda:*

*Pour le Royaume de Belgique:*

*Pour la Région wallonne:*

*Pour la région flamande:*

*Pour la Région  
de Bruxelles-Capitale:*

*Pour le Grand-Duché  
de Luxembourg:*

\*

## ACCORD

**entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise, d'une part,  
et le Sultanat d'Oman, d'autre part, concernant l'encouragement et la protection  
réciproques des investissements**

*Le Royaume de Belgique,*

*la Région wallonne,*

*la Région flamande,*

et

*la Région de Bruxelles-Capitale,*

ainsi que

*le Grand-Duché de Luxembourg,*

d'une part, et

*le Sultanat d'Oman,*

d'autre part,

(ci-après dénommés les «Parties contractantes»), chacun étant dénommé individuellement la «Partie contractante»,  
Désireux de renforcer leur coopération économique en créant des conditions favorables à la réalisation  
d'investissements par des investisseurs de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante,

Reconnaissant que l'encouragement et la protection réciproque des investissements auront pour effet de stimuler les  
initiatives commerciales et le transfert de capitaux et de technologies entre les Parties contractantes dans l'intérêt de  
leur développement économique;

SONT CONVENUS de ce qui suit:

### Article 1

#### Définitions

Pour l'application du présent Accord, sauf si le texte du présent Accord exige une interprétation différente, les  
termes suivants auront la signification qui leur est attribuée dans le présent article:

1. Le terme «investisseurs» désigne:
  - a) les «nationaux», c'est-à-dire toute personne physique qui, selon la législation du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg ou du Sultanat d'Oman est considérée comme citoyen du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg ou du Sultanat d'Oman respectivement;
  - b) les «sociétés», c'est-à-dire toute personne morale constituée conformément à la législation du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg ou du Sultanat d'Oman et ayant son siège social sur le territoire du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg ou du Sultanat d'Oman respectivement.
2. Le terme «investissements» désigne tout élément d'actif quelconque et tout apport direct ou indirect en numéraire, en nature ou en services, investi ou réinvesti dans tout secteur d'activité économique, quel qu'il soit, conformément aux lois et règlements de la Partie contractante admettant les investissements sur son territoire, et notamment, mais non exclusivement:
  - a) les biens meubles et immeubles ainsi que tous autres droits réels tels que hypothèques, privilèges, gages, usufruit et droits similaires;
  - b) les actions, parts sociales et toutes autres formes de participations, même minoritaires ou indirectes, dans le capital de sociétés constituées sur le territoire de l'une des Parties contractantes;
  - c) les créances financières et droits à toutes prestations contractuelles ayant une valeur économique ainsi que tous autres types de créances financières;
  - d) les droits de propriété intellectuelle, notamment les droits d'auteur, les droits de propriété industrielle, les brevets, les dessins industriels, les modèles, les marques de commerce, les noms déposés, les secrets d'affaires, les procédés techniques, le savoir-faire et le fonds de commerce;
  - e) les concessions accordées par la loi ou en vertu d'un contrat, notamment celles relatives à la prospection, la culture, la mise en valeur, l'extraction ou l'exploitation de ressources naturelles.

Aucune modification de la forme juridique dans laquelle les avoirs ont été investis ou réinvestis n'affectera leur qualité d'investissements au sens du présent Accord, à condition que cette modification ne soit pas contraire aux dispositions du présent Accord et à la législation de la Partie contractante sur le territoire de laquelle les investissements sont réalisés.

3. Le terme «revenus» désigne toutes sommes produites par un investissement ou un réinvestissement et notamment, mais non exclusivement, les bénéfices, intérêts, accroissements de capital, dividendes, royalties et indemnités.
4. a) En ce qui concerne le Sultanat d'Oman, le terme «territoire» désigne le territoire terrestre, les eaux territoriales, les zones maritimes et l'espace aérien sous sa souveraineté, y compris la zone économique exclusive et le plateau continental, sur lesquels le Sultanat d'Oman exerce ses droits souverains et sa juridiction, conformément à ses lois nationales et aux dispositions du droit international.
- b) En ce qui concerne le Royaume de Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg, le terme «territoire» désigne le territoire du Royaume de Belgique, le territoire du Grand-Duché de Luxembourg ainsi que les zones maritimes, c'est-à-dire les zones marines et sous-marines qui s'étendent au-delà des eaux territoriales de l'Etat concerné et sur lesquelles celui-ci exerce, conformément au droit international, ses droits souverains et sa juridiction aux fins d'exploration, d'exploitation et de conservation des ressources naturelles.
5. L'expression «législation en matière d'environnement» désigne la législation des Parties contractantes, ou toute disposition contenue dans cette législation, qui vise principalement la protection de l'environnement, ou la prévention de tout danger pour la vie ou la santé des hommes, des animaux ou des plantes.
6. L'expression «législation du travail» désigne la législation du Sultanat d'Oman, du Royaume de Belgique ou du Grand-Duché de Luxembourg, ou toute disposition contenue dans cette législation, ayant un rapport direct avec les Conventions internationales du travail ratifiées par chacune des Parties contractantes.

#### *Article 2*

#### **Promotion des investissements**

1. Chacune des Parties contractantes encouragera les investissements sur son territoire et créera des conditions favorables à leur réalisation par des investisseurs de l'autre Partie contractante et admettra lesdits investissements en conformité avec sa législation et avec les dispositions du présent Accord.
2. Conformément à ses lois et règlements applicables, chaque Partie contractante accordera aux investisseurs et aux personnes dont l'activité est en rapport avec les investissements, tels que experts, administrateurs, techniciens et ouvriers, les facilités et les permis d'entrée, de sortie, de séjour et de travail requis.
3. Chaque Partie contractante autorisera la conclusion et l'exécution de contrats de licence et de conventions d'assistance commerciale, administrative ou technique, pour autant que ces activités aient un rapport avec les investissements et soient conformes aux lois applicables de chacune des Parties contractantes.

#### *Article 3*

#### **Traitement des investissements**

1. Les investissements et les revenus des investisseurs de chaque Partie Contractante bénéficieront d'un traitement juste et équitable et jouiront, sur le territoire de l'autre Partie contractante, d'une entière protection et sécurité.
2. Chaque Partie contractante accordera sur son territoire aux investissements et aux revenus des investisseurs de l'autre Partie contractante un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui qu'elle accorde aux investissements et aux revenus des ses propres investisseurs ou aux investissements et aux revenus des investisseurs de tout Etat tiers, suivant le traitement le plus favorable auxdits investisseurs.
3. Chaque Partie contractante accordera sur son territoire aux investisseurs de l'autre Partie contractante, en ce qui concerne la gestion, l'entretien, l'exploitation, la jouissance ou l'aliénation de leurs investissements, un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui qu'elle accorde à ses propres investisseurs ou aux investisseurs de tout Etat tiers, suivant le traitement le plus favorable auxdits investisseurs.
4. Les dispositions des paragraphes (2) et (3) du présent Article ne pourront être interprétées comme obligeant l'une des Parties contractantes à étendre aux investisseurs de l'autre Partie contractante le bénéfice de tout traitement, préférence ou privilège résultant:
  - a) de sa participation ou de son adhésion, soit à une zone de libre échange, soit à une union douanière, un marché commun ou une union économique existant actuellement ou qui sera créé dans l'avenir, soit à toute autre forme de coopération économique régionale;
  - b) de tout accord tendant à éviter la double imposition ou de tout autre type d'accord en matière d'imposition.
5. Les dispositions du paragraphe (2) du présent Article n'obligeront pas le Sultanat d'Oman à accorder aux investisseurs de l'autre Partie contractante le traitement qu'il accorde à ses propres investisseurs en ce qui concerne la propriété foncière et immobilière et l'obtention de dons et de prêts à des conditions de faveur.

#### *Article 4*

#### **Environnement**

1. Reconnaissant que chaque Partie contractante a le droit de fixer son propre niveau de protection de l'environnement et de définir ses politiques et priorités en matière d'environnement et de développement, ainsi que d'adopter ou de modifier sa politique environnementale sur la base de ses lois ad hoc, chacune des Parties contractantes veillera à ce que sa législation garantisse un haut niveau de protection de l'environnement conformément aux

prescriptions des lois et des conventions internationales liant les Parties contractantes et mettra tout en œuvre, comme prescrit, en vue d'améliorer constamment ladite législation afin de préserver l'environnement et de développer les ressources naturelles.

2. Chaque Partie contractante renforcera sa propre capacité à protéger l'environnement tout en favorisant le développement durable. Aucune des Parties contractantes ne modifiera sa législation actuelle ou future en matière d'environnement basée sur les lois et les conventions internationales liant lesdites Parties contractantes afin d'encourager, de maintenir ou de développer des investissements qui seront réalisés sur son territoire.

3. Les Parties contractantes reconnaissent que la coopération mutuelle leur offre des possibilités accrues d'amélioration des normes de protection de l'environnement. A la demande de l'une des Parties contractantes, l'autre Partie acceptera que des experts se réunissent à des fins de consultations sur toute matière tombant dans le domaine d'application du présent article.

#### *Article 5*

##### **Travail**

1. Reconnaissant que chaque Partie contractante a le droit de fixer ses propres normes de protection du travail et d'adopter ou de modifier en conséquence ses lois ad hoc.

2. Aucune des Parties contractantes ne modifiera sa législation nationale du travail afin d'encourager, de maintenir ou de développer les investissements qui seront réalisés sur son territoire.

#### *Article 6*

##### **Nationalisation et expropriation**

1. Chacune des Parties contractantes s'engage à ne prendre aucune mesure d'expropriation ou de nationalisation ni aucune autre mesure dont l'effet est de déposséder directement ou indirectement les investisseurs de l'autre Partie contractante des investissements qui leur appartiennent sur son territoire.

2. Si des impératifs d'utilité publique, de sécurité ou d'intérêt national justifient une dérogation au paragraphe 1, les conditions suivantes devront être remplies:

- a) les mesures seront prises conformément aux lois applicables de chacune des Parties contractantes;
- b) les mesures ne seront ni discriminatoires, ni contraires à un engagement spécifique.

3. Toute mesure d'expropriation s'accompagnera du paiement sans délai d'une indemnité adéquate et effective, qui sera calculée sur la base de la valeur marchande des investissements immédiatement avant le moment où la décision d'expropriation a été annoncée ou rendue publique. Lorsque la valeur marchande ne peut être aisément établie, le montant de l'indemnité sera déterminé conformément à des principes d'appréciation généralement reconnus et sur la base de principes équitables tenant notamment compte du capital investi, de la dépréciation, de la valeur de remplacement et d'autres facteurs pertinents.

4. Le montant de l'indemnité visée au paragraphe (3) du présent Article sera fixé et payé sans retard dans un délai n'excédant pas six mois à compter de la date de la décision d'expropriation. En cas de retard de paiement, un intérêt sur le montant de l'indemnité sera calculé au taux d'intérêt commercial d'usage applicable à la monnaie dans laquelle l'investissement a été réalisé à l'origine, à compter de la fin du délai fixé jusqu'à la date du paiement, étant entendu que cette période supplémentaire ne pourra excéder trois mois.

5. Les investisseurs de l'une des Parties contractantes dont les investissements ont été touchés par une mesure d'expropriation seront autorisés à demander le réexamen dans les plus brefs délais, par une autorité judiciaire ou par toute autre autorité compétente de la Partie contractante hôte, de leur cas, en ce qui concerne l'évaluation de leur investissement et le paiement d'une indemnité, conformément aux dispositions du présent Article.

#### *Article 7*

##### **Indemnisation des pertes**

1. Les investisseurs de l'une des Parties contractantes dont les investissements auraient subi des pertes dues à une guerre ou à tout autre conflit armé, révolution, état d'urgence national, révolte, insurrection ou émeute survenant sur le territoire de l'autre Partie contractante, bénéficieront, de la part de cette dernière, d'un traitement, en ce qui concerne les restitutions, indemnisations, compensations ou autres dédommagements, qui ne sera pas moins favorable que celui accordé par cette dernière Partie contractante à ses propres nationaux ou sociétés ou aux investisseurs de tout Etat tiers, suivant le traitement le plus favorable aux investisseurs concernés.

2. Les dispositions du paragraphe (1) du présent Article couvriront les investisseurs de l'une des Parties contractantes qui, dans l'une des situations visées audit paragraphe, auraient subi, sur le territoire de l'autre Partie contractante, des pertes dues:

- a) à la réquisition de leurs biens par les forces ou autorités de cette dernière Partie, ou
- b) à la destruction de leurs biens par les forces ou autorités de cette dernière Partie sans que celle-ci soit la conséquence d'une action de combat ou commandée par la nécessité de la situation.

*Article 8*

**Transferts**

1. Chaque Partie contractante, sur le territoire de laquelle l'investissement a été réalisé par des investisseurs de l'autre Partie contractante, garantira auxdits investisseurs le libre transfert de tous les paiements relatifs à l'investissement, et notamment, mais non exclusivement:

- a) des capitaux et des montants supplémentaires destinés à maintenir ou à développer les investissements existants et tous autres montants affectés à la couverture des dépenses liées à la gestion des investissements;
- b) des sommes destinées au règlement d'obligations contractuelles, y compris les sommes nécessaires au remboursement d'emprunts, les redevances et autres paiements découlant de licences, franchises, concessions et autres droits similaires, ainsi que les rémunérations du personnel expatrié;
- c) des salaires, rémunérations et sommes dues aux ressortissants de l'autre Partie contractante ainsi qu'aux ressortissants de tout Etat tiers autorisés à exercer des activités en rapport avec les investissements réalisés sur son territoire;
- d) des revenus;
- e) du produit de la vente et/ou de la liquidation totale ou partielle de tout investissement réalisé par les investisseurs de l'autre Partie contractante, après acquittement de leurs obligations financières;
- f) des indemnités payées en exécution des Articles 6 & 7.

2. Les transferts seront effectués en monnaie librement convertible, au taux de change applicable à la date de ceux-ci.

*Article 9*

**Subrogation**

1. Si l'une des Parties contractantes ou un organisme désigné par celle-ci paie des indemnités à ses propres investisseurs en vertu d'une garantie, d'un contrat d'assurance ou d'un cautionnement donné pour un investissement réalisé sur le territoire de l'autre Partie contractante, la première Partie sera pleinement subrogée dans les droits et créances desdits investisseurs, y compris les droits visés à l'Article 12.

2. En ce qui concerne les droits transférés, l'autre Partie contractante pourra faire valoir à l'égard de l'assureur subrogé dans les droits des investisseurs indemnisés, les obligations qui incombent légalement ou contractuellement à ces derniers.

*Article 10*

**Application d'autres règles**

Si la législation de l'une ou l'autre Partie contractante ou les obligations découlant du droit international en vigueur actuellement ou contractées dans l'avenir par les Parties contractantes, en plus du présent Accord, contiennent des dispositions de caractère général ou particulier, par l'effet duquel les investissements des investisseurs de l'autre Partie contractante bénéficient d'un traitement plus favorable que celui accordé par le présent Accord, ces dispositions, pour autant qu'elles soient plus favorables, prévaudront sur le présent Accord et les investisseurs pourront se prévaloir des dispositions qui leur sont les plus favorables.

*Article 11*

**Engagement spécifique**

Sans préjudice des dispositions du présent Accord, les investissements ayant fait l'objet d'un engagement spécifique de l'une des Parties contractantes à l'égard des investisseurs de l'autre Partie contractante seront régis par les termes dudit engagement si ce dernier comporte des dispositions plus favorables que celles du présent Accord.

*Article 12*

**Règlement des différends entre un investisseur et une Partie contractante**

1. Tout différend relatif aux investissements survenant entre l'une des Parties contractantes et un investisseur de l'autre Partie contractante sera, dans la mesure du possible, réglé à l'amiable par la voie de négociations entre les deux parties concernées.

2. Si le différend ne peut être réglé dans les trois mois à compter de la date de réception de la demande de règlement, l'investisseur pourra soumettre le différend:

- a) à la juridiction compétente de la Partie contractante sur le territoire de laquelle l'investissement a été réalisé;  
ou
- b) à l'arbitrage international:
  - I selon les règles d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le Droit Commercial International (C.N.U.D.C.I.), ou

- II selon les règles d'arbitrage de la Chambre de Commerce Internationale (CCI), ou
  - III selon les règles du Centre international pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements (C.I.R.D.I.),
  - IV à un arbitre international ou à un tribunal d'arbitrage ad hoc créé en vertu d'un accord entre les parties au différend.
- c) Outre les dispositions du paragraphe (2/b) relatives aux procédures d'arbitrage international, lorsque le gouvernement du Sultanat d'Oman est concerné, l'investisseur pourra soumettre le différend:
- I au Tribunal arabe d'investissement, conformément aux dispositions du chapitre six de l'Accord unifié pour l'investissement des capitaux arabes;
  - II au Centre d'arbitrage commercial du CCG.
- Si la procédure d'arbitrage a été introduite à l'initiative d'une Partie contractante, celle-ci invitera par écrit l'investisseur concerné à exprimer son choix quant à l'organisme d'arbitrage qui devra être saisi du différend.
- d) toute autre forme de règlement des différends convenue entre les parties au différend.
3. En cas d'arbitrage international, chacune des Parties contractantes déclare par la présente disposition qu'elle consent sans restriction à ce que tout différend entre elle-même et un investisseur de l'autre Partie contractante soit soumis à l'arbitrage conformément au présent Article.
4. Si un investisseur partie au différend décide de soumettre le cas à l'une des autorités visées au paragraphe (2) du présent Article, ledit investisseur ne sera pas autorisé à le soumettre à une autre autorité.
5. Les sentences rendues par un tribunal d'arbitrage seront définitives et obligatoires pour les parties au différend et chaque Partie contractante exécutera lesdites sentences en conformité avec sa législation nationale.
6. Aucune des Parties contractantes, partie à un différend, ne soulèvera d'objection, à aucun stade de la procédure d'arbitrage ni de l'exécution d'une sentence d'arbitrage, du fait que l'investisseur, partie adverse au différend, aurait perçu une indemnité couvrant tout ou partie de ses pertes en exécution d'un cautionnement, d'une garantie ou d'un contrat d'assurance, tel que prévu à l'article 9 du présent Accord.

#### *Article 13*

#### ***Règlement des différends entre les Parties contractantes***

1. Tout différend entre les Parties contractantes relatif à l'interprétation ou à l'application du présent Accord seront réglés, dans la mesure du possible, par des négociations par la voie diplomatique.
2. A défaut de règlement par la voie diplomatique, le différend sera soumis à une commission mixte, composée de représentants des deux Parties; celle-ci se réunira à la demande de la Partie la plus diligente et sans délai injustifié.
3. Si la commission mixte ne peut régler le différend, celui-ci sera soumis, à la demande de l'une ou l'autre des Parties contractantes, à un tribunal arbitral constitué, pour chaque cas particulier, de la manière suivante:
  - a) Chaque Partie contractante désignera un arbitre dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle l'une des Parties contractantes a fait part à l'autre partie de son intention de soumettre le différend à l'arbitrage. Dans les deux mois suivant leur désignation, les deux arbitres désigneront d'un commun accord un ressortissant d'un Etat tiers qui entretient des relations diplomatiques avec les deux Parties contractantes et qui exercera la fonction de président du tribunal.
  - b) Si la désignation des arbitres n'a pas été effectuée dans les délais stipulés dans le paragraphe (a) du présent Article, l'une ou l'autre Partie contractante invitera le Président de la Cour Internationale de Justice à procéder aux nominations nécessaires.
  - c) Si le Président de la Cour Internationale de Justice est ressortissant de l'une ou l'autre Partie contractante ou d'un Etat avec lequel l'une ou l'autre Partie contractante n'entretient pas de relations diplomatiques, ou si, pour une autre raison, il est empêché d'exercer cette fonction, le Vice-Président de la Cour Internationale de Justice sera invité à procéder aux nominations nécessaires.
  - d) Si le Vice-Président de la Cour est ressortissant de l'une ou l'autre Partie contractante, ou s'il est également empêché d'exercer cette fonction, le membre le plus élevé en rang de la Cour Internationale de Justice et qui n'est pas ressortissant de l'une ou l'autre Partie contractante sera invité à procéder aux nominations nécessaires.
4. Le tribunal ainsi constitué fixera ses propres règles de procédure. Ses décisions seront prises à la majorité des voix; elles seront définitives et obligatoires pour les Parties contractantes.
5. Chaque Partie contractante supportera les frais liés à la désignation de son arbitre. Les débours inhérents à la désignation du président et les frais de fonctionnement du tribunal seront supportés, à parts égales, par les Parties contractantes, sauf si le tribunal arbitral en décide autrement.
6. Le tribunal arbitral pourra fournir une interprétation de ses décisions à la demande de l'une ou l'autre Partie contractante.

2003

Article 14

**Application de l'Accord**

1. Le présent Accord s'appliquera également aux investissements effectués avant son entrée en vigueur par les investisseurs de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante en conformité avec les lois et règlements de cette dernière.
2. Le présent Accord ne s'appliquera à aucun différend survenu ni à aucune revendication liée aux investissements faite avant l'entrée en vigueur du présent Accord.

Article 15

**Entrée en vigueur et durée**

1. Le présent Accord entrera en vigueur un mois à compter de la date à laquelle les Parties contractantes auront échangé leurs instruments de ratification. Il restera en vigueur pour une période de vingt ans.

A moins que l'une des Parties contractantes ne le dénonce au moins un an avant l'expiration de sa période de validité, il sera chaque fois reconduit tacitement pour une nouvelle période de vingt ans.

2. Les investissements effectués antérieurement à la date d'expiration du présent Accord lui resteront soumis pour une période de vingt ans à compter de cette date.

EN FOI DE QUOI, les représentants soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

FAIT à Mascate, le 17.12.1429 de l'Hégire, correspondant au 16.12.2008, en double exemplaire, chacun en langues anglaise, française, néerlandaise et arabe, tous les textes faisant également foi. Le texte en langue anglaise prévaudra en cas de divergence d'interprétation.

*Pour l'Union économique belgo-luxembourgeoise:*

*Pour le Royaume de Belgique:*

*Pour la Région wallonne:*

*Pour la région flamande:*

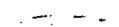
*Pour la Région  
de Bruxelles-Capitale:*



*Pour le Grand-Duché  
de Luxembourg:*



*Pour le Sultanat d'Oman:*



\*

## ACCORD

**entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise, d'une part,  
et la République de Colombie, d'autre part, concernant l'encouragement  
et la protection réciproques des investissements**

*Le Royaume de Belgique,*

*la Région wallonne,*

*la Région flamande,*

*la Région de Bruxelles-Capitale,*

et

*le Grand-Duché de Luxembourg,*

d'une part, et

*la République de Colombie,*

d'autre part,

(ci-après mentionné à titre individuel comme «Partie contractante» et mentionné à titre collectif comme «les Parties contractantes»),

*Désireux d'intensifier la coopération économique dans l'intérêt mutuel des deux Parties contractantes;*

*Ayant pour objectif de créer et de maintenir des conditions favorables aux investissements des investisseurs de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante; et*

*Reconnaissant la nécessité d'encourager et de protéger les investissements étrangers en vue de promouvoir la prospérité économique des deux Parties contractantes.*

ONT CONCLU L'ACCORD SUIVANT, ci-après dénommé «Cet Accord»:

### *Article I*

#### **Définitions**

Pour l'application du présent Accord:

1. Le terme «investisseur» désigne:

- a. les «nationaux», c.-à-d. toute personne physique qui, selon la législation du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg ou de la République de Colombie est considérée comme étant l'un de leurs ressortissants respectifs; et
- b. les «sociétés», c.-à-d. toute personne morale constituée conformément à la législation du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg ou de la République de Colombie et ayant son siège social sur le territoire du Royaume de Belgique ou du Grand-Duché de Luxembourg, ou son siège sur le territoire de la République de Colombie respectivement; ainsi que des activités commerciales importantes sur le territoire de l'Etat considéré.

1.1. Le présent Accord ne s'applique pas aux investissements effectués par des personnes physiques qui sont ressortissantes des deux Parties contractantes.

2. Le terme «investissement» désigne tout élément d'actif économique, investi ou réinvesti, directement ou indirectement, par des investisseurs de l'une des Parties contractantes sur le territoire d'un Etat partie au présent Accord conformément à la législation de l'Etat concerné et notamment, mais non exclusivement:

- a. les biens meubles et immeubles ainsi que tous autres droits réels tels que hypothèques, privilèges, gages, usufruits et droits analogues; y compris les droits de propriété;
- b. les obligations, actions, parts sociales et toutes autres formes de participations, même minoritaires ou indirectes, dans les sociétés constituées sur le territoire de l'une des Parties contractantes;
- c. les créances et droits à toutes prestations ayant une valeur économique;
- d. les droits de propriété intellectuelle, y compris entre autres les droits d'auteur, les droits voisins et les droits de propriété industrielle, tels que les brevets, les procédés techniques, les marques de fabricants et les marques de commerce, les noms déposés, les dessins industriels, le savoir-faire et le fonds de commerce;
- e. les concessions accordées par la loi, par un acte administratif ou en vertu d'un contrat, notamment celles relatives à l'exploration, au développement, à l'extraction ou à l'exploitation de ressources naturelles;
- f. toutes opérations d'emprunt à l'étranger conformément à la loi de chacune des Parties contractantes, en rapport avec un investissement.

- 2.1. Le terme «investissement» n'inclut pas:
  - a. les opérations relatives à la dette publique;
  - b. les créances découlant exclusivement:
    - i. de contrats commerciaux ne constituant pas un investissement tel que décrit précédemment, de vente de biens ou de services, par un ressortissant ou une entité légale se trouvant sur le territoire de l'une des Parties contractantes, à un ressortissant ou à une entité légale se trouvant sur le territoire de l'autre Partie contractante; ou
    - ii. de crédits octroyés dans le cadre de ce type de transaction commerciale.
- 2.2. Aucune modification de la forme dans laquelle les avoirs et capitaux ont été investis ou réinvestis n'affectera leur qualité d'investissement au sens du présent Accord, à condition que cette modification s'inscrive dans le cadre des définitions du présent Article et intervienne conformément à la législation de la Partie contractante sur le territoire de laquelle l'investissement a été admis.
- 2.3. Conformément au paragraphe 2 du présent Article, les caractéristiques minimales d'un investissement sont les suivantes:
  - a. l'engagement de capitaux ou d'autres ressources;
  - b. la perspective d'une plus-value ou d'un bénéfice;
  - c. un risque estimé raisonnable pour l'investisseur.
3. Le terme «revenus» désigne les sommes produites par un investissement et notamment, mais non exclusivement, les bénéfices, intérêts, accroissements de capital, dividendes, royalties et indemnités.
4. Le terme «territoire» s'applique:
  - a. au territoire du Royaume de Belgique et au territoire du Grand-Duché de Luxembourg, ainsi qu'aux zones maritimes, c'est-à-dire les zones marines et sous-marines qui s'étendent au-delà des eaux territoriales du Royaume de Belgique et sur lesquelles celui-ci exerce, conformément au droit international, ses droits souverains et sa juridiction aux fins d'exploration, d'exploitation et de conservation des ressources naturelles; et
  - b. au territoire de la République de Colombie, qui englobe, outre son territoire continental, l'archipel de San Andres, Providencia et Santa Catalina, l'île de Malpelo, et l'ensemble des autres îles, îlots, cayes, caps et hauts fonds lui appartenant, ainsi que l'espace aérien et les zones maritimes sur lesquels elle exerce sa souveraineté ou ses droits souverains ou sa juridiction conformément à ses lois nationales et au droit international, y compris les traités internationaux applicables.
5. «Législation en matière d'environnement» désigne:
  - 5.1. En ce qui concerne le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, la Région wallonne, la Région flamande et la Région de Bruxelles-Capitale, toute législation ou toute disposition contenue dans cette législation, qui vise principalement la protection de l'environnement, ou la prévention de tout danger pour la vie ou la santé des hommes, des animaux ou des plantes par les moyens suivants:
    - a. prévention, réduction ou contrôle des rejets, déversements ou émissions de substances polluantes ou de produits contaminateurs pour l'environnement;
    - b. contrôle des produits chimiques, substances, matériaux et déchets dangereux ou toxiques pour l'environnement et diffusion des informations y relatives;
    - c. protection ou conservation de la flore et de la faune sauvages, y compris les espèces menacées d'extinction, leur habitat, et les zones naturelles spécialement protégées sur le territoire des Parties contractantes; et
  - 5.2. En ce qui concerne la République de Colombie, toute législation promulguée par le Congrès, ou tout décret ou toute résolution émanant du niveau central du gouvernement, ou toute disposition contenue dans l'un ou l'autre de ces instruments, qui vise principalement la protection de l'environnement, ou la prévention de tout danger pour la vie ou la santé des hommes, des animaux ou des plantes par les moyens suivants:
    - a. prévention, réduction ou contrôle des rejets, déversements ou émissions de substances polluantes ou de produits contaminateurs pour l'environnement;
    - b. contrôle des produits chimiques, substances, matériaux et déchets dangereux ou toxiques pour l'environnement et diffusion des informations y relatives;
    - c. protection ou conservation de la flore et de la faune sauvages, y compris les espèces menacées d'extinction, leur habitat, et les zones naturelles spécialement protégées sur le territoire des Parties contractantes.
6. L'expression «législation du travail» désigne la législation du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg ou de la République de Colombie, ou toute disposition contenue dans cette législation, ayant un rapport direct avec les droits universellement reconnus des travailleurs énumérés ci-dessous, tels qu'acceptés dans le cadre de la Déclaration de l'Organisation internationale du Travail relative aux principes et droits fondamentaux du travail et son suivi:
  - a. le droit d'association;
  - b. le droit d'organisation et de négociation collective;
  - c. l'interdiction de recourir à quelque forme de travail forcé ou obligatoire que ce soit;
  - d. un âge minimum d'admission des enfants à l'emploi.

*Article II***Champ d'application**

1. Le présent Accord s'appliquera aux investissements existant au moment de son entrée en vigueur, ainsi qu'aux investissements effectués après son entrée en vigueur par des investisseurs de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante en conformité avec la législation de cette dernière. Toutefois, le présent Accord ne s'appliquera pas aux différends survenus avant son entrée en vigueur, ni aux différends relatifs à des faits qui se sont produits avant son entrée en vigueur.
2. En ce qui concerne les emprunts à l'étranger, le présent Accord s'appliquera exclusivement aux emprunts contractés après son entrée en vigueur.
3. Aucune disposition du présent Accord n'obligera l'une ou l'autre Partie contractante à protéger les investissements réalisés au moyen de capitaux ou d'avoirs tirés d'activités illicites, et le présent Accord ne pourra être interprété de manière à empêcher une Partie d'adopter ou de maintenir en place des mesures destinées à préserver l'ordre public, de remplir ses obligations pour le maintien ou la restauration de la paix et de la sécurité internationales; ou pour la protection de ses propres intérêts essentiels en matière de sécurité.
4. Les dispositions du présent Accord ne s'appliquent pas aux matières fiscales.
5. Aucune disposition du présent Accord ne s'appliquera aux mesures prudentielles concernant le secteur financier adoptées par l'une ou l'autre Partie contractante, conformément à sa législation, notamment dans le but de protéger les investisseurs, les déposants, les preneurs d'assurance ou les personnes bénéficiant d'un droit de garde, ou de préserver l'intégrité et la stabilité du système financier.

*Article III***Promotion et protection des investissements**

1. Chacune des Parties contractantes, sous réserve de sa politique générale en matière d'investissements étrangers, encouragera les investissements sur son territoire par des investisseurs de l'autre Partie contractante et les admettra en conformité avec sa législation.
2. Tous les investissements effectués par des investisseurs de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante jouiront en tout temps d'un traitement juste et équitable, ainsi que d'une protection et sécurité intégrales, conformément au droit international coutumier.
3. Chacune des Parties contractantes protégera sur son territoire les investissements réalisés conformément à sa législation par des investisseurs de l'autre Partie contractante et n'entravera pas par des mesures discriminatoires abusives ou injustifiées, en droit ou en fait, la gestion, l'entretien, l'utilisation, la jouissance, l'extension, la vente et la liquidation desdits investissements.
4. Pour plus de certitude,
  - a. les concepts de «traitement juste et équitable» et de «protection et sécurité intégrales» n'exigeront pas un traitement supplémentaire à celui exigé par la norme minimale de traitement des étrangers conformément au droit international coutumier et aux principes généraux de droit inscrits dans les principaux systèmes légaux du monde;
  - b. la constatation qu'il y a eu violation d'une autre disposition du présent accord ou d'un autre accord international n'implique pas nécessairement qu'il y a eu violation de la norme minimale de traitement des étrangers;
  - c. le concept de «traitement juste et équitable» couvre entre autres l'interdiction du déni de justice dans le cadre des procédures pénales, civiles ou administratives conformément au principe de la régularité de la procédure inscrit dans les principaux systèmes légaux du monde; et
  - d. la norme de «protection et sécurité intégrales» n'implique en aucun cas un traitement plus favorable que celui accordé aux nationaux de la Partie contractante sur le territoire de laquelle l'investissement a été réalisé.

*Article IV***Traitement national**

1. Pour toutes les matières régies par les dispositions du présent Accord, chaque Partie contractante accordera aux investisseurs de l'autre Partie contractante un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui qu'elle accorde, dans des circonstances similaires, aux investissements réalisés sur son territoire par ses propres nationaux.
2. Pour toutes les matières régies par les dispositions du présent Accord, chaque Partie contractante accordera aux investissements réalisés par des investisseurs de l'autre Partie contractante un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui qu'elle accorde, dans des circonstances similaires, aux investissements de ses propres investisseurs.

*Article V***Traitement de la Nation la plus favorisée**

1. Pour toutes les matières régies par les dispositions du présent Accord, chaque Partie contractante accordera aux investisseurs de l'autre Partie contractante un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui qu'elle accorde, dans des circonstances similaires, aux investisseurs de tout Etat qui n'est pas Partie contractante.

2. Pour toutes les matières régies par les dispositions du présent Accord, chaque Partie contractante accordera aux investissements réalisés par des investisseurs de l'autre Partie contractante un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui qu'elle accorde, dans des circonstances similaires, aux investissements des investisseurs de tout Etat qui n'est pas Partie contractante.
3. Le traitement le plus favorable à accorder dans des circonstances similaires visé dans le présent Accord n'inclut pas les mécanismes de règlement de différends en matière d'investissement, tels que mentionnés aux Articles XII et XIII du présent Accord, prévus par des traités ou des accords internationaux d'investissement.
4. Pareil traitement ne s'étendra pas aux privilèges qu'une Partie Contractante accorde aux investisseurs d'un Etat qui n'est pas Partie contractante, en vertu de sa participation ou de son association à une zone de libre échange, une union douanière, un marché commun existant ou futur ou à toute autre forme d'organisation économique régionale ou à tout accord international destiné à faciliter le commerce transfrontalier.

#### *Article VI*

#### **Libres transferts**

1. Chaque Partie contractante permettra aux investisseurs de l'autre Partie contractante de transférer librement tous les paiements relatifs à un investissement, et notamment mais non exclusivement:
  - a. le montant du principal et les montants additionnels nécessaires pour établir, maintenir, accroître et développer l'investissement;
  - b. les revenus tels que définis à l'Article I, paragraphe 3;
  - c. les paiements au titre d'emprunts à l'étranger;
  - d. les sommes découlant du règlement de différends et les indemnités, comme prévu par les Articles IX et X;
  - e. le produit de la vente totale ou partielle, ou de la liquidation totale ou partielle de l'investissement, pouvant comprendre les plus-values ou augmentations du capital investi;
  - f. les salaires et rémunérations du personnel recruté à l'étranger en rapport avec un investissement.
2. Les transferts seront effectués en monnaie librement convertible, au taux de change applicable à la date de ceux-ci aux transactions au comptant dans la monnaie utilisée.
3. Chacune des Parties contractantes permettra l'exécution des transferts sans délai injustifié, et ce, sans autres charges que les frais bancaires usuels.
4. Nonobstant les dispositions du présent Article, toute Partie contractante pourra soumettre à conditions ou empêcher un transfert, en appliquant de manière équitable, non discriminatoire et de bonne foi sa législation relative aux matières suivantes:
  - a. procédures de faillite, restructuration de sociétés ou insolvabilité;
  - b. exécution de sentences pénales ou arbitrales ou de sentences administratives confirmées;
  - c. respect des obligations fiscales ou en matière de travail.
5. Toute Partie contractante pourra adopter ou maintenir en place des mesures non conformes à ses obligations en vertu du présent Article:
  - a. en cas de sérieuses difficultés financières externes et concernant la balance des paiements ou de menace de pareilles difficultés; ou
  - b. lorsque, dans certaines circonstances exceptionnelles, des mouvements de capitaux engendrent ou menacent d'engendrer de sérieuses difficultés de gestion macroéconomique, notamment en matière de politique monétaire et de change.
6. Les mesures visées au paragraphe 5 ci-dessus:
  - a. seront conformes aux statuts du Fonds monétaire international aussi longtemps que la Partie contractante qui adopte ces mesures est partie auxdits statuts;
  - b. se limiteront aux mesures nécessaires pour faire face aux circonstances décrites au paragraphe 5 ci-dessus;
  - c. seront temporaires et cesseront dès que les conditions le permettront; et
  - d. seront notifiées sans délai à l'autre Partie contractante.

#### *Article VII*

#### **Environnement**

1. Reconnaissant que chaque Partie contractante a le droit de fixer son propre niveau de protection de l'environnement et de définir ses politiques et priorités en matière d'environnement et de développement, ainsi que d'adopter ou de modifier en conséquence ses lois *ad hoc*, chacune des Parties contractantes veillera à ce que sa législation garantisse un haut niveau de protection de l'environnement et mettra tout en œuvre en vue d'améliorer constamment ladite législation.
2. Les Parties contractantes reconnaissent qu'il n'est pas approprié d'assouplir la législation nationale en matière d'environnement aux fins d'encourager les investissements. A cet égard, chacune des Parties contractantes veillera à ce qu'il ne soit pas accordé d'exemption ni dérogé d'aucune autre façon à ladite législation, pas plus qu'il ne soit offert de

possibilité d'exemption ou autre dérogation aux fins d'encourager la constitution, l'entretien ou l'expansion d'un investissement sur son territoire.

3. Les parties reconnaissent que la coopération mutuelle leur offre des possibilités accrues d'amélioration des normes de protection de l'environnement.
4. Aucune disposition du présent accord n'aura pour effet d'empêcher une Partie contractante d'adopter, de maintenir en place ou d'exécuter toute mesure qu'elle juge appropriée pour garantir qu'une activité d'investissement sur son territoire est réalisée en conformité avec la législation environnementale de la Partie concernée.
5. Les mécanismes de règlement des différends visés aux Articles XII et XIII du présent Accord ne s'appliqueront pas aux obligations contractées au titre du présent Article.

#### *Article VIII*

#### **Travail**

1. Les Parties contractantes reconnaissent:
  - a. que chaque Partie contractante a le droit de fixer ses propres normes de protection du travail et d'adopter ou de modifier en conséquence sa législation du travail;
  - b. que chaque Partie contractante mettra tout en œuvre en vue de garantir que les principes énoncés au paragraphe 6 de l'Article 1 sont reconnus et appliqués par sa législation nationale; et
  - c. qu'il n'est pas approprié d'encourager la constitution, l'entretien ou l'expansion d'un investissement sur son territoire en assouplissant la législation nationale du travail.
2. Les parties reconnaissent que la coopération mutuelle leur offre des possibilités accrues d'amélioration des normes de protection du travail.
3. Aucune disposition du présent accord n'aura pour effet d'empêcher une Partie contractante d'adopter, de maintenir en place ou d'exécuter toute mesure qu'elle juge appropriée pour garantir qu'une activité d'investissement sur son territoire est réalisée en conformité avec la législation du travail de la Partie concernée.
4. Les mécanismes de règlement des différends visés aux Articles XII et XIII du présent Accord ne s'appliqueront pas aux obligations contractées au titre du présent Article.

#### *Article IX*

#### **Expropriation et indemnisation**

1. Les investissements effectués par des investisseurs de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante ne seront pas nationalisés, ni soumis à une expropriation directe ou indirecte ou à d'autres mesures ayant des effets similaires (désignées ci-après sous le terme d'«expropriation»), si ce n'est pour des raisons d'utilité publique, de sécurité ou d'intérêt national. En cas d'expropriation, les conditions suivantes devront être remplies:
  - a. les mesures seront prises selon une procédure légale;
  - b. les mesures ne seront pas discriminatoires et seront prises de bonne foi; et
  - c. les mesures seront assorties de dispositions prévoyant une indemnisation rapide, adéquate et effective.
2. Il est entendu que le critère «utilidad pública o interés social» figurant à l'Article 58 de la *Constitución Política de Colombia (1991)* est compatible avec le terme «utilité publique» utilisé dans le présent Article.
3. Il est entendu que:
  - a. l'expropriation indirecte résulte d'une mesure ou d'un train de mesures d'une Partie contractante qui a un effet équivalent à l'expropriation directe sans transfert formel de titre ou confiscation pure et simple;
  - b. pour établir si une mesure ou un train de mesures d'une Partie contractante constitue une expropriation indirecte, il faudra un examen au cas par cas et une enquête sur les faits où les critères pris en considération seront, entre autres, la portée de la mesure ou du train de mesures et la mesure dans laquelle les anticipations définies et raisonnables fondées sur l'investissement s'en trouvent contrecarrées;
  - c. sauf dans de rares cas, par exemple lorsque la mesure ou le train de mesures est si rigoureux au regard de leur objet qu'on ne pourra raisonnablement penser qu'elles ont été adoptées et appliquées de bonne foi, les mesures non discriminatoires d'une Partie qui sont conçues et appliquées à des fins d'utilité publique ou de santé publique, de sécurité et d'environnement ne constituent pas une expropriation indirecte.
4. Le montant des indemnités correspondra à la valeur marchande des investissements à la veille du jour où les mesures d'expropriation ont été prises ou rendues publiques, suivant la première situation qui se présente.
5. Lesdites indemnités seront réglées en toute monnaie convertible. Elles seront versées sans délai injustifié et seront librement transférables. Elles porteront intérêt au taux commercial normal depuis la date de l'expropriation jusqu'à la date du paiement.
6. La légalité de la mesure et le montant de l'indemnisation pourront être contestés devant les autorités judiciaires de la Partie contractante ayant adopté la mesure.
7. Sous réserve du présent Article, les Parties contractantes pourront établir des monopoles et se réserver des activités stratégiques privant les investisseurs de la possibilité de développer certaines activités économiques, pourvu que ce soit à des fins d'utilité publique.
8. Les Parties contractantes confirment que la délivrance de licences obligatoires conformément à l'Accord de l'OMC sur les ADPIC ne pourra pas être contestée au titre des dispositions énoncées dans le présent Article.

*Article X***Indemnisation des dommages ou des pertes**

Les investisseurs de l'une des Parties contractantes dont les investissements sur le territoire de l'autre Partie contractante auraient subi des pertes dues à une guerre, un conflit armé, une révolution, un état d'urgence national, une insurrection, des troubles civils ou d'autres événements similaires, bénéficieront d'un traitement, en ce qui concerne les restitutions, indemnisations, compensations ou autres dédommagements, qui sera au moins égal à celui accordé par cette dernière Partie contractante aux investisseurs de la nation la plus favorisée ou à ses propres investisseurs, suivant le traitement le plus favorable aux investisseurs.

*Article XI***Subrogation**

1. Si l'une des Parties contractantes ou un organisme public de celle-ci paie des indemnités à ses propres investisseurs en vertu d'une garantie contre les risques non commerciaux donnée pour un investissement, l'autre Partie contractante reconnaîtra que les droits des investisseurs sont transférés à la Partie contractante ou à l'organisme public concerné, en leur qualité d'assureur.
2. En ce qui concerne les droits transférés, l'autre Partie contractante pourra faire valoir à l'égard de l'assureur subrogé dans les droits des investisseurs indemnisés, les obligations qui incombent légalement ou contractuellement à ces derniers.

*Article XII***Règlement des différends entre une Partie contractante et un investisseur de l'autre Partie contractante**

1. Tout différend relatif aux investissements survenant entre un investisseur de l'une des Parties contractantes et l'autre Partie Contractante fera l'objet d'une notification écrite de la part de l'investisseur à l'autre Partie Contractante. La notification sera accompagnée d'informations sur les faits et spécifiera la base juridique. Dans la mesure du possible, les parties au différend tenteront de régler celui-ci par des négociations à l'amiable.
2. En ce qui concerne les actes d'une autorité gouvernementale lorsqu'il s'agit de soumettre une plainte à l'arbitrage en vertu du présent Article, ou à un tribunal local ou un tribunal administratif, les voies de recours administratives locales devront d'abord être épuisées, si la législation de la Partie Contractante l'exige. Cette procédure n'excédera en aucun cas six mois depuis la date de son lancement par l'investisseur et n'empêchera pas l'investisseur de demander des consultations telles que prévues au paragraphe 3 du présent Article.
3. Aucune disposition du présent Article ne pourra être interprétée de manière à empêcher les parties à un différend de soumettre leur différend, à partir de la notification de ce dernier, à une médiation ou conciliation *ad hoc* ou institutionnelle, avant ou pendant les procédures contentieuses.
4. A défaut de règlement du différend dans les sept (7) mois à compter de la notification écrite spécifiée au paragraphe 1, le différend pourra être soumis, au choix de l'investisseur, soit à la juridiction compétente de la Partie contractante où l'investissement a été réalisé, soit à l'arbitrage national ou international. Avant de soumettre une plainte à l'arbitrage international en vertu du présent Article, la notification d'intention visée au paragraphe 7 sera soumise au moins cent quatre-vingts (180) jours à l'avance. La notification d'intention pourra être soumise, au plus tôt, un (1) mois à compter de la notification du différend visée au paragraphe 1.
5. A cette fin, chacune des Parties contractantes donne son consentement anticipé et irrévocable à ce que tout différend soit soumis à cet arbitrage. Ce consentement implique qu'elles renoncent à exiger l'épuisement des recours judiciaires internes.
6. En cas de recours à l'arbitrage international, le différend sera soumis à l'une des instances mentionnées ci-après, au choix de l'investisseur:
  - a. à un tribunal d'arbitrage *ad hoc* établi, sauf convention contraire entre les Parties, selon les règles d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le Droit Commercial International (CNUDCI), sur le territoire d'un Etat partie à la Convention de New York sur la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères (ci-après dénommée «Convention de New York»); ou
  - b. au Centre international pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements (CIRDI), créé par la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats, ouverte à la signature à Washington, le 18 mars 1965 (ci-après dénommée «Convention CIRDI»), lorsque chaque Etat partie au présent Accord sera membre de celle-ci. Pour le cas où une seule des Parties contractantes est partie à la Convention CIRDI, chacune des Parties contractantes consent à ce que le différend puisse être soumis à l'arbitrage conformément au règlement du Mécanisme supplémentaire du CIRDI; ou
  - c. à la Cour d'arbitrage de la Chambre internationale de commerce à Paris; ou
  - d. à un tribunal arbitral du Centre de conciliation et d'arbitrage de la Chambre de Commerce de Bogota.
- 6.1. Si la procédure d'arbitrage a été introduite à l'initiative d'une Partie contractante, cette Partie contractante informera l'investisseur concerné par écrit de la désignation de l'instance d'arbitrage parmi les options prévues aux sous-paragraphes 6.a., 6.b. ou 6.c. de cet Article.

7. L'investisseur partie au différend ne pourra soumettre une plainte à l'arbitrage que si le délai fixé au paragraphe 4 du présent Article est écoulé et qu'il a notifié par écrit à la Partie contractante concernée, cent quatre-vingts (180) jours à l'avance, son intention de soumettre une plainte à l'arbitrage («notification d'intention»). Ladite notification précisera le nom et l'adresse de l'investisseur partie au différend, les dispositions du présent accord qui sont présumées avoir été violées, les faits sur lesquels repose la plainte, la valeur estimée des dommages et l'indemnisation demandée.
8. Aucune des Parties contractantes, partie à un différend, ne soulèvera d'objection, à aucun stade de la procédure d'arbitrage ni de l'exécution d'une sentence d'arbitrage, du fait que l'investisseur, partie adverse au différend, aurait perçu une indemnité d'un subrogé couvrant tout ou partie de ses pertes en exécution d'une garantie telle que prévue à l'Article XI du présent Accord.
9. Dès que l'investisseur aura soumis le différend soit à un tribunal compétent de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle l'investissement a été admis, soit à l'un des mécanismes d'arbitrage décrits ci-dessus, le choix de la procédure sera définitif.
10. Les sentences d'arbitrage seront définitives et obligatoires pour les parties au différend. Chaque Partie contractante s'engage à exécuter et à observer les sentences en conformité avec sa législation nationale et avec les accords internationaux applicables.
11. Les Parties contractantes s'abstiendront de traiter, par la voie diplomatique, les questions relatives à des différends entre une Partie Contractante et un investisseur de l'autre Partie Contractante soumis à une procédure judiciaire ou à l'arbitrage international, conformément aux dispositions du présent Article, à moins qu'une des parties au différend n'ait pas obtempéré à la décision du tribunal ou à la sentence arbitrale, selon les conditions énoncées dans ladite décision ou sentence arbitrale.
12. Aucune plainte ne pourra être déposée par un investisseur si plus de soixante (60) mois se sont écoulés depuis la date à laquelle l'investisseur a eu ou aurait dû avoir connaissance de la violation alléguée du présent Accord, ainsi que des pertes et dommages présumés.
13. Les mécanismes de règlement des différends prévus par le présent Accord se baseront sur les dispositions du présent Accord et sur les règles arbitrales applicables de l'instance à laquelle la demande d'arbitrage a été soumise.
14. Dès que possible et sans préjudice des règles d'arbitrage applicables, à la demande du défendeur, le Tribunal pourra se prononcer sur les questions préliminaires relatives à la compétence et à l'admissibilité.
- 14.1. Lorsque le Tribunal tranche sur l'objection du défendeur, il pourra statuer sur les dépens et honoraires d'avocats exposés durant la procédure, selon que l'objection a ou n'a pas eu gain de cause.
- 14.2. Le Tribunal pourra examiner si la plainte du requérant ou l'objection du défendeur est frivole, et fournira en quel cas aux parties au différend l'occasion raisonnable de présenter des observations. Dans le cas d'une plainte frivole, le Tribunal mettra les dépens à la charge du requérant.
15. Lorsqu'un tribunal rend une sentence définitive défavorable au requérant, il pourra accorder uniquement des dommages-intérêts pécuniaires, et tout intérêt applicable; de même qu'attribuer les dépens et les honoraires d'avocats conformément au présent Article et aux règles d'arbitrage applicables. Il est entendu qu'un tribunal arbitral au titre du présent Article ne sera pas compétent pour examiner la légalité d'une loi ou d'un règlement national au regard de la constitution ou de l'ordre juridique de la Partie concernée.
16. La signification à une Partie contractante de la notification d'intention et d'autres documents se fera à l'endroit fixé par ladite Partie contractante à l'Annexe I.

### *Article XIII*

#### **Règlement de différends entre les Parties contractantes**

1. Les différends entre les Parties contractantes relatifs à l'interprétation ou à l'application du présent Accord seront réglés, dans la mesure du possible, par la voie de négociations diplomatiques directes.
2. A défaut de règlement par la voie diplomatique, le différend sera soumis à une commission mixte, composée de représentants des deux Parties contractantes; celle-ci se réunira à la demande de la Partie la plus diligente et sans délai injustifié.
3. Si la commission mixte ne peut régler le différend dans les six (6) mois à compter de la date de sa constitution, celui-ci sera soumis, à la demande de l'une ou l'autre des Parties contractantes, à un tribunal arbitral constitué, pour chaque cas particulier, de la manière suivante:
  - a. Chaque Partie contractante désignera un arbitre dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle l'une des Parties contractantes a fait part à l'autre Partie de son intention de soumettre le différend à arbitrage. Dans les deux mois suivant leur désignation, les deux arbitres désigneront d'un commun accord un ressortissant d'un Etat qui n'est pas Partie contractante avec lequel les deux Parties contractantes entretiennent des relations diplomatiques, qui exercera la fonction de président du tribunal arbitral.
  - b. Si ces délais n'ont pas été observés, l'une ou l'autre Partie contractante invitera le Président de la Cour Internationale de Justice à procéder à la nomination ou aux nominations nécessaire(s).

- c. Si le Président de la Cour Internationale de Justice est ressortissant de l'une ou l'autre Partie contractante ou d'un Etat avec lequel l'une ou l'autre Partie contractante n'entretient pas de relations diplomatiques, ou si, pour une autre raison, il est empêché d'exercer cette fonction, le Vice-Président de la Cour Internationale de Justice sera invité à procéder à la nomination ou aux nominations nécessaire(s).
- d. Si le Vice-Président de la Cour Internationale de Justice est ressortissant de l'une ou l'autre Partie contractante ou s'il est lui aussi empêché d'exercer cette fonction, le membre le plus élevé en rang de la Cour Internationale de Justice et qui n'est pas ressortissant de l'une ou l'autre Partie contractante sera invité à procéder aux nominations nécessaires.
4. Le Tribunal ainsi constitué fixera ses propres règles de procédure. Ses décisions seront prises à la majorité des voix; elles seront définitives et obligatoires pour les Parties contractantes. Le Tribunal d'arbitrage statuera sur la base des dispositions du présent Accord et des principes du droit international applicables en l'espèce.
5. Sauf convention contraire, les Parties contractantes supporteront à parts égales les frais liés à la désignation des arbitres et les frais de la procédure arbitrale.

*Article XIV*

**Règles applicables**

Lorsqu'une question relative aux investissements est régie à la fois par le présent Accord et par la législation nationale de l'une des Parties contractantes ou par des conventions internationales en vigueur actuellement ou contractées dans l'avenir par les Parties contractantes, les investisseurs de l'autre Partie contractante pourront se prévaloir des dispositions qui leur sont les plus favorables.

*Article XV*

**Consultations**

Les Parties contractantes se consulteront au sujet de toute question en rapport avec les investissements et avec l'application ou l'interprétation du présent Accord.

*Article XVI*

**Dispositions finales**

**Entrée en vigueur et durée**

1. Le présent Accord entrera en vigueur soixante (60) jours à compter de la date à laquelle les Parties contractantes auront échangé leurs instruments de ratification. Il restera en vigueur pour une période de dix ans.
2. A moins que l'une des Parties contractantes ne le dénonce au moins douze mois avant l'expiration de sa période de validité, le présent Accord sera chaque fois reconduit tacitement pour une nouvelle période de dix ans, chaque Partie contractante se réservant le droit de le dénoncer par une notification transmise par la voie diplomatique et introduite au moins douze mois avant la date d'expiration de la période de validité en cours.
3. Les investissements effectués antérieurement à la date d'expiration du présent Accord lui resteront soumis pour une période de dix ans à compter de cette date.

EN FOI DE QUOI, les représentants soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

FAIT à Bruxelles, le 4 février 2009, en deux exemplaires originaux, chacun en langues espagnole, anglaise, française et néerlandaise, tous les textes faisant également foi. Le texte en langue anglaise prévaudra en cas de divergence d'interprétation.

*Pour l'Union économique belgo-luxembourgeoise:*

*Pour le Royaume de Belgique:  
Pour la Région wallonne:  
Pour la région flamande:  
Pour la Région  
de Bruxelles-Capitale:*

*Pour le Grand-Duché  
de Luxembourg:*

*Pour la République de Colombie:*

\*

2012

ANNEXE I

**Notification de documents à une Partie au titre de l'Article XII**

*Union Economique Belgo-Luxembourgeoise*

En ce qui concerne l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise, la notification d'intention et les autres documents concernant le règlement des différends au titre de l'Article XII seront signifiés à l'endroit suivant:

Service Public fédéral des Affaires étrangères,  
Commerce extérieur et Coopération au Développement  
Direction des Intérêts économiques  
15, Rue de Petits Carmes  
B-1000 Bruxelles – Belgique

Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration  
5, Rue Notre-Dame  
L-2240 Luxembourg – Luxembourg

*Colombie*

En ce qui concerne la Colombie, la notification d'intention et les autres documents concernant le règlement des différends au titre de l'Article XII seront signifiés à l'endroit suivant:

Dirección de Inversión Extranjera y Servicios  
Ministerio de Comercio, Industria y Turismo  
Calle 28 # 13 A – 15  
Bogotá D.C. – Colombia

\*

## ACCORD

### entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise, d'une part, et la République du Tadjikistan, d'autre part, concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements

*Le Royaume de Belgique,*

*la Région wallonne,*

*la Région flamande,*

*et la Région de Bruxelles-Capitale,*

ainsi que

*le Grand-Duché de Luxembourg,*

d'une part, et

*la République du Tadjikistan,*

d'autre part,

(ci-après dénommés les «Parties contractantes»),

Désireux de renforcer leur coopération économique en créant des conditions favorables à la réalisation d'investissements par des investisseurs de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante, SONT CONVENUS de ce qui suit:

#### Article 1

#### Définitions

Pour l'application du présent Accord,

1. Le terme «investisseurs» désigne:

- a) les «nationaux», c'est-à-dire toute personne physique qui, selon la législation du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg ou de la République du Tadjikistan est considérée comme citoyen du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg ou de la République du Tadjikistan respectivement;
- b) les «sociétés», c'est-à-dire toute personne morale constituée conformément à la législation du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg ou de la République du Tadjikistan et ayant son siège social sur le territoire du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg ou de la République du Tadjikistan respectivement.

2. Le terme «investissements» désigne tout élément d'actif quelconque et tout apport direct ou indirect en numéraire, en nature ou en services, investi ou réinvesti dans tout secteur d'activité économique, quel qu'il soit.

Sont considérés notamment, mais non exclusivement, comme des investissements au sens du présent Accord:

- a) les biens meubles et immeubles ainsi que tous autres droits réels tels que hypothèques, privilèges, gages, usufruit et droits similaires;
- b) les actions, parts sociales et toutes autres formes de participations, même minoritaires ou indirectes, dans le capital de sociétés constituées sur le territoire de l'une des Parties contractantes;
- c) les obligations, créances et droits à toutes prestations ayant une valeur économique;
- d) les droits d'auteur, les droits de propriété industrielle, les procédés techniques, les noms déposés et le fonds de commerce;
- e) les concessions de droit public ou contractuelles, notamment celles relatives à la prospection, la mise en valeur, l'extraction ou l'exploitation de ressources naturelles.

Aucune modification de la forme juridique dans laquelle les avoirs et capitaux ont été investis ou réinvestis n'affectera leur qualité d'«investissements» au sens du présent Accord.

3. Le terme «revenus» désigne les sommes produites par un investissement et notamment, mais non exclusivement, les bénéfices, intérêts, accroissements de capital, dividendes, royalties et honoraires.

4. Le terme «territoire» s'applique:

- a) au territoire du Royaume de Belgique et au territoire du Grand-Duché de Luxembourg, ainsi qu'aux zones maritimes, c'est-à-dire les zones marines et sous-marines qui s'étendent au-delà des eaux territoriales du Royaume de Belgique et sur lesquelles celui-ci exerce, conformément au droit international, ses droits souverains et sa juridiction aux fins d'exploration, d'exploitation et de conservation des ressources naturelles;

- b) au territoire de la République du Tadjikistan, y compris l'espace aérien au-dessus de la République du Tadjikistan, ainsi qu'à tout autre territoire défini ou qui sera défini à l'avenir conformément au droit international et à la législation nationale de la République du Tadjikistan, sur lesquels la République du Tadjikistan exerce ses droits souverains en ce qui concerne les ressources naturelles et minérales.
5. L'expression «législation en matière d'environnement» désigne la législation des Parties contractantes, ou toute disposition contenue dans cette législation, qui vise principalement la protection de l'environnement, ou la prévention de tout danger pour la vie ou la santé des hommes, des animaux ou des plantes par les moyens suivants:
- prévention, réduction ou contrôle des rejets, déversements ou émissions de substances polluantes ou de produits contaminateurs pour l'environnement;
  - contrôle des produits chimiques, substances, matériaux et déchets dangereux ou toxiques pour l'environnement et diffusion des informations y relatives;
  - protection ou conservation de la flore et de la faune sauvages, y compris les espèces menacées d'extinction, leur habitat, et les zones naturelles spécialement protégées sur le territoire des Parties contractantes.
6. L'expression «législation du travail» désigne la législation du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg ou de la République du Tadjikistan, ou toute disposition contenue dans cette législation, ayant un rapport direct avec les droits universellement reconnus des travailleurs énumérés ci-dessous:
- le droit d'association;
  - le droit d'organisation et de négociation collective;
  - l'interdiction de recourir à quelque forme de travail forcé ou obligatoire que ce soit;
  - un âge minimum d'admission des enfants à l'emploi;
  - des conditions de travail acceptables en ce qui concerne le salaire minimum et la durée du travail, ainsi que la sécurité et la santé des travailleurs.

#### Article 2

##### **Promotion des investissements**

- Chacune des Parties contractantes encouragera les investissements sur son territoire par des investisseurs de l'autre Partie contractante et admettra lesdits investissements en conformité avec sa législation.
- En particulier, chaque Partie contractante autorisera la conclusion et l'exécution de contrats de licence et de conventions d'assistance commerciale, administrative ou technique, pour autant que ces activités aient un rapport avec les investissements.

#### Article 3

##### **Protection des investissements**

- Tous les investissements effectués par des investisseurs de l'une des Parties contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre Partie contractante, d'un traitement juste et équitable.
- Sous réserve des mesures nécessaires au maintien de l'ordre public, ces investissements jouiront d'une sécurité et d'une protection constantes, excluant toute mesure injustifiée ou discriminatoire qui pourrait entraver, en droit ou en fait, la gestion, l'entretien, l'utilisation, la jouissance ou la liquidation desdits investissements.

#### Article 4

##### **Traitement national et nation la plus favorisée**

- Pour toutes les questions relatives au traitement des investissements, les investisseurs de chacune des Parties contractantes bénéficieront, sur le territoire de l'autre Partie, du traitement national et du traitement de la nation la plus favorisée.
- En ce qui concerne l'exploitation, la gestion, l'entretien, l'utilisation, la jouissance, la vente ou toute autre forme d'aliénation des investissements, chaque Partie contractante accordera sur son territoire aux investisseurs de l'autre Partie contractante un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui qu'elle accorde à ses propres investisseurs ou aux investisseurs de tout Etat tiers, si ce traitement est plus favorable.
- Pareil traitement ne s'étendra pas aux privilèges qu'une Partie contractante accorde aux investisseurs d'un Etat tiers, en vertu de sa participation ou de son association à une zone de libre échange, une union douanière, un marché commun ou à toute autre forme d'organisation économique régionale.
- Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux matières fiscales.

#### Article 5

##### **Environnement**

- Reconnaissant que chaque Partie contractante a le droit de fixer son propre niveau de protection de l'environnement et de définir ses politiques et priorités en matière d'environnement et de développement, ainsi que d'adopter ou de modifier en conséquence ses lois ad hoc, chacune des Parties contractantes veillera à ce que sa

législation garantisse un haut niveau de protection de l'environnement et mettra tout en œuvre en vue d'améliorer constamment ladite législation.

2. Les Parties contractantes reconnaissent qu'il n'est pas approprié d'assouplir la législation nationale en matière d'environnement aux fins d'encourager les investissements. A cet égard, chacune des Parties contractantes veillera à ce qu'il ne soit pas accordé d'exemption ni dérogé d'aucune autre façon à ladite législation, pas plus qu'il ne soit offert de possibilité d'exemption ou autre dérogation aux fins d'encourager la constitution, l'entretien ou l'expansion d'un investissement sur son territoire.

3. Les Parties contractantes réaffirment les engagements auxquels elles ont souscrit dans le cadre d'accords internationaux en matière d'environnement. Elles veilleront à ce que lesdits engagements soient pleinement reconnus et appliqués dans leur législation nationale.

4. Les parties reconnaissent que la coopération mutuelle leur offre des possibilités accrues d'amélioration des normes de protection de l'environnement. A la demande de l'une des parties, l'autre partie acceptera que les représentants de leurs gouvernements se réunissent à des fins de consultations sur toute matière tombant dans le domaine d'application du présent article.

#### *Article 6*

##### **Travail**

1. Reconnaisant que chaque Partie contractante a le droit de fixer ses propres normes de protection du travail et d'adopter ou de modifier en conséquence ses lois ad hoc, chacune des Parties contractantes veillera à ce que sa législation fixe des normes de travail conformes aux droits universellement reconnus des travailleurs énoncés au paragraphe 6 de l'Article 1 et n'aura de cesse d'améliorer lesdites normes.

2. Les Parties contractantes reconnaissent qu'il n'est pas approprié d'assouplir la législation nationale du travail aux fins d'encourager les investissements. A cet égard, chacune des Parties contractantes veillera à ce qu'il ne soit pas accordé d'exemption ni dérogé d'aucune autre façon à ladite législation, pas plus qu'il ne soit offert de possibilité d'exemption ou autre dérogation aux fins d'encourager la constitution, l'entretien ou l'expansion d'un investissement sur son territoire.

3. Les Parties contractantes réaffirment leurs obligations en tant que membres de l'Organisation internationale du Travail ainsi que leurs engagements en vertu de la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux du travail et de son suivi. Les Parties contractantes veilleront à ce que lesdits principes et droits universellement reconnus des travailleurs énoncés au paragraphe 6 de l'Article 1 soient reconnus et protégés dans leur législation nationale.

4. Les parties reconnaissent que la coopération mutuelle leur offre des possibilités accrues d'amélioration des normes de protection du travail. A la demande de l'une des Parties contractantes, l'autre partie acceptera que les représentants de leurs gouvernements se réunissent à des fins de consultations sur toute matière tombant dans le domaine d'application du présent article.

#### *Article 7*

##### **Mesures privatives et restrictives de propriété**

1. Chacune des Parties contractantes s'engage à ne prendre aucune mesure d'expropriation ou de nationalisation ni aucune autre mesure dont l'effet est de déposséder directement ou indirectement les investisseurs de l'autre Partie contractante des investissements qui leur appartiennent sur son territoire.

2. Si des impératifs d'utilité publique, de sécurité ou d'intérêt national justifient une dérogation au paragraphe 1, les conditions suivantes devront être remplies:

- a) les mesures seront prises selon une procédure légale;
- b) elles ne seront ni discriminatoires, ni contraires à un engagement spécifique;
- c) elles seront assorties de dispositions prévoyant le paiement d'une indemnité adéquate et effective.

3. Le montant des indemnités correspondra à la valeur effective des investissements à la veille du jour où les mesures ont été prises ou rendues publiques.

Lesdites indemnités seront réglées en toute monnaie convertible. Elles seront versées sans délai injustifié et seront librement transférables. Elles porteront intérêt au taux commercial normal depuis la date de la fixation de leur montant jusqu'à celle de leur paiement.

4. Les investisseurs de l'une des Parties contractantes dont les investissements auraient subi des dommages dus à une guerre ou à tout autre conflit armé, révolution, état d'urgence national ou révolte survenu sur le territoire de l'autre Partie contractante, bénéficieront, de la part de cette dernière, d'un traitement au moins égal à celui accordé aux investisseurs de la nation la plus favorisée en ce qui concerne les restitutions, indemnisations, compensations ou autres dédommagements.

2016

*Article 8*

**Transferts**

1. Chaque Partie contractante accordera aux investisseurs de l'autre Partie contractante le libre transfert de tous les paiements relatifs à un investissement, et notamment:
  - a) des sommes destinées à établir, à maintenir ou à développer l'investissement;
  - b) des sommes destinées au règlement d'obligations contractuelles, y compris les sommes nécessaires au remboursement d'emprunts, les redevances et autres paiements découlant de licences, franchises, concessions et autres droits similaires, ainsi que les rémunérations du personnel expatrié;
  - c) des revenus des investissements;
  - d) du produit de la liquidation totale ou partielle des investissements, y compris les plus-values ou augmentations du capital investi;
  - e) des indemnités payées en exécution de l'article 7.
2. Les nationaux de chacune des Parties contractantes autorisés à travailler au titre d'un investissement sur le territoire de l'autre Partie contractante seront également autorisés à transférer une quotité appropriée de leur rémunération dans leur pays d'origine.
3. Les transferts seront effectués en monnaie librement convertible, au cours applicable à la date de ceux-ci aux transactions au comptant dans la monnaie utilisée.
4. Chacune des Parties contractantes délivrera les autorisations nécessaires pour assurer sans délai l'exécution des transferts et ce, sans autres charges que les frais bancaires usuels.

*Article 9*

**Subrogation**

1. Si l'une des Parties contractantes ou un organisme public de celle-ci paie des indemnités à ses propres investisseurs en vertu d'une garantie donnée au titre d'un investissement, l'autre Partie contractante reconnaîtra que les droits des investisseurs sont transférés à la Partie contractante ou à l'organisme public concerné, en leur qualité d'assureur.
2. En ce qui concerne les droits transférés, l'autre Partie contractante pourra faire valoir à l'égard de l'assureur subrogé dans les droits des investisseurs indemnisés, les obligations qui incombent légalement ou contractuellement à ces derniers.

*Article 10*

**Règles applicables**

Lorsqu'une question relative aux investissements est régie à la fois par le présent Accord et par la législation nationale de l'une des Parties contractantes ou par des conventions internationales en vigueur actuellement ou contractées dans l'avenir par les Parties, les investisseurs de l'autre Partie contractante pourront se prévaloir des dispositions qui leur sont les plus favorables.

*Article 11*

**Accords particuliers**

1. Les investissements ayant fait l'objet d'un accord particulier entre l'une des Parties contractantes et des investisseurs de l'autre Partie seront régis par les dispositions du présent Accord et par celles de cet accord particulier.
2. Chacune des Parties contractantes s'engage à assurer à tout moment le respect des obligations qu'elle aura contractées à l'égard des investisseurs de l'autre Partie contractante.

*Article 12*

**Règlement des différends relatifs aux investissements**

1. Tout différend relatif aux investissements survenant entre un investisseur de l'une des Parties contractantes et l'autre Partie contractante fera l'objet d'une notification écrite, accompagnée d'un aide-mémoire suffisamment détaillé, de la part de la partie la plus diligente.

Dans la mesure du possible, les parties tenteront de régler le différend par la négociation, en faisant éventuellement appel à l'avis spécialisé d'un tiers, ou par la conciliation entre les Parties contractantes par la voie diplomatique.

2. A défaut de règlement amiable par arrangement direct entre les parties au différend ou par conciliation par la voie diplomatique dans les six mois à compter de sa notification, le différend sera soumis, au choix de l'investisseur, soit à la juridiction compétente de l'Etat où l'investissement a été réalisé, soit à l'arbitrage international.

A cette fin, chacune des Parties contractantes donne son consentement anticipé et irrévocable à ce que tout différend soit soumis à cet arbitrage. Ce consentement implique qu'elles renoncent à exiger l'épuisement des recours administratifs ou judiciaires internes.

3. En cas de recours à l'arbitrage international, le différend sera soumis à l'un des organismes d'arbitrage désignés ci-après, au choix de l'investisseur:

- à un tribunal d'arbitrage ad hoc, établi selon les règles d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le Droit Commercial International (C.N.U.D.C.I.);
- au Centre international pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements (C.I.R.D.I.), créé par «la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats», ouverte à la signature à Washington, le 18 mars 1965, lorsque chaque Etat partie au présent Accord sera membre de celle-ci. Aussi longtemps que cette condition n'est pas remplie, chacune des Parties contractantes consent à ce que le différend soit soumis à l'arbitrage conformément au règlement du Mécanisme supplémentaire du C.I.R.D.I.

Si la procédure d'arbitrage a été introduite à l'initiative d'une Partie contractante, celle-ci invitera par écrit l'investisseur concerné à désigner l'organisme d'arbitrage qui devra être saisi du différend.

4. Aucune des Parties contractantes, partie à un différend, ne soulèvera d'objection, à aucun stade de la procédure d'arbitrage ni de l'exécution d'une sentence d'arbitrage, du fait que l'investisseur, partie adverse au différend, aurait perçu une indemnité couvrant tout ou partie de ses pertes en exécution d'une police d'assurance ou de la garantie prévue à l'article 9 du présent Accord.

5. Les sentences d'arbitrage seront définitives et obligatoires pour les parties au différend. Chaque Partie contractante s'engage à exécuter les sentences en conformité avec sa législation nationale.

#### *Article 13*

#### ***Différends entre les Parties contractantes concernant l'interprétation ou l'application du présent Accord***

1. Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'exécution du présent Accord sera réglé, si possible, par la voie diplomatique.

2. A défaut de règlement par la voie diplomatique, le différend sera soumis à une commission mixte, composée de représentants des deux Parties; celle-ci se réunira à la demande de la Partie la plus diligente et sans délai injustifié.

3. Si la commission mixte ne peut régler le différend, celui-ci sera soumis, à la demande de l'une ou l'autre Partie contractante, à un tribunal arbitral constitué, pour chaque cas particulier, de la manière suivante:

Chaque Partie contractante désignera un arbitre dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle l'une des Parties contractantes a fait part à l'autre de son intention de soumettre le différend à l'arbitrage. Dans les deux mois suivant leur désignation, les deux arbitres désigneront d'un commun accord un ressortissant d'un Etat tiers qui exercera la fonction de président du tribunal arbitral.

Si ces délais n'ont pas été observés, l'une ou l'autre Partie contractante invitera le Président de la Cour Internationale de Justice à procéder à la nomination ou aux nominations nécessaire(s).

Si le Président de la Cour Internationale de Justice est ressortissant de l'une ou l'autre Partie contractante ou d'un Etat avec lequel l'une ou l'autre Partie contractante n'entretient pas de relations diplomatiques, ou si, pour une autre raison, il est empêché d'exercer cette fonction, le Vice-président de la Cour Internationale de Justice sera invité à procéder à la nomination ou aux nominations nécessaire(s).

4. Le tribunal ainsi constitué fixera ses propres règles de procédure. Ses décisions seront prises à la majorité des voix; elles seront définitives et obligatoires pour les Parties contractantes.

5. Chaque Partie contractante supportera les frais liés à la désignation de son arbitre. Les débours inhérents à la désignation du troisième arbitre et les frais de fonctionnement du tribunal seront supportés, à parts égales, par les Parties contractantes.

#### *Article 14*

#### ***Investissements antérieurs***

Le présent Accord s'appliquera également aux investissements effectués avant son entrée en vigueur par les investisseurs de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante en conformité avec les lois et règlements de cette dernière.

#### *Article 15*

#### ***Entrée en vigueur et durée***

1. Le présent Accord entrera en vigueur un mois à compter de la date à laquelle les Parties contractantes auront échangé leurs instruments de ratification. Il restera en vigueur pour une période de dix ans.

A moins que l'une des Parties contractantes ne le dénonce au moins six mois avant l'expiration de sa période de validité, il sera chaque fois reconduit tacitement pour une nouvelle période de dix ans, chaque Partie contractante se réservant le droit de le dénoncer par une notification introduite au moins six mois avant la date d'expiration de la période de validité en cours.

2. Les investissements effectués antérieurement à la date d'expiration du présent Accord lui resteront soumis pour une période de dix ans à compter de cette date.

EN FOI DE QUOI, les représentants soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

FAIT à Bruxelles, le 10 février 2009, en deux exemplaires originaux, chacun en langues anglaise, française, néerlandaise, russe et tadjik, tous les textes faisant également foi. Le texte en langue anglaise prévaudra en cas de divergence d'interprétation.

*Pour l'Union économique belgo-luxembourgeoise:*

*Pour le Royaume de Belgique:*

*Pour la Région wallonne:*

*Pour la région flamande:*

*Pour la Région  
de Bruxelles-Capitale:*



*Pour le Grand-Duché  
de Luxembourg:*



*Pour la République du Tadjikistan:*



\*

## ACCORD

### entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise, d'une part, et la République du Panama, d'autre part, concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements

*Le Royaume de Belgique,*

*la Région wallonne,*

*la Région flamande,*

*et la Région de Bruxelles-Capitale,*

ainsi que

*le Grand-Duché de Luxembourg,*

d'une part, et

*la République du Panama,*

d'autre part,

(ci-après dénommés les «Parties contractantes»),

Désireux de renforcer leur coopération économique en créant des conditions favorables à la réalisation d'investissements par des investisseurs de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante, SONT CONVENU de ce qui suit:

#### Article 1

#### Définitions

Pour l'application du présent Accord:

1. Le terme «investisseurs» désigne:

- a) les «nationaux», c.-à-d. toute personne physique qui, selon la législation du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg ou de la République du Panama est considérée comme citoyen du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg ou de la République du Panama respectivement;
- b) les «sociétés», c.-à-d. toute personne morale établie conformément à la législation du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg ou de la République du Panama et ayant son siège social sur le territoire du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg ou de la République du Panama respectivement.

2. Le terme «investissements» désigne tout élément d'actif quelconque et tout apport direct ou indirect en numéraire, en nature ou en services, investi ou réinvesti dans tout secteur d'activité économique, quel qu'il soit. Sont considérés notamment, mais non exclusivement, comme des investissements au sens du présent Accord:

- a) les biens meubles et immeubles ainsi que tous autres droits réels tels que hypothèques, privilèges, gages, usufruit et droits analogues;
- b) les actions, parts sociales et toutes autres formes de participations, même minoritaires ou indirectes, dans le capital de sociétés constituées sur le territoire de l'une des Parties contractantes;
- c) les obligations, créances et droits à toutes prestations ayant une valeur économique;
- d) les droits d'auteur, les droits de propriété industrielle, les procédés techniques, les noms déposés et le fonds de commerce;
- e) les concessions de droit public ou contractuelles, notamment celles relatives à la prospection, à la culture, à l'extraction ou à l'exploitation de ressources naturelles.

Aucune modification de la forme juridique dans laquelle les avoirs et capitaux ont été investis ou réinvestis n'affectera leur qualité d'investissements au sens du présent Accord.

3. Le terme «revenus» désigne les sommes produites par un investissement et notamment, mais non exclusivement, les bénéfices, intérêts, accroissements de capital, dividendes, royalties et honoraires.

4. Le terme «territoire» s'applique:

- a) au territoire du Royaume de Belgique et au territoire du Grand-Duché de Luxembourg, ainsi qu'aux zones maritimes, c'est-à-dire les zones marines et sous-marines qui s'étendent au-delà des eaux territoriales du Royaume de Belgique et sur lesquelles celui-ci exerce, conformément au droit international, ses droits souverains et sa juridiction aux fins d'exploration, d'exploitation et de conservation des ressources naturelles;
- b) au territoire de la République du Panama ainsi qu'aux zones maritimes, c'est-à-dire les zones marines et sous-marines qui s'étendent au-delà des eaux territoriales de la République du Panama et sur lesquelles celle-ci exerce, conformément au droit international, ses droits souverains et sa juridiction aux fins d'exploration, d'exploitation et de conservation des ressources naturelles.

5. L'expression «*législation en matière d'environnement*» désigne la législation des Etats Contractants, ou toute disposition contenue dans cette législation, qui vise principalement la protection de l'environnement, ou la prévention de tout danger pour la vie ou la santé des hommes, des animaux ou des plantes.
6. L'expression «*législation du travail*» désigne la législation du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg ou de la République du Panama, ou toute disposition contenue dans cette législation, ayant un rapport direct avec les Conventions de travail internationales que chaque Partie contractante a ratifiées.

*Article 2*

**Promotion des investissements**

1. Chacune des Parties contractantes encouragera les investissements sur son territoire par des investisseurs de l'autre Partie contractante et admettra ces investissements en conformité avec sa législation.
2. En particulier, chaque Partie contractante autorisera la conclusion et l'exécution de contrats de licence et de conventions d'assistance commerciale, administrative ou technique, pour autant que ces activités aient un rapport avec les investissements.

*Article 3*

**Protection des investissements**

1. Tous les investissements effectués par des investisseurs de l'une des Parties contractantes, jouiront, sur le territoire de l'autre Partie contractante, d'un traitement juste et équitable.
2. Sous réserve des mesures nécessaires au maintien de l'ordre public, ces investissements jouiront d'une sécurité et d'une protection constantes, excluant toute mesure injustifiée ou discriminatoire qui pourrait entraver, en droit ou en fait, la gestion, l'entretien, l'utilisation, la jouissance ou la liquidation desdits investissements.

*Article 4*

**Traitement national et nation la plus favorisée**

1. Pour toutes les questions relatives au traitement des investissements, les investisseurs de chacune des Parties contractantes bénéficieront, sur le territoire de l'autre Partie, du traitement national et du traitement de la nation la plus favorisée.
2. En ce qui concerne l'exploitation, la gestion, l'entretien, l'utilisation, la jouissance, la vente ou toute autre forme d'aliénation des investissements, chaque Partie contractante accordera, sur son territoire, aux investisseurs de l'autre Partie contractante un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui qu'elle accorde à ses propres investisseurs ou aux investisseurs de tout Etat tiers, si ce traitement est plus favorable.
3. Les dispositions des paragraphes (1) et (2) du présent article ne pourront pas être interprétées de manière à obliger une des Parties contractantes à étendre aux investisseurs de l'autre Partie contractante le bénéfice de tout traitement, préférence ou privilège résultant:
  - a) d'une union douanière, d'une zone de libre échange, d'un marché commun ou d'une union monétaire existant ou futur ou de tout accord international analogue ou de toute autre forme d'organisation économique régionale, auquel l'une ou l'autre des Parties contractantes est ou peut devenir partie, ou
  - b) de tout accord ou arrangement international portant entièrement ou principalement sur des matières fiscales.

*Article 5*

**Environnement**

1. Les Parties contractantes réaffirment leur droit de fixer des niveaux de protection de l'environnement et de développer leurs politiques et priorités en la matière. Ceci implique également le droit d'adopter ou de modifier leurs propres lois environnementales, conformément à leurs législations nationales respectives.
2. Aucune des Parties contractantes n'assouplira sa législation nationale en matière d'environnement aux fins d'encourager les investissements, l'entretien ou l'expansion des investissements qui seront réalisés sur son territoire.
3. Les parties reconnaissent que la coopération mutuelle leur offre des possibilités accrues de favoriser la protection de l'environnement, par la promotion de politiques et de pratiques de prévention, en ce compris, le cas échéant, la définition de normes communes de protection. A la demande de l'une des Parties contractantes, l'autre Partie acceptera que les représentants de leurs gouvernements se réunissent à des fins de consultations sur toute matière tombant dans le domaine d'application du présent article.

*Article 6*

**Travail**

1. Les Parties contractantes réaffirment leur droit de fixer leurs normes nationales en matière de travail et de développer leurs propres politiques et priorités en la matière.
2. Aucune des Parties n'assouplira sa législation nationale du travail aux fins d'encourager les investissements, l'entretien ou l'expansion des investissements qui seront réalisés sur son territoire.

3. Les Parties contractantes réaffirment leurs obligations en tant que membres de l'Organisation internationale du Travail ainsi que leurs engagements en vertu de la Déclaration de l'Organisation internationale du Travail relative aux principes et droits fondamentaux du travail et de son suivi.

*Article 7*

**Expropriation**

1. Chacune des Parties contractantes s'engage à ne prendre aucune mesure d'expropriation ou de nationalisation ni aucune autre mesure dont l'effet est de déposséder directement ou indirectement les investisseurs de l'autre Partie contractante des investissements qui leur appartiennent sur son territoire.

2. Si des impératifs d'utilité publique, de sécurité ou d'intérêt national justifient une dérogation au paragraphe 1, les conditions suivantes devront être remplies:

- a) les mesures seront prises dans le respect des prescriptions légales;
- b) les mesures ne seront ni discriminatoires, ni contraires à un engagement spécifique;
- c) elles seront assorties de dispositions prévoyant le paiement d'une indemnité adéquate et effective.

3. Le montant des indemnités correspondra à la valeur effective des investissements à la veille du jour où les mesures ont été prises ou rendues publiques.

Lesdites indemnités seront réglées en toute monnaie convertible. Elles seront versées sans délai injustifié et seront librement transférables. Elles porteront intérêt au taux commercial normal depuis la date de la fixation de leur montant jusqu'à celle de leur paiement.

4. Les investisseurs de l'une des Parties contractantes dont les investissements auraient subi des dommages dus à une guerre ou à tout autre conflit armé, révolution, état d'urgence national ou révolte survenu sur le territoire de l'autre Partie contractante, bénéficieront, de la part de cette dernière, d'un traitement, en ce qui concerne les restitutions, indemnités, compensations ou autres dédommagements, qui sera au moins égal à celui accordé par cette dernière Partie contractante aux investisseurs de la nation la plus favorisée.

*Article 8*

**Transferts**

1. Chaque Partie contractante accordera aux investisseurs de l'autre Partie contractante le libre transfert de tous les paiements relatifs à un investissement, et notamment:

- a) des sommes destinées à établir, à maintenir ou à développer l'investissement;
- b) des sommes destinées au règlement d'obligations contractuelles, y compris les sommes nécessaires au remboursement d'emprunts, les redevances et autres paiements découlant de licences, franchises, concessions et autres droits similaires, ainsi que les rémunérations du personnel expatrié;
- c) des revenus des investissements;
- d) du produit de la liquidation totale ou partielle des investissements, y compris les plus-values ou augmentations du capital investi;
- e) des indemnités payées en exécution de l'Article 7.

2. Les nationaux de chacune des Parties contractantes autorisés à travailler au titre d'un investissement sur le territoire de l'autre Partie contractante seront également autorisés à transférer une quotité appropriée de leur rémunération dans leur pays d'origine.

3. Les transferts seront effectués en monnaie librement convertible, au taux de change applicable à la date de ceux-ci aux transactions, au comptant, dans la monnaie utilisée.

4. Chacune des Parties contractantes délivrera les autorisations nécessaires pour assurer sans délai l'exécution des transferts, et ce, sans autres charges que les frais bancaires habituels.

*Article 9*

**Subrogation**

1. Si l'une des Parties contractantes ou un organisme public de celle-ci paie des indemnités à ses propres investisseurs en vertu d'une garantie donnée pour un investissement, l'autre Partie contractante reconnaîtra que les droits des investisseurs sont transférés à la Partie contractante ou à l'organisme public concerné, en leur qualité d'assureur.

2. En ce qui concerne les droits transférés, l'autre Partie contractante pourra faire valoir à l'égard de l'assureur subrogé dans les droits des investisseurs indemnisés, les obligations qui incombent légalement ou contractuellement à ces derniers.

2022

Article 10

**Règles applicables**

Lorsqu'une question relative aux investissements est régie à la fois par le présent Accord et par la législation nationale de l'une des Parties contractantes ou par des conventions internationales en vigueur actuellement ou contractées dans l'avenir par les Parties contractantes, les investisseurs de l'autre Partie contractante pourront se prévaloir des dispositions qui leur sont les plus favorables.

Article 11

**Accords particuliers**

1. Les investissements ayant fait l'objet d'un accord particulier entre l'une des Parties contractantes et des investisseurs de l'autre Partie seront régis par les dispositions du présent Accord et par celles de cet accord particulier.
2. Chacune des Parties contractantes s'engage à assurer à tout moment le respect des obligations qu'elle aura contractées à l'égard des investisseurs de l'autre Partie contractante.

Article 12

**Règlement des différends relatifs aux investissements**

1. Tout différend entre un investisseur de l'une des Parties contractantes et l'autre Partie contractante fera l'objet d'une notification écrite de la part de la partie la plus diligente. La notification sera accompagnée d'un aide-mémoire suffisamment détaillé.

Dans la mesure du possible, les parties tenteront de régler le différend par la négociation, en faisant éventuellement appel à l'avis spécialisé d'un tiers, ou par la conciliation entre les Parties contractantes par la voie diplomatique.

2. A défaut de règlement amiable par arrangement direct entre les parties au différend ou par conciliation par la voie diplomatique dans les six mois à compter de sa notification, le différend sera soumis, au choix de l'investisseur, soit à la juridiction compétente de l'Etat où l'investissement a été réalisé, soit à l'arbitrage international.

A cette fin, chacune des Parties contractantes donne son consentement anticipé et irrévocable à ce que tout différend soit soumis à cet arbitrage. Ce consentement implique qu'elles renoncent à exiger l'épuisement des recours administratifs ou judiciaires internes.

3. En cas de recours à l'arbitrage international, le différend sera soumis à l'un des organismes d'arbitrage désignés ci-après, au choix de l'investisseur:

- à un tribunal d'arbitrage *ad hoc*, établi selon les règles d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le Droit Commercial International (C.N.U.D.C.I.);
- au Centre international pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements (C.I.R.D.I.), créé par la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats, ouverte à la signature à Washington, le 18 mars 1965, lorsque chaque Etat partie au présent Accord sera membre de celle-ci. Aussi longtemps que cette condition n'est pas remplie, chacune des Parties contractantes consent à ce que le différend soit soumis à l'arbitrage conformément au règlement du Mécanisme supplémentaire du C.I.R.D.I.;
- au Tribunal d'arbitrage de la Chambre de Commerce Internationale, à Paris;
- à l'Institut d'arbitrage de la Chambre de Commerce, à Stockholm.

Si la procédure d'arbitrage a été introduite à l'initiative d'une Partie contractante, celle-ci invitera par écrit l'investisseur concerné à exprimer son choix quant à l'organisme d'arbitrage qui devra être saisi du différend.

4. Aucune des Parties contractantes, partie à un différend, ne soulèvera d'objection, à aucun stade de la procédure d'arbitrage ni de l'exécution d'une sentence d'arbitrage, du fait que l'investisseur, partie adverse au différend, aurait perçu une indemnité couvrant tout ou partie de ses pertes en exécution d'une police d'assurance ou de la garantie prévue à l'article 9 du présent Accord.

5. Les sentences d'arbitrage seront définitives et obligatoires pour les parties au différend. Chaque Partie contractante s'engage à exécuter les sentences en conformité avec sa législation nationale.

Article 13

**Différends entre les Parties contractantes concernant l'interprétation ou l'application du présent Accord**

1. Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application du présent Accord sera réglé, si possible, par la voie diplomatique.
2. A défaut de règlement par la voie diplomatique, le différend sera soumis à une commission mixte, composée de représentants des deux Parties; celle-ci se réunira à la demande de la Partie la plus diligente et sans délai injustifié.

3. Si la commission mixte ne peut régler le différend, celui-ci sera soumis, à la demande de l'une ou l'autre des Parties contractantes, à un tribunal arbitral constitué, pour chaque cas particulier, de la manière suivante:

Chaque Partie contractante désignera un arbitre dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle l'une des Parties contractantes a fait part à l'autre de son intention de soumettre le différend à arbitrage. Dans les deux mois suivant leur désignation, les deux arbitres désigneront d'un commun accord un ressortissant d'un Etat tiers qui exercera la fonction de président du tribunal arbitral.

Si ces délais n'ont pas été observés, l'une ou l'autre Partie contractante invitera le Président de la Cour Internationale de Justice à procéder à la nomination ou aux nominations nécessaire(s).

Si le Président de la Cour Internationale de Justice est ressortissant de l'une ou l'autre Partie contractante ou d'un Etat avec lequel l'une ou l'autre Partie contractante n'entretient pas de relations diplomatiques, ou si, pour une autre raison, il est empêché d'exercer cette fonction, le Vice-Président de la Cour Internationale de Justice sera invité à procéder à la nomination ou aux nominations nécessaire(s).

4. Le tribunal ainsi constitué fixera ses propres règles de procédure. Ses décisions seront prises à la majorité des voix; elles seront définitives et obligatoires pour les Parties contractantes.

5. Chaque Partie contractante supportera les frais liés à la désignation de son arbitre. Les débours inhérents à la désignation du troisième arbitre et les frais de fonctionnement du tribunal seront supportés, à parts égales, par les Parties contractantes.

6. Les dispositions du présent Article ne s'appliqueront pas aux différends pouvant survenir sur la base de l'Article 5 ou de l'Article 6 du présent Accord.

#### Article 14

##### **Investissements antérieurs**

1. Le présent Accord s'appliquera également aux investissements effectués avant son entrée en vigueur par les investisseurs de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante en conformité avec les lois et règlements de cette dernière.

#### Article 15

##### **Entrée en vigueur et durée**

1. Le présent Accord entrera en vigueur un mois à compter de la date à laquelle les Parties contractantes auront échangé leurs instruments de ratification. Il restera en vigueur pour une période de dix ans.

A moins que l'une des Parties contractantes ne le dénonce au moins six mois avant l'expiration de sa période de validité, il sera chaque fois reconduit tacitement pour une nouvelle période de dix ans, chaque Partie contractante se réservant le droit de le dénoncer par une notification introduite au moins six mois avant la date d'expiration de la période de validité en cours.

2. En ce qui concerne les investissements effectués antérieurement à la date d'expiration du présent Accord, les dispositions de ce dernier leur resteront applicables pour une période de dix ans à compter de la date d'expiration.

EN FOI DE QUOI, les représentants soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

FAIT à Panama, le 26 mars 2009, en deux exemplaires originaux, chacun en langues française, néerlandaise, espagnole et anglaise, tous les textes faisant également foi. Le texte en langue anglaise prévaudra en cas de divergence d'interprétation.

*Pour l'Union économique belgo-luxembourgeoise:*

*Pour le Royaume de Belgique:  
Pour la Région wallonne:  
Pour la région flamande:  
Pour la Région  
de Bruxelles-Capitale:*

*Pour le Grand-Duché  
de Luxembourg:*

*Pour la République du Panama:*

\*

2024

## ACCORD

### entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la Barbade concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements

*Le Royaume de Belgique,*  
*la Région wallonne,*  
*la Région flamande,*  
*et la Région de Bruxelles-Capitale,*  
ainsi que  
*le Grand-Duché de Luxembourg*

et

*la Barbade*

(ci-après dénommés individuellement «la Partie contractante», ou collectivement «les Parties contractantes»),

Désireux de créer des conditions favorables au développement des investissements des nationaux et des sociétés de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante;

Reconnaissant que l'encouragement et la protection réciproque de tels investissements en vertu d'accords internationaux auront pour effet de stimuler les initiatives commerciales individuelles et d'accroître la prospérité des Parties contractantes;

SONT CONVENU de ce qui suit:

#### Article 1

#### Définitions

Pour l'application du présent Accord:

(a) «sociétés» désigne:

- (i) en ce qui concerne la Barbade, les entreprises, firmes et associations établies ou constituées conformément à la législation en vigueur à la Barbade;
- (ii) en ce qui concerne la Belgique et le Luxembourg, toute entreprise, firme ou association établie ou constituée conformément à la législation du Royaume de Belgique ou du Grand-Duché de Luxembourg et ayant son siège social sur le territoire du Royaume de Belgique ou du Grand-Duché de Luxembourg.

Pour l'application du présent Accord, toute société établie ou constituée conformément à la législation d'une des Parties contractantes mais effectivement contrôlée, directement ou indirectement, par des nationaux ou des sociétés de l'autre Partie contractante sera traitée comme une société de cette dernière Partie contractante.

(b) «législation en matière d'environnement» désigne:

toute législation des Parties contractantes en vigueur à la date de signature du présent Accord ou adoptée après cette date, ou toute disposition contenue dans cette législation, qui vise principalement la protection de l'environnement, ou la prévention de tout danger pour la vie ou la santé des hommes, des animaux ou des plantes par les moyens suivants:

- (i) prévention, réduction ou contrôle des rejets, déversements ou émissions de substances polluantes ou de produits contaminateurs pour l'environnement;
- (ii) contrôle des produits chimiques, substances, matériaux et déchets dangereux ou toxiques pour l'environnement et diffusion des informations y relatives;
- (iii) protection ou conservation de la flore et de la faune sauvages, y compris les espèces menacées d'extinction, leur habitat, et les zones naturelles spécialement protégées sur le territoire des Parties contractantes.

(c) «investissements» désigne:

tout élément d'actif quelconque et tout apport en numéraire, en nature ou en services, investi ou réinvesti, directement ou indirectement et notamment, mais non exclusivement:

- (i) les biens meubles et immeubles ainsi que tous autres droits de propriété tels que hypothèques, privilèges ou gages;
- (ii) les actions, parts et obligations de sociétés et toute autre forme de participation dans le capital d'une société;
- (iii) les créances et droits à toutes prestations contractuelles ayant une valeur financière; et
- (iv) les droits de propriété intellectuelle, le fonds de commerce, les procédés techniques et le savoir-faire;
- (v) les concessions commerciales accordées par la loi ou en vertu d'un contrat, notamment celles relatives à la prospection, la culture, l'extraction ou l'exploitation de ressources naturelles.

Aucune modification de la forme dans laquelle les avoirs ou les apports en numéraire, en nature ou en services ont été investis ou réinvestis, directement ou indirectement, n'affectera leur qualité d'investissements.

(d) «*législation du travail*» désigne:

toute législation des Parties contractantes en vigueur à la date de signature du présent Accord ou adoptée après cette date, ou toute disposition contenue dans cette législation, qui vise à mettre en application les normes de protection du travail énumérées ci-dessous telles que définies par l'Organisation internationale du Travail:

- (i) le droit d'association;
- (ii) le droit d'organisation et de négociation collective;
- (iii) l'interdiction de recourir à quelque forme de travail forcé ou obligatoire que ce soit;
- (iv) un âge minimum d'admission des enfants à l'emploi;
- (v) des conditions de travail acceptables en ce qui concerne le salaire minimum et la durée du travail, ainsi que la sécurité et la santé des travailleurs.

(e) «*nationaux*» désigne:

- (i) en ce qui concerne la Barbade, les personnes physiques dont la qualité de nationaux de la Barbade découle de la législation en vigueur à la Barbade;
- (ii) en ce qui concerne la Belgique et le Luxembourg, toute personne physique qui, selon la législation du Royaume de Belgique ou du Grand-Duché de Luxembourg est considérée comme citoyen du Royaume de Belgique ou du Grand-Duché de Luxembourg.

(f) «*revenus*» désigne:

les sommes produites par les investissements et notamment, mais non exclusivement, les bénéfices, intérêts, accroissements de capital, dividendes, royalties et indemnités.

(g) «*territoire*» désigne:

- (i) en ce qui concerne la Barbade, son territoire, sa mer territoriale et la zone économique exclusive définie par les lois nationales de la Barbade et conformément au droit international, comme une zone à l'intérieur de laquelle la Barbade est habilitée à exercer ses droits souverains ou sa juridiction aux fins d'exploration, d'exploitation et de conservation des ressources naturelles;
- (ii) en ce qui concerne la Belgique et le Luxembourg, le territoire terrestre du Royaume de Belgique et le territoire terrestre du Grand-Duché de Luxembourg, ainsi que les zones maritimes, c'est-à-dire les zones marines et sous-marines qui s'étendent au-delà des eaux territoriales du Royaume de Belgique et sur lesquelles celui-ci exerce, conformément au droit international, ses droits souverains et sa juridiction aux fins d'exploration, d'exploitation et de conservation des ressources naturelles.

## *Article 2*

### ***Promotion et protection des investissements***

1. Chacune des Parties contractantes encouragera les investissements de capitaux sur son territoire, créera des conditions favorables à leur réalisation par des nationaux ou des sociétés de l'autre Partie contractante et admettra lesdits investissements sous réserve de son droit d'exercer les pouvoirs qui lui sont conférés par sa législation.
2. Les investissements effectués par des nationaux ou des sociétés de l'une des Parties contractantes bénéficieront en tout temps d'un traitement juste et équitable et jouiront, sur le territoire de l'autre Partie contractante, d'une protection et d'une sécurité entières.
3. Sous réserve des mesures nécessaires au maintien de l'ordre public ou de la sécurité publique, aucune Partie contractante n'entravera, par des mesures arbitraires ou discriminatoires, la gestion, l'entretien, l'utilisation, la jouissance ou l'aliénation des investissements réalisés sur son territoire par des nationaux ou des sociétés de l'autre Partie contractante.
4. Chacune des Parties contractantes se conformera à toutes les obligations contractées par rapport aux investissements réalisés par des nationaux ou des sociétés de l'autre Partie contractante.

## *Article 3*

### ***Traitement national et nation la plus favorisée***

1. Aucune Partie contractante n'appliquera sur son territoire aux investissements ou aux revenus de nationaux ou de sociétés de l'autre Partie contractante un traitement moins favorable que celui qu'elle accorde aux investissements ou aux revenus de ses propres nationaux ou sociétés ou aux investissements ou revenus de nationaux ou de sociétés de tout Etat tiers.
2. En ce qui concerne la gestion, l'entretien, l'utilisation, la jouissance ou l'aliénation des investissements, aucune Partie contractante n'appliquera sur son territoire aux nationaux ou aux sociétés de l'autre Partie contractante un traitement moins favorable que celui qu'elle accorde à ses propres nationaux ou sociétés ou aux nationaux ou sociétés de tout Etat tiers.
3. Pour éviter toute équivoque, il est confirmé que le traitement visé aux paragraphes (1) et (2) ci-dessus s'appliquera aux dispositions des Articles 1 à 15 du présent Accord.

## Article 4

**Indemnisation des pertes**

Sans préjudice des autres dispositions du présent Accord, les investisseurs de l'une des Parties contractantes dont les investissements auraient subi des pertes dues à une guerre ou à tout autre conflit armé, état d'urgence national ou révolte sur le territoire de l'autre Partie contractante, bénéficieront, de la part de cette dernière, d'un traitement, en ce qui concerne les restitutions, indemnisations, compensations ou autres types de dédommagements, qui ne sera pas moins favorable que celui accordé par cette dernière Partie contractante à ses propres investisseurs ou aux investisseurs de tout Etat tiers, suivant le traitement le plus favorable aux investisseurs concernés. Les paiements en découlant seront librement transférables.

## Article 5

**Expropriation**

1. Les investissements des nationaux ou des sociétés de chacune des Parties contractantes ne seront ni nationalisés, ni expropriés, ni soumis à des mesures ayant un effet équivalent à une nationalisation ou à une expropriation (désignées ci-après sous le terme d'«expropriation») sur le territoire de l'autre Partie contractante, si ce n'est pour des raisons d'utilité publique, de sécurité ou d'intérêt national.

Les expropriations seront réalisées sur une base non discriminatoire et moyennant le paiement sans délai d'une indemnité adéquate et effective. Le montant de l'indemnité correspondra à la juste valeur marchande de l'investissement exproprié immédiatement avant l'expropriation ou le moment où l'intention d'exproprier a été rendue publique, suivant la première situation qui se présente; les indemnités porteront intérêt au taux commercial applicable jusqu'à la date du paiement, elles seront versées sans retard injustifié, seront effectivement réalisables et librement transférables. Le national ou la société lésé(e) sera autorisé(e), en vertu de la législation de la Partie contractante qui a procédé à l'expropriation, à demander le réexamen dans les plus brefs délais, par une autorité judiciaire ou par toute autre autorité indépendante de ladite Partie contractante, de son cas et de l'évaluation de l'investissement, conformément aux principes énoncés dans le présent paragraphe.

2. Lorsqu'une Partie contractante exproprie les avoirs d'une société établie ou constituée conformément à la législation en vigueur sur n'importe quelle partie de son territoire, dans laquelle des nationaux ou des sociétés de l'autre Partie contractante détiennent des actions, elle veillera à ce que les dispositions du paragraphe (1) du présent Article soient appliquées dans la mesure nécessaire pour garantir le paiement sans délai d'une indemnité adéquate et effective aux nationaux ou aux sociétés de l'autre Partie contractante qui détiennent lesdites actions, au titre de leur investissement.

## Article 6

**Transferts**

Chaque Partie contractante garantira aux nationaux ou aux sociétés de l'autre Partie contractante le libre transfert de tous les investissements et revenus, y compris tous les paiements y relatifs. Les transferts seront effectués sans délai dans la monnaie convertible dans laquelle les capitaux étaient investis à l'origine ou dans toute autre monnaie convertible, sans autres charges que les frais bancaires usuels. Sauf convention contraire avec l'investisseur, les transferts seront effectués au taux de change applicable à la date du transfert conformément à la réglementation des changes en vigueur.

## Article 7

**Exceptions**

Les dispositions du présent Accord relatives à l'octroi d'un traitement non moins favorable que celui accordé aux nationaux ou aux sociétés de l'une ou l'autre Partie contractante ou de tout Etat tiers ne pourront être interprétées comme obligeant une Partie contractante à étendre aux nationaux ou aux sociétés de l'autre Partie le bénéfice de tout traitement, préférence ou privilège résultant:

- (a) d'une union douanière, d'une zone de libre échange ou d'un marché commun existants ou futurs ou de toute autre forme d'organisation économique régionale, à laquelle l'une ou l'autre des Parties contractantes est ou peut devenir partie, ou
- (b) de tout accord ou arrangement international concernant principalement ou exclusivement l'imposition ou de toute législation nationale concernant principalement ou exclusivement l'imposition.

## Article 8

**Règlement des différends relatifs aux investissements**

1. Tout différend relatif à un investissement entre un investisseur de l'une des Parties contractantes et l'autre Partie contractante fera l'objet d'une notification écrite de la part de l'investisseur à l'autre Partie contractante.

Dans la mesure du possible, les parties au différend tenteront de le régler par des négociations à l'amiable.

2. A défaut de règlement du différend dans les trois mois de la notification, celui-ci sera soumis, au choix de l'investisseur, soit à la juridiction compétente de l'Etat où l'investissement a été réalisé, soit à l'arbitrage international.

A cette fin, chacune des Parties contractantes donne son consentement anticipé et irrévocable à ce que tout différend soit soumis à cet arbitrage. Ce consentement implique qu'elles renoncent à exiger l'épuisement des recours administratifs ou judiciaires internes.

3. En cas de recours à l'arbitrage international, le différend sera soumis à l'un des organismes d'arbitrage désignés ci-après, au choix de l'investisseur:

- (a) à un tribunal d'arbitrage ad hoc, établi selon les règles d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le Droit Commercial International (C.N.U.D.C.I.) sur le territoire d'un Etat partie à la Convention de New York pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères (ci-après dénommée la «Convention de New York»);
- (b) au Centre international pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements (C.I.R.D.I.), créé par la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats, ouverte à la signature à Washington, le 18 mars 1965;
- (c) à un tribunal arbitral (composé de trois arbitres) établi
  - (i) conformément aux règles d'arbitrage de la Chambre de Commerce Internationale ou de la London Court of International Arbitration (L.C.I.A.), qui tranchera le différend selon lesdites règles; et
  - (ii) sur le territoire d'un Etat partie à la Convention de New York.

4. Aucune des Parties contractantes, partie à un différend, ne soulèvera d'objection ou comme moyen de défense, à aucun stade de la procédure d'arbitrage ni de l'exécution d'une sentence d'arbitrage, du fait que l'investisseur, partie adverse au différend, aurait perçu une indemnité couvrant tout ou partie de ses pertes en exécution d'une police d'assurance ou de la garantie prévue à l'article 10 du présent Accord.

5. Les sentences d'arbitrage seront définitives et obligatoires pour les parties au différend. Chaque Partie contractante s'engage à exécuter les sentences et à s'y conformer en conformité avec sa législation nationale et les accords internationaux applicables.

#### *Article 9*

#### **Règlement des différends entre les Parties contractantes**

1. Les différends entre les Parties contractantes relatifs à l'interprétation ou à l'application du présent Accord seront réglés, si possible, par la voie diplomatique.
2. Si un différend entre les Parties contractantes ne peut être réglé de cette manière, il sera soumis, à la demande de l'une ou l'autre Partie contractante, à un tribunal arbitral.
3. Ledit tribunal arbitral sera constitué, pour chaque cas particulier, de la manière suivante. Dans les deux mois à compter de la réception de la demande d'arbitrage, chaque Partie contractante désignera un membre du tribunal. Ces deux membres choisiront alors un ressortissant d'un Etat tiers qui sera désigné comme Président du tribunal, moyennant l'accord des deux Parties contractantes. Le Président sera désigné dans les deux mois à compter de la date à laquelle les deux autres membres ont été désignés.
4. Si les désignations n'ont pas eu lieu dans les délais spécifiés au paragraphe (3) du présent Article, l'une ou l'autre Partie contractante pourra, en l'absence de tout autre arrangement, demander au Président de la Cour Internationale de Justice de procéder aux nominations nécessaires. Si le Président de la Cour est ressortissant de l'une ou l'autre Partie contractante ou si, pour une autre raison, il est empêché d'exercer cette fonction, le Vice-Président sera invité à procéder aux nominations nécessaires. Si le Vice-Président de la Cour est lui aussi ressortissant de l'une ou l'autre Partie contractante, ou s'il est également empêché d'exercer cette fonction, le membre le plus élevé en rang de la Cour Internationale de Justice et qui n'est pas ressortissant de l'une ou l'autre Partie contractante sera invité à procéder aux nominations nécessaires.
5. Le tribunal arbitral prendra ses décisions à la majorité des voix. Ses décisions seront obligatoires pour les deux Parties contractantes. Chaque Partie contractante supportera les frais du membre du tribunal qu'elle a désigné, ainsi que les frais de sa représentation dans la procédure d'arbitrage; les frais du Président et les autres frais seront supportés à parts égales par les Parties contractantes. Le tribunal arbitral pourra toutefois stipuler dans sa décision qu'une part plus importante de ces frais sera supportée par une des deux Parties contractantes, et cette sentence sera obligatoire pour les deux Parties contractantes. Le tribunal arbitral fixera ses propres règles de procédure.

#### *Article 10*

#### **Subrogation**

Si l'une des Parties contractantes ou l'organisme désigné par celle-ci a assuré une forme quelconque d'indemnisation au titre de tout investissement réalisé par ses investisseurs sur le territoire de l'autre Partie contractante et a payé auxdits investisseurs des indemnités au titre des créances qu'ils ont fait valoir en vertu du présent Accord, l'autre Partie contractante reconnaîtra que la première Partie contractante ou l'organisme désigné par celle-ci est autorisé, par voie de subrogation, à exercer les droits et à faire valoir les créances appartenant auxdits investisseurs. Les droits ou créances transférés par voie de subrogation ne seront pas plus étendus que les droits ou créances initiaux desdits investisseurs.

*Article 11***Environnement**

1. Reconnaissant que chaque Partie contractante a le droit de fixer son propre niveau de protection de l'environnement et de définir ses politiques et priorités en matière d'environnement et de développement, ainsi que d'adopter ou de modifier en conséquence ses lois ad hoc, chacune des Parties contractantes veillera à ce que sa législation garantisse les niveaux de protection de l'environnement convenus à l'échelon international et mettra tout en œuvre en vue d'améliorer constamment ladite législation.
2. Les Parties contractantes reconnaissent qu'il n'est pas approprié d'assouplir la législation nationale en matière d'environnement aux fins d'encourager les investissements. A cet égard, chacune des Parties contractantes veillera à ce qu'il ne soit pas accordé d'exemption ni dérogé d'aucune autre façon à ladite législation, pas plus qu'il ne soit offert de possibilité d'exemption ou autre dérogation aux fins d'encourager la constitution, l'entretien ou l'expansion d'un investissement sur son territoire.
3. Les Parties contractantes réaffirment les engagements auxquels elles ont souscrit dans le cadre d'accords internationaux en matière d'environnement. Elles veilleront à ce que lesdits engagements soient pleinement reconnus et appliqués dans leur législation nationale.

*Article 12***Travail**

1. Reconnaissant que chaque Partie contractante a le droit de fixer ses propres normes de protection du travail et d'adopter ou de modifier en conséquence ses lois ad hoc, chacune des Parties contractantes veillera à ce que sa législation fixe des normes de travail conformes aux normes internationales du travail énoncées au paragraphe (d) de l'Article 1 et n'aura de cesse d'améliorer lesdites normes.
2. Les Parties contractantes reconnaissent qu'il n'est pas approprié d'assouplir la législation nationale du travail aux fins d'encourager les investissements. A cet égard, chacune des Parties contractantes veillera à ce qu'il ne soit pas accordé d'exemption ni dérogé d'aucune autre façon à ladite législation, pas plus qu'il ne soit offert de possibilité d'exemption ou autre dérogation aux fins d'encourager la constitution, l'entretien ou l'expansion d'un investissement sur son territoire.
3. Les Parties contractantes réaffirment leurs obligations en tant que membres de l'Organisation internationale du Travail ainsi que leurs engagements en vertu de la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux du travail et de son suivi. Les Parties contractantes veilleront à ce que lesdits principes et les normes internationales du travail énoncées au paragraphe (d) de l'Article 1 soient reconnus et protégés dans leur législation nationale.

*Article 13***Application d'autres règles**

Si les dispositions législatives de l'une ou l'autre Partie contractante ou des obligations en vertu du droit international en vigueur actuellement entre les Parties contractantes ou contractées dans l'avenir, en plus du présent Accord, contiennent des règles de caractère général ou particulier, par l'effet duquel les investissements des nationaux ou des sociétés de l'autre Partie contractante bénéficient d'un traitement plus favorable que celui accordé par le présent Accord, ces règles, pour autant qu'elles soient plus favorables, prévaudront sur le présent Accord.

*Article 14***Champ d'application**

Le présent Accord s'appliquera à tous les investissements effectués avant ou après son entrée en vigueur par des investisseurs de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante. Toutefois, les dispositions du présent Accord ne s'appliqueront pas aux créances liées à des événements survenus avant son entrée en vigueur ni aux créances qui ont été réglées avant son entrée en vigueur.

*Article 15***Réunions**

1. Les représentants des Parties contractantes organiseront des réunions aux fins:
  - (a) d'évaluer la mise en œuvre du présent Accord;
  - (b) d'échanger des informations sur les aspects juridiques et les possibilités d'investissement;
  - (c) d'examiner les différends en rapport avec les investissements;
  - (d) de formuler des propositions en matière de promotion des investissements; et
  - (e) d'étudier d'autres questions liées aux investissements.
2. Si l'une des Parties contractantes demande une réunion de concertation sur l'un des points visés au paragraphe 1 du présent Article, l'autre Partie contractante lui transmettra sans délai par la voie diplomatique sa réponse au sujet de la concertation, qui sera organisée alternativement à Bruxelles et à Bridgetown.

Article 16

**Entrée en vigueur**

Chacune des Parties contractantes informera l'autre Partie contractante de l'accomplissement des procédures légales internes requises pour l'entrée en vigueur du présent Accord. Le présent Accord entrera en vigueur le jour qui suit la date de réception de la dernière des notifications.

Article 17

**Durée et dénonciation**

1. Le présent Accord restera en vigueur pour une période de dix ans. Il demeurera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une période de douze mois à compter de la date à laquelle l'une des Parties contractantes aura envoyé à l'autre Partie contractante une notification de dénonciation.

2. En ce qui concerne les investissements effectués avant la date à laquelle la notification de dénonciation du présent Accord sortira ses effets, les dispositions des Articles 1 à 15 leur resteront applicables pour une période supplémentaire de vingt ans à compter de ladite date.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

FAIT à Bruxelles, le 29 mai 2009, en deux exemplaires originaux, chacun en langues française, néerlandaise et anglaise, tous les textes faisant également foi. Le texte en langue anglaise prévaudra en cas de divergence d'interprétation.

*Pour l'Union économique belgo-luxembourgeoise:*

*Pour le Royaume de Belgique:  
Pour la Région wallonne:  
Pour la région flamande:  
Pour la Région  
de Bruxelles-Capitale:*



Olivier CHASTEL  
Secrétaire d'Etat  
aux Affaires étrangères

*Pour le Grand-Duché  
de Luxembourg:*



*Pour la Barbade:*



Maxine McCLEAN,  
Ministre des Affaires étrangères  
et du Commerce extérieur





